

## Réunion à Moscou du « parlement du parti »

### La session précipitée du comité central s'annonce décisive pour M. Gorbatchev et ses réformes

#### L'heure de vérité

La « transparence » chère à M. Gorbatchev a ses limites : alors qu'aucune réunion du comité central n'était attendue avant la fin du mois d'octobre, on a appris mercredi que le « parlement du parti » soviétique était convoqué pour vendredi 30 septembre. A l'ordre du jour, une question particulièrement brûlante au pays de la Nomenklatura et qui coûte déjà son poste à Khroutchchev pour avoir voulu s'y attaquer : la réforme de l'appareil du parti.

Officiellement approuvé à la fin du mois de juillet, ce projet de M. Gorbatchev, qui devrait envoyer à la retraite, selon l'usage, des millions d'appareilistes, soulève une formidable résistance, aussi bien à Moscou, où les différents organismes du comité central devraient subir des coupes claires, que dans les différentes Républiques. On peut comprendre ces résistances acharnées, puisqu'il s'agit, dans l'esprit des réformistes, de rompre avec un dogme — la prépondérance du parti sur les gestionnaires — au bénéfice d'un principe totalement révolutionnaire en Union soviétique : la primauté de la compétence.

M. Gorbatchev a-t-il été contraint de soumettre une nouvelle fois au comité central par ses adversaires du bureau politique ou a-t-il au contraire choisi de passer à l'offensive pour contraindre les nostalgiques de la stagnation à se dévoter ? Les deux thèses ont cours à Moscou, mais, quoi qu'il en soit, il est certain que l'heure de vérité a sonné pour le secrétaire général.

Le moment est particulièrement critique pour M. Gorbatchev : jamais, depuis vingt ans, de l'avis général, les conditions de vie des Soviétiques n'avaient été aussi mauvaises. Le secrétaire général a pu en faire l'expérience lors de son récent voyage en Sibérie, lorsqu'il a dû enregistrer sous l'œil complaisant des caméras de télévision les plaintes de nombreux citoyens de base qui affichaient, avec une franchise toute nouvelle au pays du mensonge déconcertant, leur scepticisme sur les avantages supposés de la « perestroïka ». C'est que, contrairement à l'intelligence, le « Homo soviétique » ne vit pas seulement d'articles vengeurs des « Novosti » de Moscou ou d'un « Ogoniok », les deux phrases de la réforme. Les adversaires masqués de M. Gorbatchev l'ont parfaitement compris, qui seraient, dit-on, contribué à aggraver la pénurie.

La situation n'est guère meilleure pour le secrétaire général sur le front des nationalités : la libéralisation a mis au grand jour des frustrations nationales, voire des haines ancestrales que les totalitarismes d'interdiction de se manifester. Cela est particulièrement vrai dans le Caucase, où le « Pravda » dénonce maintenant le danger d'une « insurrection », mais la révolte couve également dans les Républiques d'Asie centrale et en Ukraine, pour ne rien dire des Républiques baltes. Voilà encore des arguments pour les tenants de l'ordre ancien.

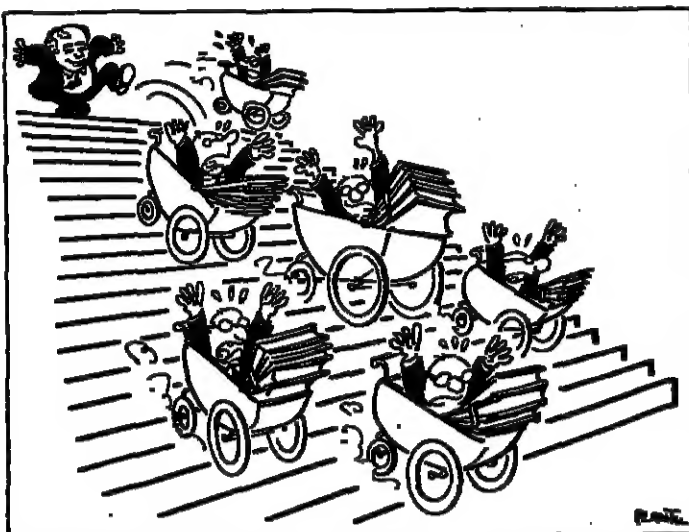
Le temps des ruses tactiques est passé pour M. Gorbatchev. Après avoir cru pouvoir approcher ses ennemis et convertir les incrédules, le secrétaire général est contraint de livrer bataille à découvert. Ne dit-il pas clairement : « Nous pardonnons la perte de 7 à 8 millions à savoir si son offensive ne va pas se transformer en fuite en avant.

M 0147-0930-0 4,50 F



3790147004500 09300

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères et l'un des hommes de confiance de M. Gorbatchev, était attendu jeudi 29 septembre à Moscou, après avoir interrompu ses entretiens à New York pour répondre à la convocation précipitée d'une séance plénière du comité central. Le ministre de la défense, le général Iazov, en visite en Inde, s'est trouvé dans la même situation. La session, qui doit être consacrée à la restructuration de l'appareil du comité central, s'annonce décisive pour la politique de réformes de M. Gorbatchev.



Lire page 3 les articles de BERNARD GUETTA et MICHEL TATU.

#### Les Jeux de Séoul

##### Athlétisme : affaire de famille

Après l'heptathlon, Jackie Joyner-Kersey remporte la longueur, et sa belle-sœur, Florence Griffith-Joyner, le 100 m et le 200 m. Leur entraîneur commun est Bob Kersey, mari de la première.

##### Kayak : la sieste éliminatoire

Philippe Boccard et Pascal Bouchard se sont réveillés trop tard pour leur demi-finale. La course et les médailles sont parties sans eux.

Lire pages 14 et 15

#### Audiovisuel, prisons, hôpitaux

### La révolte des obscurs

par Bruno Frappat

Derrière les murs des hôpitaux, il n'y a pas seulement des malades et des médecins, il y a aussi des infirmières. Derrière les murs des prisons, il n'y a pas seulement des détenus, condamnés ou prévenus, il y a aussi des gardiens, les « matons ». Derrière les belles façades et le miroitement prestigieux des écrans de télévision, il n'y a pas seulement des stars ou même des vedettes, il y a le petit peuple des coulisses.

On ne saurait dire si c'est seulement le hasard qui veut qu'aujourd'hui, par une synchronie étrange, ces catégories sociales montent au créneau pour affirmer leur existence, réclamer considération et rémunération. Le fait est là : cet automne social, le premier qu'affronte la gauche socialiste revenue aux affaires, démarre par la révolte des obscurs, les gens de l'ombre. Ombre des prisons où la société délègue à quelques milliers d'hommes — et de femmes — le soin de surveiller les prisonniers. Ombre des hôpitaux et des nuits de veille où les bien-portants, forcément, laissent à d'autres le soin des soins et des tâches sans gloire. Ombre de la planète médias où les « coulissiers » ont pour quotidienne mission de garantir l'éclat des étoiles surpayées.

Sur le plan des traitements, c'est-à-dire des salaires, on ne saurait associer dans une même compassion le sort des techniciens et administratifs de l'audiovisuel et celui des infirmières. Sur celui des responsabilités et des conditions de travail non plus. De même qu'on ne saurait mettre sur

le même plan les conditions de travail des gardiens des Baumettes et ceux des salariés de la rue Cognac-Jay. Ce qui unit les trois mouvements en cours est d'un ordre moins syndical, moins matériel. On peut le résumer par le besoin de considération, l'exigence d'être regardé — par les supérieurs hiérarchiques, les administrations, les politiques, les usagers et la nation tout entière — comme un élément déterminant du corps social.

(Lire la suite page 12.)

#### Quand se meurt un empereur

### La nation la plus homogène qui soit...

par ANDRÉ FONTAINE

Isé. Trombes d'eau qui transforment en saupiquets nos dérisoires imperméables européens. Parapluis habités à se retourner comme des crepes auxquels on se cramponne au risque de ne plus voir. Geyser au passage des vagues. Nuages froids dans des mêmes grasseilles les collines boisées et la mer où elles s'enfoncent ; il faut venir au Japon pour comprendre ce que plus veut dire. A en croire la météo, il s'agit pourtant en ce sombre dimanche que du lointain effet d'un typhon « petit et faible » s'approchant à des comptés d'Okinawa.

Par un temps aussi canin, personne, en France, ne mettrait le nez dehors qui n'y soit obligé. Ici, on est tellement habitué à la pluie qu'elle paraît non seulement ne déranger mais n'attrister personne. C'est par là-même que touristes et pèlerins, séparés par une langue étrangère, se pressent sous le défilé dans la forêt d'Isé.

Endroit singulier, préservé par son caractère sacré des habitats sacroscènes de l'environnement, que cette montagne de 50 000 hectares où la nation nipponne voit son berceau. C'est le paradis des cryptomères, conifères gigantesques et pluricentennaires, dont les fûts

droits comme les colonnes du Parthénon servent tout naturellement à l'édification des deux sanctuaires du lieu. Un rite immémorial prévoit leur reconstruction tous les vingt ans, sans la moindre modification par rapport au modèle initial, lequel remonte à plus de deux millénaires. En contraste total avec les lignes incurvées, charnues, sculptées, bouffies, lisses, lisses, repoussées, les fûts des conifères japonais, en X, sont les extrêmes, protégés et recouverts d'un pointot, vers le ciel avec la sauvage beauté d'une force primitive, plus océanique qu'asiatique.

(Lire la suite page 5.)

#### « Hôtel Terminus », de Marcel Ophüls

### Pour en finir avec Klaus Barbie

Après « Le Chagrin et la Pitié », Marcel Ophüls poursuit son enquête sur les ravages de l'idéologie nazie et reconstitue à travers documents et témoignages la carrière d'un SS ordinaire, Klaus Barbie.

Plus qu'un film, une œuvre. Pour peu qu'on y réfléchisse, « Hôtel Terminus », très classiquement sous-titré : Klaus Barbie, sa vie et son temps, ne relève pas du cinéma au sens, fût-il le meilleur, de ce mot et de sa magie. Il ne

relève pas davantage du reportage, de l'enquête journalistique, bien que le reportage et l'enquête y aient chacun leur part. Il porte la signature de Marcel Ophüls et c'est dire déjà qu'il requiert l'attention particulière que l'on doit à l'auteur d'un « genre » qui, sans même le vouloir, est vraisemblablement unique dans l'univers des chasseurs d'images et de propos qui ne sont pas là pour épater leur monde. Il est vrai qu'un regard trop superficiel tout comme l'annonce si tranquille

d'une durée de projection de quatre heures et vingt-sept minutes portent d'emblée à se poser des questions et à exprimer ce qu'il faut bien appeler des inquiétudes. Ou bien, pense-t-on à bon droit, pour qui s'intéresse à Barbie, à sa vie et à son temps, pour qui a lu et écouté ce qui précède, accompagné et suivi un procès de près de deux mois, que peut-on bien venir chercher dans une salle obscure qui puisse encore être neuve ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE  
(Lire la suite page 28.)

**MICHEL BRAUDEAU**

**L'objet perdu de l'amour**

Michel Braudeau

Grâce au courage du style, à sa plénitude, à son dynamisme, une fête littéraire, un cadeau pour les amateurs de très beaux romans.

Jacques-Pierre Amette  
Le Point

110 F

Editions du Seuil

**Le Monde**

**DES LIVRES**

- « Pour sauver sa vie » : en analysant les suppliques des criminels au roi de France, l'historienne américaine Natalie Davis interroge le statut même du récit historique.
- Lettres japonaises : Yasushi Inoue ; Junichirō Tanizaki ; Donald Richie ; Lafcadio Hearn.
- La chronique de Nicole Zand : Jossif Brodski.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Un siècle, une vie », de Jean Guillemin.

Pages 17 à 24



## MÉDIAS

### Vraie et fausse dévotion à l'information

par ALFRED GROSSER

Il est juste, il est bon qu'on ait le culte de l'information ! Comment ne pas se réjouir de toute conversion d'un journal ou d'un journaliste à la religion du « professionnalisme » dans la presse ? Si, toutefois, il s'agit du respect de quelques règles d'honnêteté élémentaire et non de l'illusion mystificatrice qu'il pourrait exister une véritable « information pure ».

Ne pas être unilatéral en donnant la parole aux uns et pas aux autres et, d'une façon plus générale, ne pas commencer un texte qu'on ne donne pas au lecteur. Surveiller son vocabulaire pour ne pas dire que tel crime a été commis par un immigré, tel autre non par un Lorrain ou par un Auvergnat, mais par Jean Dupont ou Pierre Martin. Interdire le *New York Times* en période de campagne présidentielle : l'éditorial prend clairement position, mais l'information est égale pour les deux adversaires, sans référence pour l'un ni dérisoire pour l'autre. Ne pas solliciter les faits, fût-ce par le tirage et la mise en page, pour louer constamment un camp et déprécier l'autre. Respecter ceux qu'on n'aime pas, garder l'esprit critique en éveil à l'égard de ceux qu'on aime, ce qui suppose déjà qu'on ne s'imaginer pas être parvenu à une impassibilité aussi impossible que peu souhaitable.

Peu souhaitable parce qu'il faut bien disposer de critères de sélection pour choisir parmi les milliers d'informations et de critères de jugement pour la présentation de celles qu'on a retenues dans la masse déferlante des dépêches, communiqués, coups de téléphone, sollicitations reçues.

Il s'agit de ne pas prendre pour argent comptant la vieille, séduisante et fausse formule dudit *New York Times* : « All the news that fits to print » — toutes informations propres à l'impression. Comme s'il n'y avait pas lieu de se demander sans cesse au nom de quoi on estime que ceci « va » (« fit ») et cela non ! Comme si le journaliste et son journal pouvaient ne pas privilégier, dans la chasse à l'information (qui va évidemment au-delà du dépouillement des dépêches d'agence), tel ou tel type de recherche ou d'enquête !

On même encore ne pas placer la dépêche parvenue à tous dans telle ou telle perspective. Voici près de trente ans, l'excellent revue *Presse-Accueil* parlait de cette information fictive de l'AFF : « M. Joseph

Millevin, cultivateur à Castelnaud (Dordogne) a récolté une citrouille pesant 150 kilos », pour imaginer son traitement par les journaux.

Le journal local : « Sensation au petit village de Castelnaud, près de Bergerac... M. Millevin, qui est très fier de cet exploit, est le beau-frère de notre sympathique député de Castelnaud. Nos félicitations. »

L'humanité : « Un petit cultivateur de Castelnaud (Dordogne) a réussi, à force de travail et de courage, à faire pousser une citrouille de 150 kilos. Sans doute serait-il heureux et pourrait-il nourrir convenablement sa petite famille si la loi inique sur le métrage ne l'obligeait pas à partager avec son propriétaire, un gros industriel de Périgueux, le fruit admirable de son travail... »

Le Monde : « Une citrouille pesant 150 kilos a été récoltée par M. Joseph Millevin, cultivateur à Castelnaud (Dordogne). A l'heure où la France prend place dans le Marché commun et où moment où s'ouvre devant son agriculture un avenir incertain, une récolte de ce genre est de nature à faire mesurer aux cultivateurs français les possibilités qui leur sont offertes, en même temps que le chemin qui leur reste à parcourir, après un demi-siècle de multilatéralisme, pour que leurs productions deviennent compétitives. »

France-Soir : « Interrogé par notre envoyé spécial permanent à Bergerac, M. Millevin a déclaré : « J'ai envie d'offrir cette citrouille à la princesse Margarete, à l'occasion de son prochain mariage avec le colonel Townsend. »

Plus sérieusement, le *Washington Post*, lous pour avoir enquêté sur le « Watergate », trouve qu'il convient de publier des informations sur la vie privée des hommes politiques. Est-ce du « professionnalisme » ? Oui, il est bon que les Français soient informés sur ce que fut, sur ce qu'a fait, sur ce qu'a dit, le général de Gaulle. Mais se référer constamment au discours de Phnom-Penh sans en donner les extraits qui montrent que le grand homme s'est fortement trompé dans son analyse du Vietnam est-ce respecter l'information ? Il a fait comme si le Sud voulait se libérer de la dictature soutenue affreusement par les Américains, comme s'il n'existait aucune volonté de main-

mise sur ce Sud par un Nord totalitaire. Le dire, semblerait-il, pécherait contre la neutralité de l'information ?

A Venise, le Prix spécial du jury a été décerné au film du réalisateur sénégalais Sembène Ousmane, *Le Camp de Thiaroye*, racontant un massacre perpétré en 1944 par notre armée, les victimes étant des tirailleurs africains de ladite armée, rapatriés à Dakar et révoltés par les discriminations subies. Peut-être l'histoire est-elle engagée ou même mensongère, mais la religion de l'information demandait qu'on enquête. Et qu'on commence d'abord à parler du film de la même façon que si le crime avait été commis par les Allemands ou par les Américains. Or on ne saurait dire que la presse et la télévision françaises aient consacré à cette œuvre la place qu'aurait exigé le « professionnalisme ».

Ne dramatisons pas trop : le problème le plus difficile, c'est le traitement de l'information quotidienne. Faut-il privilégier l'homme aux cent visages ou les familles démunies aux cent besoins urgents ? Faut-il aller enquêter au lycée Henri-IV, mieux encore à Saint-Louis pour y découvrir les futurs polytechniciens, ou dans le lycée technique banal où se découragent de futurs chômeurs ? Faut-il penser seulement au plaisir du lecteur à fidéliser ou faut-il le respecter en lui présentant l'information qui le dérange, fût-ce par des exemples de couples mariés heureux dans un journal avide de toutes les libérations ? Par comparaison internationale, nos journaux télévisés de 20 heures sont tout à fait honorables. Mais, si l'on se mettait à inventer les tabous et les non-dits — sur l'histoire et sur la société bien plus que sur la politique, — on aboutirait à une très longue liste.

Ayons donc tous, fournisseurs et consommateurs d'information, le culte serein de l'impossible objectivité, du moins de l'élémentaire honnêteté. Mais, de grâce, qu'on nous évite les simplifications caricaturales et les illusions ! Non, deux journaux ou deux télévisions également « professionnelles » ne seront jamais tout à fait semblables. Heureusement, car autrement le pluralisme n'aurait plus aucun sens !

## Au courrier du Monde

### Lettres de Saint-Anthème

Notre reportage à Saint-Anthème (Puy-de-Dôme), intitulé « Chronique d'un bourg obscur et qui entend le rester » (le Monde du 30 août), nous a valu plusieurs lettres. Nous en avons retenu deux, dont nous publions ci-dessous des extraits.

Après avoir indiqué qu'il était intervenu dès le 16 mai auprès des autorités compétentes pour tenter d'empêcher la fermeture (devenue effective) du collège Saint-Joseph, M. Henri Jury, maire de Saint-Anthème, écrit :

Si, malheureusement, l'image que vous donnez de l'agriculture est assez juste (...), par contre vos propos sur le commerce local laissent à penser que les boutiques ferment les uns après les autres. C'est faux, nous ne manquons d'aucun commerce vital et nous avons même, contrairement à ce que vous écrivez, un marchand de chaussures, un marchand de meubles et un nouveau commerce vient encore d'ouvrir (brocante).

Constatant que Saint-Anthème soit « sans attrait culturel », M. Jury poursuit :

Notre commune est classée station touristique estivale et hivernale depuis de nombreuses années et attire de plus en plus d'habitants, à l'exemple de cet été où, au mois d'août, nous avons affiché presque complet (...). Reproches en syndicat intercommunal, huit communes, dont Saint-Anthème, ont décidé de créer une zone nordique de ski de fond d'intérêt régional. En 1989, cette zone, qui n'aura rien à envier aux autres zones françaises, occupera plus de 8 000 hectares (avec) 100 km de pistes damées et balisées (...). Certes, je ne suis peut-être pas une « personnalité-locomotrice », mais enfant du pays, je l'aime, je le défends et y consacre une bonne partie de mon temps.

### Le goût des myrtilles

M<sup>me</sup> Luce Giquaux, de Paris, nous écrit de son côté :

J'aime ce coin et je ne veux pas le voir mourir : il est, bon dire, les vérités, le journaliste est là pour ça, l'extraordinaire étant le choix de notre petit bourg.

## MÉDECINE

### Hôpital public : état d'urgence

par le docteur FRANCIS PEIGNÉ (\*)

Un livre récent publié par la direction du plan de l'assistance publique de Paris présente dans une perspective hardie les trois scénarios possibles de l'hôpital public du vingt et unième siècle :

- D'abord, la vision la plus optimiste : l'hôpital des « pros » (promotion, productivité) : un hôpital dépourvu des carcans administratifs, allant au-devant des besoins d'une clientèle faite avant tout d'actifs, inséparable sur la qualité des soins dispensés par des services de haute technologie regroupés autour de plateaux techniques performants, prestataires de services (enseignement assisté par ordinateur, banques de données techniques informatisées, réseaux d'information mutuelle ou pour le public, etc.), et articulé avec la médecine libérale (spécialistes ou généralistes de ville). Cet hôpital est plus compliqué que le précédent, mais il n'a rien à redouter ; il est même susceptible de faire du profit, notamment dans des services « marchands » qui relèvent d'activités privées.

Il est vrai que, à côté de ce scénario optimiste, deux autres sont décrits :

- L'hôpital « peu de char » replié sur des services de technologie de pointe ou hyper-spécialisés, tandis que l'hébergement médico-social des personnes âgées et des « laissés-pour-compte de la société » envahit les autres services (médecine interne, chirurgie générale, spécialité banalisée). Cet hôpital « dual » résiste de plus en plus mal à la concurrence d'un secteur privé qui recueille une population active et dynamique, réclamant des soins rapides et efficaces.

- Une variante de ce scénario est l'hôpital « charismatique » où l'hébergement médico-social devient le service « hôpital social », qui fait appel au concours des infirmières, des chômeurs, des retraités, en un vaste élan social de solidarité. Cet hôpital est cœuré avec les collectivités locales. Il repose en grande partie sur le bénévolat. C'est le retour à saint Vincent de Paul.

Ces deux derniers scénarios, pour les auteurs de l'ouvrage, ne peuvent que conduire au déclin de l'hôpital public. Se situant dans la continuité de l'hôpital actuel, ne sont-ils pas pourtant les plus probables ?

(\*) Médecin de l'hôpital Cochin, à Paris, président de l'Inter-syndicale nationale des médecins hospitaliers.

Si l'on veut enlever ce déclin, quel que soit le caractère incontournable des restrictions budgétaires qui vont perdurer, il est essentiel d'arriver à motiver l'ensemble des acteurs de santé hospitaliers dans les perspectives présentées par le premier scénario, même s'il s'agit d'une vision trop idyllique de l'hôpital-entreprise.

### Motiver les personnels

Mais comment motiver les personnels d'une entreprise de service public dont les structures sont aussi rigides et cloisonnées, où la hiérarchie est aussi pesante, où la communication n'est le plus souvent qu'un vain mot. On parle d'insérer la participation et la responsabilisation à tous les niveaux, mais sur le terrain tout est figé par la structure hiérarchique pyramidale. Alors qu'il faudrait assouplir les statuts, prévoir des intéressements collectifs et individuels et peut-être développer les postes contractuels ou temporaires avec des possibilités de passerelles vers le secteur privé, il est compréhensible que les personnels, faute de saisir la véritable portée de réformes mal explicites et d'y adhérer, continuent de s'abriter derrière les garanties de leur statut.

En réalité, c'est d'un vaste « dessein » qu'a besoin l'hospitalisation publique, comme d'ailleurs d'autres grandes entreprises du secteur public, et non d'une gestion (administrative) en quotidien.

Les pouvoirs publics actuels seraient bien avisés de s'atteler très vite à cette tâche nationale.

Comme l'ont déjà écrit nombre d'auteurs, une véritable course de vitesse est engagée entre la nécessaire mutation de l'hôpital public et le changement des mentalités qui lui est conditionnée.

L'hôpital public a une longue tradition de dévouement et de compétence. L'excellence de la qualité des soins qu'il y a produits est reconnue par tous, malgré certaines imperfections, notamment dans les domaines de l'accueil, du confort et de la communication. Son image reste très bonne aux yeux des Français, et c'est là son atout principal. Encore faut-il que les acteurs de santé hospitaliers et les pouvoirs publics conjuguent d'urgence leurs efforts pour lui insuffler le dynamisme et l'esprit de modernité qui en feront l'hôpital de l'an 2000 au service de tous.

## Télé-Parabole

par HENRI MONTANT (\*)

Il était une fois un organisme dont la bonne marche était assurée par la cohésion de l'ensemble.

De nouveaux yeux lui furent greffés, brillants, séduisants. Ils obéirent aussitôt à un salaire très élevé : « C'est normal, argumentaient ces stars. C'est le système qui veut ça. Nous sommes la façade qui attire les contrats. » On apprit en même temps que le front et le menton étaient également très bien payés : tout ce qui brillait valait or. Le foie et le rate, invisibles donc peu rémunérés, en concurent quelque dépit : ne concouraient-ils pas, eux aussi, à l'œuvre commune ? Les yeux justifiaient l'argent gagné : « Nous avons des frais

de représentation : faux cils, maquillage.

— Certes, répondit le foie, mais mon rôle organique est nettement sous-évalué. Il serait temps de remplacer les hiérarchies de valeur par des hiérarchies de fonction. La rate, d'ailleurs, doit-elle rougir devant la bouche argentineuse ?

En bas de l'échelle, à la suite, les pieds, ces obscurs, ces sans-grade, ne disaient rien mais n'en pensaient pas moins. Melodramatisés, méprisés, ils avaient pourtant bien besoin de chaussures neuves.

Il décidèrent donc de cesser leurs fonctions subalternes et toute la maison se cassa la figure...

(\*) Journaliste indépendant.

**MYSTIQUE JUIVE ET PSYCHOLOGIE MODERNE**  
Isaac B. SINGER, Prix Nobel

« Un livre magnifique sur la Cabale et sur la spiritualité en général. »

« Ce livre sur la Cabale est l'une des meilleures études que j'aie jamais lues. »

Dr. ELISABETH KOHLER-ROSS

140 F

Catalogue sur demande : DERVY-LIVRES - 26, rue Vauquelin - 75005 Paris

## Le Monde

Édité par la SARI, Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Directeurs : Robert Berne-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M4, André Fontaine, gérant, et Robert Berne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Caractéristique en chef : Claude Salen

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-25-91-92 ou 45-25-91-71

Téléx MONDOPUB 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDOPAR 660672 F

Télécopieur : (1) 46-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2687

Renseignements sur les abonnements et les tarifs : (1) 42-47-98-91

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMOND

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 - Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	GENÈVE	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	389 F	584 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 880 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMOND code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous informons nos abonnés par lettre recommandée. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## URSS : la convocation du comité central et les difficultés de M. Gorbatchev

### Deux hypothèses pour une réunion improvisée

MOSCOU  
de notre correspondant

Crise il y a, et elle porte sur le problème de la restructuration du parti et de sa direction. Crise il y a, mais on ignore encore sa profondeur, ses conséquences et qui en sortira gagnant — si toutefois quelqu'un le peut.

Crise il y a, puisqu'il en fallait évidemment une pour qu'on aille jusqu'à improviser une réunion du comité central et que le ministre des affaires étrangères décide de quitter précipitamment New-York pour Moscou, où il était attendu jeudi 29 septembre en milieu de journée.

Signe supplémentaire de l'improvisation du plénum : à l'heure même où sa convocation était annoncée à New-York par le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Goussakov, le journal soviétique, le *Pravda*, a publié un éditorial intitulé « Crise il y a, mais on ignore encore sa profondeur... ».

#### Un enjeu colossal

C'est que ce plénum n'a pas seulement été précipité, mais qu'il n'était simplement pas prévu du tout dans le calendrier politique. Dimanche dernier encore, M. Gorbatchev avait annoncé devant les responsables de la presse soviétique que le comité central serait réuni au début de l'année prochaine pour examiner les questions agricoles et qu'une autre session plénière sur les problèmes nationaux était en préparation. Le secrétaire général avait également annoncé que les projets de nouvelle loi électorale et d'amendements à la Constitution seraient bientôt publiés, mais il n'avait pas été question d'un plénum sur la restructuration de l'appareil du parti (qui devrait être réalisée) avant la fin de l'année en cours. C'était, dès lors, au bureau politique d'entrer en scène pour les modalités pratiques de cette réforme visant à supprimer, à l'échelon central comme à celui des Républiques fédérales, des régions et des villes, toutes les directions du parti créées pour superviser — et de fait remplacer — les organes de gestion de l'Etat et de l'économie. Il s'agit naturellement d'une pièce maîtresse dans le dispositif de réformes politiques imaginé par M. Gorbatchev, car l'objectif est tout simplement de rendre le parti matériellement incapable de continuer à se substituer aux assemblées élues, aux conseils de l'Etat et aux responsables d'entreprises. Il est en effet certain qu'il n'est pas d'autre vrai moyen que cette opération chirurgicale d'empêcher l'appareil de reprendre tous les leviers à la première occasion, ou de les ressaisir insidieusement sous un prétexte ou l'autre.

A travers cette restructuration du parti, c'est donc tout le jeu de

démocratisation de M. Gorbatchev qui se joue, puisqu'un échec de la première condamnerait la seconde à mourir avant même d'avoir vu le jour. Pour les conservateurs comme pour les modernistes, l'enjeu est colossal ; il l'est, dans le même temps, pour une masse de bureaucrates qui pourraient, à la limite, bien vouloir tout ce qu'on voudra sauf une réduction d'effectifs qui pourrait, disait-on début septembre, atteindre quelque 50 %.

« Nous nous occupons, déclarait dimanche M. Gorbatchev, de la réforme de l'appareil du parti. Nous voudrions la mener à bien dans les meilleurs délais. Nous en avons déjà discuté et il y a une décision prise par le bureau politique. C'était dimanche, mais il est apparu mercredi qu'il fallait au préalable convoquer le comité central, et là deux hypothèses sont possibles.

Dans la première, ce serait le secrétaire général lui-même qui aurait souhaité la réunion de ce plénum pour que toute l'autorité des membres du comité central soit engagée dans une affaire qui suscite plus que des grippements : des grippements. Après tout, une telle partie ne serait que relativement risquée pour M. Gorbatchev, puisqu'il serait difficile au comité central de se prononcer contre l'application de réformes décidées par la conférence et dans il a déjà approuvé l'essai. L'avantage que pourrait en tirer le secrétaire général serait en revanche appréciable, puisque sa propre autorité de chef du parti en sortirait renforcée et que serait ainsi effacée l'impression de flottement donnée depuis sa rentrée par une trop longue tournée en Sibérie, un discours

de politique étrangère mal ciblé et des déclarations trop défensives, enfin, dimanche dernier.

« Vous êtes inquiet ? — Pas du tout », répondait, jeudi matin, un haut responsable très engagé dans le processus de réforme. Mais pourquoi alors ce soudain plénum ? Réponse : « Pour montrer que la démocratisation s'élargit. » La voix était tranquille, légèrement ironique, et il est vrai que, mercredi soir, M. Gorbatchev semblait parfaitement à l'aise et assuré lorsqu'il réaffirmait la nécessité de réformes politiques audacieuses devant le numéro un est-allemand, M. Honnecker, qui n'est pas exactement un « fan » du changement.

Deuxième hypothèse, pourtant : ce plénum n'aurait pas été souhaité par M. Gorbatchev, mais lui aurait été au contraire imposé, tant le malaise de l'appareil était devenu grand. Plusieurs éléments de poids donnent crédit à cette thèse : du raidissement des conservateurs constaté pendant l'été à l'extrême durcissement de ton de la télévision et de la *Pravda* sur l'affaire arménienne. L'une et l'autre s'ingénient en effet depuis plusieurs jours à dénoncer à ce propos la « mollesse » des autorités et l'épanouissement de la « subversion », et il n'est un secret pour personne à Moscou que la *Pravda* comme la télévision ne sont pas contrôlées par les amis de M. Gorbatchev.

Une nouvelle fois, la partie est serrée et le suspense va durer jusqu'à la fin de la semaine — au moins.

BERNARD GUETTA.

### La réforme de l'appareil : plutôt un prétexte

Dans son discours, prononcé il n'y a pas plus d'une semaine, devant les responsables des médias soviétiques, M. Gorbatchev n'avait aucun « plénum » de comité central pour ces jours-ci, mais il évoquait la réforme de l'appareil du parti, le sujet porté à l'ordre du jour de la réunion de vendredi, selon le porte-parole soviétique. De quoi s'agit-il ?

Ce que l'on appelle « l'appareil » du comité central du parti n'est, en principe, que la mécanique administrative mise au service du parlement du parti et de son secrétariat, mais il est en fait le véritable gouvernement du pays avec ses vingt services ou départements qui se superposent aux ministères et autres administrations gouvernementales.

Au côté des départements politiques traditionnels tels que les services chargés des cadres, de la propagande, des relations internationales, de la culture, etc., figurent en effet dix services purement économiques avec toutes leurs divisions sectorielles, de l'agriculture à l'industrie militaire en passant par les transports, le bâtiment, l'industrie chimique, le commerce et l'industrie légère, sans oublier un département économique général. Seuls deux services, d'ailleurs non économiques, ont été supprimés depuis Brejnev, et l'un est encore très loin de revenir à l'appareil beaucoup plus réduit qui était celui de Staline (cette dernière suppression a été fortiori sous Lénine. Le total se monte aujourd'hui à près de cinq cents cadres dirigeants éliminés identifiés aujourd'hui (1), à plus de dix mille personnes si l'on englobe tous les personnels administratifs et subalternes travaillant dans

l'énorme complexe de la Vieille-Place à Moscou, siège de l'institution.

Tout le monde est à peu près d'accord pour alléger ce dispositif, non seulement au comité central fédéral, mais dans les innombrables comités du parti qui reproduisent plus ou moins fidèlement le même appareil à l'échelon des républiques, des territoires et des régions. En revanche, les débats de la conférence avaient démontré une tendance des *apparatchiki* — soutenus sur ce point par M. Gorbatchev — à renforcer l'appareil des villes, arrondissements et cantons ruraux, supposés être plus proches des « masses ».

#### Un parlement-croquignole

Mais précisément le consensus assez large déjà constaté sur le principe d'une telle réorganisation — s'inscrivant sur les modalités d'application — rend peu crédible l'hypothèse d'un plénum urgent consacré à ce seul sujet. Un remaniement des deux grands organismes qui dirigent cet appareil à Moscou — Politburo et secrétariat — semble beaucoup plus probable, surtout après les signes de tension au sommet enregistrés depuis des mois et jusqu'aux tout derniers jours. Et sur ce point, la grande inconnue de la session à venir est l'attitude de ce parlement croquignole qui comptait déjà une forte proportion de vieux héritiers du régime brejnevien lors de son élection en mars 1986 et qui, pour n'avoir pas été renouvelé lors de la dernière conférence, fait de plus en plus figure d'anomalie par ces temps « révolutionnaires ».

MICHEL TATU.

(1) Selon l'inventaire présent actuellement dans les banques de données du système SOVI.

« Vingt arrestations en Lituanie. — Une vingtaine de personnes ont été arrêtées à Vilnius, capitale de la république lituanienne, lors d'un rassemblement (non autorisé) pour célébrer le quarante-neuvième anniversaire du second protocole secret du pacte germano-soviétique, a annoncé l'agence Tass. Des « actes de hooliganisme » ont été commis lorsque, selon Tass, « plusieurs centaines de personnes ont tenté de se réunir ». D'après les organisateurs de la Ligue pour la liberté de la Lituanie, « plusieurs milliers » de manifestants ont pu néanmoins se réunir après en avoir été empêchés par des groupes spéciaux de la police. — (AFP.)

### IRLANDE DU NORD

#### Visite surprise de M<sup>re</sup> Thatcher

Le premier ministre britannique, M<sup>re</sup> Margaret Thatcher, a effectué, le mercredi 28 septembre, en Irlande du Nord, une visite surprise d'une journée. Accompagnée de son mari, Denis, et du ministre de l'Irlande du Nord, M. Tom King, elle s'est notamment rendue dans un centre d'entraînement de la police nord-irlandaise.

Sa visite n'a pas été annoncée à l'avance pour des raisons de sécurité. M<sup>re</sup> Thatcher s'était rendue en Ulster en novembre dernier pour assister à un service religieux à la mémoire des onze victimes civiles de l'attentat d'Enniskillen, revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

D'autre part, 500 kg d'explosifs de fabrication artisanale, deux fusils d'assaut, un lance-roquettes ainsi que des munitions ont été découverts dans le comté de Tyrone, a annoncé mardi 27 septembre la police de la province, le Royal Ulster Constabulary (RUC). Cet arsenal était caché dans des fils en métal soudés et enterrés. Plusieurs personnes ont été interrogées. — (AFP, Reuters.)

### ITALIE : le gouvernement mis en accusation

#### En trois jours, onze personnes ont été tuées par la Mafia

L'un des « patrons » de l'Honorable Société sicilienne, Giovanni Bonadea, héritier d'une grande « famille » de la Mafia à Palerme, a été tué par balles mercredi 28 septembre ainsi que sa femme, dans leur villa.

Condamné à huit ans de prison au grand procès anti-Mafia en décembre 1987, Giovanni Bonadea était sorti récemment de prison. Après avoir purgé une partie de sa peine — convertie par la détention préventive — il avait obtenu l'assignation à résidence, en attente du procès en appel. Au moment même de l'annonce de son assassinat, un enseignant a été tué près de Messine. Ces trois meurtres portent à onze le nombre de personnes assassinées en Sicile par différents clans de la Mafia en moins de trois jours, depuis le meurtre, dans la nuit de dimanche à lundi, du juge Antonino Saetta. (Le Monde du 27 septembre.)

Impuissants, le gouvernement et la classe politique ont été mis publiquement en accusation par la magistrature, l'Eglise et les Siciliens. « Rome discute tard et on assassine en Sicile », a lancé l'archevêque

de Catane, lors des funérailles du juge Saetta. Devant le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga, qui assistait à la cérémonie, Mgr Luigi Bommarito a ajouté : « Monsieur le Président, qui sera la prochaine victime ? A Rome, on discute beaucoup, lentement, et parfois sans conviction... »

Estimant que le pouvoir politique est « vendu », des Siciliens en colère ont lancé des pierres de mortier sur le cortège officiel. « Vous avez fait de l'Italie un cloaque mafieux », ont crié des manifestants, dont certains ont réclamé la démission du ministre de l'Intérieur, M. Antonio Gava.

Enfin, le haut-commissaire anti-Mafia, M. Domenico Sica, a lancé un ultimatum au pouvoir. Nommé le 2 août dernier, il attend toujours les pouvoirs spéciaux qui lui ont été promis. Le gouvernement s'est engagé à approuver d'ici à la fin de la semaine le projet de loi lui conférant davantage d'hommes et de moyens. « Si l'Etat nous laisse seuls, la guerre est perdue », a affirmé l'occasion des funérailles un président de cour d'appel. — (AFP.)

### ESPAGNE : accusés d'être des responsables du GAL

#### Deux policiers sont maintenus en prison

MADRID  
de notre correspondant

Le tribunal chargé des délits de terrorisme en Espagne a rejeté mercredi 28 septembre à Madrid une nouvelle demande de mise en liberté provisoire des deux policiers accusés d'être les principaux auteurs de « l'opération objective » du Groupe antiterroriste de libération (GAL).

Dans des lettres envoyées à la mi-septembre au ministère espagnol de la justice, trois membres présumés du GAL, actuellement détenus à Lisbonne, avaient décliné le commissaire adjoint José Amedo et l'inspecteur Michel Dominguez. Revant sur leurs dépositions antérieures, ils affirmaient avoir été soumis à des pressions pour reconnaître les deux policiers espagnols comme les commanditaires de deux attentats commis à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz, dont ils sont accusés.

Le procureur général de l'Etat, M. Javier Moscoso, avait recommandé au ministère public de ne pas s'opposer à la demande de mise en liberté de deux policiers. Mais, dans son arrêt de mercredi, le tribunal affirme que les lettres mentionnées manquaient d'authenticité et de valeur de preuve. En conséquence, les témoignages, les documents et les preuves apportés par le dossier d'instruction constituent toujours des « données objectives » et suffisantes pour maintenir en prison les deux policiers, incarcérés le 13 juillet dernier.

D'après le juge chargé de l'instruction, M. Baltazar Garzon, des fonds secrets du ministère de l'Intérieur auraient servi à financer des activités délictueuses du GAL, notamment des voyages à Lisbonne de José Amedo pour recruter des mercenaires chargés par la suite d'organiser des attentats contre des militants basques espagnols.

(Interim.)

### GRÈCE

#### Affrontements dans le centre d'Athènes

De violents incidents se sont produits au cours de la soirée du samedi 24 septembre dans le centre d'Athènes entre les forces de l'ordre et deux cents manifestants qui protestaient contre la faible peine infligée la veille à un policier responsable de la mort d'un adolescent en 1985.

Les manifestants ont dressé des barricades près de l'Ecole polytechnique, incendié une voiture et lancé des cocktails Molotov contre des magasins. Ils se sont ensuite réfugiés dans la cour de l'école, et les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour les disperser. Plusieurs personnes ont été interpellées.

Les jeunes gens protestaient contre la condamnation, vendredi par un tribunal d'Athènes, à une peine minimale (deux ans et demi d'emprisonnement) d'un policier qui avait tué avec son arme de service, le 17 novembre 1985, Michailis Kalantzis, âgé de quinze ans. L'adolescent venait de participer à la marche sur l'ambassade des Etats-Unis qui commémore tous les ans la révolte des étudiants contre le régime des colonels (1967-1974), réprimée dans le sang, à l'Ecole polytechnique, le 17 novembre 1973. A la suite de cette affaire, deux ministres avaient donné leur démission. — (AFP.)

### ISLANDE

#### Gouvernement de centre gauche et légère dévaluation

Le nouveau gouvernement islandais, présenté le mercredi 28 septembre, à Reykjavik, est une coalition de centre gauche comprenant des représentants du Parti agrarien, du Parti social-démocrate et de l'Alliance du peuple. Nommé premier ministre, M. Steingunnur Hermannsson (agrarier) occupait les fonctions de ministre des affaires étrangères dans le précédent gouvernement de centre droite qui avait remis sa démission le 17 septembre à la suite de dissensions internes sur la politique économique.

M. Hermannsson, dont la cote de popularité dépasse largement l'audience de son parti, a annoncé une dévaluation timide de 3 % de la couronne, le blocage des salaires jusqu'en février 1989 et un contrôle des prix. Très endetté, le pays est soumis aux cours mondiaux du poisson. Mais, libre de toute alliance économique contraignante, sa marge de manœuvre est finalement plus grande que celle de puissances plus importantes. Le poisson étant un produit pour lequel la demande est supérieure à l'offre.

La nouvelle coalition de centre gauche devrait pratiquer l'antivivacité des prix. A l'industrie de transformation du poisson, qui tourne à perte, des subventions massives sont déjà promises, et le coût du crédit sera abaissé de trois points, en dehors de toute logique économique. — (Corresp.)

# HUBERT REEVES

Patience dans l'azur  
Nouvelle édition. Relié 139 F

Poussières d'étoiles  
130 illustrations, dont 85 en couleurs.  
Remise en vente. Relié 475 F

L'heure de s'enivrer 95 F

Collection Science ouverte dirigée par J.-M. Lévy-Leblond

Editions du Seuil

هكذا من الأصل



## Diplomatie

## La France propose une action de l'ONU au Liban pour y faciliter l'élection d'un président

NEW-YORK  
de notre correspondant

Les événements se sont précipités le mercredi 28 septembre en raison du rappel à Moscou du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Alors qu'il devait séjourner à New-York jusqu'au 3 octobre, le ministre soviétique des affaires étrangères a fait savoir, dès mardi soir, à ses collègues étrangers qu'il devait rentrer à Moscou pour participer à une réunion du comité central prévue pour vendredi et qu'il quitterait New-York mercredi soir.

Selon la porte-parole soviétique, M. Guerassimov, « des questions très importantes concernant la réorganisation de l'appareil du parti » sont à l'ordre du jour. Dans les milieux diplomatiques, on estime que l'importance des changements préparés à Moscou est grande, car M. Chevardnadze — un fidèle de M. Gorbatchev — avait un calendrier très chargé à New-York.

Aussitôt, les représentations diplomatiques ont entrepris un chambardement des rencontres prévues : le déjeuner des cinq membres permanents du Conseil de sécurité notamment a été supprimé et remplacé par une séance de travail tenue mercredi soir dans les bureaux du secrétaire général des Nations unies.

En un peu plus d'une heure, les cinq ministres (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) et le secrétaire général de l'ONU ont procédé à un « large échange de vues sur les principales questions internationales ». A la

demande de M. Roland Dumas, ils se sont penchés sur la situation au Liban.

« La France souhaiterait que les Nations unies réfléchissent aux moyens d'aider à la tenue de l'élection libre d'un nouveau président libanais », a-t-on appris de source proche des Cinq, où l'on précise que Paris a proposé une « action matérielle des Nations unies sur place, sous la forme d'une présence neutre destinée à permettre l'organisation effective du scrutin », à condition, bien sûr, qu'un accord raisonnable se dégage entre les groupes chrétiens.

La proposition française se heurte à une opposition quasi totale de la part de la Syrie, dont le gouvernement ne semble pas accorder une importance excessive aux menaces de partition qui pèsent sur le Liban.

M. Dumas a rencontré son collègue syrien mardi, sans parvenir à l'intéresser au projet français. En revanche, les autres membres du groupe des Cinq n'ont pas élevé d'objections.

Le secrétaire d'Etat George Shultz a, pour sa part, admis l'échec des tentatives américaines en faveur d'une rapide élection du président du Liban. (Lire page 6 l'article de Françoise Chapeau sur cette élection au Liban.)

Apaisement  
sur l'Afghanistan

Revenant partiellement sur l'impression laissée la veille par ses propos tenus à la tribune de

l'Assemblée générale, le ministre soviétique a protesté contre les « violations des accords de Genève » sur le retrait de l'armée rouge, sans toutefois recourir à des menaces plus précises. Son intervention devant le groupe n'a soulevé qu'une réplique de M. Shultz. Selon le secrétaire d'Etat, l'armée rouge et les unités du régime de Kaboul ont, à maintes reprises, violé la souveraineté du Pakistan. M. Shultz a invité les organes compétents des Nations unies à entamer une enquête exhaustive sur les différentes violations des accords.

Alors qu'il avait, au début de la réunion, suggéré une prise de position commune des Cinq sur ce sujet, M. Chevardnadze a finalement abandonné sa demande. « Les Soviétiques nous ont laissé l'impression qu'ils ne renouvelleront pas en cause le calendrier du retrait », a affirmé plus tard le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Radman. Cette impression est partagée par les milieux diplomatiques occidentaux à l'ONU.

Quelques heures plutôt, lors d'une conférence de presse, M. Guerassimov avait également tenté de clarifier la situation en soulignant que « l'Union soviétique voulait voir la parole donnée » en ce qui concerne les accords de Genève. « Nous demandons simplement que l'autre partie tienne également sa parole », avait-il ajouté, rappelant que les accords « interdisent au Pakistan de tenter de renverser le gouvernement de Kaboul ». « Or, a-t-il affirmé, l'encouragement donné aux prétendus combattants de la liberté de lancer des missiles sur

des villes afghanes constitue une violation des accords ».

Au même moment, à Washington, commentant la récente attaque meurtrière de la résistance contre Kaboul, un porte-parole du département d'Etat affirmait que « les Etats-Unis ont fait savoir aux résistants afghans qu'il n'était pas dans leur intérêt de mener des actions qui pourraient retarder le retrait des troupes soviétiques ».

La guerre  
du Golfe

Le seul conflit régional explicitement évoqué par les Cinq dans leur communiqué est celui du golfe Arabo-Persique. Se félicitant du cessez-le-feu intervenu entre l'Irak et l'Iran le 20 août, les Cinq ont « exprimé la conviction que les deux parties ont maintenant la possibilité de parvenir à une paix globale, juste, honorable et durable ».

Les Cinq appellent également l'Irak et l'Iran « à faire preuve de retenue et de souplesse et à rechercher des solutions mutuellement acceptables ». Dans son discours devant l'Assemblée générale, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a demandé que les Nations unies mettent sur pied une enquête sur « l'utilisation des armes chimiques par l'Irak contre les populations kurdes ». Une telle enquête, demandée déjà par onze autres pays occidentaux, a été refusée par l'Irak et par la Turquie. Ce refus met le secrétaire général de l'ONU dans l'impossibilité de dépêcher des experts sur place.

CHARLES LESCAUT.

## M. Mitterrand à l'université de New-York avant de s'adresser aux Nations unies

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

Après le président Reagan, après M. Chevardnadze, M. Mitterrand devait se livrer, jeudi 29 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies à un vaste tour d'horizon des questions internationales dans lesquelles les relations Est-Ouest et le désarmement devaient avoir la part belle.

On s'attendait que le président de la République s'exprime à cette occasion de façon plus détaillée qu'il ne l'a fait jusqu'à la proposition d'un domaine où la France est directement partie prenante au processus du désarmement, celui des armes conventionnelles en Europe et des négociations qui devraient prochainement s'ouvrir à Vienne. M. Mitterrand devait également insister sur les armes chimiques et réagir positivement à la proposition faite à la même tribune il y a deux jours par le président Reagan de convoquer une confé-

rence internationale. Il devait aussi faire valoir, prévoyait-on, qu'il ne suffit pas d'interdire l'usage de ces armes et qu'il y a urgence à faire aboutir les négociations de Genève visant à en interdire la fabrication.

Plutôt que de lancer des initiatives spectaculaires, le président cherche surtout à convaincre de la cohérence de sa nouvelle approche du désarmement et à en souligner le caractère globalement positif. M. Mitterrand devait aussi passer en revue un certain nombre de conflits régionaux en insistant sur ceux pour lesquels la France peut prétendre jouer un rôle particulier, notamment le Cambodge. Il devait enfin, suite à son initiative du mois de juin dernier consistant à annuler une partie de la dette des pays les plus pauvres, lancer quelques idées sur l'endettement des pays qu'on appelle à « revenu intermédiaire ».

Avant de s'adresser aux Nations unies, M. Mitterrand aura eu une brève rencontre avec M. Dukakis. Tout à sa course à la Maison Blanche, le candidat républicain George Bush ne devait accorder au président que le temps d'un entretien téléphonique.

A son arrivée à New-York mercredi, M. Mitterrand était allé recevoir le titre de docteur honoris causa de l'université de New-York, lors d'une cérémonie qui marquait le coup d'envoi aux Etats-Unis de la célébration du bicentenaire de la Révolution française. On avait convoqué dans la bibliothèque de l'université, drapée de pourpre pour l'occasion, le fils fleur de Washington Square, le ben et l'aîné-ban de l'intelligentsia francophile new-yorkaise ; on avait aussi fait donner une version soprano des hymnes français et américain, des extraits de la version Broadway des *Misérables*, de Victor Hugo, et Louis Malle était venu lire la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Bref, ce fut un grand moment pour la New-York University, soigneusement mis en scène avec ce talent particulier qu'ont les Américains pour marier solennité et musicalité.

On vit donc apparaître le président de la République, augmenté de la robe toge. Mais son bref discours ne fut à la mesure ni du costume ni du sujet : quelques phrases sur la façon dont se sont nouées l'une et l'autre, la France et l'Amérique de la fin du dix-huitième siècle, quelques allusions aux querelles d'historiens, et quelques bonnes paroles sur le devoir de répondre aujourd'hui aux espérances d'hier. Pas de quoi satisfaire sans doute le fervor des Américains qui travaillent depuis longtemps déjà à la célébration de ce bicentenaire, à commencer par Tom Bishop, responsable du département de civilisation française, le principal organisateur de l'imposant programme de manifestations que propose pour les mois qui viennent l'université de New-York.

CLAIRE TRÉAN.

## Accord entre Washington et Madrid sur la présence militaire américaine en Espagne

Les Etats-Unis et l'Espagne ont mis un point final à leurs négociations sur le renouvellement de l'accord de défense fixant les modalités de la présence militaire américaine sur le territoire espagnol. Les derniers problèmes en suspens ont été réglés mercredi 28 septembre à New-York par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez-Ordóñez.

Le principal point de litige entre les deux parties avait été réglé dès le mois de janvier. Washington avait dû se résoudre à accepter le retrait dans un délai de trois ans de ses soixante-douze chasseurs-bombardiers de la base aérienne de Torrejon, près de Madrid. Pour le gouvernement espagnol, la présence des F 16, qui seront ultérieurement déployés en Italie, était d'importance aux intérêts stratégiques spécifiques des Etats-Unis à ceux de l'OTAN.

Le nouvel accord porte sur huit ans, au lieu de cinq pour les précédents. Pour la première fois, il ne

prévoit aucune contrepartie d'aide militaire ou économique des Etats-Unis à l'Espagne. Par cet accord, Madrid et Washington reconnaissent que leur coopération est dans leur intérêt commun et dans celui de l'ensemble de l'Alliance atlantique, à savoir le porte-parole du département d'Etat, M. Radman.

Les deux parties sont finalement parvenues à un compromis sur la question délicate de la présence d'armes nucléaires sur le territoire espagnol. Tout en maintenant son refus de principe de voir de telles armes introduites dans son pays, le gouvernement espagnol a finalement accepté de ne pas chercher à savoir si les navires américains mouillant dans ses eaux en transportent ou non.

Malgré la restitution de la base de Torrejon, l'accord prévoit le maintien d'une présence militaire américaine « substantielle » en Espagne. Les Américains continueront à disposer d'importantes facilités à la base de Rota pour leur marine et à Saragossa et à Morón pour leur armée de l'air. — (AFP, Reuters.)

## Asie

JAPON : budget militaire en hausse

Le retour  
des « marchands de canons »TOKYO  
de notre correspondant

Sur le marché hautement spéculatif qu'est la Bourse de Tokyo, il est des valeurs sûres : les actions de Mitsubishi Heavy Industries (MHI), par exemple. Bons dividendes et pas de surprise : « Ce sera le dernier titre à s'effondrer », plaisante un spécialiste. MHI est le premier « marchand de canons » du Japon. Le dernier Livre blanc sur la défense, qui fait état d'un budget militaire en augmentation de 5,2 % par rapport à 1987 (le Monde du 25 août), tend à confirmer que l'industrie d'armement a un bel avenir dans un pays qui, par sa Constitution de 1946, a pourtant renoncé à la guerre.

Cette industrie d'armement profite d'un environnement favorable : tout d'abord de l'effet de cinq ans d'une politique de renforcement du potentiel militaire nippon menée par M. Nakasone, qui s'est traduite en 1987 par le dépensement du seul psychologique de 1 % du PNB consacré à la défense, fixé en 1976 par le gouvernement Miki.

En outre, le pacifisme militant des années 60 et 70 a fait long feu. Les nouvelles générations sont largement dépolitisées et plus sensibles aux arguments gouvernementaux : soulignant la « menace soviétique » qu'il cite des partis d'opposition : selon les sondages d'opinion mentionnés par le Livre blanc, 70 % des Japonais sont favorables à la politique de défense actuelle. En fait, par un de ces renversements de rôle que même parfois l'histoire, ce sont les Japonais, auxquels les Etats-Unis imposent un leadership de la défense une Constitution pacifique, qui aujourd'hui apparaissent « résister » — jusqu'à un certain point — aux pressions de Washington pour accroître leurs dépenses militaires.

Un tel climat se reflète sur le comportement des industriels de l'armement : le profil bas qu'ils adoptaient encore au début de la décennie n'est plus de mise. Ils font activement et ouvertement du lobbying pour obtenir des commandes. Pour l'instant, les exportations leur sont interdites, mais les commandes de l'Agence de défense (1 200 milliards de yens en 1987, en augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente) constituent un marché non négligeable. Surtout, celui-ci est appelé à se développer.

De manière significative, Nissan, le constructeur automobile, a récemment fait approuver par ses actionnaires une modification de ses statuts l'autorisant explicitement à fabriquer des armes : ce que l'entreprise fait en demeurant depuis trente-cinq ans, à une faible échelle (1 % de son chiffre d'affaires). Mais elle s'attend à un accroissement des commandes. De même, Ishikawajima Harima Heavy Industries a fait figurer depuis juin 1987 parmi ses activités la production d'armement. Chez Mitsubishi Heavy Industries, le chiffre d'affaires du département des armements représentait, bientôt entre un quart et un tiers du total des ventes de l'entreprise (ce qui est déjà le cas pour Kawasaki Heavy Industries, dont le chiffre d'affaires s'élève à 600 milliards de yens). Au cours de l'année fiscale 1987 (qui s'est achevée le 31 mars dernier), le matériel a

représenté 18,3 % des ventes de MHI, soit 311 milliards de yens (une augmentation de 14,9 % par rapport à l'année précédente).

As, cours de 1986 et 1987, MHI a consacré 130 milliards de yens (soit 40 % de ses dépenses en capital) au développement de son usine de Nagoya, où ont été transférés plus d'un millier de ses employés travaillant antérieurement dans la construction navale. Le grand projet dont l'entreprise est le chef de file est la construction, en coopération avec les Américains, d'un nouveau chasseur, baptisé FSX, dont la sortie est prévue en 1993. L'Agence de défense doit acheter cent trente FSX, dont le prix unitaire s'élèvera à 5 milliards de yens.

Ce fut longtemps la technologie militaire qui passait dans le domaine civil. Désormais, c'est le contraire. C'est sans doute dans les armements sophistiqués que les Japonais sont appelés à prendre une place. NEC, par exemple, met sa technologie en matière de télécommunications au service de la construction, en coopération avec Hughes Aircraft, d'un système de transmission des données de radar. Fujitsu et plusieurs autres entreprises électroniques sont pour leur part engagées dans un programme d'équipement et de production au Japon du missile américain Patriot.

Afin de développer la recherche, notamment dans le domaine de l'électronique destinée aux armements, l'Agence japonaise de défense s'est dotée l'année dernière d'un institut de recherches dont le budget est cependant encore limité (2 % du total du budget de défense). La coopération avec les Etats-Unis dans le domaine de la technologie militaire devrait être renforcée par l'accord de protection des secrets de défense signé au début de cette année. Cet accord vise assurément à éviter que se renouvellent les « fuites » dont s'était rendu coupable Toshiba. Mais il témoigne aussi de la préoccupation américaine de voir le Japon signer trop d'accords en matière de technologie militaire.

Les Japonais commencent en fait à dire qu'ils devront un jour ou l'autre instituer eux aussi un système de protection de leurs licences. Une mission du département de la défense américain, qui s'est rendue récemment au Japon, souligne, dans un rapport, que l'avance technologique de ce pays dans certains domaines est riche d'applications potentielles à la production d'armement (notamment dans les secteurs des fibres optiques, de la micro-électronique et de l'espace).

PHILIPPE PONS.

Seiji Ozawa et un universitaire japonais lauréats de la Fondation du Japon. — La Fondation du Japon a attribué, jeudi 29 septembre, ses prix pour 1988, qui récompensent les meilleures contributions aux échanges culturels entre le Japon et les autres pays. Les grands prix vont à M. Xie Yan, vice-président de la Fédération chinoise de littérature et d'arts, et au chef de l'orchestre symphonique de Boston, Seiji Ozawa. Les prix spéciaux ont été décernés au professeur de langue et de littérature japonaises Jean-Jacques Origas, de l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, spécialiste de littérature moderne, et au Centre culturel nippon-canadien de Toronto, au Canada.

Le Monde  
AFFAIRES

THOMSON : LE RECENTRAGE D'ALAIN GOMEZ

La querelle sur le Rocal — le futur avion Dassault — mobilise la classe politique. Mais les enjeux sont aussi industriels. Numéro deux mondial de l'électronique de défense, Thomson est concerné. Heureusement, en dix ans, son PDG a su remodeler complètement le groupe pour en faire celui d'un des tout premiers fabricants de téléviseurs et magnétoscopes. Au prix de quelques révisions déclinantes...

Au sommaire :

PERNOD-RICARD : LE DÉFI IRLANDAIS

A la découverte d'Irish Distillers, le roi du whisky, convoité par le groupe français mais aussi par le géant britannique Grand Metropolitan.

SASEA-RIVAUD : AMBITIONS EN PAYS HELVÈTE  
Habitues au secret, les deux groupes financiers s'associent. En continuant l'héritage d'une importante firme genevoise méconnue du grand public.

APPLE : LES AMBITIONS DE JOHN SCULLY  
A l'occasion de la sortie de son livre, le redresseur de la firme « à la pomme multicolore » juge plus important de bâtir que de gagner.

VENTE DIRECTE : PETITS POURS ET CHIFFRE D'AFFAIRES  
La vente à domicile n'a pas toujours bonne réputation. Mais elle emploie 200 000 vendeurs dont les factures représentent 4 milliards de francs.

DEMAIN DANS Le Monde  
Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-90-72

ISRAËL  
40 ANS APRÈS

Quarante ans après la naissance de l'Etat d'Israël, le bilan de la société israélienne, de son système politique, de sa diplomatie, de son économie.

Au sommaire de ce même numéro, la situation du Pakistan aujourd'hui, les perspectives monétaires européennes à l'horizon 1992, les questions de sécurité et de maîtrise des armements en Europe.

## politique étrangère

n° 288

en vente en librairie - 85 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Revue trimestrielle publiée par

l'Institut français des relations internationales

Abonnements : A. COLIN - B.P. 12 - 91300 VILLEJUIF





## Asie

### Japon

# La nation la plus homogène qui soit...

(Suite de la première page.)

En dehors de quelques prêtres qui vivent sur place, une seule personne est habilitée à y pénétrer, et cette personne est en train de mourir. C'est que repose ici, sous l'apparence d'un miroir, dans le sanctuaire dit intérieur, le Naiku, l'âme d'Amaterasu, la déesse solaire dont l'empereur du Japon est censé descendre en ligne directe. Parmi tous ces gens qui retrouvent leur groupe grâce à l'unicité de son caractère ou au fanatisme de son énergie accompagnée, combien ont-ils fait le voyage pour prier pour Hirohito ? Bien malin celui qui pourrait le dire avec certitude.

Il sont nombreux certes à cataloguer leur nom sur les registres de sympathie (concern), disposés à l'entrée, ou à s'incliner devant les autels et à jeter quelques sous sur un calice disposé à cet effet, voire à dire quelques mots devant des micros et des caméras de TV soigneusement entourés de plastique pour les protéger des méfaits de l'humidité ambiante. Ils sont infiniment plus rares à psalmodier des prières. Loin d'avoir, d'une manière générale, l'air par trop affligé, on les voit se photographier et se filmer à qui mieux mieux, rient et sourient à tout propos. Ils paraissent, en un mot, tout au plaisir d'être ensemble. Naturellement personne ne râle, personne ne chahute, personne ne se bouscule. Chacun fait de son mieux pour être aimable et semble s'en bien trouver. Aucun risque de se faire voler sa ou portefeuille. Nous sommes au Japon, pas en Europe.

Il n'était pas nécessaire de venir jusqu'à là pour le constater. A peine a-t-on mis le pied sur le sol nippon que l'on mesure à quel point le tempérament naturel est à l'opposé du nôtre. La France, disait Valéry, est la nation la plus hétérogène qui soit. L'homogénéité est la substance du Japon, sa règle, que seule une minorité met vraiment en cause, dans quel autre pays verrait-on des garçons et filles de terminale accepter aussi facilement de porter des uniformes qui paraissent de surcroît toujours lavés et repassés de frais ? On sent-on un tel soin dans l'habillement des uns et des autres, à se distinguer le moins possible, sans pour autant d'ailleurs se priver des signes extérieurs de l'aisance que constitue la possession d'articles de grandes marques ?

### Le consensus privilégié

Difficile d'imaginer pays moins individualistes : à vingt ans, vous passez un concours qui vous fait entrer dans une entreprise où vous resterez votre vie durant. A quelques exceptions près, c'est vrai même des japonais : ce n'est pas au Japon que l'on passerait du *Nouvel Observateur* au *Figaro* ! Les syndicats sont « maison », l'esprit de contradiction réduit à l'extrême, et le consensus considéré comme le seul moyen honnête de mener une société. Les chefs n'ont pas ici à être charismatiques, et l'ancien premier ministre M. Nakasone a souffert d'avoir quelque peu cette image. Celle d'Hirohito, dieu empereur soudain laïcisé, au comportement d'une discrétion exemplaire, correspondant certainement à cet idéal de respectabilité bourgeoise qui, hors les milieux intellectuels, les contestataires de gauche et les nostalgiques du temps des souverains, anime la majeure partie du peuple.

Napoléon nous l'a appris, la politique des nations est inscrite dans leur géographie. La France, depuis deux mille ans, n'a cessé de mêler son sang à celui de ses envahisseurs. Son identité, qui est forte, est marquée de ce fait d'un socle d'universalisme et de diversité. Le Japon qui a été envahi pour la première fois en 1945, présente le spectacle d'une unité ethnique et culturelle sans pareille dans le monde d'aujourd'hui. Bien sûr, il a subi l'influence des idées extérieures, mais bien malin qui ne se l'imagine.

S'il a importé du continent asiatique les caractères chinois, il ne les utilise que pour d'autres, et il n'a pas laissé le bouddhisme, quelle que soit la puissance de son empire sur l'âme nipponne, se substituer au shinto, religion limitée à l'archipel et dont le panthéon et le syncrétisme ne contribuent pas peu à la cohésion nationale. Si l'empereur Meiji a largement emprunté, à partir de 1868 aux idées et aux techniques de l'Europe, c'était dans le but d'éviter que celle-ci et les Etats-Unis - n'inscrivent l'archipel sur la liste des objectifs de leur impéria-

lisme, alors universel. Si le pays peut donner l'impression de s'être, depuis 1945, beaucoup inspiré des Etats-Unis, il suffit d'ouvrir un peu les yeux pour voir la réalité nationale affleurer sous le placage américain, quelle que soit la gravité des ravages que le capitalisme sauvage a infligés au paysage des villes avec sa pollution horrible et son indifférence totale à l'urbanisme.

### Des contacts singulièrement limités

On mesure vite, au nombre relativement limité de visiteurs étrangers au Japon (deux millions par an) et à celui des visiteurs japonais à l'étranger (six millions) à quel point les contacts sont en réalité réduits entre Nippons et non-Nippons. La connaissance des langues est d'autant plus réduite que les mécanismes mentaux dont relient les paroles indo-européennes d'une part, japonaises de l'autre, sont si différents que peu de gens sont capables de passer sans trop de peine de l'un à l'autre. Non seulement les Japonais se sont bien gardés de romaniser leur écriture, comme l'ont fait les Vietnamiens ou les Turcs, mais les moins qu'on puisse dire est qu'ils n'abusent pas, dans les gares ou sur les routes, des inscriptions en caractères latins, ce qui rend souvent difficile à l'Américain ou à l'Européen de passage de s'y retrouver.

En revanche, il pourra voir sourdre partout, notamment à Tokyo, le Japon de toujours, amoureux de la nature et du *tsunami* : dans cette monstrueuse anarchie de piétons, de béton, de verre et de bois, et d'énormes lampadaires, enjambés par des autoroutes qui se font la courte échelle - on n'en finit pas de découvrir à chaque pas des arbres, des plantes des rochers d'humanité souvent minuscules, miraculeusement sauvegardés. On se demande d'ailleurs à quel prix. Car le coût du moindre terrain, dans la capitale, se chiffre par dizaines de millions de yens (actuels). Personne ne peut plus acheter et il y a des gens pour dire que les problèmes de la ville ne pourront être réglés après le gros tremblement de terre que chacun attend.

Une bonne manière de voir le Japon à Tokyo est de monter à l'arrière du train qui conduit, en une heure et demi de temps, à travers une banlieue surpeuplée, jusqu'aux abords du mont Fuji d'ailleurs généralement couverte par les images à l'admiration des amateurs d'art et de montagne. La voie a beau être coincée entre les gratte-ciels et d'assez minables HLM, elle court le plus souvent dans la verdure. C'est aussi l'occasion de contempler un spectacle fascinant : le jeu des innombrables passages à niveau qui subsistent dans la magapole et qui se soulèvent à peine passés la rampe. L'alternance se fait au même rythme que celui des feux rouges et verts dans les rues de Paris. Elle suppose de la part de la population y compris de ces jeunes enfants qu'on ne se lasse pas de voir rouler à vélo un parapluie à la main, des réflexes acquis de longue date.

A la vérité, chacun sait dès le berceau que la place est comptée pour lui et que son salut passe par celui de la collectivité. C'est de cette manière que le Japon a surmonté la plus atroce défaite que peuple ait jamais subie et qu'il s'est hissé en quarante ans au rang de deuxième puissance économique du monde, avec un PNB par tête qui, du fait de l'excessive appréciation du yen, excède celui des Etats-Unis, une croissance à 3,8 %, un chômage et une inflation inexistantes, d'énormes excédents commerciaux et un taux d'intérêt à 4,50 %. Voyant ces chiffres il ne manque pas de Français pour se dire qu'il n'y a qu'à copier le modèle japonais. Les mêmes exaltaient jadis un tel autre modèle, américain, allemand ou suédois. Mais celui-là demeure, pour les raisons qu'on a dites, et qui tiennent essentiellement au caractère extraordinairement préservé de l'unité et de l'identité de la nation nipponne la plus difficile à imiter.

### A la recherche d'un grand dessein

Est-ce à dire que les Japonais en soient pleinement satisfaits ? « L'homme ne vit pas seulement de pain », a rappelé un écrivain soviétique, Doudintsev, tout de suite après la mort de Staline, à une époque où beaucoup de ses compatriotes en manquaient. L'homme ne vit pas non plus seulement d'ordinateurs,

d'électronique et de productivité. Plus qu'aucun autre pays sans doute, le Japon s'est considéré au cours de ces dernières années et se considère encore comme une entreprise, et le pari au pouvoir, qui y est installé, est unique dans une démocratie, depuis quarante ans, n'a pas pour habitude de beaucoup contrarier les « desiderata » du grand patronat. Mais il y a le reste. Le culturel, dont l'Etat se lève les mains, comptant sur le mécénat des grands groupes privés, et surtout la politique au sens large du terme, qui, malgré la prospérité du moment, fait indiscutablement problème.

Edgar Morin insistait récemment dans ces colonnes sur la nécessité pour la France d'un grand dessein mobilisateur, qui ne se limite pas à la gestion. Il est plus facile à un pays comme le nôtre, qui a tant contribué à l'histoire des idées, d'imaginer des évolutions, des structures, des mots rassembleurs, qu'au Japon, dont l'élaboration des concepts n'est pas le fort. Or son poids même lui confère des responsabilités auxquelles il lui faudra bien faire face un jour. Nous vivons en effet une période assez nouvelle de l'histoire du monde dans la mesure où les deux puissances dominantes du moment amorcent un déclin parallèle, encore que d'ampleur inégale selon les moments, sans que se dessine l'émergence d'une nouvelle puissance hégémonique.

Le Japon, nation la plus dynamique sur le plan de l'industrie, de la recherche, et maintenant de l'investissement, nation qui a mené après 1931, la politique la plus hégémonique qui soit, le Japon se refuse toujours aujourd'hui à jouer un rôle diplomatique qui aille au-delà de la défense de sa sécurité et de ses intérêts. Et s'il se réarme, sous la pression américaine, c'est sans beaucoup d'enthousiasme, en ne dépassant qu'à peine ce niveau de 1 % du revenu national qui a longtemps été considéré comme le plafond de son budget militaire, et en écartant comme proprement blasphématoire toute idée de nucléarisation.

### Un monde uni

Loin de lui en tout cas l'idée de favoriser, à l'instar de ce qui se passe en Europe, un regroupement de ses voisins. Compte tenu de la différence de poids entre eux et lui, il aurait trop peur d'apparaître comme voulant dominer à nouveau la région qu'il avait jadis entrepris d'asservir. Cette approche contribue d'ailleurs à expliquer ses inquiétudes à l'égard de la construction européenne. Outre qu'il soupçonne les participants de vouloir en faire, selon le mot du premier ministre Takeshita, une « forteresse » protectionniste, il a beaucoup de peine à s'y voir un nouvel avatar de l'hégémonie française. Tout le discours que l'on peut tenir sur la nécessité pour les pays de la CEE de conjuguer leurs forces et leurs volontés s'ils veulent continuer à peser dans la politique et l'économie mondiales, se heurte à l'incertitude d'esprits mal préparés à concilier les deux notions a priori si est vrai contradictoires d'unité et de pluralité.

LA, en revanche, où l'on sent les Japonais demandeurs, parce que mal assurés d'eux-mêmes, c'est en ce qui concerne l'organisation mondiale. Comme l'écrivait récemment l'*Economist*, « ils sont dans la confusion à propos de la prochaine étape. Ils se trouvent soudain en première ligne sans carte du terrain ». Réconciliés avec la Chine, admettant peut-être à petit que décident il y a quelque chose de changé en URSS, même si la clé de l'entente passe pour eux par la restitution intégrale de l'archipel des Kouriles, chipé en douce par Staline à Yalta, ils voient bien qu'à cette petite chance de prendre corps ce monde uni, ce *one world* qui obstruait les banderoles du stade de Séoul le jour de l'ouverture des Jeux.

Is voient cette perspective avec sympathie. Ils savent qu'ils doivent y jouer un rôle et, malgré la priorité qu'ils sont tentés de donner à de problèmes intérieurs comme le logement ou les retraites, à propos desquels il y a énormément à faire, ils sont prêts à consacrer un effort important de ce point de vue notamment dans le sous de l'allègement de la dette du tiers-monde. Mais comment vivra le village planétaire ? Sur quelles structures intermédiaires s'articulera-t-il ? Quelle contribution le Japon pourra-t-il y

apporter ? Rares sont les Nippons qui y ont réfléchi même si certains commencent à admettre que la question se pose.

Pour un brillant ancien du MIT comme le professeur Takashi Inoguchi, de l'université nationale de Tokyo, le pays doit s'habituer à penser par lui-même, à devenir un « état ordinaire », un de ses collègues d'Osaï, Nakatani Iwao, ne va-t-il pas jusqu'à écrire : « Dans les années qui viennent le peuple japonais va se trouver confronté à la plus grande épreuve de son histoire depuis l'arrivée des bateaux noirs du commodore Perry ? » (1).

Malgré les données complètement différentes, la France se trouve elle aussi avec la perspective du marché unique de 1992 devant une échéance capitale. Dix jours passés au Japon nous ont surtout montré l'étendue de l'ignorance qui subsiste de part et d'autre. Ils nous ont montré aussi que notre pays conserve là-bas un prestige qui doit plus à sa culture, à sa capacité de lancer des idées, qu'à l'ampleur de son FNB, même si les Japonais sont de plus en plus nombreux à mesurer le bond technologique accompli récemment dans l'hexagone.

Dans un cas comme dans l'autre, une forte identité nationale, ainsi que le constatait dans son livre à succès sur l'ascension et le déclin des grandes puissances, l'historien américain Paul Kennedy (2), a largement contribué à faire jouer dans le passé à nos deux pays un rôle au-delà de ce qui annonçait l'étendue de leur territoire et le nombre de leurs habitants.

La nature de ces deux identités, on l'a dit et redit, est très différente. Mais c'est pour cette raison précisément qu'ils ont certainement beaucoup à apprendre l'un de l'autre et à confronter leurs idées sur le prochain millénaire.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Cabinet du Japon, n° 35, printemps 1988. Perry est l'officier de marine américain qui força le Japon à ouvrir ses ports, en 1854, aux navires étrangers.

(2) Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, New-York, (Le Monde du 22 avril 1988).

## DU BON USAGE DES CRISES

Georges Balandier  
*Le désordre*



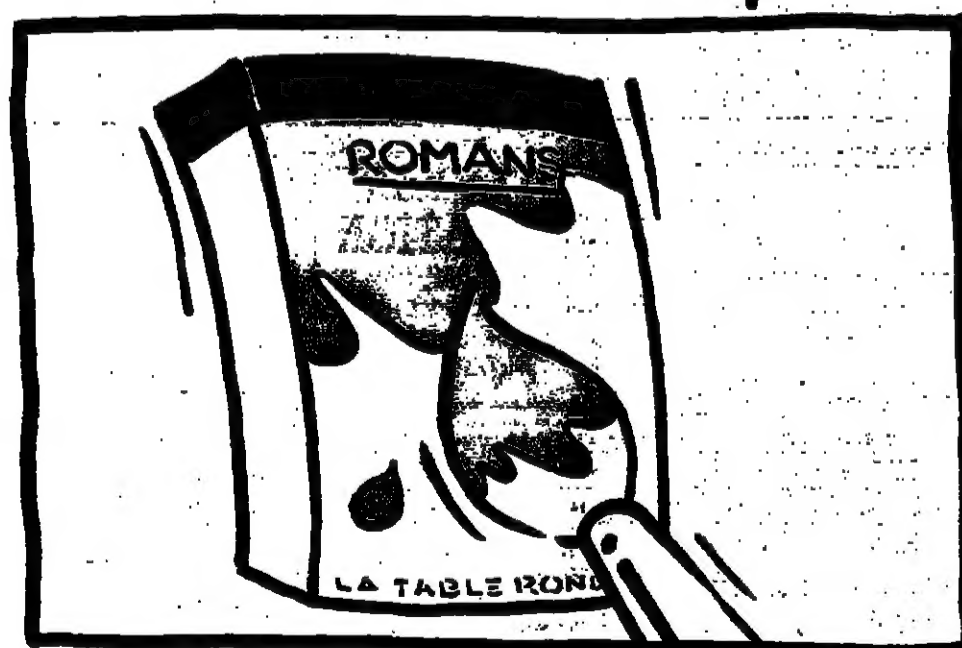
252 pages  
98 F

En un temps mouvementé et incertain, Georges Balandier rappelle que le désordre peut être fécond... Ce livre aux mille pistes est avant tout une leçon de confiance.

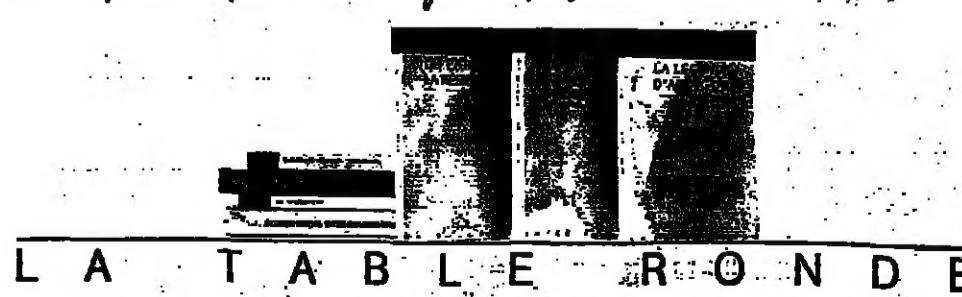
Roger-Pol GROUT, *Le Monde*

FAYARD

Retrouvez la couleur de la littérature pure.



A la table ronde, cet automne, la littérature change de fin. Sous l'égide de ses nouvelles convulsions, la collection *Blanc* se consacre désormais à la fiction pure, et de langue française, avec la plus haute exigence. Inspiration plutôt que marketing. Ambition plutôt que profit. Et une production pour la culture seule. Avec qui font la littérature de demain.









**Le désengagement progressif  
des troupes roumaines  
toujours à l'ordre du jour**

# Fissures mexicaines

sidentielle. L'alliance entre ces deux forces à l'opposé de l'échiquier politique connaît d'autre part de multiples réticences sur le terrain. Enfin, cette opposition est et sera, comme dans le passé, soumise à un débauchage possible de la part du parti au pouvoir, tant le ressort de la corruption reste présent.

tout présent. Les changements actuels risquent de changer le cours des choses », dit le journaliste mexicain Carlos Pagan, directeur du quotidien *La Jornada*, souligne pour sa part l'analyse des ambiguïtés de la situation :

- *Malgré les changements, la puissance de la majorité s'exprime comme avant, alors que la minorité s'exprime de plus en plus.*
- *Le nouveau président devra engager une course de vitesse pour réussir sa « transition vers la démocratie » et éviter une lente mais réelle dégradation, qui rendrait encore plus certain le retour à la situation d'urgence.*

« Il est pas sûr qu'il parvienne à tout ça », dit-il.

Le dernier épisode de ces bouleversements s'est produit lors du discours du président Miguel de la Madrid devant le Congrès le 1<sup>er</sup> septembre. Que le chef de l'Etat ait interrompu pour la première fois — et de multiples reprises — l'opposition peut paraître anecdotique. Mais en démythifiant le discours présidentiel, l'opposition a créé un précédent, impensable il y a seulement quelques mois. Au-delà d'une « agitation gesticulative », il s'agit d'une remise en cause du système mexicain essentiellement fondé sur une organisation pyramidale de la société où le président est investi de — presque — tous les pouvoirs.

« C'est une révolution culturelle », a-t-il été pas à dire Porfirio Muñoz Ledo, sénateur de la nouvelle gauche (Front démocratique national, FDN). Rafael Segovia, professeur au Colegio de Mexico (l'équivalent de notre Collège de France), souligne, pour sa part, que « le gouvernement mexicain a réussi la reconstruction de sa capitale après le tremblement de terre, mais il a beaucoup plus de mal avec le pays tout entier ». Pour résumer la situation actuelle, il cite le do de Gaullie de 1959 : « La gauche est contre l'Etat, la droite contre la nation et la pouvoir aime trop l'argent ».

Les résultats officiels des dernières élections reflètent bien les bouleversements actuels : le candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, n'a recueilli que 50,36 % des voix alors que, six ans auparavant,

« **Transparence  
exemplaire** »

Cette tendance devrait être renforcée lors des élections partielles prévues à l'automne. Tout d'abord parce que le futur président souhaite donner à ces scrutins à venir une « transparence exemplaire ». L'opposition cherchera, de son côté, à surveiller du plus près possible ces consultations qui devraient lui permettre de conquérir plusieurs postes de gouverneurs d'Etat, une éventuelle envisagée — pour la première fois avec sérénité — par le pouvoir.

A l'intérieur même du régime, de nombreuses résistances se font toutefois sentir. Les caciques voient d'un mauvais œil leur hégémonie remise en question, surtout si elle s'accompagne d'une réforme du parti, que le président réclame en

Cela d'autant plus que le mécontentement est essentiellement dû à la crise économique qui a provoqué une considérable perte de pouvoir.

d'échec de la population. La mise en œuvre, par le président de La Madrid, d'un plan d'assistance et de rigueur coïncidait mal avec ces conditions. Le régime, en voulant faire à ce plan commencent aujourd'hui à porter ses fruits. L'inflation, depuis la mise en œuvre du « pacte de solidarité », est pratiquement maîtrisée, mais ses effets ne se font pas beaucoup sentir au quotidien, pas plus qu'il n'y a eu de chômage, en raison de la privatisation d'une grande partie des entreprises publiques. Cela a rendu encore plus précaire la situation d'une main-d'œuvre jusqu'ici peu habituée aux effets du libéralisme, au moment où les syndicats ont obtenu la plupart des droits du régime, ont de plus en plus de mal à contenir leurs troupes.

Jusqu'où peut aller cette grande turbulence ? Du côté du pouvoir, il ne fait pas de doute que la transformation en cours devrait être poursuivie et amplifiée par le prochain président. Carlos Salinas de Gortari dispose d'atouts non négligeables pour mener à bien cette tâche ardue. Unanimentement loué pour son intelligence et sa connaissance des dossiers, il bénéficie, en outre, d'un entourage jeune et compétent qui voit là un défi à relever.

## Le refus du populisme

Le nouveau chef de l'État, qui prendra officiellement ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre, dispose aussi d'appuis importants à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le vote en sa faveur dans le nord industriel du pays, traditionnellement acquis au PAN, est à cet égard significatif. « Les modernistes ont voté pour le moderniste », souligne Carlos Salinas de Gortari. Les États-Unis, témoins de la stabilité d'un pays avec lequel ils ont plusieurs milliers de kilomètres de frontières communes, se sentiront engagés à ses côtés.

## Arrestation d'une infirmière française

L'Église et la publicité que le gouvernement lui accorde s'inscrivent dans une campagne xénophobe déclenchée dans certains milieux militaires et dans la presse d'extrême droite. La mort suspecte, le 22 août, d'un universitaire suisse, M. Jurg Weis, a fait monter la tension. Le 13 septembre, la présence d'une quinzaine d'étrangers (allemands et japonais, notamment) à une manifestation étudiante à San-Salvador s'est terminée par l'arrestation et l'expulsion de ces « touristes subversifs », selon le titre d'un éditorial virulent publié par la Presse. « Depuis peu, écrit le journal, on voit de plus en plus d'étrangers qui viennent au Salvador sous prétexte de faire du tourisme ou de remplir des missions humanitaires. Le but réel de leur présence, c'est d'appuyer les organisations de gauche. (...) Leur présence est intolérable et illégale. »

**BERTRAND DE LA GRANGE**

## Tombée dans le piège

L'infirmière vivait depuis deux ans au Salvador où elle avait d'abord travaillé pour Médecins sans frontières avant de se joindre à l'organisation Enfants du Salvador, et il semble qu'elle soit tombée dans un piège tendu par les autorités : celles-ci voudraient prouver que des étrangers collaborent avec le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Il n'est pas courant, en effet, que la police fouille les bagages des étrangers en partance. L'arrestation de M<sup>lle</sup> Béatrice

**UNIVERSITÉ  
DE PARIS-SORBONNE  
(Paris-IV)  
Formation continue**  
**COURS D'ESPAGNOL  
PORTUGAIS DU BRÉSIL**  
*Initiation et perfectionnement.  
Pratique de la langue orale.*  
*Le soir, à partir de 18 h 30.*  
**INSTITUT  
D'ÉTUDES IBERIQUES  
et latino-américaines**  
31, rue Gay-Lussac  
75005 PARIS  
Tél. 43-25-06-90 de 17 h à 19 h 30.

TOUT SUR LES  
JEUX OLYMPIQUES

## SÉOUL : LES RÉSULTATS EN DIRECT

## EN DIRECT

36.15 LM

**DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX MODÈLES MERCEDES EN ACTION  
DU 29 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE A LA GRANDE CASCADE.**

**Mercedes vous invite à découvrir  
les nouveaux modèles de la gamme 1989.  
De 10 h à 19 h\* au centre d'essais Mercedes  
à la Grande Cascade du bois de Boulogne.**

\*de 13 h à 19 h le 29 septembre.

**MERCEDES-BENZ**

Le 300E 4-Matic  
Le 300TE  
Le 300CE  
Le 300TD Turbo

La 260SE  
La 300SE  
Le 300SL  
La 500SE  
La 560SEL  
La 560SEC

Le 230 GE  
Le nouveau 250 GE  
Le 280 GE

**Nos suggestions:**  
 La nouvelle 190  
 La nouvelle 190E  
 La nouvelle 190E2.3  
 La nouvelle 190E2.6  
 La nouvelle 190E2.5-16  
 La nouvelle 190D  
 La nouvelle 190D2.5  
 La nouvelle 190D2.5 Turbo

La nouvelle 200E  
La 200D  
La 230E  
La 250D  
La nouvelle 250D Turbo  
La 260E

**هكذا من الأصل**







US  
ORMES

Ca vie  
de son

# Politique

Le Monde • Vendredi 30 septembre 1988 9

## Avant le deuxième tour des élections cantonales

### Question de discipline

Le respect de la « discipline républicaine » — c'est-à-dire du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé — ne va jamais sans mal entre communistes et socialistes. Le second tour des élections cantonales apporte ainsi son lot de bavures, peu nombreuses.

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 28 septembre, a invité l'ordre à quelques récalcitrants du Pas-de-Calais, de la Loire, de la Haute-Marne et de la Seine-et-Marne de céder la place au candidat communiste arrivé en tête, sous peine d'exclusion. Cinq socialistes — dans un seul canton par département — sont concernés.

Le secrétariat du PCF avait protesté par avance contre l'attitude de ces socialistes qui, selon lui, « cherchent à se faire élire par la droite et par les hommes de la droite ». Pour sa part, le PS demande que la « discipline républicaine » soit aussi respectée par le PCF dans l'Indre et l'Allier.

En règle générale, les désistements entre communistes et socialistes fonctionnent convenablement. C'est tout ce qui reste de la vieille Union de la gauche. Les socialistes n'en finissent pas d'assurer qu'ils n'ont aucune envie de renverser leurs alliances. M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, remarque dans une interview à Paris-Match que ses amis n'y auraient aucun intérêt. L'avenir, selon lui, est à une démocratie moderne qui « fonctionne avec un grand parti conservateur et un grand parti progressiste », et non pas à une « espèce de magnatisme consensuel ». M. Emmanuelli persiste dans sa critique du « discours sur l'ouverture » et de « l'apologie

du consensus » qui « pousse à aller à la pêche » et démolissent donc, selon lui, les électeurs socialistes.

A droite, on n'en continue pas moins à tenter de jeter le trouble en distinguant le « bon » Rocard des « méchants » socialistes. A propos de l'audiovisuel, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, affirme dans une interview au Quotidien de Paris : « Derrière Michel Rocard qui est, je crois, de bonne volonté, il y a les tentations du Parti socialiste. » Dans le Figaro, M. Bernard Stasi attribue l'échec de l'ouverture au comportement d'une « fraction importante des dirigeants du PS » qui y

seraient « par essence opposés » et qui préféreraient l'alliance avec le PCF.

La session parlementaire, qui s'ouvre le lundi 3 octobre, sera de ce point de vue intéressante à observer. Consacrée pour l'essentiel à l'examen du budget de 1989, elle commencera par un débat sur la fortune qui va de pair avec le débat dans le budget. M. Emmanuelli estime que cet impôt « symbolique » ne doit pas être « marchandé » et souhaite donc qu'il ne soit pas voté par les communistes afin d'apparaître comme un « véritable impôt socialiste ».

M. Emmanuelli ne risque pas d'être contredit par M. Barre qui ne voit pas la nécessité de cet impôt dont il parle comme d'un « archaïsme ». M. Barre a été reçu le jeudi 29 septembre dans la matinée par le premier ministre. Tout a fait officiellement, cette fois : leur première rencontre, le 13 juin à Maignon, avait été tenue secrète.

### Difficultés dans l'application du désistement à gauche

Comme lors des élections législatives, où il avait apporté un soutien effectif, au second tour, aux candidats désignés par le Parti socialiste, le Parti communiste veut faire obstacle à l'ouverture pratiquée par le PS sur sa droite. Le PCF refuse, ainsi, d'appeler à voter le 2 octobre pour le maire de Lapeyrie, dans l'Allier, candidat apparenté socialiste aux élections cantonales, et pour un autre candidat apparenté socialiste dans le canton d'Ardenne, dans l'Indre, deux départements où le PS peut espérer une majorité de gauche et la présidence du conseil général à l'issue du second tour.

Guy Pinède, le communiste renouveau de Portes-le-Valence, en dépit de la menace du PCF de priver les socialistes de ses voix dans d'autres cantons de ce département.

« Inadmissible »

Le bureau exécutif s'est, surtout, indigné de ce que la direction communiste « compromette, par un refus sélectif de désistement, l'espoir de redonner à la gauche les deux départements de l'Allier et de l'Indre », attitude que les dirigeants socialistes jugent « inadmissible ». M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui espère retrouver la présidence du conseil général de l'Indre, a expliqué au bureau exécutif le choix de son candidat dans le canton d'Ardenne — un chef d'entreprise jusqu'à présent non engagé politiquement.

En outre, le PCF veut obliger les socialistes de la Drôme à maintenir leur candidat face au maire de Portes-le-Valence, conseiller général sortant arrivé en tête, au premier tour, devant les candidats du PS et du PCF, mais communiste « renouveau » (le Monde du 29 septembre).

Les communistes justifient cette attitude, dans les deux premiers cas, en invoquant le fait que les candidats désignés par le PS n'appartiennent pas à la gauche ; dans le troisième, sans autre argument que leur volonté d'éliminer un dissident. Ils n'en font pas état nationalement. En revanche, dans une déclaration publiée le mercredi 28 septembre, le secrétariat du comité central du PCF a reproché aux socialistes le maintien de leur candidat dans quatre cantons face à un conseiller général sortant communiste arrivé en tête au premier tour : à Saint-Dizier (Haute-Marne), Auchel (Pas-de-Calais), Firminy (Loire) et Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). « Une telle démarche, lourde de conséquences », affirme, menaçant, les dirigeants communistes.

L'application de la consigne du bureau exécutif se heurte à de sérieuses difficultés dans la Drôme, où la direction fédérale socialiste multiplie les prétextes pour justifier le maintien de son candidat contre M. Pinède. En fait, les socialistes de ce département, outre la crainte de mesures de rétorsion communistes, ont en vue les élections municipales de mars prochain, pour lesquelles leur candidat veut prendre date.

La perspective des élections municipales domine les rapports entre socialistes et communistes. Le PS veut éviter que le PCF ne pratique l'ostracisme, l'an prochain, à l'encontre de candidats centristes que les socialistes souhaiteraient inclure dans leurs listes.

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi soir, a décidé de rappeler à l'ordre ces quatre candidats. « S'ils se maintiennent, indique un communiqué du bureau exécutif, [ces candidats] se retrouveront en dehors du parti. Pour la direction socialiste, « le candidat du PCF arrivé en tête sera le candidat de toute la gauche », au second tour, dans chacun de ces quatre cantons. Inversement, le bureau exécutif a demandé à la fédération socialiste de la Drôme de retirer son candidat face à M. Jean-

Patrick Jarreau.

Les communistes cherchent, au contraire, à imposer une conception « stricte » de l'union de la gauche, limitée aux socialistes, aux radicaux de gauche et à eux-mêmes. Cette épreuve de force s'est engagée dans l'Indre et dans l'Allier. Dans ce dernier département, les socialistes font discrètement valoir que les communistes ont peut-être tort de préjuger du rapport des forces à l'issue du second tour, qui, si la gauche est majoritaire, ne donnera pas forcément la prééminence au PS. L'ouverture, qu'il refuse aujourd'hui, pourrait être, dans ce cas, favorable au PCF.

### Les communistes préparent surtout les municipales

Au-delà des cantonales, ce sont les municipales qui intéressent, au premier chef, la direction du PCF. Encouragé par son résultat électoral qui, bien qu'inférieur de 2,5 points à la consultation strictement comparable de 1982, semble prolonger le palier de stabilité atteint au législatif après plusieurs années de recul, le PCF veut préparer les élections municipales de 1989 en signifiant au PS qu'il reste son allié privilégié sans lequel les socialistes ne peuvent pas trouver de salut local.

Il est donc probable que la préparation de cette échéance devienne rapidement la préoccupation principale dans la problématique de la direction du PCF, et qu'elle prenne le pas sur la réflexion interne qui avait semblé poindre avant les vacances d'été. Le comité central avait ainsi analysé la tenue d'une conférence nationale en novembre, précédée d'une tribune de discussion dans l'Humanité, pour se pencher sur l'état du parti (le Monde du 29 juin).

Certains communistes craignent que la prochaine réunion du « parlement » du PCF, les 12 et 13 octobre, prépare d'ores et déjà le terrain d'un changement de destination de cette conférence nationale et réduise la portée de la discussion dans les colonnes de l'organe central du parti. Rien ne permet d'affirmer qu'il en sera effectivement ainsi, même s'il n'est pas interdit de penser que la direction va s'appuyer sur la stabilisation électorale, présentée par elle comme « un nouveau redressement », pour affermir son autorité et laisser peu de champ à ceux qui l'ont implicitement critiquée.

Si le premier tour des cantonales, avec une très faible participation, a fait sortir des urnes un arrêté du déclin électoral accordé au parti, il a confirmé l'importance de l'engagement local communiste, celui-là même qui avait sauvé la représentation du PCF à l'Assemblée nationale, et dont l'absence, a contrario, explique en partie le naufrage du Front national. Cette prime donnée aux sortants communistes ne va pas aller sans poser un problème à la direction du parti. L'exemple de M. Jean-Cyrien Finkbeiner, « renouveau » de Portes-le-Valence, chef-lieu du canton dont il est le conseil-

ler général sortant, en est un révélateur (le Monde du 29 septembre). A cet égard, le maintien du « renouveau », M. Roger Joudé à Argentan, dans l'Orne, face à un socialiste sortant, est-il la réponse du berger à la bergère ?

Composer avec les oppositions ?

Car si les candidats présentés par les ex-comités de soutien à M. Pierre Jadin ne font guère mieux globalement que leur candidat à l'élection présidentielle, à l'exception de quelques cantons (Mongins dans les Alpes-Maritimes, Tulle-Campagne dans la Corrèze, Besançon dans le Doubs, Gerzat dans le Puy-de-Dôme), les renouveaux communistes en revanche tirent leur épingle du jeu. Fort de cinq conseillers sortants, ils font repasser M. Antoine Martinet au premier tour à Bédier dans l'Hérault, placent les quatre autres en tête de la gauche (MM. André Gallan dans l'Hérault, René Carouge dans la Somme, Jean-Guy Pinède dans la Drôme et José Castelli en Haute-Corse), et peuvent espérer le gain d'un siège en Haute-Corse où leur candidat, M. Jean-Jacques Padovani, est en ballottage difficile contre le sortant UDF-FR.

Dans le Finistère, enfin, M. Louis Aminot remporte son combat contre Mme Sylvie Mayer-Leroux, parlementaire européenne récemment promue au comité central (6,61 % contre 5,95 % à Brest) tandis que M. Gilles Meurice écrase le représentant du PCF (6,98 % contre 1,48 % à Landerneau). Tous les autres candidats renouveaux — une trentaine — sont dominés par les candidats du PCF.

Les opposants internes à la direction, regroupés dans l'appel dit des « restructurateurs », sortent, eux, avec les honneurs. Ils font un tabac en Haute-Vienne, où six des huit sortants sont dans leurs rangs et en position éligible au second tour, après que leur chef de file, M. Marcel Rigout a été réélu dès le premier tour en améliorant de dix points son score de 1982. Outre l'ancien ministre de M. Pierre Mauroy, les « restructurateurs » font repasser M. Roland Renard dans l'Aisne et prennent un siège aux socialistes grâce à l'élection, au premier tour, de M. Dominique Buechlini en Corse-du-Sud. Ils sont bien placés dans le Doubs pour faire réélire M. Serge Paganelli, dans l'Essonne avec M. Jean-Loup Englander, dans le Val-de-Marne avec M. Gaston Vians et en Meurthe-et-Moselle avec M. Colette Goussier qui pourrait reprendre un siège détenu par un conseiller général socialiste depuis 1982.

### Moselle : le test de Metz-3

Metz  
de notre correspondant

« Il y a de quoi y perdre son latin ! Qui est qui ? Qui est où ? » Cette réflexion médiocre des électeurs mosellans résume bien l'effervescence régnant dans le tout Metz politique au lendemain du premier tour. Les espoirs et les craintes sont d'autant plus rudes qu'ils servent de répétition générale pour les élections municipales de mars prochain, après la redistribution des cartes politiques engagée par l'année, en juin, du maire centriste de Metz, M. Jean-Marie Rausch, dans le gouvernement Rocard. La focalisation sur Metz-3 résulte du fait que depuis trente ans, il est le « canton du maire ». Cette année, M. Rausch le quitte en raison de la loi sur le cumul des mandats mais il n'est pas pour autant absent de cette campagne.

gac. Il a désigné « sa candidate », Mme Nathalie Griesbeck (UDF).

Avec sept candidats au premier tour, tout était limpide ou presque : Front national, RPR, UDF, PS, PC, Parti ouvrier européen et écologistes avaient chacun pour porte-drapeau l'UDF, traillée entre Mme Griesbeck et M. Grosdidier (RPR), pour lequel une de ses composantes (PR) avait une préférence, a tranché en faveur de l'adjoint de M. Rausch dès lors que le PS présentait un candidat.

La surprise du premier tour n'est pas venue de la première place de Mme Griesbeck (30,9 % des suffrages), mais du score du RPR qui améliore de plus de dix points le résultat de M. Chirac au premier tour de l'élection présidentielle dans ce canton. M. Grosdidier talonne même sa rivale du second tour avec seulement quatre-vingt-sept voix de retard. Le Parti socialiste est tombé, pour sa part, à 24,3 %, perdant sept

points par rapport au premier tour de l'élection présidentielle.

Au soir du premier tour, le candidat socialiste, M. Patrick Gerber, a annoncé son désistement en faveur de la « candidate soutenue par M. Rausch, ministre du gouvernement de Michel Rocard ». D'accord sur le fond mais pas sur la forme, le premier secrétaire de la fédération départementale du PS, M. Jean-Pierre Masseret a qualifié une telle précipitation d'erreur politique. Mais au terme d'une réunion extraordinaire du bureau fédéral, le PS a confirmé son soutien à Mme Griesbeck, observant que son candidat ne pouvait pas se maintenir.

Le PR apporte, au niveau national, son soutien au candidat RPR. De même que le candidat du Front national, qui affirme que M. Grosdidier est « proche » de sa formation. Cette candidate, Mme Crespin, a été désignée par sa fédération départementale.

J.-L. THIE.

● LOIRE-ATLANTIQUE. — M. Yannick Vauguier, conseiller général (PS) sortant de Morlaix-Bretagne, seul en lice au second tour après le désistement du candidat communiste arrivé en deuxième position, a appelé les électeurs à l'abstention. Compromis à l'Assemblée de l'élection, M. Vauguier qui « sait que ses proches se déplacent pour qu'il obtienne les voix nécessaires », a demandé aux électeurs de « se reposer », le 2 octobre.

● HAUTE-CORSE. — M. Jacques Jhena, médecin interpellé, le lundi 26 septembre, dans le cadre d'une

enquête sur des fausses procurations dans les quatre cantons renouvelables de Bastia, a été écroué.

● ARDÈCHE. — Dans le canton d'Aubenas, M. Bernard Hugo (RPR), vice-président du conseil général qui a obtenu 35,7 % des voix au premier tour, un divers droite, M. Pierre Chastanier, fort de ses 21,98 % au premier tour, et un socialiste, M. Robert Eymery, qui a obtenu 25,37 % des suffrages. Ce dernier bénéficie du désistement du candidat communiste (9,96 % au premier tour) mais ce sont en définitive les voix du Front national —

6,86 % le 25 septembre — qui pourraient départager les trois hommes.

● SAONE-ET-LOIRE. — M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur, du socialisme de Saône-et-Loire, devait participer le jeudi 29 septembre à un meeting de soutien à M. André Faivre, conseiller général communiste sortant de Montceau-Sud. Dans ce canton, seul le candidat communiste arrivé en tête et le socialiste, M. Daniel Barraud, pouvaient se maintenir au second tour. En dépit de l'accord de désistement PC-PS, M. Barraud a décidé de maintenir sa candidature. Il a été désigné par la fédération socialiste du département.

## Apple Expo 88 Le monde se rejoint à la Villette.

Cette année, le succès d'Apple dans l'entreprise devrait ajouter à Apple Expo une saveur toute particulière. Le monde du travail rejoint en effet celui des passionnés. Et chacun se retrouve sur une idée : c'est avec des machines puissantes, mais simples d'accès, que l'on donnera à l'homme les moyens d'exprimer le meilleur de lui-même, les ressources à l'intérieur.

Et c'est ainsi tout un point de vue sur la productivité qui s'impose dans la Grande Halle de la Villette.



Avec 150 exposants : partenaires d'Apple, créateurs et éditeurs de logiciels, constructeurs de périphériques, organismes de formation et éditeurs de presse. Mais aussi des conférences, et bien sûr la « Ville Apple ».

Pour que demain soit vraiment un autre jour. De plus en plus de performances ? Certes, mais qui permettent à chacun de développer sa propre richesse. Et là, tout le monde peut se rejoindre. Out.



## Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1<sup>er</sup> octobre. De 10 à 19 h. Métro Porte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour le calendrier des conférences ou l'achat d'autres informations : 3614 code : APPLE.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

Politique

# Première rencontre entre Arabes et Juifs en France

à l'Assemblée nationale  
le mardi 11 octobre 1988  
de 9 h à 20 h

Retirez votre invitation à

PASSAGES UEJF FRANCE PLUS  
45 86 30 02 45 23 45 60 48 74 21 03

# BEURS FEUJS

La société française est en pleine évolution.

La dégradation de la situation socio-économique ces dernières années et l'appréhension identitaire et culturelle face à l'Europe de 1992 (marché unique européen) ont provoqué l'émergence d'un courant politique menaçant pour la démocratie. L'extrême droite française représentée par le Front national a ainsi ouvertement développé des thèses racistes d'exclusion à l'égard des minorités : permanence d'une violence basée sur le mépris et le rejet de l'autre.

Ce contexte d'agressivité sociale et d'exclusion s'est trouvé contrecarré par une dynamique culturelle travaillant en profondeur la société française dans une démarche républicaine axée autour des valeurs de générosité, de solidarité, de tolérance et d'ouverture.

Rien d'étonnant que la jeunesse de France soit concernée au premier plan par ce mouvement et qu'en son sein jeunes juifs -feuj- et jeunes maghrébins -beurs- en viennent à se retrouver pour dialoguer et enrichir la vie sociale de leurs expériences et de leur histoire respective. Sur le conflit israëlo-palestinien et ses retombées "judéo-arabes", les appréciations différentes qui se font jour méritent d'être débattues dans l'optique de favoriser un dialogue de paix entre Israéliens et Palestiniens.

Dans la France de demain, "beurs" et "feuj" sont appelés à construire avec le reste des acteurs sociaux une société plus libre, plus juste et plus solidaire.

C'est ce qui a conduit Passages, France Plus et l'UEJF, à organiser des journées d'études autour du thème:

**BEURS et FEUJS:  
QUEL DIALOGUE JUDEO-ARABE  
POUR LA FRANCE DE DEMAIN?**

FRANCE PLUS  
Arezki Dahmani

UEJF  
Arié Benssemhoun

PASSAGES  
Emile Malet

*[Signatures]*

## Le débat sur le regroupement des élections locales

### M. Mermaz : tous les six ans, à partir de 1995

Le Monde a interrogé les présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale à propos de l'éventuel regroupement des élections locales. Après les réponses de l'UDF, du RPR, du PC et de l'UDC (le Monde du 27 et du 28 septembre), nous publions aujourd'hui celles de M. Louis Mermaz.

Le président du groupe socialiste est favorable au regroupement, tous les six ans, à partir de 1995, des élections municipales, cantonales, voire régionales.

Pensez-vous que l'on vote trop souvent en France ?

La fréquence des consultations électorales s'accroît, et l'année 1988 aura connu une sorte de record. Mais la cadence va se maintenir l'année prochaine. Le taux d'abstention enregistré pour les élections cantonales dimanche dernier est un

signal d'alarme. Il s'ensuit une banalisation des élections et, au lendemain des grandes consultations - présidentielle et législatives - l'intérêt s'érode. Visiblement les Français n'ont pas encore intégré à leur raisonnement et à leur sensibilité la décentralisation. Les élections cantonales les réveillent lorsqu'il s'agit de sanctionner le gouvernement. Comme ce n'est pas leur intention en ce moment, il ne semble y avoir pour beaucoup ni enjeu ni motivation.

Et pourtant les départements gèrent quelque 130 milliards de francs.

Dès lors, êtes-vous favorable à un regroupement des élections ?

Très certainement. Les élections régionales de 1986 ont connu un bon taux de participation parce qu'elles étaient complètes avec les législatives. Mais a-t-on intérêt durablement à procéder le même jour à

des élections générales et à des élections locales ?

Comment feriez-vous ce regroupement ?

Pourquoi ne pas regrouper les élections municipales, cantonales, voire régionales, à condition d'harmoniser la durée de ces divers mandats. Six ans conviendrait parfaitement. Il faut bien sûr une période de transition. Le faire à l'occasion des prochaines élections municipales, ce serait précipité. Pourquoi ne pas commencer en 1995, c'est-à-dire à la date où expirent normalement les mandats des futurs conseils municipaux ? Avant, est-ce possible ?

Pour y parvenir, est-il possible d'engager un travail en commun des groupes parlementaires sur le modèle de ce qui a été fait pour le financement des partis politiques ?

Je pense que nous devrions parvenir, là aussi, à un accord entre les groupes parlementaires. C'est l'intérêt de tout le monde.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 28 septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits.

### URBANISME ET AGGLOMÉRATIONS NOUVELLES

Le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, a présenté un projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles.

### ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

Le projet de loi complète le dispositif arrêté lors du conseil des ministres du 27 juillet 1988. Il comporte des mesures favorisant le développement d'exploitations compétitives, notamment sous forme de groupements agricoles d'exploitation en commun et d'exploitations agricoles à responsabilité limitée, et leur transmission.

### LE STATUT DES MEMBRES DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Le ministre de l'intérieur a présenté au conseil des ministres un projet de décret portant statut particulier des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Ce décret procède à une refonte du statut antérieur issu du décret du 12 mars 1975 pour tenir compte de la création des cours administratives d'appel de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif.

### FMI

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a rendu compte des réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se sont tenues à Berlin du 24 au 27 septembre 1988.

1) La coopération monétaire entre les pays industrialisés.

La France a réitéré son souhait qu'interviennent dans les délais

l'irrésistible augmentation des quote-parts du Fonds monétaire international et les souscriptions à l'augmentation du capital de la Banque mondiale actuellement en cours, pour laquelle la France s'est acquittée d'une première tranche de 6,5 milliards de francs.

2) L'allègement de la dette des pays du tiers-monde.

### LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Le ministre de l'intérieur a présenté au conseil des ministres une communication relative au bilan de la campagne de lutte contre les feux de forêt. L'efficacité de la lutte contre les feux de forêt repose sur l'attaque et le traitement du feu dans les dix premières minutes.

C'est pourquoi les moyens de prévention sont mobilisés de manière systématique et déployés sur l'ensemble des zones à risques du Sud-Est et de la Corse, notamment en installant les renforts nationaux en hommes et en matériels au plus près des risques.

L'Etat a alloué en 1988 32 millions de francs aux départements du Sud-Est et à la Corse, tandis qu'il a lui-même consacré 267 millions de francs au titre des renforts nationaux, aériens et terrestres.

En 1988, la campagne de lutte contre les feux de forêt a bénéficié de circonstances atmosphériques favorables.

Bien que les risques saisonniers n'aient pas encore disparu, les résultats connus à ce jour sont encourageants.

Au 26 septembre, la surface totale parcourue par le feu était de 4 300 hectares, contre 10 300 hectares en 1987.

S'agissant des feux de forêt en cours depuis plus d'une semaine dans l'île de la Réunion, le gouvernement met tout en œuvre pour qu'en collaboration avec les autorités de l'île la situation redevienne normale à bref délai et que les populations touchées bénéficient de la solidarité nationale.

### AUDIOVISUEL

(Lire page 25.)

### ENVIRONNEMENT

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'environnement, a présenté une communication sur l'action internationale de la France dans le domaine de l'environnement.

Dans les relations internationales, des enjeux politiques et économiques de première importance s'attachent à la préservation des équilibres naturels.

Il est dès lors souhaitable que la France prenne des engagements plus forts, en particulier vis-à-vis des pays en voie de développement et des pays francophones.

Le gouvernement manifeste cette volonté en déposant au Parlement un projet de loi autorisant la ratification du protocole de Montréal relatif à la protection de la couche d'ozone et en se disposant à signer en octobre prochain à Sofia (Bulgarie) un accord tendant à lutter contre les pluies acides.

Le gouvernement est favorable à la mise en circulation en Europe de « voitures propres ». Pour favoriser l'utilisation de l'essence sans plomb, des mesures de réduction fiscale entraînant une diminution de 35 centimes par litre du prix de ce carburant seront proposées au Parlement.

## Selon un sondage de BVA

### 64 % des Français approuvent le refus du RPR de s'allier au FN

La décision du RPR de refuser toute alliance nationale ou locale avec le Front national est bonne, estime 64 % des personnes interrogées, dont 71 % d'électeurs du RPR, selon le sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 29 septembre, dans *Paris-Match* (1). Seuls 18 % des interviewés désapprouvent cette position de principe du RPR. Toutefois, ce choix du RPR bénéficie d'abord, selon 57 % des sondés, au Parti socialiste, tandis que 33 % considèrent que le mouvement chiracien va en tirer le plus grand profit. Les électeurs n'assimilent pas les accords entre socialistes et communistes à ceux conclus entre l'opposition UDF-RPR et le FN. 48 % des sondés (dont 49 % de sympathisants du RPR) ne les rangent pas dans la même catégorie, ce qui fait, en revanche, 28 % des personnes interrogées (dont 43 % de partisans de l'UDF).

D'autre part, M. François Mitterrand bénéficie de la confiance de 53 % des interviewés, tandis que 35 % d'entre eux se déclarent sceptiques à son égard. Le premier ministre bénéficie également d'un solide soutien en recueillant 51 % d'opinions favorables et 31 % d'avis négatifs.

M. Michel Rocard avait déjà engrangé quelques fruits de sa politique en améliorant de six points en un mois sa cote de popularité mesurée par le baromètre IFOP-Journal du dimanche, publié le 25 septembre. Le chef du gouvernement satisfait 47 % des 1 914 sondés, interrogés du 22 au 28 septembre. Parmi eux, 54 % de chefs d'entreprise et de cadres supérieurs expriment une opinion favorable à l'égard du premier ministre. Néanmoins, 24 % des sondés se déclarent mécontents de l'action de M. Rocard, au lieu de 22 % le mois dernier. Le refus par la République d'adhérer, pour sa part, stable avec 51 % d'avis positifs.

(1) Sondage effectué du 16 au 20 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 012 personnes.

## EN BREF

Une mission pour développer l'artisanat en Nouvelle-Calédonie. — MM. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, et François Doublin, ministre du commerce et de l'artisanat, ont confié à M. Jacques Grandjean une mission en Nouvelle-Calédonie. M. Grandjean, commissaire du gouvernement au Trésor, ancien directeur de l'artisanat, est chargé de définir les axes de développement souhaitables dans les secteurs de l'artisanat, du commerce et des petites entreprises. Trois objectifs sont assignés à sa mission : la création d'emplois qualifiés dans les secteurs du commerce et de l'artisanat dans toutes les régions du territoire ; la réduction de la dépendance économique du territoire vis-à-vis de l'extérieur ; par le développement des productions locales ; l'amélioration des circuits de distribution, en particulier hors de Nouméa.

Le « oui » de M. Michel Noir. — L'ancien ministre RPR du commerce extérieur, M. Michel Noir, député du Rhône, s'est prononcé, dans une interview publiée mercredi 28 septembre par *Lyon Matin*, pour le « oui » au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il estime qu'on n'a « pas le droit de faire courir au RPR le risque d'être affaibli par un reniement du RPR national vis-à-vis de la branche calédonienne du RPR ».

L'UDF arrêtera sa position le 14 octobre. — C'est le 14 octobre que l'UDF réunira son conseil national afin d'arrêter sa position sur le référendum du 6 novembre. Cette réunion sera précédée, le 10 octobre, d'une séance de travail commune au RPR et à l'UDF. La porte-parole de l'UDF, M. Alain Larresse, a souligné, mercredi 28 septembre, que son mouvement souhaitait « une position commune de l'UDF et du RPR sur la Nouvelle-Calédonie ».

## PROPOS ET DÉBAT

M. Lohé

Sondage



## La rentrée parlementaire

## Le gouvernement veut éviter la boulimie législative

Les députés et les sénateurs vont retrouver, lundi 3 octobre, le chemin du Parlement. Les députés pénétreront dans un Palais Bourbon propre comme un sou neuf. Ils seront accueillis, à nouveau, par les augustes figures des copies en réa des quatre colossales statues (Sully, d'Aguesseau, de l'Hospital et Colbert) qui avaient été démontées pour cause de pollution.

Après les élections législatives de juin, les élus de la cuvée 1988 n'avaient eu qu'un petit avant-goût de ce qui les attend en matière de travail parlementaire : la session de droit n'avait duré que quinze jours. Les députés socialistes avaient été fort marries de voir le gouvernement se refuser à demander une convocation du Parlement en session extraordinaire. Ils estiment encore aujourd'hui que M. Michel Rocard a alors pris inutilement du retard dans le domaine législatif en adoptant une position « atténuée ».

Le menu de cette session d'automne sera copieux, bien qu'il ait été soigneusement composé. Comme il est de tradition, le budget constituera le plat de résistance, accompagné d'une garniture : l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Conformément à la circulaire du 25 mai produite par l'Hôtel Matignon, le gouvernement a limité le nombre des plats législatifs de façon à permettre au Parlement de ne pas travailler dans la précipitation.

Le Parlement devrait, au cours de cette session, n'être saisi que de 26 textes (16 projets de loi, 10 conventions internationales), contre une quarantaine l'année dernière. M. Michel Rocard résistera-t-il aux pressions inflationnistes qui se dessinent toujours en cours de route ? Un premier accrocage illustre la difficulté de tenir un calendrier législatif, quand certains ministres estiment urgent de faire passer leur réforme. Le premier ministre a ainsi fait savoir au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, qu'une réforme trop lourde de l'instruction n'aurait guère de chance de se frayer un chemin dans une session déjà embouteillée par le poids du budget. On refuse à l'Hôtel Matignon l'idée selon laquelle le premier ministre voudrait « freiner » la réforme Arpaillange. « Pour qu'un texte ait une chance de passer sans accident majeur, au cours de la session budgétaire, il faut qu'il ne soit ni trop lourd, ni trop conflictuel », précise un conseiller de M. Rocard.

C'est au lendemain de la rentrée formelle du 3 octobre que les députés se mettront vraiment au travail en séance publique. Ils plancheront sur le revenu minimum d'insertion (RMI), les 4 et 5 octobre (discussion générale) et les 10, 11 et 12 octobre pour l'examen des articles. Le Parlement ne siègera pas les 6 et 7 octobre pour cause d'élection des présidents des conseils généraux.

Le gouvernement a décidé de demander l'urgence sur le RMI, afin de limiter le nombre des navettes entre les deux Assemblées. Au ministère des relations avec le Parlement, on assure que cette mesure n'est pas destinée à brider l'opposition mais à permettre une mise en place du RMI dès la fin de l'année, conformément aux vœux du chef de l'État. En commission, l'opposition s'était abstenue sur ce texte, les socialistes le votant. Les députés auront ensuite à examiner des conventions internationales avant d'aborder, le 18 octobre, la loi de finances pour 1989.

Les huit articles du projet de loi créant un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ont finalement été intégrés au budget. Le gouvernement avait un moment envisagé de soumettre l'ISF et le RMI à une discussion générale commune afin de bien montrer leur étroite corrélation. Le premier ministre a finalement renoncé à tromper la discussion de l'ISF. M. Rocard est, d'autre part, tout à fait déterminé à utiliser le 49-3 (engagement de responsabilité sur un texte permettant à celui-ci d'être adopté sans vote, sauf dépôt et adoption d'une motion de censure) sur le budget en cas de difficulté.

Après la discussion budgétaire (18 novembre), les députés examineront le projet de loi sur l'audiovisuel (qui aura été discuté en première lecture au Sénat), le projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social, un collectif budgétaire, un texte sur les valeurs mobilières, un projet portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui sert traditionnellement de voiture-balai pour toute une série de dispositions sociales qui ne sont pas toujours bienvenues. D'autre part, après un toilettage de l'héritage législatif du gouvernement de M. Chirac, un certain nombre de textes techniques seront également discutés en séance publique.

## « Tant que les centristes ne se seront pas libérés... »

Le déroulement de cette session sera l'occasion de voir si les clichés politiques évoluent dans l'hémicycle. Deux tactiques parlementaires coexistent au sein du groupe socialiste. La première (très minoritaire) consiste à tenter de faire voter le plus de textes possible par des majorités élargies, laissant les deux centristes soixante-quinze députés socialistes. C'est la thèse, notamment, de M. Christian Pignatelli (PS, Vaucluse), qui souhaite, par exemple, que l'ISF soit voté par d'autres groupes que celui du PS, afin d'éviter les vaines législations auxquelles on assiste à chaque alternance.

L'autre tactique, qui rallie la majorité du groupe, consiste à jouer la carte d'une identité socialiste sans concession, à charge pour les autres de se déterminer par rapport à elle. Pour l'heure,

l'ouverture vers les centristes est fermée. « Tant qu'ils ne se seront pas libérés totalement, il est inutile de chercher à pêcher leurs voix », explique-t-on dans l'entourage de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement. « Un gouvernement, soutenu par un groupe qui n'a qu'une majorité relative peut très bien durer cinq ans », ajoute-t-on, les institutions de la V<sup>e</sup> République étant ainsi faites que, pour renverser un gouvernement, il faut qu'une nouvelle majorité (absolue) se dégage dans l'hémicycle.

Les socialistes estiment, pour l'heure, impossible ce que M. Pierre Bérégovoy appelle une « conjonction des contraires » (PCF-UDF-UDC-RPR). D'autre part, pour être déposée, une motion de censure doit être signée par un dixième au moins des membres composant l'Assemblée (cinquante-huit députés). C'est dire que le groupe communiste (vingt-cinq élus) ne peut, à lui seul, en déposer une. On voit donc mal les élus communistes mêler leur voix à celles de la droite pour le vote d'une motion de censure présentée par l'UDF ou le RPR.

Le suivi du travail parlementaire n'en demandera pas moins une attention soutenue de la part du gouvernement et des présidents socialistes de commission. Les socialistes devront lutter en permanence contre une maladie qui avait fragilisé la majorité UDF-RPR lors de la législature précédente : l'absentéisme. Le président du groupe PS de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermeas, a pris des dispositions en ce sens. Un « whip » socialiste (une sorte de député « rabatteur ») a été désigné dans chaque commission pour veiller à ce que des majoritaires relatifs les députés du PS ne deviennent pas franchement minoritaires.

PIERRE SERVANT.

## Les réformes proposées par M. Fabius sont adoptées par les différents groupes

La réforme du travail parlementaire proposée par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a été adoptée, mercredi 28 septembre, par les responsables de différents groupes représentés au Palais-Bourbon.

Dès le 11 octobre, M. Fabius déposera une proposition de résolution — qui a reçu l'accord unanime de la conférence des présidents — concernant la publicité de certaines auditions en commission.

Cette mesure nécessite une modification de l'article 46 du règlement, qui précisera désormais que le bureau peut, après contact avec le président de l'Assemblée, « organiser la publicité, par les moyens de son choix, de tout ou partie de ces auditions ».

Les présidents de groupe ont également donné leur accord à l'amélioration des questions d'actualité (information préalable et réciproque des groupes pour éviter, le cas échéant, les « doublons », alternance des orateurs à la proportionnelle des groupes — le 5 octobre : 2 RPR, 2 UDF, 1 UDC, 1 PC, 3 PS). Cette mesure s'appliquera toutefois dans un premier temps, à titre expérimental.

Toujours à titre expérimental, et pour une période d'un an, l'ensemble des groupes ont adopté le droit annuel d'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée, de la demande de constitution d'une commission d'enquête et de contrôle, quel que soit l'avis de la commission des lois.

Les présidents ne sont, en revanche, parvenus à un accord sur la modification de la discussion budgétaire. M. Fabius souhaitait limiter le nombre d'intervenants, tant du côté gouvernemental que parlementaire, et proposait que chaque groupe désigne en son sein un orateur unique. M. André Billardon (PS), vice-président de l'Assemblée, a été chargé d'obtenir un rapprochement « pragmatique » des différents groupes à ce sujet. On s'orientait vers une solution médiane : la règle serait celle de l'intervenant unique, mais des dérogations pourraient être autorisées.

F.R.D.

## Veillée d'armes

Après quatre mois de débats sur l'ouverture, l'irruption dans le paysage parlementaire d'un nouveau groupe, l'Union du centre, le consensus partiel qui s'est dessiné autour du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, ou sur le revenu minimum d'insertion, quel est, à la veille de la session d'automne, l'état d'esprit des groupes représentés à l'Assemblée nationale ?

Chez les socialistes, observe M. Louis Mermeas, leur président, on a intégré « la notion de durée ». L'expérience de la gauche au pouvoir n'est plus considérée comme un accident de l'histoire, et la « parenthèse » ne borne plus la période 1981-1986, mais les deux ans qui ont éloigné la gauche du pouvoir de 1986 à 1988.

La précipitation qui avait marqué la fin de l'année 1981 ne vaut donc plus pour la session qui s'ouvre à l'automne. Aussi le groupe socialiste entend-il « prendre son temps pour voter des lois ». Faisant fi des « grognons » de certains députés, on feignant de ne pas les entendre, M. Mermeas juge que son groupe est « satisfait » des priorités dégagées dans le budget, et tout particulièrement de l'éducation nationale, la « préoccupation principale ». Le ministre de Vienne précise toutefois que ce domaine est « le seul où le temps nous est compté » et qu'il faudra encore « accentuer l'effort » dans le budget de 1990.

Côté communiste, à la question sur le « climat » de la rentrée, on répond par une autre interrogation : « Pourquoi les Français ont-ils élu François Mitterrand le 8 mai ? Pourquoi ont-ils envoyé le 12 juin une majorité de communistes et de socialistes à l'Assemblée nationale ? ». « Pour que cela change sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, le droit du travail », affirme

M. Gorges Hago, vice-président de l'Assemblée, qui se relève, dans les projets soumis par le gouvernement aux parlementaires, « aucune velléité de changement. Au contraire, remarque-t-il, on ne peut pas ne pas constater une complaisance à l'égard du pouvoir de droite ». Déclinant quelques-unes des priorités du groupe communiste — la privatisation de TF 1, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et celle de la loi Méhaignerie, — M. Hago observe que les socialistes, « qui se sont opposés au vote de ces mesures sous le gouvernement de M. Chirac, ne les remettent pas en cause aujourd'hui ».

Mais, pour le vice-président de l'Assemblée, il existe « une majorité de gauche ». « On l'a vu sur la loi d'amnistie et en commission sur le projet d'impôt de solidarité sur la fortune, même si, là encore, le résultat est loin de ce que nous proposons ».

## Redistribution du jeu

Cette « majorité de gauche » existe bel et bien également pour le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, et elle devrait, selon lui, se retrouver « sans difficulté jusqu'aux municipales ». Quant au RPR, il reste « fidèle à ses orientations traditionnelles », tout en se gardant d'une opposition « systématique ». L'ancien ministre souhaite les contacts « les plus étroits possibles » avec ses collègues de l'opposition et l'adoption de positions communes « sur le plus grand nombre de sujets ».

L'irruption du groupe centriste, « qui est dans l'opposition et n'a pas besoin de le répéter », est, selon lui, « une bonne chose, constructive », qui crée « une certaine diversité intéressante pour le débat ». M. Pons a

l'« ardent désir » de travailler avec les députés de l'UDC, « qui ont prouvé, lors de l'attribution des présidences de commission, que nous pouvions discuter ensemble » (1). Reconnaisant que sur les grands dossiers de la rentrée RPR et UDC n'étaient pas souvent arrivés à des positions communes, M. Pons estime qu'il n'y a pas là, pour autant, matière à des « scènes de ménage ».

Successivement courtois ou vilipendé, le groupe de quarante députés présidé par M. Pierre Méhaignerie retient toute l'attention. Il veut pratiquer « l'opposition dans l'indépendance ». « Noire devoir », observe M. Méhaignerie, sera d'avoir, dans certains cas, un vote commun avec les autres groupes de l'opposition sur les grands sujets. Mais dans le respect du pluralisme. Ainsi, pour le budget, l'opposition pourrait s'accorder sur le vote global, mais ses composantes « garderaient leur indépendance » sur le revenu minimum d'insertion ou l'impôt de solidarité sur la fortune.

Convaincu que cette redistribution du jeu parlementaire répond à un désir profond des électeurs, M. Méhaignerie souhaite « peser sur les choix du gouvernement, y compris en lui apportant nos voix ». Cette légitimité devrait également permettre à l'UDC d'entraîner l'opposition vers le centre. « Chacun doit s'obliger à prendre un peu de l'autre », note M. Méhaignerie.

PASCALE ROBERT-DIARD.

(1) M. Pons fait allusion au retrait, après de longues hésitations, de la candidature de M. Jacques Barrot, député CDS, à la présidence de la commission des affaires sociales, que les socialistes visaient offrir à l'opposition (le Monde du 30 juin). Le RPR dénonçait le « piège » des socialistes, et ceux-ci avaient qualifié de « chantage » les pressions du RPR sur les socialistes.

## PROPOS ET DÉBATS

## M. Emmanuelli

## La pêche

« L'apologie du consensus pousse à aller à la pêche. Je constate qu'une partie de notre discours n'est pas mobilisée par le discours sur l'ouverture », déclare M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, dans un entretien à Paris-Match daté du 8 octobre. « Une démocratie moderne fonctionne avec un grand parti conservateur et un grand parti progressiste. Le PS a vocation à être un grand parti progressiste. C'est ce l'avenir qu'il faut souhaiter et non [une] espèce de magne consensus », ajoute-t-il.

## M. Stasi

## Etat d'esprit

Commentant, dans le Figaro du jeudi 29 septembre, le remplacement du président d'Air France, M. Jacques Friedmann, par M. Bernard Attali, M. Bernard Stasi estime que cette mesure relève de « pratiques contestables ». « L'ouverture, juge le vice-président du CDS, est un état d'esprit [...]. Beaucoup de cadres et de militants socialistes n'ont jamais

admis le principe même de l'ouverture. Ils suivaient tous les prétextes possibles pour dénoncer celle-ci. S'il y a effectivement échec de l'ouverture, c'est qu'une fraction importante des dirigeants du PS y sont, par essence, opposés et préfèrent l'alliance avec le Parti communiste à toute autre éventualité ».

## M. Léotard

## Bonne volonté

S'exprimant dans le Quotidien de Paris du jeudi 29 septembre sur le cas de l'audiovisuel, M. François Léotard estime que « Michel Rocard est un homme de bonne volonté » qui « cherche à trouver une approche qui réunisse plutôt qu'une approche qui divise ». Le secrétaire du PR regrette toutefois « qu'une majorité du Parti socialiste » se mélangent dans « une culture dirigiste ». « Il faut parfois résister à des pressions militantes », constate M. Léotard, je sais de quel je parle. Une partie de la droite conservatrice m'a reproché de ne pas faire une épuration de la télévision. Pour ma part, j'ai toujours refusé cette pratique archaïque et profondément inutile ».

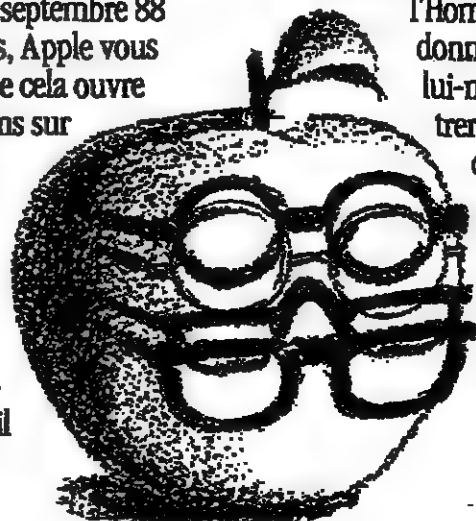
Apple Expo 88  
Troisième rencontre :  
Apple vous parle  
de celle avec DEC.vendredi  
30  
SEPTEMBRE

Janvier 88, Apple signe un accord déterminant avec le géant Digital. Le 30 septembre 88 à Paris, Apple vous

données à 15 h 30, Macintosh dans les Collectivités à 17 h 00...

Malgré la variété des sujets, une seule idée toujours présente : offrir à l'Homme les moyens de donner le meilleur de lui-même. Et se rencontrer ne serait-il pas l'un d'eux justement ?

parle des perspectives que cela ouvre en France ; les implications sur le marché, et aussi les choix technologiques. Cette conférence est l'une des 15 rencontres proposées cette année à Apple Expo. Parmi elles, demain 30 septembre : les groupes de travail Macintosh à 13 h 30, Macintosh et les bases de



## Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1<sup>er</sup> octobre. De 10 à 19 h. Métro Porte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour plus de détails sur l'Apple Expo, appelez chaque conférence : 3614 code : APPLE.



# Société

Pour leur grève nationale de jeudi

## Les infirmières ont reçu le soutien de plusieurs syndicats de médecins

« J'ai été formé par les infirmières, il est donc normal qu'aujourd'hui je vienne témoigner pour qu'on reconnaisse enfin leur rôle... » « Solidaire » des revendications des infirmières, en grève le jeudi 29 septembre, le professeur Milliez assistait la veille, avec les professeurs Minkowski et Schwarzenberg, à une conférence de presse de la coordination des infirmières et infirmiers d'Ile-de-France. « Sans elles, je n'aurais pas pu faire le travail que j'ai fait. Elles représentent l'assurance du système hospitalier », a assuré le professeur Minkowski. Pour l'ancien ministre de la santé, M. Schwarzenberg, il est indispensable de prendre en considération les revendications des grévistes : renforcer leurs effectifs, revoir leurs salaires et leurs conditions de travail, la qualité des soins des malades dépend de la place que l'on accorde aux infirmières. Il y a urgence. On leur doit plus de considération. Tous trois reconnaissent que les médecins portent une part de responsabilité dans le manque de communication avec les infirmières.

La coordination a reçu le soutien de l'Union syndicale des médecins, de la Fédération nationale des hôpitaux généraux, du Syndicat de la médecine hospitalière, et des directeurs d'hôpitaux regroupés au sein de celui-ci. Les messages de solidarité n'ont cessé de se succéder.

Jusqu'à mercredi soir, les membres de la coordination, qui veulent rassembler toute la profession, indépendamment des tendances politiques et syndicales, a tenté, en vain, de convaincre les syndicats de faire une manifestation unitaire. C'est donc finalement en ordre dispersé que les infirmières devaient manifester jeudi. Les uns, répondant au mot d'ordre de la coordination, devaient marcher dès 9 h 30 de Montparnasse à l'avenue de Ségur, siège du ministère de la santé (la CFTC, à 10 heures, sur le même parcours), les autres, suivant FO, la CFTD, la CGC, s'étaient donnés

### Grille de l'Assistance publique de Paris

SITUATION ACTUELLE		REVENDEMENTS DE LA COORDINATION			
Echel.	Durée	Net	Net + 2000 F	Primes revende- riche	Total net à payer
1	1 an	5 531	8 000	1 264	3 264
2	1 an 1/2	6 261	8 261	1 385	3 585
3	1 an 1/2	6 449	8 449	1 324	3 773
4	1 an 1/2	6 744	8 744	1 347	3 891
5	1 an 1/2	6 948	9 048	1 366	3 964
6	2 ans	7 220	9 220	1 391	4 011
7	3 ans	7 538	9 538	1 421	4 099
8	3 ans	7 855	9 855	1 459	4 196
9	3 ans	8 151	10 151	1 477	4 274
10	3 ans	8 651	10 651	1 523	4 174
11	4 ans	9 172	11 172	1 571	4 744
12	4 ans	9 400	11 400	1 592	4 992

Dans cette grille (1<sup>er</sup> janvier 1988), la carrière est évaluée sur 25 ans, en douze échelons. Les primes revalorisées intègrent la revalorisation de la prime Veil depuis 1973 (indice INSEE) et la revalorisation des treize heures supplémentaires (perte de 10 % environ depuis 1980).

CH. CH.

## La révolte des obscurs

(Suite de la première page.)

Comme exercent des tâches qui, pour être obscures, n'en sont pas moins essentielles que celles des dirigeants qui, à l'inverse, sont aux commandes dans l'empire des grands succès et des gros salaires.

Les agents des besoins sans écho ne peuvent pas voir sans se poser des questions — qui sont de l'ordre de l'image de soi pour user d'une formule « pay » — les vanités lucratives des gens de la sashette de commandement et des habitudes du pont des premières classes. L'indécence des inégalités de revenus est particulièrement mise en évidence depuis quelques semaines à la télévision, mais il serait injuste de se limiter à ce secteur de l'activité : chacun sait bien qu'il en va de même dans le domaine de la médecine.

Tout occupé par ses projets et contre-projets d'« ouverture », constamment préoccupé par la préparation de quelque élection à venir — et Dieu sait qu'il n'en manque pas ! — le pouvoir, socialiste faut-il le rappeler, réagit mollement à ces poussées de fièvre qui, si elles se multipliaient, risqueraient de déliter le tissu social.

Il faut, bien sûr, faire la part des arrière-pensées politiques, notamment dans le dossier des gardiens de prison, et celle des pesanteurs corporatistes dans l'affaire de l'audiovisuel, mais le pouvoir aurait tort de ne pas s'inquiéter, de ne pas s'activer, autour de cet automne des sages. La distribution de bonnes paroles aux infirmières — si les éloges valaient de l'or elles seraient richissimes... — ne tient pas lieu de politique. L'observa-

tion passive de ce qui se passe dans le service public de l'audiovisuel, sous prétexte de respect de l'autonomie des sociétés, non plus. Quant aux prisons, ainsi que l'enseigne l'histoire récente, l'attentisme y est encore plus risqué qu'ailleurs.

Si la lutte contre les « disparités » — euphémisme inventé pour parler plus technocratiquement des inégalités — devait se limiter à des proclamations faites la main sur le cœur, beaucoup, parmi les gens d'en bas, ne comprendraient pas dans quel dessein les socialistes sont revenus au pouvoir. Ni pourquoi l'hiver de la rigueur s'installerait durablement pour eux quand s'annonce l'embellie de l'économie et le triomphe des « gagnants ». Ou il faudrait mieux le leur expliquer...

BRUNO FRAPPAT.

## La victoire des « anges » britanniques

LONDRES  
de notre correspondant

Mme Thatcher avait promis, au cours de la campagne électorale du printemps 1987, une importante réévaluation du salaire des infirmières, une des catégories sociales les plus mal payées de Grande-Bretagne. La déception a donc été énorme au début de l'hiver dernier lorsque l'augmentation annoncée et tant attendue a été limitée à 4 %.

La colère des cinq cent mille infirmières était d'autant plus grande que le chancelier de l'Echiquier disposait d'un excédent sans précédent, s'en vante publiquement et prétendait procéder à des réductions massives d'impôts, qui ont surtout profité aux contribuables des tranches supérieures. Pour la première fois de leur histoire, les infirmières britanniques observaient, le 3 février, un mouvement de grève nationale et manifestaient devant le 10 Downing Street. Il paraissait acquis jusqu'alors que les infirmières ne se mettraient jamais en grève, un mode de revendications qui est d'ailleurs interdit à environ la moitié d'entre elles en raison de leur statut.

Mme Thatcher gardait le silence, laissant s'empêtrer le ministre chargé de ce dossier, M. John Moore ; celui-ci sortait d'une pneumonie, qu'il avait eu la mauvaise idée de soigner dans un hôpital privé.

Les infirmières ont donc occupé brièvement, en février, la première page des journaux. M. Moore refusait l'augmentation de 20 % qu'elles demandaient ; elles ont finalement obtenu un peu plus de 15 %.

Et M. Moore n'est plus le ministre de tutelle. Le gigantesque ministère de la santé et de la sécurité sociale a été scindé, et la santé a été confiée à une

équipe montante du cabinet conservateur, M. Kenneth Clarke.

Mme Thatcher a donc accordé aux infirmières, après avoir laissé passer un « intervalle décent » après la grève, ce qu'elle avait refusé aux mineurs de charbon en 1984-1985. Le mouvement des infirmières était populaire, discipliné (les urgences étaient assurées, de même qu'un service minimum) et très politisé.

Le salaire le plus bas est passé de 6 000 F à 7 000 F par mois, et la moyenne est désormais de l'ordre de 8 000 F. Mais le service national de santé, qui gère les hôpitaux publics, est très déséquilibré. Certaines autorités locales ont cherché à cette occasion à ouvrir davantage la fourchette des rémunérations jusqu'à trois fois.

Le secteur médical privé est deux fois moins développé en Grande-Bretagne qu'en France. L'immense majorité des infirmières dépend donc du service national de santé, qui emploie au total environ un million de personnes. L'image de ce dernier est quelque peu contradictoire : les usagers affirment à juste titre que l'accueil est déplorable, l'attente considérable et les locaux souvent vétustes et délabrés, mais les infirmières sont toujours décrites comme des « anges » dans la presse populaire et le principe de la gratuité absolue des soins (il n'y a pas de ticket modérateur), attaqué par les idéologues néolibéraux, n'a pas encore, pour l'essentiel, été remis en cause. Si les médecins du secteur public n'ont pas très bonne réputation, les infirmières elles, restent intouchables.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## SCIENCES

Le lancement de la navette Discovery.

### Cinq astronautes « professionnels »

Expérience et rigueur : alors que trois des sept astronautes qui ont trouvé la mort à bord de Challenger participaient pour la première fois à un vol spatial, les cinq hommes retenus pour le vol de Discovery sont tous des « professionnels de l'espace », ayant déjà volé à bord des navettes.

— Frederick Hauck, commandant de mission : quarante-sept ans, capitaine de vaisseau de l'US Navy, 339 heures dans l'espace. Vétéran de la guerre du Vietnam, il a effectué 114 missions de combat. Décoré comme « héros d'essai exceptionnel », il a volé avec Challenger (1985) et Discovery (1984).

— Richard Covey, pilote : quarante-deux ans, colonel de l'armée de l'air, 170 heures dans l'espace. Egalement à son actif : 339 missions de combat en Asie et 4 000 heures de vol aux commandes de vingt-cinq types d'avions différents. Il pilota Discovery lors de la dernière mission, en août-septembre 1985.

— John Lounge, spécialiste de mission : trente-huit ans, ancien technicien de l'aéronautique spécialisée dans l'interception radar, 170 heures dans l'espace. Sélectionné comme astronaute en 1980, il était également à bord de Discovery lors de son dernier vol, il y a trois ans.

— David Hilmer, spécialiste de mission : trente-huit ans, ancien « marine » 58 heures dans l'espace. Il était à bord de la première mission d'Atlantis en octobre 1985, et a travaillé à la mise au point des navettes avant leur premier vol en 1981.

— George « Pinky » Nelson, spécialiste de mission : trente-huit ans, titulaire d'un doctorat d'astronomie de l'université de Washington, 314 heures dans l'espace. Lors de son premier vol à bord de Challenger, en avril 1984, il effectua deux sorties dans l'espace pour récupérer et réparer le satellite Solar Maximum Mission (SMM) qui était tombé en panne.

## Une mission test pour la NASA

« Nous avons fait tout ce qu'il fallait, nous n'avons rien laissé de côté... », a déclaré M. Tom Utzman, sous-directeur du centre spatial Kennedy (Floride) avant la mise à l'essai des moteurs de la navette spatiale Discovery, prévue jeudi 29 septembre à 14 h 59 (heure française). Une mission de quatre jours et une heure, au cours de laquelle les cinq membres de l'équipage devaient

mettre en orbite un très gros satellite de télécommunications (TDRS-3).

Pour ce vol attendu après trente-deux mois d'immobilisation forcée, l'Amérique tout entière croissait les doigts, tout comme le million de touristes et les cinq mille journalistes — plus nombreux que lors de certains vols lunaires — venus assister au tir.

Une mission courte, un programme léger effectué par un équipage chevronné, ne devant rester que quatre jours et une heure dans l'espace. Soit, selon les normes de la NASA, seulement vingt-quatre ans de plus que la durée minimale d'une mission, la plus longue, effectuée en novembre-décembre 1983 sur Columbia, ayant duré plus de dix jours. Aucune sortie d'un astronaute dans l'espace n'est prévue, sauf problèmes majeurs ; quant aux tâches à effectuer à bord de Discovery, elles seraient, aux dires même du pilote Dick Covey, « moins compliquées que ce qui était demandé aux équipages des missions précédentes ».

### Onze expériences scientifiques

« Nous traitons cette mission comme un vol d'essai », a précisé le lancement le commandant de bord, la capitaine de vaisseau Frederick Hauck. Peu de temps donc à consacrer aux loisirs et, pour les membres de l'équipage un programme largement suffisant pour les occuper à plein temps pendant quatre jours. A commencer par l'étape fondamentale de la mission : le déploiement du satellite de télécommunication TDRS-3. Un « monstre » de 2,2 tonnes et d'une valeur de 100 millions de dollars, troisième d'une série de satellites relais de transmission de données dont le largage devrait intervenir six heures et quinze minutes après le tir, lors de la cinquième orbite de la navette.

Conçu pour relayer les communications entre les vaisseaux spatiaux américains et les contrôleurs au sol — actuellement dépendants de multiples stations terrestres de réception installées par la NASA — les TDRS, qui constituent les plus gros satellites de télécommunications jamais construits à ce jour, ont commencé leur aventure spatiale sous le signe de la malchance. Embarqué en avril 1983, lors du premier vol de la navette Challenger, le premier d'entre eux, TDRS-1, n'avait pu être placé sur orbite géostationnaire qu'après plus de deux mois, au prix d'un sauvetage sans précédent.

Quant au second, TDRS-2, il était à bord de la navette Challenger lorsque celle-ci explosa en janvier 1986.

Voici la procédure arrêtée : à peine plus de six heures après le tir de Discovery, les astronautes, alors à une altitude d'environ 290 kilomètres, éjectent l'impressionnant engin de la soude. En cas de problème technique, l'opération peut encore être effectuée au cours des deux orbites suivantes, voire pendant la deuxième jour de vol, lors des orbites 15, 16 et 17. Environ une heure après le déploiement de TDRS-3, un moteur de transfert accouplé au satellite lui permet de rejoindre son orbite géostationnaire finale, à 36 000 kilomètres d'altitude, quelque part au-dessus d'Hawaï, sur une position approximative fixée située par 171° de longitude ouest.

Une fois cette tâche cruciale achevée, le reste de la mission est consacré, pour l'essentiel, à la réalisation de onze expériences scientifiques. La plupart d'entre elles,

### Le 118<sup>e</sup> vol habité

Le vol de la navette spatiale américaine Discovery est le 118<sup>e</sup> mission habillée effectuée dans l'espace, si l'on exclut le vol au cours duquel Challenger explosa, et deux missions soviétiques avortées.

A ce jour, 208 astronautes différents — 120 Américains, 88 Soviétiques et 22 ressortissants d'autres pays — ont participé à ces missions. 120 d'entre eux n'ont volé qu'une fois, tandis que 51 autres ont eu la chance de partir deux fois dans l'espace, 25 trois fois, quatre fois et un six fois.

Au cours des 24 missions accomplies par la navette, 83 astronautes américains, dont huit femmes, ont participé à ces vols.

comme ce fut le cas lors des précédents vols spatiaux, mettant à profit l'état de quasi-apesanteur qui règne dans la soude. Parmi les plus précieuses, la synthèse de cristaux de protéines. Depuis les expériences menées dans Spacelab-1, le premier laboratoire spatial européen embarqué en novembre 1983 par la navette Columbia, on sait en effet que les conditions de microgravité, contrairement aux résultats obtenus sur Terre, permettant la croissance de cristaux d'une grande pureté et de bonne taille (de l'ordre du millimètre) dont la structure peut alors être déterminée par des techniques de diffraction.

Mis en point par la firme britannique Burroughs-Walton, le principal volet de cette expérience doit ainsi consister à obtenir sous forme cristalline une enzyme impliquée dans la multiplication du virus du SIDA, la « reverse transcriptase ». L'étude des cristaux protéiques obtenus peut permettre de mieux connaître la structure de cette enzyme et, peut-être, de mettre au point de nouvelles drogues destinées au traitement du SIDA.

Dans une perspective plus technologique, plusieurs manipulations visent également à fabriquer divers matériaux, telle l'expérience baptisée PTCOS (Physical vapor transport of organic solids), menée pour le compte du laboratoire de recherches et d'applications spatiales de la firme américaine 3M. Initiée en août 1985 à bord de Discovery, cette dernière a pour objet la production en apesanteur de films organiques ultra-minces, dont les applications dans les secteurs optiques, électrochimiques et chimiques pourraient être considérables.

Dernière innovation : les murs de la navette ont été équipés de six petits récepteurs-émetteurs à infrarouges, que l'équipage sera chargé d'expérimenter. L'objectif étant, à terme, de remplacer à bord des vaisseaux spatiaux les ondes radio par des faisceaux infrarouges, qui ne traversent pas le verre des hublots et ne peuvent donc pas être interceptés par des appareils d'écoute externes.

CATHERINE VINCENT.

## REPÈRES

### Drogue

Le sabotage d'un voilier danois

Un voilier danois, *Indian Summer*, a coulé dans la nuit du 25 au 26 septembre au large de Dunkerque alors qu'il venait d'être pris en chasse par une vedette des douanes françaises venue de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Le voilier, qui remontait du Maroc vers l'Espagne, faisait l'objet d'une surveillance aérienne depuis le 16 septembre, alors qu'il se dirigeait de Ouessant vers Dunkerque. Comme l'équipage restait sourd aux appels réglementaires et même à un tir de sommation, les douaniers ont abordé le voilier avec un Zodiac et constaté que le coque était à moitié remplie d'eau. Une explosion a aussitôt éclaté, blessant l'un des trois personnes du voilier. Les douanes, convaincues d'avoir arrêté des trafiquants de drogue, ont demandé à des plongeurs de la Marine nationale d'inspecter le cargo du voilier sabordé.

### Musées

Regroupement des services éducatifs au MAM

Les diverses activités pédagogiques du Musée d'art moderne (MAM), de la ville de Paris vont être regroupées à partir du mois d'octobre. Le Musée des enfants, l'Atelier, le cellule d'animation culturelle, les animations de l'ARC, le service des conférences fusionnent au sein d'un service éducatif unifié sous la responsabilité d'un conservateur, M<sup>me</sup> Catherine Huber.

Cette réorganisation n'est pas allée sans difficultés. M<sup>me</sup> Colette Benoit, responsable de l'Atelier, qui permettait aux enfants et aux enseignants de découvrir de manière active l'art contemporain, a été écartée et renvoyée à la disposition de l'éducation nationale. Pour elle, cette restructuration signifie la mort de l'Atelier : « On entendrait un service dont le succès est indéniable, au mépris de certaines d'enseignements, dit-elle. J'ai été mise à l'écart parce que je n'ai pas accepté de démanteler l'Atelier, de partager ce que j'ai créé ».

M<sup>me</sup> Suzanne Pagé, conservateur du Musée, explique au contraire que l'Atelier « sera maintenu, mais qu'un besoin de coordination était nécessaire. Il y avait cinq services pédagogiques dans ce musée, les visiteurs ne s'y retrouvaient plus. Il faut savoir se remettre en cause ».

### Géologie

M. Maurice Allègre président du BRGM

Le conseil des ministres a nommé, le mercredi 28 septembre, M. Maurice Allègre président du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). M. Allègre était directeur général du BRGM, dont la présidence était vacante depuis que M. Gérard Renon était devenu secrétaire d'Etat, chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Né le 16 février 1933 à Antibes (Alpes-Maritimes), M. Maurice Allègre, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est ingénieur général des mines. Délégué général à l'Informatique de 1968 à 1976, il fut ensuite directeur général adjoint de l'Institut français du pétrole, directeur du développement scientifique, technologique et de l'innovation au ministère de la recherche et de la technologie en 1981, enfin directeur général du BRGM en 1984.

### Procréatique

Un « centre » pour cent mille femmes

Le Journal officiel daté du 28 septembre publie un arrêté du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale fixant « l'indice de besoins relatif aux activités de procréation médicalement assistée ». Cet arrêté fixe « entre cent mille et cent vingt-cinq mille femmes âgées de vingt à quarante ans », la population pour laquelle une structure mettant en œuvre les techniques de PMA (procréation médicalement assistée) pourra être utile. Ce texte est la première mesure concrète visant à réglementer le nombre des PMA après la décision de M<sup>me</sup> Michèle Bachelot, alors ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, de créer une commission nationale chargée de faire le recensement et l'évaluation des équipes médicales travaillant dans ce domaine (Le Monde du 2 décembre 1987).

● PRÉCISION. — Après notre article sur un procès concernant la coloration des films en noir et blanc intitulé *Des goûts, des droits et des couleurs* (Le Monde du 23 septembre), M<sup>me</sup> François Pouget, avocat à Paris, nous prie de préciser que, contrairement à ce que nous avons écrit, c'est lui-même et non M<sup>me</sup> Henri Choukroun qui a initié l'action de M<sup>me</sup> Olivier Carmet le 21 septembre dernier (c'est à ce date l'intérêt de la Société des auteurs, compositeurs dramatiques (SACD) intervenant volontairement aux côtés des héritiers Huston, membres éhémères de cette société ».



## Société

### JUSTICE

Dans les prisons

## Les mouvements de grève des surveillants se prolongent en dépit de certaines divisions

Le mouvement de protestation engagé depuis une semaine par les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire et qui touche depuis mercredi 28 septembre une cinquantaine d'établissements, n'a guère évolué depuis vingt-quatre heures. C'est, d'une part, à la prison des Baumettes à Marseille et dans les centres pénitentiaires comme ceux de la région parisienne ainsi qu'à Loos-la-Lille et dans l'Est, que les manifestations de gardiens ont eu des effets divers sur la marche des prisons et, par voie de conséquence, l'absence de transferts, sur le fonctionnement des juridictions pénales.

Le mouvement lancé par les syndicats FO, CGT, l'UFAP (automne) et le SPI (indépendants) demeure caractérisé par le refus d'extraire les détenus en détention provisoire, en vue des audiences, ou des instructions dont ils font l'objet. De même sont bloqués dans certains établissements les livraisons d'écrans et les ventes au parloir pour entretien avec les défenseurs.

A la demande de la Chancellerie, la police est intervenue, d'une part, à la prison des Baumettes, à Marseille, pour permettre l'entrée d'un fourgon cellulaire dans la cour de l'établissement et à celle de Loos-la-Lille où un groupe de surveillants, qui empêchaient un mouvement de détenus, a été dispersé dans le

calme, selon le ministre de la justice, dans cette même prison de Loos, des détenus ont refusé les plateaux de repas pour exprimer leur « solidarité » avec les surveillants.

En dehors de ces tensions particulières, on a noté, dans la région de Toulouse, une prise de service avec vingt minutes de retard à la centrale de Muret (Haute-Garonne). Dans l'Est, le personnel de la centrale d'Enstheim qui fut le théâtre d'une révolte de détenus le 16 avril, a décidé dans sa majorité de se joindre au mouvement pour « protester contre le laxisme dans les prisons ». Pour les syndicats FO et CGT ce « laxisme » serait aggravé par l'ouverture de « parloirs sexuels », la présence d'avocats lors des audiences du « prétoire », juridiction interne composée de surveillants pour sanctionner les infractions aux règlements internes de chaque établissement.

A Lyon, en revanche, le mouvement est resté relativement modéré mais le sentiment d'un durcissement s'est fait dans la matinée du jeudi 29 septembre où les ateliers ne devaient pas fonctionner.

On constate aussi des manifestations diverses dans les prisons de la région lyonnaise : à la centrale de Saint-Maur (Indre) où les ouvriers qui remettent en état les bâtiments ravagés lors de la mutinerie s'en sont entrés dans la journée du 28 septembre.

A ces démonstrations sur place s'est ajoutée à Marseille un défilé du personnel, des Baumettes jusqu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône, au centre de la ville.

A Paris, les inter-syndicats des prisons de Fresnes et de la Santé ont adressé au directeur de l'administration pénitentiaire, M. François Bonnelle, un télégramme pour protester contre les menaces d'intervention de la police et l'idée de sanctions disciplinaires possibles.

Il reste que ce mouvement ne fait pas l'unanimité sur le plan syndical, soit en raison de la diversité des objectifs proclamés, soit du fait de la façon dont il se concrétise.

Dans une communication publiée et diffusée le 28 septembre l'Union générale des syndicats pénitentiaires (UGSP) par exemple de « revendications inventées pour l'occasion par certains ». Il estime cependant que les personnels « à une grosse majorité sont favorables aux activités socio-éducatives réalisées en concertation avec eux et avec les moyens nécessaires ». Mais il ajoute que « le projet de budget 1989 (...) ne répond pas aux attentes du personnel ». Il se prononce en tout cas pour un « développement de la lutte pour obliger le gouvernement (...) à ouvrir des négociations sérieuses sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail et de sécurité, le respect des droits ».

### POLICE

Le projet de budget du ministère de l'intérieur

## Priorité à la formation, à l'informatique et à l'immobilier

En revenant place Beauvau, en mai 1988, M. Pierre Joxe assurait avoir la durée avec lui, c'est-à-dire la durée, cette fois, de définir et de mener à son terme une politique de longue haleine. Pourtant, et sans attendre, il a bien fallu préparer un budget. Le projet 1989, auquel les services du ministère de l'intérieur mettent la dernière main, est apparemment un ouvrage de transition. Faute de temps suffisant pour une réflexion achevée, le ministre de l'intérieur a

choisi de porter son effort sur quelques points particuliers qui se veulent exemplaires. Quant aux grands axes qui structureront l'activité future de son ministère, ils devraient être précisés dans le courant du mois de novembre, lors de la discussion budgétaire. Le projet de budget pour l'ensemble du ministère s'élève à 61,85 milliards de francs, en augmentation de 2,56 % par rapport à l'année précédente.

Ministre de la police, M. Joxe manque rarement de manifester son désagrement lorsqu'on oublie les autres facettes de ses responsabilités. Et de rappeler que chargé globalement de la sécurité et de l'organisation du territoire, il a également sous son autorité la sécurité civile, les collectivités locales, le contentieux administratif, la décentralisation. Le budget 1989 tient évidemment compte de ces différents aspects, avec, notamment, un effort particulier pour remédier à l'engorgement des tribunaux administratifs. De même, les réformes entreprises sous le précédent gouvernement en matière de lutte contre les incendies et de capacité de réponse contre les risques chimiques ou nucléaires seront-elles poursuivies.

Reste que, « volens nolens », M. Joxe demeure le « premier flic de France ». L'oublierait-il que la préoccupation de sécurité manifestée par le président de la République tant dans sa Lettre à tous les Français que dans une missive adressée, avant sa réflexion, à M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), aurait dû lui faire lui-même rappeler l'importance de sa police. M. Joxe, vous le savez, ne s'en plaint pas, puisque ces lettres valent tickets de priorité lui permettant d'obtenir un peu de ce « bleu » que M. Chirac ne distribue qu'avec parcimonie à d'autres de ses collègues.

### « Le maximum supportable »

Une fois affectées les grosses masses budgétaires obligées (salaires, poursuites des programmes antérieurs, dépenses diverses automatiques) qui immobilisent la majeure partie des 20 milliards du seul budget de la police nationale, il ne reste finalement que peu de moyens pour innover. Placés sous le terme spécifique de la modernisation, trois rubriques spécifiques expriment les choix actuels de M. Joxe en matière de police : la formation, l'informatique et les transmissions, l'immobilier. S'y ajoutent

un projet d'institut des hautes études de sécurité intérieure, un centre non encore précisé, mais déjà doté de 10 millions de francs, et un problème toujours en discussion, les mesures catégorielles dont les syndicats attendent beaucoup.

Fixés l'année dernière à 43 millions de francs, les crédits affectés à la formation passeront dans le prochain exercice budgétaire à 61 millions, soit une augmentation de 63 %. C'est, affirme-t-on au ministère, le « maximum supportable, cette année ». Un rythme d'accroissement analogue, voire supérieur, devrait se poursuivre les années suivantes, afin de mieux professionnaliser les fonctionnaires, objectif qui entre dans le cadre d'une prochaine et totale refonte des structures et des carrières.

Les crédits consacrés à l'informatique (+ 23 %) et aux transmissions de la police nationale connaissent un accroissement sensible. S'y ajoutent ceux destinés à l'informatisation des cartes d'identité, programme initié par M. Pasqua dans les Hauts-de-Seine et qui n'apparaît pas comme devant être remis en cause. Deux nouveaux départements, dont un d'outre-mer, seront bientôt choisis pour déployer la nouvelle carte d'identité.

L'injection d'argent frais servira notamment à la mise en place des gros fichiers de recherche criminelle, à l'extension des centres d'interrogation ainsi qu'à l'équipement du système de traitement des empreintes digitales. Après celles de Rouen, en 1987, les voitures des services de police de Saint-Denis et de l'agglomération lilloise vont, à leur tour, être équipées de terminaux embarqués. Ces nouveaux équipements facilitent certes le travail de contrôle et de recherche des délinquants. Mais — et le ministère en parle moins — ils devraient également permettre un contrôle plus strict de l'activité des personnels saisis automatiquement de la salle de commandement. A signaler également l'achat de systèmes de transmission de données, celle des liaisons radio — dans les grandes villes le réseau est brouillé par les stations de radio privées, — ainsi que l'étude d'un système d'échanges de données inter-

matiques entre les services de police des Etats européens.

Quant à l'immobilier il représente certainement l'un des plus lourds postes d'équipement du ministère de l'intérieur. La police nationale dispose en effet de 2 300 000 mètres carrés ; 100 000 mètres carrés supplémentaires devraient être livrés cette année, et M. Joxe se fait fort d'en obtenir autant, sinon plus, l'année prochaine.

### Le débat

sur les mesures catégorielles

Cet ensemble de mesures de modernisation s'accompagne du recrutement de vingt informaticiens, et de la création de quarante-sept emplois destinés à la police scientifique et technique, mesure qui n'est pas pour déplaire à M. Jacques Genhial, ancien sous-directeur de la police scientifique aujourd'hui conseiller technique auprès de M. Joxe. Enfin mille appels supplémentaires seront incorporés pour faire leur service dans la police nationale, portant l'effectif des policiers auxiliaires à trois mille.

Autant de décisions dont la FASP, le plus important des syndicats de policiers, se félicite, estimant qu'elles sont dans la droite ligne du plan de modernisation qu'elle avait soutenu lors du premier mandat de M. Joxe. M. Delaplace, son secrétaire général, ne l'estime pourtant pas quitte. Depuis plusieurs semaines, une controverse féroce l'oppose à son ministre sur les mesures catégorielles qu'il réclame avec insistance, au diapason des catégories que manifestent de larges secteurs de la fonction publique. Si, après bien des entretiens, l'on semble s'être mis d'accord sur leur nécessité — la lettre de M. Mitterrand à la FASP parlait des obligations « mesures de personnel » — si l'ampleur des concessions ni leur éventuelle incidence budgétaire ne sont encore connues, M. Delaplace entendait réduire vendredi, à la Mutualité, ses cadres syndicaux de la région parisienne pour leur faire part de l'évolution des discussions.

GEORGES MARION.

Au tribunal de Paris

## M. Caratini gagne son procès contre les éditions Bordas

Roger et Françoise Caratini, auteurs de la *Bordas Encyclopédie*, ont obtenu la condamnation des éditions Bordas, et de la SEDG qui devront leur verser un total de 650 000 francs de dommages et intérêts pour avoir publié un autre ouvrage sous le titre *Nouvelle Encyclopédie Bordas*, portant ainsi atteinte, selon les juges, à leurs droits d'auteur (le Monde du 5 juillet).

C'est en 1967 que les époux Caratini avaient conclu avec les éditions Bordas un contrat pour la publication d'une encyclopédie en vingt-trois volumes, dont le premier est paru en 1968, et qui fut vendue à trois millions d'exemplaires. En 1985, M. Bordas avait découvert à la foire du livre de Francfort qu'une encyclopédie alphabétique achetée par son éditeur à un Suédois et pré-

cedemment intitulée *Focus* était désormais commercialisée sous le nom de *Nouvelle Encyclopédie Bordas*.

Dans son jugement rendu le 22 septembre, la troisième chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Lidyé Dissler, considère que la *Nouvelle Encyclopédie* « se présente obligatoirement pour le lecteur comme une nouvelle version des livres de Caratini ». Et les magistrats précisent que Bordas avait la possibilité de publier des œuvres du même genre « mais le fait qu'elle ait utilisé un titre proche (...) lui ajoutant l'adjectif « nouvelle » fait paraître l'œuvre de M. Caratini comme démodée et moins attractive ».

M. P.

### EN BREF

Un délégué condamné pour vol se pend dans sa cellule à Bois-d'Arcy. — Gilbert Roux, trente-cinq ans, condamné mardi 27 septembre par la cour d'assises des Yvelines à dix ans de réclusion criminelle, s'est pendu mercredi avec une rallonge électrique dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Il avait comparu pour le vol, en octobre 1986, avec arme et menaces de mort, d'une étudiante allemande de vingt ans employée au pair chez un couple du Pecq (Yvelines).

Cessation de la condamnation d'un membre du GAL. — La chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé, mardi 27 septembre, l'arrêt rendu le 4 décembre 1987 par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques assurant sans jury, qui avait condamné à douze ans de réclusion criminelle Mohamed Talbi, trente-cinq ans, membre présumé du GAL, déclaré coupable de l'enlèvement suivi de séquestration d'un ressortissant espagnol résident en France, M. Segundo Maray, confondu avec un trésorier de l'ETA (le Monde du 6-7 décembre 1987).

L'arrêt relève qu'en posant aux juges une question sur la culpabilité

de Talbi qui entraînait une réponse par « oui » ou « non » portant sur le fait de savoir s'il avait « arbitrairement arrêté ou séquestré » la victime, le président visait deux infractions qui auraient dû faire l'objet de deux questions distinctes : l'une concernant l'arrestation, l'autre la séquestration. Mohamed Talbi devra être jugé de nouveau et comparaitra cette fois devant la cour d'Assises sans jury de Paris.

Le Syndicat de la magistrature et la détention provisoire. — Le Syndicat de la magistrature (SM), ainsi que le Syndicat des avocats de France (SAF), situés l'un et l'autre à gauche, viennent d'exprimer d'une manière générale qu'ils approuvent l'un et l'autre l'« esprit » des propositions faites au garde des sceaux par la commission Justice pénale et droits de l'homme, en matière de détention provisoire (le Monde du 28 septembre).

Dans un communiqué commun, ils déclarent que ces propositions « limitent les conditions de placement en détention provisoire » et « préconisent le développement de mesures alternatives à la prison ».

### DÉFENSE

Après la démission du général de Zélicourt

## Le général Dupuy de la Grand'Rive devient inspecteur de l'arme blindée

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 28 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Est nommé inspecteur de l'arme blindée et de la cavalerie, le général de division André Dupuy de la Grand'Rive, en remplacement du général de corps d'armée Jacques Julien de Zélicourt.

[Officiellement, le général de Zélicourt a été admis, comme le veut le langage administratif, en deuxième section (réserve) du cadre des officiers généraux. En réalité, il a donné sa démission de son poste d'inspecteur de l'arme blindée (le Monde du 29 septembre). Le général de Zélicourt quitte donc l'armée de terre le 1<sup>er</sup> octobre prochain, alors qu'il pouvait y demeurer jusqu'en février 1990.]

Sont promus : général de brigade, les colonels Jean Barthe, Henri Dubouchet et Henri Paris.

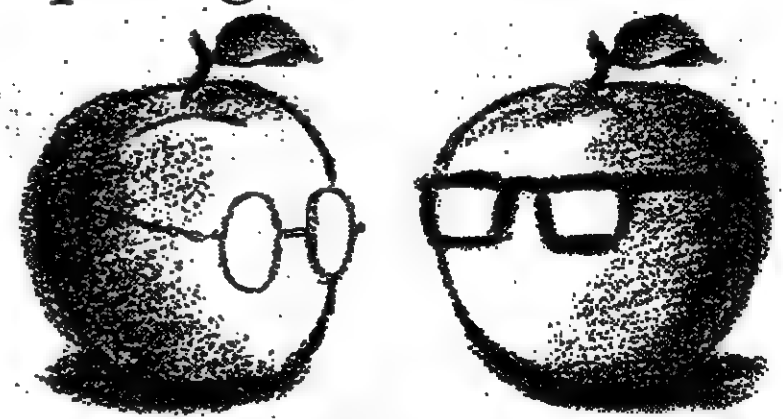
• Air. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Bertrand Gouyon ; général de brigade aérienne, les colonels Yves Gloaguen, Bernard Cysseau (nommé sous-chef d'état-major de l'armée de l'air), Yvon Coppin et Guy Muzach.

• Contrôle général des armées. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Jean-Paul Elache.

• Services de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général, médecin chef des services hors classe Georges Cornand ; médecin général, le médecin chef des services de classe normale Michel Vincent.

## Apple Expo 88

Tout ce savoir-faire que certains vont enfin pouvoir partager avec d'autres.



Toutes ces petites choses que vous n'avez découvertes qu'en « cours de route », parce que même si c'est facile au début c'est encore mieux après, eh bien des tas de « nouveautés » viennent maintenant. Et il y en aura beaucoup à Apple Expo cette année. Car l'idée d'Apple a fait son chemin : offrir à l'homme le moyen de donner le meilleur de lui-même avec des machines aussi puissantes que

faciles d'accès. Et le monde du travail a compris. On peut produire sans souffrir.

Cette année, Apple Expo, c'est plus de 150 exposants sur toute la Grande Halle de la Villette. Avec les plus prestigieux partenaires d'Apple : constructeurs de périphériques ou développeurs et éditeurs de logiciels, mais aussi : des conférences, la « Ville-Apple » et bien sûr toutes les

nouveautés que VOUS attendez... Bref, toute la « galaxie » Apple à votre rendez-vous annuel... et une totale découverte pour les « autres ». Profitez-en, vous allez être les rois.



## Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1<sup>er</sup> octobre. De 10 à 19 h. Métro Porte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour le calendrier des conférences ou d'autres informations : 3614 code : APPLE.

هكذا من الأصل



Les XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques à Séoul

ATHLÉTISME : victoires américaines au 200 mètres et au saut en longueur féminins



## Les protégés du stade

Il est un dieu trop oublié dans le culte olympique : Protée. Cruel médian qui n'est de vénération que pour Mercure, la vitesse, on l'oublie, la force. Cruelle époque qui ne s'attache qu'aux spécialistes, même en médecine : Hippocrate serait aujourd'hui un endocrinologue — surtout à Séoul ! — pas un généraliste.

Protée est bien présent, pourtant, dans le raisonnement olympique, avec ces hommes-orchestres, ces hommes-caméléons, ces Fregoli de l'athlétisme : les décathlons bien sûr. Fregoli ? Non, la peinture au-dessus encore : des Léonard de la piste, des touche-à-tout du génie musculaire.

Le commandement des mortels dit souvent, pour justifier ses faiblesses, qu'il ne peut pas faire dix choses à la fois. Eux si. Ils concilient l'inconciliable : la rapidité dans les courses (100 m, 110 m haies, 400 m), la légèreté dans les sauts (longueur, hauteur, perche), la robustesse dans les lancers (poids, disque, javelot), et le tout, si possible, dans la dernière course qui est aussi la dernière épreuve, leur chemin de croix pour beaucoup : le 1500 mètres.

Même les Anciens ne s'y sont pas risqués : ils en sont restés au pentathlon (cinq épreuves), dont le premier fut organisé durant l'expédition des Argonautes et gagné par Pélée, père du bouillant héros de l'Illiade. Toison d'or et talon d'Achille : tous les

décathlons, comme tous les autres athlètes, sont à la conquête de la première ; mais eux seuls redoutent d'avoir le pied fragile à un moment ou à un autre de leurs deux herculéennes journées, car il faut exceller dix fois, obéir sans faiblesse à ces dix commandements de l'athlétisme. Flancher dans une seule épreuve, c'est tout le capital-points qui se dévalue, et, au bout du compte, la victoire qui s'envole.

Les champions du décathlon n'ont pas été assez célébrés dans l'histoire sportive, n'ont jamais reçu de titre de « roi » comme Pelt ou Lewis : sans doute parce qu'ils ne sont que des seigneurs... Qui se souvient aujourd'hui de Jim Thorpe, cet extraordinaire Indien vainqueur en 1912, à Stockholm, félicité par le président des États-Unis, mais qui a dû ensuite, sur des accusations de professionnalisme, et pour des raisons que l'on a dit raciales, rendre une médaille d'or obtenue dans la capitale des prix Nobel ? Qui se souvient des noms du Français Ignace Heinrich et de l'Américain Bob Mathias, qui se sont livrés au saut véritablement épique aux Jeux de Londres en 1948 ? Ou d'un autre Américain, le fabuleux Rafer Johnson, vainqueur en 1960 à Rome en crevant le plafond des 8 000 points.

Aujourd'hui, il faudrait élever une statue à Daley Thompson, le Britannique recordman du monde avec 8 847 points, médaille d'or à Moscou en 1980 et à Los Angeles en 1984, encore présent à Séoul, capable de courir le 100 mètres en 10 secondes et demi, de bondir à 2 mètres en longueur et de propulser le boulet de fonte à plus de 15 mètres. Mais quelle statue d'un moderne Myron — celle du Discobole ne reflète qu'un seul de leurs dix travaux — pour magnifier ces athlètes, qui méritent, plus que tous les autres d'être appelés dieux du stade !

MICHEL CASTANG.

JUDO : les Françaises privées d'or  
Le genou de BrigitteSÉOUL  
correspondance

Un mouvement amorcé pour déséquilibrer son adversaire, le genou gauche qui se dérobe, et le monde s'écroule autour de Brigitte Deydier. Jeudi matin 29 septembre, la triple championne du monde de judo était sur le point, à près de trente ans, de couronner sa carrière par une médaille d'or, en démonstration certes, mais aux Jeux olympiques tout de même.

Affalée sur le tapis, elle a le genou déboîté. La victoire, qu'elle avait cru tenir, ira à la Japonaise Sasaki.

Nouvelle déception pour le judo féminin français, la plus cruelle parce que touchant la plus populaire de ses championnes. A Séoul, la discipline n'était qu'en démonstration ; mais cette première rencontre avec la famille olympique avait motivé les trois sélectionnées françaises — qui jouaient ainsi les pionnières — et participait à la reconnaissance mondiale de leur sport.

Après la deuxième place de Dominique Brun (moins de 52 kilos) lundi dernier, la troisième Catherine Arnaud (moins de 56 kilos) le lendemain, les Françaises étaient persuadées de toucher au but après la victoire de Brigitte Deydier en demi-finale de sa catégorie (moins de 66 kilos) devant la championne du monde en titre, l'Allemande de l'Ouest Schreiber.

Deydier s'était fixée le titre olympique comme dernier objectif de sa carrière, pourvue de neuf titres nationaux, quatre européens et trois mondiaux. Un succès auquel elle tenait d'autant plus que, depuis 1986, elle n'était plus parvenue à s'imposer dans un championnat, qu'il soit français, européen ou mondial.

Le clan français eut quelques larmes quand Brigitte Deydier redescend de la deuxième marche du podium, appuyée sur l'épaule de Sasaki. « Ça me fait plaisir quand même d'avoir cette médaille d'argent en fin de carrière », dit-elle. Mais les sanglots dans sa voix démentent ses propos.

GILLES VAN NUTE.

## Au programme

**Vendredi 30 septembre**  
Athlétisme. — 0 h 30 : Début des épreuves ; 2 h 40 : arrivée du 30 km marche masculin ; 4 h : finale de la hauteur dames ; 4 h 10 : finale du 100 m haies dames ; 5 h 20 : finale du 3000 m steeple messieurs ; 6 h 40 : finale du 10000 m dames.  
Basket-ball. — 3 h : finale du tournoi messieurs.  
Canot-kayak. — De 0 h à 2 h 30 : finales K1 et K2 messieurs et dames ; C1 et C2 messieurs.  
Escrime. — 11 h : finale de l'épée par équipes.  
Football. — 10 h : finale pour le troisième place.  
Gymnastique. — 9 h : finale de la gymnastique rythmique et sportive.  
Hockey sur gazon. — 6 h 15 : finale du tournoi dames.  
Judo. — 8 h : finale des moins de 95 kg.  
Lutte. — 8 h 30 : finale de la lutte en 52,74 et 100 kg.  
Natation synchronisée. — 0 h 30 : finale solo.  
Tennis. — 2 h : finale simple messieurs et double dames.  
Tennis de table. — 11 h : finale du double dames ; 12 h 20 : finale du double messieurs.  
Tir à l'arc. — 5 h 30 : finales dames et messieurs.  
Volley-ball. — 0 h 45 et 11 h 30 : deux finales messieurs.

**Samedi 1<sup>er</sup> octobre**  
Athlétisme. — 3 h 15 : Début des épreuves ; 3 h 25 : finale du poids dames ; 3 h 45 : finale du disque messieurs ; 3 h 55 : finale du 1500 m dames ; 4 h 10 : finale du 1500 m messieurs ; 4 h 30 : finale du 5000 m messieurs ; 4 h 55 : finale du 4x100 m dames ; 5 h 15 : finale du 4x100 m messieurs ; 5 h 35 : finale du 4x400 m dames ; 6 h : finale du 4x400 m messieurs.  
Boxe. — 1 h : Finales.  
Canot-kayak. — De 0 h à 2 h 30 : finales K1, K2, K4, C1 et C2 messieurs ; K4 dames.  
Football. — 10 h : Finale URSS-Brazil.  
Handball. — 8 h 30 : finale du tournoi messieurs.  
Hockey sur gazon. — 6 h 15 : finale du tournoi messieurs.  
Judo. — 8 h : finale des plus de 95 kg.  
Lutte. — 8 h 30 : Finales de la lutte en 57, 68, 82 et 130 kg.  
Natation synchronisée. — 0 h 30 : finale duo.  
Tennis. — 2 h : finale du double messieurs et du simple dames.  
Tennis de table. — 11 h : finale du simple dames ; 12 h 30 : finale du simple messieurs.  
Tir à l'arc. — 5 h 30 : Finales par équipes dames et messieurs.  
Water-polo. — 10 h : Finale.

## Mystérieuses gazelles

en moins de deux mois, pourrait-il être naturel ? A peiner ainsi le mur du silence, elle a aussi brisé le mur du silence. La curiosité médiatique pour ses ongles-griffes, ses maquillages de théâtre, ses justes au corps sexy n'est plus de mise. Il s'agit désormais de savoir comment cette déflagration, cette explosion du chakra à été rendue possible.

ma, sous la conduite de Bob Kersee, mari de Jackie, qui avait fait de Al Joyner, mari de Florence, le champion surprise du triple saut à Los Angeles. Kersee est l'un des entraîneurs vedettes de l'UCLA, l'université pépinière des athlètes américains, à Los Angeles.

On lui prête une formation de biochimiste. Avec ses six poulains,

ment pendant quatre ans, alors que jusqu'à présent, aux États-Unis, les femmes arrêtaient l'athlétisme vers vingt ans. Je pense que le meilleur âge pour faire des performances se situe entre vingt-sept et trente ans. Personne n'a travaillé autant qu'elles pour s'améliorer et progresser. Notre but est de nous rapprocher le plus possible du record masculin. 10 sec 20 au 100 mètres, cela semble désormais possible pour une femme. Sans prendre de produits interdits. Mes athlètes sont souvent contrôlées. Ils sont sages. Le clé de tout est la motivation, toujours plus de motivation.

## Il faudrait que d'autres tombent

Soulever des tonnes de fonte, alourdir ses muscles sous les barres, le fameux « Pumping iron » américain, c'était aussi la réponse de Charlie Francis, l'entraîneur de Ben Johnson quand on s'étonnait du volume de chair du Canadien. Un entraîneur français, Fernand Urtebise, qui a passé quatre mois à Thiver d'Or avec ses athlètes à l'UCLA, au contact de Bob Kersee, est sceptique sur le pouvoir de la musculation : « Florence Colle, sélectionnée ici sur 100 mètres haies, a soulevé autant de poids que Griffith aux séances d'exercice. Ses cuisses n'ont pratiquement pas gonflé, alors que celles de l'Américain ont bien doublé depuis que, l'année dernière, elle a été battue aux championnats du monde de Rome ».

Il n'en dit pas plus. Il a vu la différence comme tout le monde. Comme le sprinter jamaïcain Don Querry, très proche de Ben Johnson : « Ben est tombé. Mais il n'est pas le seul à utiliser des produits. Il faudrait que d'autres tombent aussi maintenant ».

Le Prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du CIO, devra-t-il annoncer la chute aux enfers d'un autre dieu du stade ? Dans les couloirs de l'hôtel Shilla, siège du CIO pendant les Jeux, circulent des informations désormais vérifiables. Le directeur du laboratoire d'analyses qui a fait tomber Johnson, le docteur Park, a reçu des congénies aboties de discrétion. Impossible à joindre. L'importance des intérêts américains à Séoul, leur poids dans les Jeux, ont renforcé le couvercle sur la marmite du diable. Il fallait un exemple. C'est chose faite. Un scandale de plus en athlétisme serait-ce un scandale de trop ?

Certains champions, en tous cas, souhaiteraient que la lessive du linge sale n'arrête pas là. Dans une déclaration, Rosa Mota, médaille d'or du marathon, Sergueï Bubka, médaille d'or de la perche, Edwin Moses, médaille d'argent du 400 mètres haies et Alberto Tomba, médaille d'or 1976 des 400 mètres et 800 mètres, ont décidé d'apporter leur soutien à tout ce qui est entrepris, depuis l'an dernier, par la fédération internationale, dans la lutte contre le dopage. Ces quatre champions demandent notamment que les dopages soient poursuivis comme les crimes.

PHILIPPE BOGGIO  
et ALAIN GIRAUDO.

Florence Griffith-Joyner a battu deux fois le record du monde du 200 mètres à deux heures d'intervalle.

Dans le couloir qu'empruntent les finalistes du 200 mètres pour récupérer leurs vestiaires, l'Américaine Gwen Torrence qui avait dix mètres de retard sur Griffith à l'arrivée, ne cache pas sa surprise : « 21 sec 34 pour une fille, cela paraît incroyable. Elle doit avoir quelque chose que les autres n'ont pas. Mais on ne peut rien dire parce qu'on n'a pas de preuves ». Cet interdit s'embarrasse pas le Brésilien Joselin Cruz, champion olympique 1984 sur 400 mètres, qui affirme sans détour : « Personne n'a osé prononcer le nom, mais moi ça ne me gêne pas de dire que Jackie Joyner-Kersey et Florence Griffith-Joyner se dopent ».

Les deux championnes, Jackie et Florence, étaient les battues de Los Angeles. Quatre ans plus tard, face à une adversité plus talentueuse, car les Allemandes de l'Est et les Soviétiques sont à Séoul, l'une et l'autre liment leurs rivalités.

Ce n'est pas leur seul point commun. Elles sont belles sœurs et travaillent, justement depuis quatre

sélectionnées pour Séoul et qui l'ont accompagné en Corée. Il est déjà l'athlète de cinq médailles d'or, avec celle d'André Philip sur 400 mètres haies. Harcelé par les journalistes depuis que la ressemblance entre les performances de Johnson et de ses deux protégées est devenue suspecte, Bob Kersee expose une ligne de défense qu'il voudrait aussi imprenable que la ligne Maginot : « Cette polémique sert avant tout à faire vendre des journaux, et à l'égard de moi, ça ne m'affecte pas. Je n'ai pas l'intention de les faire concourir en dessous de leurs possibilités pour qu'elles ne risquent pas de s'exposer aux critiques. En fait, après les Jeux de Los Angeles, elles ont accepté de poursuivre leur entraîne-

## BOXE : Laurent Boudouani en finale des poids mi-moyens

## La relève du gant français

place au soleil blafard de la boxe. Le Hongrois l'avait soulevé, avant de devenir, quelques jours plus tard, le champion du monde. L'Américain avait lui, emporté la décision à Reno (Nevada), en quarts de finale, avant d'être sacré champion du monde. Fatalement du tirage au sort, explique Laurent Boudouani. Il tombait sur les meilleurs des des préliminaires.

Cette « acoutumance » a bien failli recommencer à Séoul. Boudouani, au premier tour. Cette fois, pourtant, le Français a inversé le pendule. Dans les cordes, le Hongrois. Puis vint le tour du Coréen Kyung Sop-Song, malgré les fureurs du public, dans la salle surchauffée du gymnase de Chamshil. Restait Kenneth Gould. Mais la tension était déjà moins forte. Vainqueur au défilé, Boudouani était assuré de remporter une médaille, de bronze au moins, puisqu'à la boxe, sport le plus décrié de ces Jeux, on avait l'élégance de décerner deux lauriers de troisième place.

La lumière  
on le retour à l'ombre

Joué, le jeune Français de seconde génération, âgé de vingt et un ans, a défilé le sort. Avec calme, la garde haute et tortueuse, pour laisser s'exprimer la fougue de son entraîneur de l'Américain et mexicain

le piéger, au corps à corps, par d'impressionnantes séries de coups au flic. Le noble art, aux Jeux, c'est la revanche des immigrés, noirs ou métis même s'ils sont déclarés sud-dois ou grecs. La poussée de la rue, mal à l'aise dans ces salons courtois de l'olympisme, est pressée d'en finir. On joue gros à la boxe amateur : une carrière ou le renvoi à l'anonymat des banlieues.

Alors, on cogne de toutes ses forces, on se défend de coups léchés dans des cris de rage. Trois reprises de trois minutes, pour la lumière ou le retour à l'ombre. Alors, ça va trop vite, et le public se laisse dupier avec délice, par ces poings qui se débattent contre la faim. Le plus décevant est pris, à tort, pour le plus fort. Lorsque les boxeurs coréens ne sont pas engagés, parce que, là, les règles ne sont plus tout à fait les mêmes, ce sont pourtant les cœurs froids, méthodiques qui gagnent. La technique l'emporte sur la bazarre épée.

Laurent Boudouani, jeudi, n'a pas réglé d'autres comptes que ceux du sport. Ceux de Reno, pour tout dire. Le Français avait mangé à sa faim, et c'était l'autre qui montrait signe de faim. La première reprise parut interminable, hésitante. « Lors des championnats du monde, expliqua plus tard le champion du Mont-Bianc-Club de Sallanches, il avait constamment refusé le combat en se

déplaçant très vite sur ses jambes. Je voulais voir s'il recommencerait ».

Kenneth Gould avait justement choisi le retour-dedans permanent. Il se cassait brusquement, droite en avant, en d'anachroniques coups de flexions. Il envoyait des volées de coups, qui tombaient sur petit bonnet. Boudouani esquiva, garda tête claire, la plupart du temps, dans ce jet sans répit. Il boxa en contre, mais, ne frappant que dans la moitié des bras et des fronts. Il boxa en dessous. Cette élégance retenue fut payante. Le Français fut déclaré vainqueur aux points, à quatre contre un. Seul le juge ougandais préféra la frénésie de l'Américain.

La surprise de voir ce petit gars valétudinaire, dimanche, en finale tient aussi à la chance. L'autre demi-finale n'est pas lieu. Le Polonais Jan Dyrak, blessé à l'œil, ne se présenta pas sur le ring. Comme Boudouani, le Kenyan Robert Wangila, est sûr, déjà, d'empocher une médaille d'argent. Boudouani a découvert l'ambition pendant ce tournoi. Il se serait contenté, avant cette bonne surprise, d'égaliser la performance de son compatriote Christophe Tiozon, médaille de bronze à Los Angeles. Il veut désormais l'or. Ce sera tâche ardue, le Kenyan frappant plus fort que les autres.

Ph. Bo.











## Le Monde DES LIVRES

### Le crime et le pardon

En analysant, dans *Pour sauver sa vie*, les suppliques de criminels au roi de France, Natalie Davis interroge le statut même de l'écriture historique

L'HISTOIRE est récit. Quelle qu'elle soit. Mais, à la différence de la fable, elle est toujours tributaire d'autres récits, déjà là. Ces récits premiers ne sont pas le réel lui-même et, tout comme le texte de l'historien, ils entretiennent avec ce qui a été un rapport complexe, qui est à la fois reconstruction et interprétation.

L'intérêt du livre de l'historienne américaine Natalie Davis, publié l'an dernier en anglais sous le titre *Fiction in Archives*, aujourd'hui traduit (et fort bien) par Christian Cler, tient à ce qu'il traite une catégorie particulière de récits d'archives — les lettres de rémission — comme on l'a fait récemment des récits d'histoire, en leur posant la même question : à quelles conditions ce qui est raconté peut-il être accepté comme énonçant la vérité de ce qui s'est passé ?

Ces textes, où un suppliant fait le récit de son crime dans l'espoir, très généralement comblé, d'obtenir le pardon du roi, ont été choisis pour une double raison. D'une part, les lettres de rémission sont sans doute les seuls documents du seizième siècle qui proposent de véritables récits, organisés et composés, émanant de tous les groupes sociaux, y compris les plus humbles.

D'autre part, par leur caractère, puisque les récits qu'elles proposent sont susceptibles d'être confrontés aux dépositions des

témoins lors de l'entérinement de la grâce royale, et par leur contenu, à fleur du quotidien, les lettres de pardon semblent un document de l'authenticité par excellence, capable de livrer en toute transparence les réalités de la criminalité ancienne. Les considérer comme des « fictions » est donc faire la démonstration, là où elle est la moins attendue, que tout récit d'archive doit être compris d'abord comme une construction, commandée par les effets qu'elle veut produire et les normes auxquelles elle doit se soumettre.

#### La colère des hommes, l'effroi des femmes

Des lettres de rémission, lues par centaines et dont deux cent six ont été étudiées en profondeur, Natalie Davis fixe d'abord les règles. Les unes tiennent à la procédure de leur délivrance. Rédigées par les notaires et secrétaires royaux ou leurs clercs, examinées par les officiers des chanceries, agréées et scellées par le roi, ratifiées par une juridiction royale, les lettres respectent un protocole fixe dont les légistes et les scribes sont les gardiens. Les autres obligations leur viennent du droit lui-même. Tous les homicides, en effet, ne sont pas rémissibles. Une mauvaise vie et renommée, une condamnation



Natalie Davis, vue par Dominique Nabokov.

préalable, une intention malveillante, une préméditation avérée écartent irrémédiablement de la merci du souverain. Ainsi, deux crimes typiquement féminins comme la sorcellerie et l'infanticide ne peuvent être pardonnés, ce qui est la raison majeure du très faible pourcentage (peut-être 1 %) de lettres de rémission produites par des femmes. Les récits adressés au roi s'efforcent donc de décoller ce qui est arrivé et ce qu'il faut dire, l'efficacité du récit et sa vraisemblance.

Le contraste qui organise le livre oppose les récits masculins et ceux proposés par des femmes. Pour les hommes, l'excuse toujours brandie est la « chaude colle », cette colère soudaine pro-

voquée par l'insulte, l'offense ou la menace et qui déclenche une violence irrépressible. Les justifications féminines sont autres, jouant sur un plus large éventail de sentiments et d'émotions : alors que les distinctions d'états et d'occupations différencient les histoires masculines, très dissemblables lorsqu'elles émanent de gentilshommes ou de marchands, de paysans ou d'artisans, ce sont les préoccupations communes à la condition féminine (la brutalité des maris, le patrimoine dilapidé, la pudeur menacée) qui apparentent fortement les suppliques des meurtrières contre leur gré.

ROGER CHARTIER.  
(Lire la suite page 22.)

### Yasushi Inoué par lui-même

« Je suis tout entier dans ces pages » : voici comment le grand écrivain japonais présente *Combat de taureaux*, son recueil de nouvelles qui va paraître chez Stock.

MES débuts de romancier remontent à 1949, année où j'ai publié *le Fusil de chasse*. L'œuvre qui a suivi, *Combat de taureaux*, m'a valu le prix Akutagawa, et je suis devenu dès lors un écrivain à part entière. Quand je relis ces textes, indépendamment de leurs qualités et défauts littéraires, je suis comme aveuglé par le fougue de débiter qui m'animait alors.

A la publication du *Fusil de chasse* et de *Combat de taureaux*, j'avais quarante-deux ans. Dans une vie d'homme, c'est déjà le seuil de la vieillesse, mais dans la vie d'écrivain, cette période correspond sans aucun doute à l'adolescence, et ces œuvres sont le produit d'un tout jeune romancier.

#### L'ombre et la célébrité

On dit qu'avec la maturité, les auteurs avancent dans la direction tracée par leurs tout premiers écrits, règle qui, paraît-il, ne souffre aucune exception. Si cela est vrai, alors *le Fusil de chasse* et *Combat de taureaux* portent en eux la maladresse de la jeunesse mais aussi quelque chose de fondamental dont je n'ai jamais pu me libérer. C'est pourquoi je crois que, plus que dans n'importe lequel de mes textes, je suis tout entier dans ces pages.

Depuis, quarante ans se sont écoulés sans que je sois passé. Cinquante romans plus ou moins longs, cent quatre-vingts nouvelles... Quand je me penche sur ce travail, j'ai un peu l'impression de contempler un jardin à l'abandon. Des amaryllis qui ont poussé à tort et à travers, des roses dont la tenue laisse à désirer. Rappor-tées du désert ou de l'Himalaya, grandes ou petites, les fleurs qui s'y épanouissent appartiennent aux espèces les plus variées. Le tout envahi par les mauvaises herbes. Oui, c'est vraiment un jardin à l'abandon. A chaque fois que je le regarde, il me semble un peu différent. Parfois, sous le soleil, je le trouve plein de clarté. Certains jours, il m'apparaît plongé dans l'ombre, silencieux et lugubre. Mais qu'importe la façon

dont je le vois, puisque ce jardin à l'abandon, c'est moi-même. Moi et rien d'autre, moi tout entier.

De même que les hommes naissent sous une bonne ou une mauvaise étoile, les œuvres ont elles aussi plus ou moins de chance. Certaines viennent au monde parfaitement constituées, d'autres sont d'ores et déjà infirmes. Quelques-unes connaissent la célébrité, d'autres doivent rester dans l'ombre, condamnées, leur vie durant, à se faire toutes petites dans un coin. Le succès ou l'insuccès d'une œuvre est quelque chose d'assez capricieux. Celles que leur auteur trouve réussies restent ignorées, et inversement. (...)

Or l'attachement d'un auteur à ses textes n'est pas forcément proportionnel à leur succès. Au contraire, il ne peut se défendre du désir de pousser dans le monde celles de ses œuvres qu'il n'a pu parfaire, celles qui sont restées incomplètes. Les recueils dont il choisit lui-même la composition reflètent bien sûr ce sentiment. D'ailleurs, c'est peut-être ce qui fait leur principal intérêt.

Il y a quelques années, j'ai rassemblé dans un recueil vingt-trois textes : *le Fusil de chasse* et *Combat de taureaux*, les deux œuvres qui sont mon point de départ d'écrivain, et d'autres nouvelles qui, parmi celles écrites au fil des ans, me plaisaient particulièrement. Si le choix avait été confié à des critiques ou à des lecteurs, nul doute que le résultat aurait été différent.

YASUSHI INOUE.

Lire, aussi, en page 24, l'article d'André Velter sur *Combat de taureaux* et notre ensemble sur les lettres japonaises.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Un siècle, une vie, de Jean Guilton

#### Le crépuscule des maîtres

UNE des formes ébrouées de la pensée moderne consiste à décrire, pour évaluer la mauvaise conscience de ne plus rien lire de sérieux, qu'avec Mauriac, Malraux, Sartre, Aron et Foucault ont disparu les derniers penseurs de quelque envergure ; et d'ajouter : « Voulez-vous me citer un auteur qui les vaille, un seul ?... » La question tombe mal, cet autumn, où paraissent coup sur coup les entretiens de Claude Lévi-Strauss avec Didier Eribon et *Un siècle, une vie*, de Jean Guilton.

Moins connu que François Mauriac parce que moins répandu dans la presse, moins présent à une actualité elle-même moins pressante, et défendu par l'aridité du travail philosophique, tandis que l'auteur de *Desqueyroux* bénéficiait de l'aura des romanciers qui vaut curieusement, en France, pour un brevet de pensée, Jean Guilton apporte sur le siècle qu'il a traversé, ses drames, ses découvertes, ses bouleversements, ses acteurs, une réflexion tout aussi pénétrante, féconde, ironique, et littérairement aboutie, que celle des *Bloc-Notes* ou des *Mémoires intérieures*.

PEUT-ÊTRE va-t-il même plus loin dans la vision qu'un catholique peut prendre de notre époque. Alors que Mauriac se vantait presque de n'avoir pas la tête philosophique, et revendiquait la foi du charbonnier, ou plutôt celle de l'adolescence jamais quittée, Jean Guilton s'est efforcé d'éclairer l'une par l'autre sa religion d'adulte et la préoccupation majeure des philosophes contemporains qu'est le Temps. L'éternité trouve-t-elle place dans la durée humaine ? Dans le Temps, ou hors de lui, n'existe-t-il pas une totalité de nos vies, un avenir englobant par avance le présent et préfigurant l'au-delà, un « point indivisible » ?

Ce pari pascalien sur une nécessité laissant entière notre liberté substitue à l'absurdité des existentialismes la notion, moins définitive et close, de mystère. Même si on a peine à y adhérer, on ne peut nier que cette supposition et toutes celles qu'elle autorise quant à une signification providentielle des moindres événements individuels ou collectifs enrichissent notre perception du monde et des êtres, singulièrement quand nous croisons des figures d'exception arrivées au terme de leur course. Le sens caché d'une destinée et d'une œuvre se devine mieux chez qui va « rendre sa copie ». L'essentiel se dégage, les scories et les prudences tombent. D'où la prédilection de Jean Guilton pour les dialogues récapitulatifs avec des esprits lumineux, qu'elle par le nuit. « J'ai toujours aimé le crépuscule

des maîtres », dit-il. C'est précisément ce goût de l'échange sub specie æternitatis parce que *in limine mortis* qu'il s'applique aujourd'hui à lui-même et qu'il nous donne à partager, en manière de testament.

J'AI perdu d'aridité philosophique. L'expression convient aux ouvrages « techniques » sur le Temps chez Plotin ou la *Monadologie*, non à ces confidences d'honnête homme à l'honnête homme. Il n'est pas besoin d'être normalien, ni agrégé, pour s'interroger sur les hasards qui nous ont fait naître de telles lignées, à tel endroit, à tel moment. Jean Guilton parle tout simplement de sa naissance (en 1901) à Saint-Etienne, entre les mines et les rûbans, sous le signe de l'utile et du futile mêlés. Tout jeune, il montre une sensibilité particulière au Temps, puisque son premier mot d'enfant est de s'exclamer, devant la Cène de Vinci : « Ils ont de la chance ces gens, ils mangent tout le temps ! »

Le siècle fait le reste. Comment ne pas être sensible aux évolutions accélérées quand on a connu deux guerres, la charrette à âne et le Boeing, Mounet-Sully et la télévision, le culte du passé et la manie du futur, sans parler de l'éventualité nouvelle que la religion des ancêtres meure, ainsi que l'humanité même, comme le pronostiquent Jean Rostand et Claude Lévi-Strauss ?

Si Jean Guilton opte pour le mystère, de préférence à l'absurde, ce n'est pas sous le coup d'une illumination. Il n'est sûr de rien. Il concède que la foi lui a été donnée par le hasard de la naissance. Mais il ne voit pas pourquoi cette croyance devrait être dépassée comme une séquelle d'enfance. Il espère. Il « attend confirmation ». Et il épèle les signes.

Les coïncidences étonnantes, sinon les signes avérés, ne manquent pas. Jean Guilton prend, à les raconter, un plaisir de romancier. Cela n'arrive pas à tout le monde ni tous les jours, comme on dit, de passer l'armistice de 1918 à subir un oral de licence devant Lanson en personne, ou d'être fait prisonnier, en 1940, dans le lycée de Moulins où on a enseigné quelques années plus tôt.

Hasard ? Encore faut-il savoir le forcer, ce hasard, et en tirer du sens. Cet art se mérite, s'il ne s'apprend pas. Jean Guilton aime provoquer du significatif, et il y excelle, notamment en présence de très grands esprits.

(Lire la suite page 20.)

## L'ÉPREUVE DU PASSEUR

ROMAN

LESLIE  
KAPLAN

P.O.L.





## LA VIE LITTÉRAIRE

## ● EN POCHÉ

● Chez Stock, dans la « Bibliothèque cosmopolite », paraît l'Amour tardif, un recueil de dix-sept nouvelles d'Isaac Bashevis Singer, autour du sentiment amoureux chez les personnes âgées. Traduit de l'anglais par Paul Gliniewski (n° 95).

● Dans le domaine étranger également, la collection « Points » Seul inscrit à son catalogue le Mystère de la crypte ensorcelée, le premier roman traduit en français en 1982 d'Edouardo Mendoza, l'un des chefs de file de la nouvelle littérature espagnole. Traduit de l'espagnol par Anabel Heribout et d'Edgardo Cozarinsky (n° R334).

● Dans la même collection, paraît Femmes devant un paysage fluvial, de Heinrich Böll, roman dialogué paru en Allemagne en 1985, année de la mort de Böll. Traduit de l'allemand par Dominique Dubuy et Claude Riehl (n° R326).

● Les Déracinés, de Maurice Barrès, premier volet de la trilogie le Roman de l'énergie nationale, sort en « Folio », dans une édition préfacée par Jean Borie (n° 1983).

● En « Folio » également, Un prix d'excellence, de Jean-Louis Bory, dont le manuscrit a été retrouvé après le suicide de l'écrivain, qui rassemble récits, portraits, contes, histoires... rédigés au gré de l'humour et de l'humour (n° 1973).

● Dans la collection « GF » Flammarion paraît, la Dernière Harde, « roman de chasse » de Maurice Genevoix paru en 1944... Édition annotée et présentée par Mireille Sacotte (n° 519).

● La même collection reprend la Duchesse de Langeais, de Balzac. Préface de Michel Lichté (n° 457).

● Toujours chez « GF » Flammarion, paraissent les pièces les plus célèbres de Musset, de Lorenzaccio à On ne badine pas avec l'amour. Préface de Bernard Masson (n° 486).

● Bernard Masson présente de son côté (« GF » Flammarion, n° 486) plusieurs pièces d'Alfred de Musset, dont son Lorenzaccio et On ne badine pas avec l'amour.

● « Changement » Flammarion publie la biographie de Laval, de Fred Kipferman, décédé en avril 1988 après avoir obtenu pour ce livre le Grand Prix de l'Histoire (n° 194).

● Dans la même collection, paraissent les Règles de la méthode sociologique, de Durkheim, qui inaugurent par ce texte « les règles du travail scientifique en sociologie ». Précédé des Règles de la méthode sociologique ou l'instauration du raisonnement expérimental en sociologie, de Jean-Michel Berthelot. Cette édition est complétée par des variantes des deux éditions de 1894 et de 1895 (n° 198).

● Enfin, en Biblio-Essais, le Vocabulaire philosophique d'Armand Cuvillier vient compléter la Cours de philosophie du même auteur, réédité l'an dernier dans la même collection. Paru en 1986, ce Vocabulaire est mis à jour (n° 4098).

## ● DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIES

● JEAN ANGLADE : Pascal, l'Inconnu. — Auteur de nombreux romans et de plusieurs ouvrages régionalistes portant sur son Auvergne natale, Jean Anglade s'est chaleureusement intéressé à la biographie de cet autre enfant du pays, dont il a voulu raconter l'histoire vivante en inventant des dialogues. (Perrin, 424 p., 145 F.)

● DIANE RIBARDIÈRE : la Princesse des Urains. Dame de fer et de velours. — La vie d'une femme d'État parmi les moins connues de l'histoire européenne : la princesse des Urains, née Marie-Anne de la Trémouille (1642-1722), qui gouverna l'Espagne dans les premières années du dix-huitième siècle. (Perrin, 458 p., 180 F.)

## HISTOIRE

● PIERRE GURIAL et FÉLIX REYNAUD (sous la direction de) : les Marseillais dans l'histoire. — Une douzaine d'historiens du Midi ont mis deux millénaires et demi en « fiches individuelles » racontant la plus vieille ville de France à travers ses enfants les plus célèbres, de Pyrrhus à Pagnol. (Privat, Toulouse, 310 p. avec illustrations, 485 F.)

● FRANÇOIS FEJTO : Requiem pour un empire défunct. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie. — Tout en retraçant la chute de l'empire des Habsbourg, l'auteur démontre comment la destruction de l'Autriche-Hongrie a entraîné une « rupture fondamentale » dans l'histoire et l'identité de l'Europe. (Lulu commun, 438 p., 150 F.)

● JESPER SVENBRO : Phrasikleia. Anthropologie de la lecture en Grèce ancienne. — L'auteur étudie les pratiques de lecture qui avaient cours dans la Grèce ancienne et surtout la façon dont l'écriture, destinée à être lue à haute voix, établissait une relation de pouvoir entre le scripteur et le lecteur. Jesper Svenbro, universitaire d'origine suédoise, est chargé de recherche au CNRS. (La Découverte, 286 p., 185 F.)

## POLITIQUE

● TURGUT OZAL : la Turquie en Europe. — Par l'actualité « homme fort » d'Ankara, un plaidoyer souvent convaincant en faveur de l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne, à la porte de laquelle elle frappe en vain depuis quinze ans. (Préface de Francis Lamand, Pion, 270 p., 90 F.)

● DAVID SHIPLER : l'Étoile et le Croissant. — Une nouvelle approche du conflit israélo-palestinien proposée par ce journaliste qui fut correspondant du New York Times à Jérusalem de 1979 à 1981. L'ouvrage a été couronné par le prix Pulitzer 1987. Préface d'Albert Memmi. Traduit de l'anglais par Anita Fortier. (Presses de la Cité, 462 p., 140 F.)

## ROMAN

● MARYSE CONDÉ : En attendant le bonheur (Horemakonan). — Écrit il y a treize ans, ce premier roman, inspiré par les tragiques événements de 1962 dans la Guinée de Sekou Touré, n'est pas celui d'une militante, mais plutôt la quête d'identité d'une Guadeloupéenne en Afrique. (Seghers, 242 p., 85 F.)

## SOCIÉTÉ

● DOMINIQUE CAMUS : Pouvoirs sorciers. — Une « enquête sur les pratiques actuelles de sorcellerie », menée dans les régions de Rennes et de Dinan. Dominique Camus pénètre dans l'univers fermé et secret des guérisseurs, jeteurs de sorts, dévoués et autres devins : de même, il tente d'éclairer les motivations de ceux qui y ont recours. (Imago, diff. PUF, 380 p., 142 F.)

## Naples, la France, la littérature et la fête

PLUSIEURS milliers de personnes se bousculaient sur la place Dante, en plein cœur de Naples, samedi soir 24 septembre pour la première « Nuit des Ardents ». On écoutait de la musique, des chansons — en italien et en français — on dansait, on flirtait... Mais que célébraient-ils, au juste ? Tout simplement un roman, la Danse des Ardents (1), du plus napolitain des écrivains français, Jean-Noël Schifano — qui vient d'être traduit chez un éditeur de Naples, Tullio Pironti.

« Comment ne serions-nous pas jaloux de voir les Napolitains réunis, pour un livre, sur la magnifique place Dante, nous Parisiens, qui, désormais, fêtons le livre aux portes de notre ville, entre boulevards périphériques et autoroutes », devait notamment dire l'éditeur français de Jean-Noël Schifano, M. Antoine Gallimard, invité pour l'occasion, avec plusieurs membres de son équipe, MM. Ulrike Bergweiler, MM. Hector Bianciotti et Yannick Guillo. Si Paris croit — à tort — sa réputation culturelle suffisamment assurée pour se permettre de mépriser la littérature, Naples a envie, au contraire, de redorer son blason littéraire. C'est bien le sens de cette fête des Ardents, due à l'initiative de l'éditeur Pironti et soutenue par la municipalité de Naples, l'office du tourisme et divers organismes régionaux (2).

## Pour « aimer » les Napolitains

« J'ai voulu réaliser un vieux rêve, présenter un livre sur une place, pour approcher des livres ceux qui en sont très peu familiers, ceux qui n'ont pas dans les librairies, nous a expliqué M. Pironti, et j'ai trouvé le roman qui pouvait « aimer » les Napolitains. La Danse des Ardents se passe à Naples, autour d'un personnage mythique de notre dix-septième siècle, Masaniello. Jean-Noël Schifano a vécu dix ans à Naples. Il a porté son amour pour cette ville chez lui, en France. Ses Chroniques napolitaines (3) sont très appréciées ici, et son roman, qui n'a eu, à Paris, qu'un succès d'estime, en raison probablement de ses excès napolitains, va, ici, obtenir un succès populaire ».

La « Nuit des Ardents » s'accompagne, à partir de 1989, de l'attribution du prix littéraire international des Ardents. « Cinq écrivains seront associés à ce prix que je crée, précise M. Pironti, un

Anglais, un Américain, un Allemand, un Espagnol, un Français — Gallimard. Chacun des cinq présentera chaque année, à un jury italien de neuf personnes, un ouvrage de sa maison, pas nécessairement récent, mais qui n'a jamais été traduit. Le livre vainqueur recevra 40 millions de livres (20 millions pour l'auteur, 20 pour l'éditeur) et l'assurance d'être publié chez les quatre autres éditeurs membres du prix. M. Tullio Pironti, grand amateur de littératures étrangères, « découvreur » de jeunes romanciers, américains et fran-

çais en particulier, a envie de montrer qu'« un petit éditeur peut organiser des manifestations internationales » et que sa ville, Naples, peut susciter des célébrations littéraires et populaires. Pour cette première année, il a parfaitement tenu son pari.

JOSYANE SAVIGNEAU.

- (1) Gallimard.
- (2) L'Institut culturel italien de Paris s'était joint à eux pour proposer, le vendredi 23 septembre, au théâtre Braccio, un spectacle musical, la Canzone pour Masaniello (élaborée par Roberto De Simone à partir de musiques des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles), qui sera présentée à Paris le 10 octobre.
- (3) Gallimard, et, en Italie, Pironti.



CAGNAT

## Le dixième anniversaire du « Livre sur la place »

## Nancy aux couleurs de la Révolution

UN air discret de Carmagnole flottait à la fin de la semaine dernière sur la place Stanislas de Nancy, lui faisant un peu perdre de sa royale superbe. Pour son dixième anniversaire, en effet, le « Livre sur la place » s'était mis aux couleurs de la Révolution, anticipant ainsi les commémorations du bicentenaire. Masquée de blanc, quelques jeunes militantes d'Action française ne parvenaient pas vraiment à troubler la fête ou les consciences républicaines. La République trouve d'ailleurs, en MM. André Rossinot, maire de Nancy, et Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du bicentenaire, deux avocats éloquentes.

Georges Soria, Michel Winock, Michel Vovelle, Pierre Miquel... pour ne citer que quelques-uns, des plus connus, des historiens et des écrivains amateurs d'histoire, étaient venus nombreux signer leurs livres et débattre sous les magnifiques fresques en trompe-l'œil de l'hôtel de ville.

Mais le « Livre sur la place » ne fut pas seulement tourné vers le passé. La littérature actuelle, en la personne des toujours alertes et inépuisables académiciens Goncourt, fut aussi de la fête. Tandis que M. François Nourissier inaugurait en toute simplicité, dans le petit village meusien d'Avo-

court, une place à son nom, M. Hervé Bazin faisait don des archives de l'Académie Goncourt aux archives municipales (elles rue Henri-Bazin...). Enfin, le Musée des beaux-arts nancéiens, outre la Bibliothèque idéale (1) conçue par le magazine Lire — deux mille quatre cent un ouvrages répartis en quarante-neuf thèmes, proposant les quarante-neuf meilleurs titres dans chaque domaine, — une belle exposition de l'œuvre gravée de Jules de Goncourt (2).

La manifestation nancéenne a également été l'occasion de proclamer le prix Radio-France de la communication, qui récompense cette année Dominique Wolton et Michel Wieviorka pour leur livre Terrorisme à la une (Gallimard).

L'Académie Goncourt, de son côté, a attribué sa bourse de la biographie à Frédéric Vitoux pour son Celine (Grasset) et a publié sa sélection d'automne, dont on trouvera par ailleurs la liste très fournie.

P. Ka.

- (1) Cette Bibliothèque idéale, dont Pierre Boncompagni est le maître d'œuvre, s'est également concrétisée en un volume présenté par Bernard Pivoy et publié chez Albin Michel (660 F., 190 F.).
- (2) Musée des beaux-arts, place Stanislas, Nancy, jusqu'au 16 novembre.

## La sélection

## Goncourt d'automne

Le jury du prix Goncourt a rendu public, samedi 24 septembre, à Nancy, sa sélection pour le prix qui sera attribué le 14 novembre. Dix-sept ouvrages sont en lice :

L'Abre sur la rivière, de Pierre Bergounioux (Gallimard) ;

La Statue du commandeur, de Patrick Besson (Albin Michel) ;

L'Objet perdu de l'amour, de Michel Brault (Seuil) ;

Qui de nous deux invente l'autre ?, de Pascal Bruckner (Gallimard) ;

Hors d'attente, d'Emmanuel Carrère (POL) ;

La Sens-Pensée, de Françoise Chandonnagor (De Fallois) ;

Hachères dans tous mes rêves, de René Depestre (Gallimard) ;

La Saison des oracles, de Claude Farrag (Flammarion) ;

Un été dans l'Ouest, de Philippe Labro (Gallimard) ;

Les Derniers Jours de Charles Baudelaire, de Bernard-Henri Lévy (Grasset) ;

L'Exposition coloniale, d'Érik Orsenna (Seuil) ;

Le bleu, de Jean Raspail (Laffont) ;

La Porte du fond, de Christiane Rochefort (Grasset) ;

Le Gars de Wannsee, de François-Olivier Rousseau (Grasset) ;

Adieu, de Danièle Sallenave (POL) ;

Le Silence en héritage, d'Antoine Sola (Robert Laffont) ;

Mari-Berthe, de Pierre Villetard (Arlé).

## George Sand

## à Palma

Pour marquer le cent cinquantième anniversaire d'Un hiver à Majorque (1838-1888), les Éditions de l'Aurora ont organisé un pèlerinage à Palma sur les pas de la « Bonne Dame de Noé », Aurora Dupin, baronne Ducloux, dite George Sand. Cette promenade dans le passé avait pour cadre la chère de Valldemossa, où le romancier séjourna avec son fils Maurice, sa fille Solange et Frédéric Chopin du 15 décembre 1838 au 11 février 1839, après un mois au village d'Establenç, dans la ville « Son Vent », construite en matériau léger, incombustible pour la saison, sans chauffage.

C'est au cours de l'été 1838 que George Sand ressentit le désir d'un « climat plus chaud pour l'hiver » : elle souffrait de rhumatismes ; la santé de son fils Maurice l'inquiétait, et Chopin lui-même laissait entendre que cela lui ferait du bien d'aller au soleil. Elle avait tout d'abord songé à retourner en Italie, mais, influencée par ses amis Mariani, elle choisit Majorque. Seul Balzac lui déconseillait d'aller en Espagne. C'est ainsi que George Sand quitta Paris avec ses enfants, le 18 octobre 1838. Elle fut rejointe à Perpignan par Chopin, « ravis comme une rose et rose comme un navet ». La nature du voyage, avec deux enfants, une femme de chambre et Chopin phthisique, ne relevait pas d'une escapade romantique.

Dès l'arrivée à Palma, le 7 novembre, les difficultés de logement, de cuisine pour le piano de Chopin assaillirent les voyageurs. Et le 6 décembre, les plus divines transformations ont lieu : 1838-1839 en « fièvre épidémique ».

Les péripéties du voyage sont racontées par George Sand dans Un hiver à Majorque. L'auteur évoque avec une pointe d'humour les moeurs de l'île, et la méfiance des Majorquins envers la phthisie, ce qui lui inspira une rancune tenace contre les insulaires. George Sand nous fait participer, cependant, aux émotions qu'elle éprouva : la chère de Valldemossa dont les cellules s'ouvraient face aux collines et aux plaines couvertes d'oliviers.

Les Éditions de l'Aurora, créées en 1983 par Lydie Brailon, se sont données pour principale vocation de faire revivre l'œuvre romanesque de George Sand : cent neuf titres seront publiés, sous la direction de Jean Courcier. Dix-neuf ont déjà paru. De quoi connaître la « Dame de Noé » sous toutes ses facettes, et pas seulement par le biais de sa correspondance, dont Georges Lubin a publié, jusqu'à présent, vingt-deux volumes aux Éditions Garnier.

SIAMONNE CARRIER.

★ UN HIVER À MAJORQUE, de George Sand, texte annoté par J. Mallier et P. Salomon, illustré par Maurice Seld et Jean-Baptiste Lantier, Édition de l'Aurora (diffusion GLE), 17, rue Bréda, 75014 Paris, 215 p., 87 F.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

GRAND PRIX  
CATHOLIQUE  
DE LITTÉRATURE  
1988  
EDMOND MICHELET  
par  
Jean Charbonnel  
Politiques & Chrétiens - 1  
20 F.  
BEAUCHESNE

GISELA PANKOW  
L'être-là du schizophrène  
Contributions à l'analyse  
de structures psychiques dans des textes  
Aubier

Daniel REIG Homo  
orientaliste  
La langue arabe en France  
depuis le XIX<sup>e</sup> siècle  
Un volume 13,5x 21, 224 pages 88 F.  
Maison neuve & Larose



● BANDES DESSINÉES

Classiques ? Non : vivants !

APRÈS une année plutôt creuse, la saison qui s'ouvre devrait nous valoir plusieurs bandes dessinées d'un meilleur cru. En attendant d'en repérer dans cette chronique, jetons pour calmer un légitime appétit quelques noms en pâture : les prochains albums de Baudouin, Bourgeon et Loustal s'annoncent comme les créations accomplies de ces têtes d'affiche de la BD moderne ; quant à Frédéric Bézian, Alec Severin et Stanislas, ils figurent au nombre des talents en passe d'être intronisés. Mais c'est l'... ménagère la suspense.

Pour l'heure, ce sont les classiques qui font l'actualité. Et d'abord ceux de la science-fiction à la française, j'ai nommé Valérien, l'agent spatio-temporel de Christin et Mézières, et son cadet John Difool, créé en 1980 par Moebius et Jodorowsky. Difool a livré le dernier mot de ses aventures dans un double album intitulé *La Cinquième Essence*. « Les meilleures fins ont une histoire », proclame la publicité de l'éditeur. En l'occurrence, elles en auraient même deux : car derrière l'histoire apparente, foisonnant de batailles apocalyptiques et de transmutations spectaculaires, se profile, à peine voilée, une parabole. Pour son scénariste, cette série est « une quête de la pureté, une lutte contre l'ego », un plaidoyer pour l'homme maître de son avenir. Bref, une bande dessinée initiatrice qui doit amener le lecteur à « prendre conscience de ses qualités essentielles ».



ILL. de Will Eisner.

Cette ambivalence du cycle de l'Incal explique les sentiments mitigés qu'il suscite. En Jodorowsky, le philosophe ne fait qu'un avec l'enfant amateur de prodiges. D'où la naïveté plus ou moins assumée mais néanmoins gênante d'une symbolique où tout est bon qui fasse image. Heureusement, en Moebius l'enfant domine. Dans ces planches dessinées à l'énergie, avec une spontanéité jamais prise en défaut, la dérision est permanente, le clin d'œil omniprésent. Les aventures de ce héros malgré lui, John Difool l'entremetteur, démontrent brillamment que, sans humour, la science-fiction ne serait pas supportable.

A sa manière, plus discrète, Valérien délivre depuis près de vingt ans la même leçon. Comme le suggère le titre de son nouvel album, il se maintient en permanence « sur les frontières » entre cette forme de prière que constitue le militantisme (pour l'émancipation de la femme et contre tous les pouvoirs abusifs, notamment) et cette sorte de fête qu'on nomme l'imagination. Ce troisième tome de ses aventures réserve son comptant de coups de théâtre. Toujours hôte forcé du XX<sup>e</sup> siècle, Valérien s'y balade d'URSS en Tunisie pour tenter d'empêcher quelque catastrophe nucléaire dont se multiplient les annonces. A cet égard, la structure du scénario se révèle d'ailleurs décevante, car l'angoisse, posée d'abord comme géopolitique et planétaire, se réduit, en fin de compte, aux égarments nostalgiques d'un homme en mal de ses racines. Mais qu'importe puisque, ici encore, toute la saveur réside dans les détails. (On ne dira jamais assez la supériorité pour tout récit d'aventures des albums de soixante-deux pages sur ceux de quarante-six. Seuls les premiers, hélas trop rares, permettent de développer une véritable intrigue en prenant son temps.) Les détails, c'est-à-dire les

tentations gastronomiques de M. Albert, ce retraité hétéroclite, les changements de costume de Valérien et Laureline, et surtout cette faune extraterrestre cosmopolite dont Jean-Claude Mézières a fait sa spécialité, et qui tire sa drôlerie des éléments d'humanité qu'elle intègre. Un bel album, donc, dans une série qui ne connaît d'ailleurs pas de déchet. (*La Cinquième Essence*, de Moebius et Jodorowsky, Les Humanoïdes associés, deux tomes de 46 p. coul., 45 F chacun ; *Sur les frontières*, de Mézières et Christin, éd. Dargaud, 90 F.)

ET voici le péril nucléaire, mais à l'échelle d'une pilule ! Quelqu'un a emporté par erreur un flacon de pilules atomiques. Une imprudence qui pourrait être cause de bien des ravages... Si Timin, le jeune reporter bien connu, ne rejoignait in extremis le porteur de mort, au terme d'une course-poursuite échevelée. Si vous vous étonnez de ne pas vous souvenir de cette histoire parmi les vingt-trois aventures de Timin qui honorent votre bibliothèque, pas d'inquiétude : il s'agit, en effet, d'un scénario inédit, écrit en 1957 en collaboration avec Greg, et que Hergé renonça finalement à dessiner pour lui préférer Tintin au Tibet. Il nous est aujourd'hui révélé par d'autres manuscrits dans un passionnant volume de « projets, croquis, histoires interrompues », le sixième de la série *L'Univers d'Hergé*, éditée par Romald. Deux carnets de notes remontant

aux années 30 et un bouquet d'idées consignées en 1978 à propos d'un album qui se serait entièrement déroulé dans un aéroport (« le lieu où tout arrive et d'où tout part ») en constituent les morceaux les plus étonnants. Le très haut intérêt de cet ouvrage est pourtant moins dans les regrets qu'il nous donne quant à ces aventures que nous ne lirons jamais que dans les aperçus qu'il nous livre sur la méthode de travail hergéenne. Le système des listes épuisant les variations autour d'un nom ou d'un thème, les schémas arborescents résumant une intrigue, la recherche obstinée d'un équilibre entre l'action et le comique, sont autant de révélateurs sur lesquelles les tintinologues n'ont pas fini de gloser. (*L'univers d'Hergé*, tome 6, 232 pages, 298 F, uniquement chez Romald éd., 76047 Rouen Cedex.)

FINISSONS par un autre maître, américain celui-là, et toujours vert malgré ses soixante-dix ans passés. Le dernier recueil de Will Eisner, puisqu'il s'agit de lui, est une anthologie qui vaut surtout par son plet de résistance, un récit partiellement autobiographique de 48 pages intitulé *Le Réveur*. Le créateur du célèbre *Spirit* évoque les débuts de l'industrie du comic book dans les années 30, et les difficiles compromis entre l'art et le commerce imposés aux jeunes dessinateurs. Les spécialistes reconnaîtront autour du héros Billy Eyrone nombre de personnages à clé, mais les profanes goûteront l'authenticité et la saveur d'un témoignage raconté et dessiné par un authentique auteur. (*Sunshine City*, de Will Eisner, Comics USA, 86 p. NB, 78 F.)

THIERRY GROENSTEIN.

Le centenaire de T.S. Eliot

Né dans le Missouri en 1898, Thomas Stearns Eliot aurait eu cent ans le 26 septembre. Plus britannique que encore que son grand oncle Henry James, T.S. Eliot, s'il reste aux avant-postes de la littérature anglo-saxonne, n'a pas bénéficié, depuis sa mort en 1965, comme par exemple Ezra Pound, d'un regain d'intérêt — ou de curiosité — de ce côté-ci de la Manche et de l'Atlantique.

« Classique en littérature, royaliste en politique, anglo-catholique en religion », abondamment cité, l'acte de foi que le jeune converti posait en 1928 résume assez bien l'attitude d'un homme qui situait son idéal du côté de la tradition et de l'orthodoxie. Lapidaire, la formule présente cependant l'inconvénient d'écarter trop brutalement son auteur de toute référence à la modernité.

*The Waste Land* — la Terre vague — le grand poème d'Eliot, parut en 1922, la même année que *l'Ulysse* (1) de Joyce. Cette longue

partition poétique, qui mêle les échos des mythes, des cultures et emprunte à la Bible comme à Dante, inaugure une esthétique. Le poète subordonnait l'expression de soi à l'objet et son émotion devenait « purement contemplative », « entièrement évacuée par l'objet de la contemplation ». « Le développement de l'artiste exige le sacrifice continu de lui-même, la suppression continue de sa personnalité », affirmait Eliot.

Pour son ami Ezra Pound, Eliot, grand lecteur de Laforgue et de Corbière, était « l'un des rares poètes qui aient créé un rythme personnel, une qualité reconnaissable de sonorité aussi bien que de style ». Pound définissait sans doute ainsi l'apport le plus important de l'auteur de *Mourra dans la cathédrale*.

Prix Nobel de littérature en 1947, T.S. Eliot a conservé dans les pays anglo-saxons une stature et une autorité comparable à celle de Paul Valéry en France. Traduit dans les années 50-60 par Pierre Leyris et Henri Fluchère au Seuil, il a depuis été un peu relégué dans le rayon des « classiques », peu consultés. Les deux journées organisées par le British Council et la BPI du Centre Pompidou (1) seront une occasion de mieux évaluer la « modernité » éventuelle de T.S. Eliot.

P. Ka.

(1) « T.S. Eliot et le modernisme », les 8 et 9 octobre dans la petite salle du Centre Pompidou.

Diderot trop cher ?

« Je n'ai jamais été bien fait que par un prince diable appelé Grand, qui m'attrape comme il arrive à un sot de dire un bon mot, celui qui voit mon portrait par Grand me voit. » Ainsi s'exprime Diderot dans le *Salon de 1767*, à propos d'un dessin réalisé sept ans plus tôt chez Mme d'Épinay, à La Chevrette, par un artiste qui ne laisse pas son nom à la postérité. Ce dessin, ainsi qu'un autographe d'une quinzaine de lignes sur l'archétype authentifiant une citation connue, rapportée par Naegeon, sont inclus dans une édition « truffée » de Jacques le Fanzelle, n'offrant par elle-même qu'un faible intérêt bibliophilique, mais en vente par un libraire parisien (1), au nom d'un collectionneur privé.

La Bibliothèque nationale, dont on aurait pu penser qu'elle était le lieu d'accueil légitime de ces pièces, a estimé le prix proposé par le libraire — 450 000 F — trop élevé, même pour offrir une base de discussion. Le musée de Langres, ville natale de Diderot, ne s'est pas manifesté. Il est à craindre qu'un amateur, privé ou étranger, n'ait pas les mêmes réserves...

P. Ka.

(1) Librairie L'Œil de Mercator, 1, rue Favart, 75002 Paris.

François premier

La Première Folie... ne laissera sans doute aucune trace dans les histoires de la littérature. Faire raconter à des vedettes de l'actualité — comédiens et hommes politiques, présentateurs de télévision et cinéastes, champions de la scène ou des stades — en quelques circonstances ils ont commencé à croquer la pomme est le type même de ces bonnes idées d'éditeur qui font des succès de librairie sans vague et sans histoire. Seul quand le président de la République... qui passe par ailleurs pour un homme secret et jaloux de sa vie privée — accepte de répondre à l'indiscrète question.

A dire vrai, M. Mitterrand, lorsqu'il avait été contacté, l'an dernier, par la charmante journaliste Catherine Aline, n'avait pas accepté fermement de céder à la confidence. Et les éditions du Rocher avaient déjà été vingt mille exemplaires de la *Première Folie* quand l'hôte de l'Elysée consentit à se livrer. Du même coup, les éditions du Rocher ont fait pioniérer les ouvrages imprimés afin de ressortir l'ouvrage lesté des évocations présidentielles. Du même coup, le tirage est passé à cinquante mille exemplaires. Un coup de pouce de M. Mitterrand en faveur du livre et de la lecture ?

P.L.

● EN BREF

● Le journaliste et écrivain PIERRE VILLIET vient de se voir attribuer le troisième prix Jacques Chardonne pour son roman *Mardi-Barbelle* (éditions Arléa).

● Le 2<sup>e</sup> prix Alexandre-Deved-Nesl a été décerné à JEAN-MARIE GIBRAL pour son récit *Les Gènes du fleuve : voyage sur le Niger* (Presses de la Renaissance).

● Le prix du suspense 1988 a récompensé le roman de GILBERT GRELLET et HERVÉ GUILBAUD, *Le Souffle assésé*, publié chez Flammarion.

● Le prix Paul-Jean-Toulet a été décerné à GILLES GERMAIN pour son ouvrage *Le Palais Stroganov*, paru aux éditions Quai Voltaire.

● Le prix de l'Académie des sciences morales et politiques a été décerné à LISA FITKO pour le *Chemin des Pyrénées* (éditions Maren Sol).

● La Maison de la poésie, à Paris, rend hommage au poète LOUIS ARAGON jusqu'au 29 décembre. — Une exposition d'éditions originales, lettres, photographies, manuscrits et une vidéo sur le poète seront présentées dans le cadre de cette manifestation. Un spectacle, *Le Pari d'Aragon*, sera monté et deux lectures-conférences, avec Charles Dobzynski et Bernard Delville, compléteront cet hommage. Programme détaillé à la Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris.

● « Corps et sexualité en Islam », rencontre-signature avec MALEK CHEREL, auteur de *l'Esprit de séral* (éditions Les cahiers), vendredi 30 septembre, à 18 heures. Librairie : Les Mots à la bouche, 6, rue Sainte-Croix-

de-La-Brettonnière, 75004 Paris. Tél. : 42-78-88-38.

● Le traditionnel pèlerinage de Médan, organisé chaque année au souvenir d'ÉMILE ZOLA, aura lieu le 2 octobre à 15 heures, dans la célèbre propriété du romancier. Pour se rendre à Médan : par chemin de fer, départ gare Saint-Lazare à 14 h 33 pour la station de Médan, retour à 17 h 37 ; par route, autoroute de Normandie, sortie à Poissy en direction de Villennes et Médan.

● Pour la sixième année consécutive, le PREMIER PRIX récompensera, en 1989, un roman inédit ou un recueil de nouvelles inédites. Le lauréat est publié aux éditions Souffles aux conditions classiques des contrats d'auteur. Les manuscrits sont sélectionnés par des jurys de littéraires, et les finalistes sont ensuite appréciés par un jury constitué des présidents des jurys de sélection et d'écritures. Clôture des inscriptions : le 1<sup>er</sup> décembre 1988. Règlement à demander contre enveloppe timbrée à : Fondation David-Kaufmann, 3, rue de l'Harcourt, 75014 Paris.

● Le jury international du sixième CONCOURS PROMETHEE accorde son parrainage à un nouvelliste francophone n'ayant jamais publié. Le recueil de nouvelles primé paraît dans une grande maison d'édition.

De même, le jury du septième concours MAX-POL FOUCHET accorde son parrainage à un poète francophone inconnu ou méconnu. Le manuscrit primé est publié dans une grande maison d'édition.

Renseignements sur ces deux concours : en échange d'une enveloppe timbrée (ou coupon-réponse international) : M. Guy Rouquet, L'Atelier Imaginaire, BP 2, 65250 Jallès.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75118 PARIS 45-20-87-12

NOUVEAUTÉS

ARMAND COLIN, L'HISTOIRE

LA GRANDE PEUR DE 1789 suivi de Les Furies Révolutionnaires par Georges Lefèvre 272 pages, 129 F. L'œuvre de G. Lefèvre est l'une de celles qui dominent l'historiographie de la Révolution française, et la « Grande Peur » en est peut-être la plus célèbre. Jacques Roux

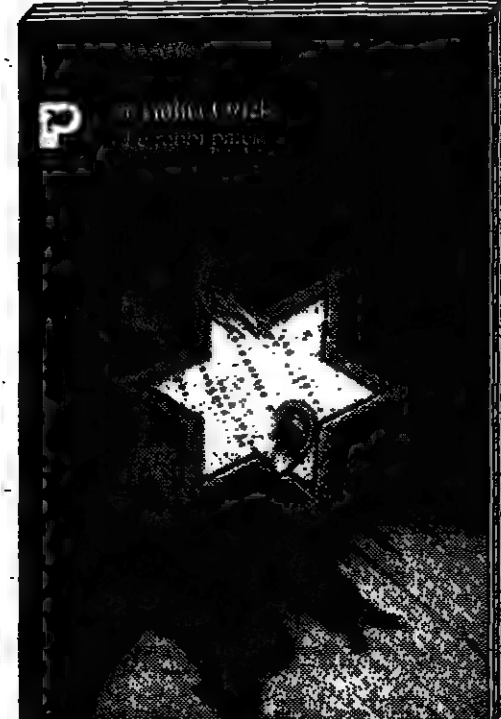
LA GRÈVE DES CHEMINOTS 1920 par Annie Kriegel 256 pages, 149 F. « Le fil d'Ariane d'Annie Kriegel, c'est cette œuvre ouverte qu'elle comprend, traduit, dont elle imprègne la trame de l'histoire ». Glèle

LA CARMAGNOLE DES MUSSES L'homme de lettres et l'artiste dans la révolution par Jean-Claude Bouret 464 pages, 179 F. « La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études minutieuses et neuves de « La Carmagnole des muses » versent de nouvelles pièces au dossier. Le Monde

ARMAND COLIN



— Le rabbi païen, encore une histoire à la Isaac Bashevis Singer ? — Disons plutôt une histoire d'Isaac Bashevis Singer racontée par Flaubert.

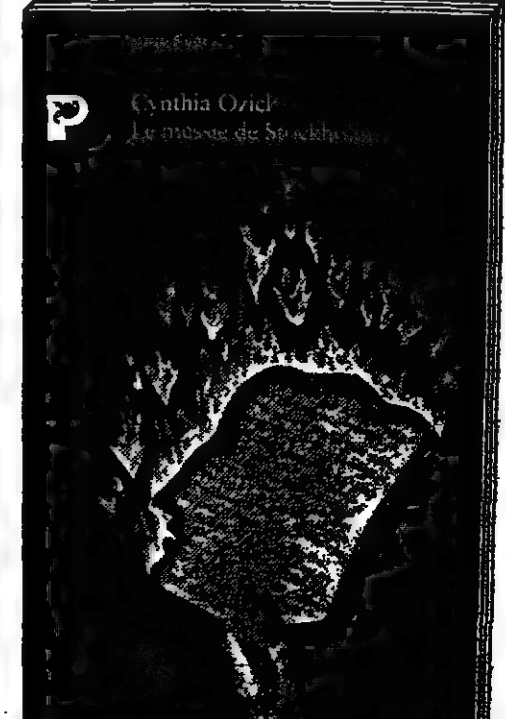


Payot

Nouvelles



— Le messie de Stockholm, c'est une réponse à L'orgie de Prague, de Philip Roth ? — Oui, entre autres.



Payot

Roman



● ROMANS

## François-Olivier Rousseau un romancier libre

*Le Berlin tumultueux du dernier empereur, un groupe de jeunes peintres, un vieillard qui se souvient... Mais la Gare de Wannsee est, bien plus qu'une reconstitution, une vraie création*

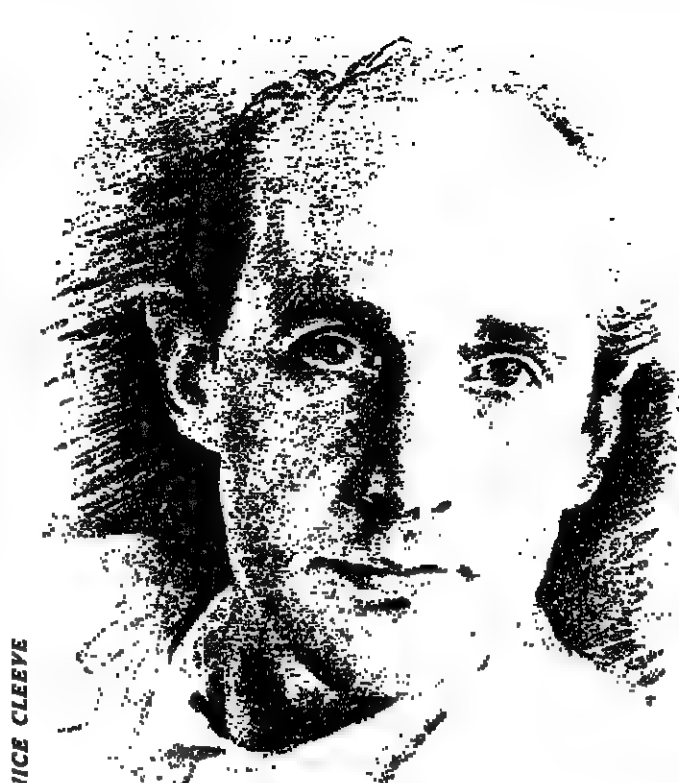
DÈS qu'elle s'éloigne de la région du nombril, la géographie du roman français décrit des espaces plutôt pauvres et sommaires. Dans la peinture de la réalité, notre veine romanesque nationale est minimaliste et abstraite : peu de paysagistes, peu de vrais peintres d'histoire, entendez de romanciers qui ne se contentent pas de faire enfler des costumes d'époque à des personnages sans âme. C'est pourquoi François-Olivier Rousseau semble occuper une place marginale et solitaire dans le concert de nos lettres : il ose donner à ses romans un cadre vaste et riche, celui de lieux et de temps disparus.

A première vue, la Gare de Wannsee peut paraître comme une nouvelle version du précédent roman de F.-O. Rousseau, *Sébastien Doré*, paru il y a trois ans. Une fois encore, un vieil artiste — il s'agit cette fois d'un peintre et non plus d'un musicien virtuose — qui a traversé le siècle contemple le panorama de sa vie dans cette lumière froide et décapante qui enveloppe le crépuscule des existences. Sébastien Doré vivait dans les derniers frissons du dix-neuvième siècle ; Sven Oxenholm, le narrateur-héros de la Gare de Wannsee, a traversé les deux guerres mondiales. Le Paris déliquescant de la « Belle Époque » tissait sa trame autour de Sébastien Doré, le Berlin tumultueux et inquiétant du dernier empereur et des premiers symptômes de la barbarie est le milieu fascinant et vénéneux dans lequel Oxenholm apprivoise la gloire.

### Visionnaires et médiocres

Le parcours est identique, le regard des deux hommes assez semblable dans son ironie cruelle et sa lucidité mordante, mais le seul déplacement des lieux et des époques suffit à changer totalement le rythme, la couleur et la signification du livre. Parce que Rousseau est un romancier, pas un habilleur d'histoires.

La Gare de Wannsee, c'est le nom qu'un groupe de jeunes peintres, rassemblés à Berlin à la fin des années 10, a donné à son mouvement pictural. Cette école n'a évidemment jamais existé avant que F.-O. Rousseau ne l'invente. Il l'a créée de toutes pièces, avec ses artistes venus de toute l'Europe du Nord, ses rapins faméliques, ses visionnaires, ses ratés sublimes, ses médiocres acharnés, ses génies patients et ses talents brisés par le doute ;



BERNICE CLEVEE

mais, en même temps, le lecteur a le sentiment que tout est vrai dans les extraordinaires descriptions que fait Rousseau de cette fermentation prussienne, de cet alambic berlinois où la morgue militaire, la vulgarité petite-bourgeoise et la fébrilité malade des artistes distillent un poison entêtant et mortel.

Le romancier ne fait pas de la reconstitution plus ou moins fidèle, il ne s'efforce pas à dessiner un décor vraisemblable qui servirait de toile de fond pittoresque à des biographies. C'est parce qu'il crée Sven Oxenholm et son compatriote Nils Rydqvist — qui ne sont ni Baudelaire ni Pouchkine — que le romancier est libre, et c'est parce qu'il est libre que son roman est vrai.

Reste, bien sûr, que cette vérité n'a rien à voir avec la réalité photographique. D'un bout à l'autre du livre, le lecteur est comme porté par la puissance originale d'un regard et par la poigne de fer d'une écriture. Le regard est celui d'un vieil homme qui contemple un passé qui ne survit plus qu'à travers le prisme de son souvenir et les traces qu'il a déposées sur ses toiles.

François-Olivier Rousseau dit de manière admirable ce mélange de nostalgie et de haine, de regret éperdu et de mépris brutal qu'un homme, fût-il parvenu au sommet

de la gloire, éprouve pour sa propre vie au moment où elle lui échappe pour ne plus appartenir qu'au discours des autres. Ce n'est plus la peine de tricher, de s'illusionner sur soi-même, de récrire les rôles afin de se donner le meilleur. La lucidité de Sven — qui s'applique d'abord à lui-même — exclut l'apitoiement comme elle dissout les brumes et les douleurs de la mélancolie. Elle peut paraître méchante, désespérée, jusqu'au sarcasme, elle a simple-

ment le tranchant cruel des bilans.

Le choix de ce regard d'artiste répond évidemment chez Rousseau à l'exigence de vérité romanesque. La résurrection d'un temps et d'un lieu ne cesse d'être un leurre que si ce retour à la vie s'accompagne d'un rappel constant de la mort. Ce même impératif, tout à la fois esthétique et moral, se retrouve dans l'écriture du romancier, dans son ton et dans son style. Les scènes les plus colorées, les tumultes les plus violents, les sentiments les plus vifs et les blessures les plus douloureuses ne tolèrent pas la crânerie, la laissez-aller démagogique, l'usage de l'effet ou celui des facilités de l'emportement.

Rousseau ne se contente pas de maîtriser l'effervescence de son inspiration, de la faire entrer de force dans le cadre rigoureux d'une langue superbement classique, il prend encore le soin de « glacer » cette langue, de lui donner un léger surcroît d'élégance, un rien de hauteur, un soupçon de préciosité dans l'emploi des temps — de somptueux futurs antérieurs, par exemple — ou dans les virtuosités syntaxiques qui interposent entre le lecteur et le roman une manière de vernis, assurant tout à la fois un rôle de défense, de protection et de distance et d'innies possibilités de jeux de lumière. Une façon de rappeler qu'un roman n'est pas une entreprise de communication mais une œuvre d'art.

PIERRE LEPAPE.

★ LA GARE DE WANNSEE, de François-Olivier Rousseau, Grasset, 296 p., 98 F.

## Voyage au bout de la haine

*La narratrice de Danger public court les routes avec une jeune mongolienne et l'urne contenant les cendres de son père...*

« NOUS nous consolons rarement des grandes humiliations : nous les oublions », estimait Vautour. Claude, la narratrice de *Danger public*, n'est pas douée de cette faculté d'oubli qui fait les vies simples, à défaut d'être heureuses. La haine de soi — et, accessoirement, des autres — est le seul sentiment dont elle accepte la parure. Elle entretient même son acrimonie avec un soin jaloux afin d'en « recueillir les fruits pleins et juteux ».

A coups de petites phrases sèches, Dominique Muller mène son second roman (1) à un train d'enfer. On chercherait en vain dans son livre la vulgarité de bon aloi si prise dans la littérature d'aujourd'hui. Pour l'amis qu'elle soit, la violence d'expression de Dominique Muller prend à la gorge, et l'on pressent qu'elle n'éprouve aucune sympathie pour son héroïne, par trop velléitaire. Claude, il est vrai, profite des événements plutôt qu'elle ne les subit. C'est ainsi qu'elle a accueilli comme « une seconde naissance » le départ de sa mère et que l'annonce du décès de son père lui apparaît aussitôt comme une occasion inespérée de changer le cours de sa vie.

Le visage d'une petite mongolienne — fille d'une ancienne voisine de ses parents — hante ses souvenirs. Aussi, après avoir pris possession du pot contenant les cendres de son père, partira-t-elle à la recherche de cette enfant. Elle la retrouvera, âgée de vingt ans, dans un « dépôt » où aboutissaient les vieillards qui « rendent à mourir assez vite ».

Commence alors un étrange voyage à « trois », dont le terme

sera la ville natale de Claude. On ne sait qui, du pot de cendres ou de la jeune mongolienne, encombre le plus la narratrice, car elle leur manifeste une égale indifférence. Les lieux de son enfance ne lui inspireront, eux non plus, aucune émotion particulière. Dominique Muller décrit avec une sombre délectation les us, coutumes et amours des bourgeois de province.

Que faire avec un pot de cendres lorsque l'on n'en a pas un usage domestique ? A défaut de répondre à cette question, la narratrice essaie de s'en débarrasser en l'oubliant dans un cinéma, une boîte de nuit ou sur le pas de la porte du domicile de sa mère. Mais, chaque fois, poussée par une manière de remords, elle récupère son héritage.

Tous les autres personnages du roman de Dominique Muller sont, eux aussi, des « humiliés de la vie » dont les souvenirs ne sont, au mieux, que des « déchets intimes ». Tous et toutes se croient sans jamais vraiment se rencontrer. Et s'ils s'abandonnent parfois dans des bras étrangers après avoir un peu trop bu de champagne tiède, c'est sans espoir de se réveiller autre, enfin du bon côté de la vie. La narratrice reparaitra comme elle était, venue avec son pot de cendres et la mongolienne qu'elle ramènera au « dépôt », dont elle n'aurait jamais dû l'extraire. Les toupies voyagent presque toujours autour d'elles-mêmes.

PIERRE DRACHINE.

★ DANGER PUBLIC, de Dominique Muller, Seuil, 190 p., 79 F.

(1) Le premier, *Brave petite*, a été publié en 1986 au Seuil.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

### Le crépuscule des maîtres

(Suite de la page 17.)

Il est de ceux pour qui la présence physique et la parole échangée ajoutent aux écrits. Il y trouve des joies de peintre — ce qu'il est, à ses heures. Croiser le regard de Pascal aide, selon lui, à relire les *Parades*. On incline à le croire en retrouvant, sur la couverture de son livre, ses yeux d'examineur assoiffé d'essentiel, légèrement amusés des pièges qu'il tend, mais assez béatement de l'examiné — enfin, plus que celui-ci ne le craint...

VOICI donc le portraitiste à l'œuvre, attentif en même temps aux apparences et à l'indicible — toujours la mine stéphanoise, sous les rubans ! Voici Bergson fixant la foi chrétienne de son regard de chouette stérilienne. Voici le faune Bachelard et sa poésie des petits riens, Heidegger visité à Fribourg en 1956 et avec qui, faute de langue commune, l'échange se fait par gestes et paraboles.

Parfois le dialogue s'étend à trois. C'est Monsieur Pouget, le vieux lazariste aveugle et ombré par l'immortalité, devenant, par son entremise, avec Bergson, Car Jean Guilton aime intercéder. Il le fera pour le Père Lagrange auprès du Saint-Office, auprès de Mgr Lefebvre au nom de Rome, ou auprès de de Gaulle pour la mémoire de Pétain. Et il ne s'offusque pas que ses ambassades échouent, tant il respecte les pensées contraires, sans rien renier des siennes, et tant il sent les volontés humaines, y compris la sienne, tenues par d'autres mains...

Les textes « inspirés » qui parlent de ces mains-là, il s'admire, en moderniste, qu'on leur applique une critique raisonnée. Il est attentif à la personne humaine du Christ, à sa logique, à sa poésie. Cette « ouverture » le plaçait exceptionnellement pour œuvrer à l'espérance centrale de sa vie : faire cesser le scandale de la séparation des chrétiens, et advenir l'œcuménisme.

Là encore, son sens des rencontres et des interrelations fait merveille, dans la vie puis dans le récit. Témoins, les portraits symboliques de l'aumônier des normaliens, M. Portal, et de lord Halifax, du cardinal Salé et de Marie Silve. En captivité, où se renouvelle lugubrement son expérience du Temps, d'un temps sans événement, où il n'a plus qu'à être, « comme les vieux, les montagnes et les plantes », il fait la connaissance de La Tour du Pin. Au retour, il apercevra Camus, le temps de donner du futur Nobel et de son œuvre l'analyse la plus étonnante qui soit, épinglant sa modestie de vrai pauvre, sa « spiritualité rarifiée de mystique espagnol », sa prose de grand vent.

L'ATTENTION à l'unité et à l'unicité des êtres, à l'être en eux, aide à prendre la perspective des grands hommes, à les voir sous le meilleur éclairage. C'est le cas lorsque Jean Guilton sollicite de de Gaulle le transfert des cendres de Pétain à Douvremont. L'histoire, les siècles, l'éternité et le naufrage de toutes choses sont au rendez-vous, malgré le... « canapé jaune » où se déroule l'entretien ; à moins que ce ne soit grâce à lui (les grands peintres ont de ces malices !). Autres joies portraits en pied de gloires militaires : Foch et Weygand.

Les papes, par leur diversité, offrent aussi de beaux contrastes à celui qui fut leur hôte et même, dans le cas de Paul VI, un intime souvent consulté. Les lecteurs qu'intéresse l'histoire vaticane depuis cinquante ans et la grande aventure du Concile trouveront dans *Un siècle*, une vie un mélange nourri de méditations et d'anecdotes.

Les hommes politiques d'aujourd'hui seraient davantage portés, selon Jean Guilton, vers la métaphysique. Le vrai est que le questionneur, en tête à tête, les y incite fermement. Ainsi apprend-on que Raymond Barré renâcle à parler avec Pascal, au nom des plaisirs de la vie qu'il ne juge pas si « amputés » que cela ; et que François Mitterrand, ancien de l'Internat catholique du 104, rue de Vaugirard, comme Mauriac et Guilton, demeure fidèle à sa foi et un authentique « mystique ».

Inquiet au retour d'exil, et interdit quelque temps d'enseignement supérieur, pour avoir trouvé certains mérites à Vichy (comme la plupart des Français et sans avoir bénéficié de la moindre faveur), Jean Guilton est demeuré sensible aux injustices, autant qu'aux mystères du Temps. Il en a conçu une horreur « d'hyfusarde » de la raison d'Etat et une passion accrue pour la vérité hors des postulates et des circonstances. Ainsi doivent se comprendre ses réserves devant les « jeux offensants » de 1968, et son amitié pour Louis Althusser.

Jean Guilton a eu ce dernier dans sa khâgne de Lyon, avant la guerre. Le futur marxologue cherchait alors l'absolu dans le militantisme catholique. Ils n'ont cessé de correspondre. Peu avant que le cadet étrange sa femme dans un accès de démence, l'aîné allait lui obtenir une audience au Vatican. Après le drame, il est intervenu pour qu'on adoucisse son sort. Par-delà les divergences de pensée et les étrangetés de la folie, Jean Guilton pose, à propos de son ancien élève, les questions les plus vives : qu'est-ce que changer ? Qu'est-ce que rester fidèle à soi-même ?

TOUTOUCS cette passion de l'essentiel, à contre-courant. A une époque où les intellectuels ne s'intéressent qu'aux signes et à l'accessoire, Jean Guilton en tient pour la quête éperdue de l'être, pour la critique acharnée des postulates admis, pour un approfondissement de la mémoire, et une vigilance fraternelle devant l'avenir. Sans pour autant hausser le ton, ni user de grands mots. Rien ne lui est plus étranger que de jouer les prophètes, les gourous, et de polir l'adjectif, idées, choses et gens sont cernés, suggérés, en artiste.

Tout en se retenant de nasarder sans charité, ce dont il serait sûrement capable et qu'il juge trop facile — tous les auteurs catholiques ne se refusent pas cette tentation ! — Jean Guilton ne se départ jamais d'un certain sourire, d'un sens amusé de ce qui vaut ou ne vaut pas qu'on s'y arrête. Cette ironie chaleureuse, on la sait gérée sur une familiarité avec l'histoire universelle de la philosophie, et sur une vraie modestie, sur une candeur non feinte — enfin presque... — d'homme pour qui la vérité ne s'approche qu'à tâtons, comme par inattention, par inadvertance, sous d'indécelables dictées.

★ UN SIÈCLE, UNE VIE, de Jean Guilton, Robert Laffont éd., 468 p., 120 F.

## L'émotion de Mireille Best

*Une adolescence dans le Nord de la France entre refrains de mort et besoin d'amour*

« MON père est mort, je viens de le tuer. » « Les mères auraient dû se tuer. » Le motif qui ponctue une adolescence, ce souhait et ce regret sont deux des trois refrains d'un roman d'amour comme il en est peu. Souhait, parce que Camille a souvent tué son père ; regret, parce que « les mères se suicident très peu ». Alors, dans la laideur d'un quartier pauvre du nord de la France — ce pourrait être en d'autres lieux de la planète, — les hommes continuent à engrosser les femmes, et les enfants se font leur petit monde mal protégé de l'invasion des adultes grossiers, indifférents ou résignés.

Et voilà en place les ingrédients d'un roman populiste. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Mireille Best ne cherche pas à faire vrai, et son style sans affecteries sait créer une ambiance jusque dans

les respirations que signale, discrètement, la typographie, mais surtout dans cet univers sordide où, entre ses deux refrains de mort, elle en chante un troisième, d'amour. Celui de Camille, au prénom aussi symbolique que ceux de sa sœur Ariane et de son frère Abel. Le fil d'Ariane est fragile et le cri : « Qu'as-tu fait de ton frère ? » s'imposera.

Sans doute, les deux faces du récit — l'indéfinie misère sans espoir et l'amour comme ouverture sur la vie, affective et culturelle — donnent à cette histoire sa force et son originalité. Encore y fallait-il une exacte délicatesse sans qu'en pâtisse la précision. Là est la parfaite réussite de la romancière.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.

★ CAMILLE EN OCTOBRE, de Mireille Best, Gallimard, 89 F.



هكذا من الأصل



## ● HISTOIRE

## A comptes

Archives notariales à l'appui, de l'édition française

**D**ISONS-LE d'emblée, ce livre dense et découpant ne se lit pas comme les romans dont il restitue les conditions de publication. Fondé sur les archives notariales (contrats de mariage, inventaires après décès, constitutions de sociétés, déclarations de mutation, états de liquidation ou de partage, etc.), il en a la minutie aride et la grâce un peu raide.

Son sujet ? Explicitement, les mutations qui, en quarante ans, entre 1880 et 1920, modifient profondément le paysage éditorial français dans ses structures (d'anciennes maisons s'effacent, de nouvelles naissent), ses assises financières, de plus en plus dépendantes du capital bancaire, et ses productions, converties aux gros tirages et aux bas prix. Mais l'Argent et les Lettres est plus que cela. Les trajectoires d'éditeurs qu'il retrace plongent souvent leurs racines dans les commencements du dix-neuvième siècle, voire auparavant, et elles trouvent leur aboutissement aujourd'hui dans les fusions et rachats qui, périodiquement, secouent le monde du livre. Ainsi, en juxtaposant les monographies, c'est une véritable histoire financière et commerciale de l'édition française en ces deux derniers siècles que propose Mollier, croisant les recherches qui ont récemment défriché par les historiens du livre (pensons aux travaux de Frédéric

Barbier, Martyn Lyons ou Pascal Fouché) (1).

Pour lui, la clef des transformations éditoriales au dix-neuvième siècle tient à un double et, au fond, contradictoire mouvement de capital. D'un côté, les banques, ou du moins certaines d'entre elles comme l'Union générale, le Comptoir d'escompte de Paris ou Paribas, commencent à pénétrer les entreprises de librairie, leur fournissant une partie des fonds nécessaires à leur démarrage ou à leur développement. D'un autre, les éditeurs, ou du moins les plus « modernes » d'entre eux, investissent une fraction considérable de leurs profits hors de l'édition et constituent de confortables portefeuilles mobiliers, gonflés d'obligations et d'actions émises par les compagnies de chemins de fer ou d'assurances, les sociétés minières ou bancaires.

Cette intrication inédite entre la banque, ou la Bourse, et la librairie, si elle ne concerne pas encore tous les éditeurs, n'en est pas moins annonciatrice des changements décisifs. C'est elle qui aide à la constitution d'une réalité neuve, la maison d'édition, qui devient une entreprise comme les autres, dotée d'un personnel important, de directions spécialisées, de stratégies publicitaires. L'entreprise se trouve ainsi progressivement émancipée du modèle familial, à la fois financièrement (avec la séparation du capital social et de la fortune



CAGNIAT

patrimoniale) et juridiquement (avec la multiplication des sociétés anonymes).

Mais, parallèlement, l'attrait des placements spéculatifs, de bien meilleur rapport que la librairie, surtout aux temps difficiles de la crise de l'édition à la fin du siècle, a incontestablement limité les investissements des éditeurs dans le secteur d'activité qui était le leur. Du coup, les maisons les mieux installées (par exemple Calmann-Lévy) n'ont pu ni abaisser leurs coûts de production (malgré les innovations technologiques et le travail, sous-payé, des femmes) ni élargir leur marché.

Le classement des « vraies grandeurs » de l'édition, qui place en tête, pour la fortune personnelle, les frères Garnier et Calmann-Lévy, et pour le capital

déclaré Hachette, atteste clairement que la réussite financière ne suit pas (ou pas forcément) l'innovation de librairie. En effet, s'y figurent pas certains des éditeurs les plus imaginatifs, inventeurs de formules nouvelles ou défricheurs de marchés inédits : ainsi Charpentier, pourtant héritier de la « Bibliothèque » de petits formats et de gros débits qui a révolutionné le prix du livre, ou Hetzel, pionnier d'une littérature enfantine sans usage scolaire.

Minée par les embarras financiers, faute d'un capital suffisant ou d'une gestion prudente, les deux entreprises sont condamnées : en 1896, Charpentier est cédée à Fasquelle et, en 1914, Hachette reprend Hetzel.

Hors ces échecs, et quelques autres, le monde que décrit

## d'éditeur

voici tous les secrets financiers à la Belle Époque.

L'Argent et les Lettres porte beau, bien fourni, en propriétaires cossus, qui mènent grand train entre leur hôtel parisien et leur résidence de campagne et qui, souvent, aiment à rassembler de superbes collections (de tableaux, de livres, d'autographes).

A ces réussites, deux raisons majeures. D'abord, pour beaucoup des éditeurs, les profits assurés par les commandes des administrations, les concessions de monopoles (ainsi le marché des kiosques de gare donné à Hachette) ou le contrôle d'un secteur particulier (juridique pour Dalloz, médical pour Baillière et Masson, scolaire pour Hachette et Larousse). Ensuite, pour tous ou presque, les conditions rigoureuses imposées aux auteurs, obligés d'accepter de sévères réductions de leur rémunération, de financer la publicité de leurs œuvres, ou, plus encore, d'en passer par l'édition à compte d'auteur, chère, si l'on peut dire, à Grasset.

Défenseur sourcilieux des droits des auteurs, compatissant devant le sort des écrivains spoliés, Jean-Yves Mollier fastidie ceux qui furent trop prompts aux concessions excessives (Zola reçoit une jolie volée de bois vert) et dévoué, justicier posthume, les victimes commises par les éditeurs rapaces.

Jean-Yves Mollier a la recherche indiscrète et la plume volontiers polémique, mais mi ne s'en plaindra (pas même ses victimes). En pénétrant les secrets

financiers mais aussi domestiques des éditeurs du second dix-neuvième siècle, il aide à mieux comprendre comment ceux-ci ont affronté, bien ou mal, les exigences nouvelles qui gouvernent l'activité de librairie, à savoir l'impressionnisme d'une rotation rapide du fonds, l'acceptation de formes inédites de distribution (par exemple la vente par courrage et à crédit, expérimentée par le libraire diffuseur de Larousse) ou encore le lien quasi obligé instauré entre la publication d'une revue et la constitution d'un catalogue (pensons à la NRF ou au Mercure de France).

Son livre est une formidable mine de renseignements et un socle solide pour d'autres enquêtes : sur les politiques éditoriales proprement dites, sur les grandes innovations de librairie ou sur les formes même du livre. L'échafaudage monographique qu'il a patiemment élevé est la promesse, pour bientôt, d'une saisie globale et dynamique des relations et positions des différentes maisons d'édition dans l'espace spécifique de production qui était le leur.

R. C.

★ L'ARGENT ET LES LETTRES. HISTOIRE DU CAPITALISME ÉDITORIAL 1880-1920, de Jean-Yves Mollier, Fayard, 549 p., 180 F.

(1) Signalons aussi l'ouvrage remarquablement documenté de Nicole Follin, *Librairie et ses éditeurs 1822-1857. Essai sur la librairie romantique*, Paris, Promodis/Carde de la Bézine, 1987.

## Les mésaventures de Proust

**M**ARCEL PROUST est l'élitisme de toutes les officines de publication à compte d'auteur, comme à la recherche du temps perdu est l'illustration de tous les éditeurs qui refusent un manuscrit important. Cet aveuglement permet depuis longtemps de développer un discours désabusé et offensif sur la vanité des jugements littéraires, la méconnaissance dont souffrent les génies et les faiblesses qui peuvent assaillir les meilleurs esprits.

Le premier intérêt du livre de Franck Lhousseau et Alain Coelho, *Marcel Proust à la recherche d'un éditeur*, est de sortir de ces sentiers battus et de ces généralités de salon. Les auteurs possèdent pour cela deux atouts : une bonne connaissance de l'œuvre de Proust et de son temps et une information précise et détaillée sur la situation de l'édition française au début du vingtième siècle. En effet, on ne comprend rien aux mésaventures éditoriales de Proust si l'on omet de décrire le fonctionnement de deux logiques et de deux machines. La première de ces machines, c'est celle de Proust. Ce n'est pas celle d'un romancier professionnel qui conçoit un jour la structure d'un grand cycle romanesque, met en chantier le premier ouvrage de ce cycle et en propose le manuscrit achevé à un éditeur. Proust jette d'abord les notes, les fragments d'un long article qu'il entreprend contre Sainte-Beuve, son esthétique et sa manière critique.

Ce n'est que peu à peu que l'entreprise romanesque va se révéler et chasser l'entreprise critique ; et cette transformation se fera par des gonflements successifs, des ajouts monumentaux, des digressions innombrables et volumineuses. Si Proust possédait, dès 1909,

une vision parfaitement claire de son idée romanesque, personne (pas même lui) ne pouvait en soupçonner l'importance et l'ampleur. Ce que Proust délaissait de toutes ses forces, en revanche, c'était d'être publié, y compris, comme il le proposa d'emblée au Mercure de France, en finançant sa publication.

Le second personnage du drame, c'est l'édition française en 1910. Elle sort d'une crise très grave dans laquelle ont sombré la plupart des pionniers du livre du dix-neuvième siècle. Le compte d'auteur est une pratique courante parmi les écrivains qui ne sont pas assez populaires pour prétendre aux gros tirages démesurés indispensables. Or Proust, auteur de quelques articles au *Figaro* et de pastiches littéraires, est surtout connu du maigre public cultivé comme le traducteur de Ruskin : « Quand les lecteurs, choses rares, m'envoient au *Figaro* après un article, on m'envoie les lettres à Marcel Proust, dont mon nom ne semble être qu'une feinte d'impression. »

C'est dans ce contexte précis qu'il convenait de restituer le drame que pendant dix années Proust dans l'acharnement d'un travail solitaire, l'angoisse et la souffrance. Lhousseau et Coelho, de confrontation des textes et des dates, d'exploration des correspondances et des archives d'édition, sont parvenus à démystifier le cas Proust et à lui rendre, à défaut d'exemplarité, sa vérité humaine et sa grandeur littéraire.

P. L.

★ MARCEL PROUST À LA RECHERCHE D'UN ÉDITEUR, de Franck Lhousseau et Alain Coelho, Olivier Orban, 388 p., 145 F.

## Le crime et le pardon

(Suite de la page 17.)

Enfin, si les crimes d'hommes sont souvent mis en scène dans un contexte rituel et festif, survenant lors d'un bal, d'un banquet, d'un mariage, ceux des femmes s'inscrivent dans la routine de la vie ordinaire, brutalement perturbée par une violence inopinée, qui oblige à tuer pour que soient préservés ou la vie ou l'honneur.

Le parallèle, toutefois, ne doit pas induire une fausse symétrie puisque les deux corps ne sont pas égaux, loin de là. Et dans les références littéraires à la procédure de la grâce royale, celle-ci est toujours liée à un meurtre masculin, comme si la violence féminine était d'une autre nature. Les contrastes dans les manières de dire le crime renvoient donc à cette fondamentale différence dans les représentations, qui traduisent mais aussi produisent des gestes homicides très dissemblables.

L'impeccable démonstration de Natalie Davis, appuyée comme à l'ordinaire sur une érudition éblouissante, s'élargit en plusieurs questions fondamentales. Et d'abord, celle des lieux de l'apprentissage et de l'exercice de l'art de raconter dans la société de la Renaissance. Elle en identifie plusieurs : les assemblées d'hommes, à l'atelier ou à la taverne, les sociabilités féminines, propices aux « caquets », les veillées, ou encore la confession, souvent comprise, au grand dam des clercs, comme l'occasion de narrer une histoire.

S'il atteste clairement que l'habitude de dire des récits ou de raconter des histoires est bien ancrée dans la culture partagée des hommes et des femmes du seizième siècle, un tel repérage livre-t-il les modèles mobilisables et réutilisables pour les lettres de rémission ? Toutes les paroles qu'il inventorie ne sont pas équivalentes : les figures imposées du conte ne permettent pas les mêmes libertés que les commérages de voisinage ou de métier, les échanges d'une discussion vive, qu'un récit adressé à une autorité, cléricale ou monarchique.

Paradoxalement peut-être, puisque les allusions à la procé-

dure de pardon y sont rares, ne serait-ce pas dans les récits imprimés, toujours donnés comme véridiques — ainsi ceux des occasionnels ou des « historiens tragiques » — que les meurtriers trouvent les formules propres à persuader de l'authenticité de leur aven ?

Eriser

l'arrogance

Natalie Davis inscrit la posture de discours impliquée par la demande de grâce parmi les dispositifs qui progressivement ont imposé le respect de la souveraineté monarchique. Par l'exercice régulier de sa clemence, le souverain brise une double arrogance : celle

des autorités concurrentes (ecclésiastiques, seigneuriales, judiciaires), privées du droit de grâce, devenu monopole du prince ; celle de ses sujets, obligés d'abandonner toute forfanterie pour solliciter, avec humilité et révérence, sa bienveillance. En ce sens, le scénario de la rémission peut être tenu comme à bon droit comme un « procès de civilisation ».

Mais, dans un autre, il l'est sans doute moins puisqu'il postule (dans les déclarations masculines au moins) l'impuissance de l'individu à contenir une violence qui le porte hors de lui-même. Pour les auteurs de suppliques comme pour les officiers ou les juges royaux, il y a là une évidence des conduites qui, loin d'être blâmable, peut au contraire excuser les

déportements les plus sanglants. Or, à partir du modèle donné par la rémission de mort, c'est justement contre une telle immédiateté des émotions que se construit la nouvelle économie psychologique qui « civilise » les comportements en les trident.

Pour sauver sa vie reprend et approfondit les questions rencontrées dans la montagne aréogée, à l'occasion de la traque du faux et du vrai Martin Guerre (1). Comment une histoire devient-elle un récit ? Comment les individus ordinaires construisent-ils leur identité en la racontant ? Pour apporter réponse, Natalie Davis brouille les frontières entre les genres, proposant une lecture « littéraire » de récits sans dignité, ceux des lettres de pardon, et une compréhension « historique » de chefs-d'œuvre canoniques (en l'occurrence *Hépiaméron* et *Roméo et Juliette*), qui jouent avec le motif de la merci souveraine. Elle offre ainsi des outils pour penser l'articulation paradoxale entre les fictions d'archives et les récits d'histoire ; producteurs de connaissance. Des outils, et aussi un exemple superbe.

ROGER CHARTIER.

★ POUR SAUVER SA VIE, LES RÉCITS DE PARDON AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE, de Natalie Davis, traduit de l'anglais par Christian Clot, Le Seuil, 281 p., 130 F. Soufflons, parce que ce n'est pas toujours le cas en ces temps de sécheresses coupables, la grande précision du travail d'édition de cet ouvrage : les 317 notes, véritable livre dans le livre, ont toutes été conservées, sept lettres de rémission sont intégralement publiées en annexe et un index très complet a été dressé.

Sur la vie judiciaire dans la France de l'Ancien Régime, on lira aussi la *Justice du roi d'Arlette Leleu* (Albin Michel, 317 p., 120 F., à paraître à la mi-octobre). Professeur de droit, l'auteur, à qui l'on doit chez le même éditeur la *Révolution des curés* (1980) et la *Princesse Palatine* (1986), étudie, sur la base des textes de loi, de la doctrine et de la jurisprudence, l'évolution du système juridique du Moyen Âge au dix-huitième siècle.

(1) Natalie Davis, Jean-Claude Carrière, Daniel Vigne : *Le Retour de Martin Guerre*, Laffont, 1982.

## Natalie Davis, l'énergie et l'imagination

**P**ROFESSEUR à Princeton, première femme élue président de la puissante American Historical Association, Natalie Zemon Davis est une historienne à l'imagination fulgurante et d'une formidable énergie. Nourrie par plusieurs années de recherche dans les archives lyonnaises du seizième siècle, ses premiers articles ont bousculé les certitudes d'une histoire des mentalités à la française, trop souvent tentée par les déterminations simplistes. En montrant que l'articulation entre les différences d'état et de fortune et les choix religieux ou intellectuels était toujours subtile, mobile, Natalie Davis a imposé une manière toute nouvelle de penser la construction des identités et des rapports sociaux.

Dans l'ouvrage qui réunit huit de ses essais — remarquablement traduits par une historienne française, Marie-Noëlle Bourquet, et intitulés *Les Cultures du peuple. Rituels, savoirs et résistances au seizième siècle*, Aubier-Montaigne, 1979 — elle avance une réinterprétation originale, appuyée sur le maniement prudent des modèles anthropologiques, de la fracture entre réformés et catholiques, des relations entre les sexes, des écarts culturels, saisis à la croisée des conquêtes de l'écrit

R. C.



THÉÂTRE DE LA BASTILLE 43.57.42.14



## d'éditeur

Voilà donc les secrets d'Éditeur  
de la Miti. Éditions

Voilà donc les secrets d'Éditeur  
de la Miti. Éditions

## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Iossif Brodski, le parasite nobélisé

★ LOIN DE BYZANCE, de Joseph Brodski, traduit de l'anglais et du russe par Laurence Dryver, Fayard, 440 p., 150 F. (A paraître le 5 octobre ; paru aux États-Unis sous le titre *Less than One*, Roger Straus and Giroux).

★ BRODSKI OU LE PROCÈS D'UN POÈTE, préface d'Hélène Carrère d'Encausse, commentaires d'Élisa Etchoud, Le Livre de poche « Bibliothèque », 185 p., 27 F.

RÉPÉTONS-LE une fois de plus : les poètes sont des mal-aimés, et le poète, sauf exception, est un mode d'expression obsolète. Chez nous, les jeunes qui veulent écrire commencent par publier un roman, un essai ; rares sont ceux qui font leurs premières armes en publiant un recueil de poèmes. Ce qui n'est pas vrai, aujourd'hui encore, dans les pays anglo-saxons, en Scandinavie, en Amérique latine, en Asie ou dans ce qu'on a appelé les « démocraties populaires ». Un mystère plane cependant en URSS : nul poète ne semble jusqu'à maintenant marquer le « glasnost » comme l'avaient fait les Evrouchenko, Voznessenski, Akhmadouline, etc., au moment du « dégel » khrouchtchévien. L'ère Gorbatchev, semble-t-il, n'a pas sécrété ses chantres, le public ne se rue pas dans les lieux publics pour écouter sonner, résonner cette superbe langue russe célébrée par les poètes et dont Joseph Brodski ne cesse de louer « la magnifique flexibilité, capable d'exprimer les nuances les plus subtiles de l'âme humaine ».

Inténué en français Loin de Byzance, le recueil d'essais, que le poète a écrits directement en anglais, risque, paradoxalement, d'attirer davantage l'attention sur lui que l'œuvre poétique qui, pourtant, lui a valu la consécration du prix Nobel de littérature : la quasi-impossibilité à traduire des vers — régu-

liers ou non — fait partie des raisons de l'ignorance dans laquelle le public qui lit tient les poètes.

Mais ce n'est pas la seule raison. Et il faut reconnaître que ces essais — écrits pourtant dans une langue avec laquelle il n'est pas né, mais qu'il a dû apprendre pour entretenir une vie nouvelle — feront certainement plus pour faire connaître au public ce grand esprit russe, tellement russe !

Cette vie nouvelle pour Brodski passait d'abord par un hommage, un acte d'allégeance. « Lorsqu'un dévot se recourait à une langue qui n'est pas sa langue maternelle, explique-t-il dans « Plaire à une ombre », il le fait soit par nécessité, comme Conrad, soit poussé par une ambition dévorante, comme Nabokov, soit encore pour prendre davantage de distance, comme Beckett. Appartenant à une langue étrangère, l'été 1977, après avoir passé cinq ans aux États-Unis, j'achetai à New York, dans un petit magasin de machines à écrire de la 52ème Avenue, une Lettara 22 portable et me mis à écrire en anglais pour une raison qui n'a pas grand-chose à voir avec celles que j'ai citées. Mon seul but était alors, tout comme aujourd'hui, de me rapprocher de la plus possible de l'homme que je tenais pour le grand esprit du XX<sup>e</sup> siècle : William Hugh Auden. » A l'époque, Auden, l'homme qui lui avait fait sans doute choisir de venir en Amérique, était déjà mort depuis quatre ans. « Pourtant, il me semblait qu'écrire en anglais serait le



Loin de la remise du Nobel.

meilleur moyen de me rapprocher de lui... On peut rester sidéré, nous qui en France ne connaissons à peu près rien de William Auden, par les raisons profondes invoquées par un jeune poète russe qui, dans les années 60, apprit, dans des anthologies poétiques offertes par des étrangers de passage à Leningrad, à apprécier les vers de cet homme qui « aimait autant traduire les vérités métaphysiques en prosaïsmes de bon sens que déceler ces vérités dans ces prosaïsmes » ; ce jeune poète russe pour qui Auden était un idéal, un Horace transatlantique, qu'il connut les dernières années de sa vie et qui, lui aussi, pour d'autres raisons, avait choisi de traverser l'Atlantique pour devenir américain.

Dans Loin de Byzance, ce recueil d'une vingtaine d'essais choisis — quelque peu augmentés par rapport à l'édition

du même effet que « ce que peut ressentir un homme habitué à avoir un mur devant lui et qui se retrouve brusquement devant l'horizon » ; un portrait d'Osip Mandelstam (« le même si le Russe avait emprunté une voie historique différente, je ne pense pas que le destin de Mandelstam en ait été changé, notai-je d'une façon qui peut nous surprendre. Son monde était trop autonome pour se fonder sur les autres », de Marina Tsvetayeva, la voix la plus passionnée de la poésie russe du vingtième siècle, qui fut toujours en dehors du courant principal de son temps et qui même, en se tournant vers la prose, resta fidèle à la poésie, abolissant par là même la frontière artificiellement dressée entre les deux genres.

Surtout, nul ne peut rester insensible à l'évocation par le poète de son enfance hantée par l'imagerie léninienne, de sa

famille, de son père officier de marine révoqué parce qu'il est juif — pourtant agnostique, — de « Piter », enfin, la ville à nulle autre pareille, inventée il y a deux cent quatre-vingts ans par un souverain qui, le premier, le seul, voulut ouvrir son pays vers l'Occident. La ville adonnée, où les colonnades helléniques ou vaticanesques remplacent les bulbes des églises. « Piter », dont il retrouve la lumière et les canaux à Venise... « Piter », la ville « re-nommée » — de son nom de jeune fille Saint-Petersbourg — et que Lénine n'habita que quelques mois. « Piter », différente de Moscou, et qui, plus que l'ancienne capitale, sécréta les écrivains et les poètes... Je connais peu de Russes qui ne pleurent pas à ces souvenirs d'une époque, les logements communautaires, la morgue des nouveaux maîtres, la révolte de ceux qui avaient une âme de poète... ou de bagnard.

Très opportunément, un dossier inédit rassemble, dans le Livre de poche, les éléments de la vie de Brodski et du procès qui le convainquit de parité, avec des commentaires très nourris et très riches d'un autre ex-Léninograd, le professeur Elia Etchoud. Un dossier qui complète la prose gouailleuse et désespérée de ce voyou qui se dit poète et traducteur, et qui, à vingt-quatre ans, début 1964, est jugé pour parasitisme. On y retrouvera comme un morceau d'anthologie de l'histoire de l'absurde les dialogues entre le juge, le camarade Savilev, et le jeune homme qui avait abandonné l'école à l'âge de quinze ans pour devenir poète :

« Qui a décidé que vous étiez poète ?  
— Personne. Et qui m'a dressé dans le genre humain ?  
— Et vous avez étudié à cette fin ?  
— A quelle fin ?  
— Pour devenir poète ? Vous n'avez pas essayé de faire des études supérieures pour vous préparer... pour apprendre ?  
— Je ne pensais pas que cela pouvait s'apprendre...  
Le parasite, devenu prix Nobel de poésie, a finalement été jugé. Il reste maintenant aux lecteurs à le découvrir.

## ● ESSAIS

## Yves Lacoste ou la géographie dans tous ses états

QUESTIONS de géopolitique réunies six fois publiées par Yves Lacoste dans *Hérodote*, la revue de géographie et de géopolitique qu'il a créée en 1976, aux éditions de La Découverte. Depuis douze ans, grâce aux travaux de Lacoste et de son équipe, l'étude de l'espace est parvenue à se faire une place dans les bibliothèques de sciences humaines, après que l'histoire — qui doit tant, dans sa conception moderne, à la géographie — ait longtemps occupé seule l'intérêt du public. C'est d'abord la géopolitique qui a bénéficié de ce regain de faveur. Pour des raisons d'actualité d'abord : la multiplication des conflits locaux dans le monde, la redécouverte d'un antagonisme ancien, l'Est-Ouest, par un axe Nord-Sud tout aussi porteur de menaces, les conflits israélo-arabes, la crise du pétrole, les séquelles de la décolonisation, tous ces facteurs d'inquiétude ont attiré notre attention sur la géographie de la planète comme espace et comme enjeu des stratégies des États.

## L'empire d'Alexandre

Assurément, les atlas stratégiques, les descriptions des ressources et des rapports de force entre les pays, entre les blocs politiques, permettant de mieux comprendre certaines données de la politique internationale, mais, dans leur généralité, ils servent souvent à des géopolitiques partisanes qui justifient et donnent une manière de caution « réaliste » à des stratégies d'État.

Ce que montre parfaitement Questions de géopolitique, c'est que la géographie stratégique, c'est beaucoup plus compliqué que voudraient nous le faire croire les vagues théoriciens de la troisième guerre mondiale rampante. Les trois premières études de Lacoste, menées avec une rigueur qui n'exclut ni la clarté pédagogique ni même un goût très vif pour l'élégance littéraire, portent... sur ce qui fut l'empire d'Alexandre : le

Méditerranée, l'Orient, l'Asie, autrement dit la zone de rencontre entre la frontière Est-Occident, d'une part, et celle de l'Occident et du tiers-monde, d'autre part. Les idées simplistes de ceux qui veulent réduire affrontements et mouvements territoriaux à l'antagonisme des deux grandes puissances et à l'affrontement des blocs s'y trouvent balayées.

Certes, Lacoste, après bien d'autres, répète que « la géographie, ce n'est d'abord à faire la guerre », mais cela sert aussi à penser et à comprendre l'espace terrestre. Pour cela, un globe terrestre ne suffit pas. La macrostratégie ne vaut rien sans microstratégie : un conflit qui se déroule sur quelques kilomètres carrés — voir le Liban — peut être plus dangereux et plus difficile à étendre qu'une guerre qui s'étale sur un millier de kilomètres. Lacoste manie les cartes à toutes les échelles ; il superpose les données physiques et les données humaines, s'intéresse tout autant aux chemins de pénétration de l'islam qu'à la répartition des populations turdes et chites, et à leurs évolutions démographiques.

Dans d'autres essais, le géographe tente aussi de dresser une sorte de nouvelle carte des lieux-clés de la géopolitique. On sera peut-être surpris de constater que, sous des formes différentes, ce sont les mêmes qu'il s'agit de la mer, les îles et tout particulièrement cette zone, autour de la Terre de Feu et de l'Antarctique, sur laquelle Lacoste apporte des éclaircissements aussi passionnés qu'ingénieux. Décidément la guerre des Malouines n'était pas du tout ce conflit d'un autre âge qu'on a accueilli en Europe avec une surprise amusée. Ce fut une vraie guerre, pas une promenade militaire menée par des nostalgiques de l'Empire. La géopolitique est une science pleine de surprises.

★ QUESTIONS DE GÉO-POLITIQUE, d'Yves Lacoste, Livre de Poche, collection « Bibliothèque », 254 p.

## L'assassinat comme art de gouvernement

Pour Hélène Carrère d'Encausse, l'histoire russe peut s'analyser comme une histoire continue du meurtre politique

EN 1917, la peine de mort est abolie en Russie. Lénine s'indigne : « Comment veut-on faire une révolution sans fusiller ? » Un an plus tard, la peine de mort est rétablie. Le fondateur du régime soviétique s'inscrit dans une longue tradition dont Hélène Carrère d'Encausse a entrepris, dans *Le Malheur russe*, d'écrire l'histoire : celle de l'assassinat, légal ou non, comme mode d'exercice du pouvoir.

Toutes les sociétés, à un moment ou à un autre de leur existence, ont recouru au meurtre, mais la Russie, et l'URSS qui lui a succédé, sont les seules, selon l'auteur, à en avoir fait un usage continu. « Du moment où se fonde la Russie, au dix-neuvième siècle, et où commence sa christianisation, jusqu'à l'apogée prévue par

Tocqueville, souligne-t-elle, il n'est guère de génération qui n'ait assisté, pétrifiée, à l'éternelle liaison entre meurtre et politique. » Pour entrer dans la « conscience collective » d'un peuple russe, il importe donc de parcourir toutes les étapes de cette succession de tristes et de terribles d'un saisis la signification.

Hélène Carrère d'Encausse retrace l'histoire de la Russie à la lumière de cette « tradition meurtrière » dont elle analyse les diverses formes apparues au fil des siècles. Des massacres d'Ivan le Terrible, au seizième siècle, à l'assassinat du tsarévitch Dimitri, qui inaugure le « temps des troubles », du premier régicide, celui de Pierre III en 1762, aux attentats terroristes de la seconde mo-

tié du dix-neuvième siècle, de la mort grand-guignolesque de Raspoutine aux crimes de Staline, autant d'expressions du « malheur russe » qui sont l'occasion pour Hélène Carrère d'Encausse de multiplier récits et portraits et d'engager une réflexion sur l'exercice du pouvoir en Union soviétique.

Son hypothèse principale est que l'usage systématique du meurtre a été rendu possible par l'isolement de la société politique, faute d'un projet commun qui unifie ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent. (1) Gorbatchev sera-t-il le premier à rompre avec cette malediction ? Depuis trente ans, les assassinats physiques ont fait place aux meurtres symboliques, celui de Staline par Khrouchtchev, puis celui de Khrouchtchev par Brejnev, enfin celui de Brejnev par Gorbatchev. Mais, pour échapper à ce cycle fatal, estime à juste titre l'auteur au terme de cet essai fort instructif, une ultime exécu-

tion est indispensable, celle de Lénine lui-même, l'idole embaumée qui continue de trôner dans son mausolée de la place Rouge.

THOMAS FERENCZI

★ LE MALHEUR RUSSE, d'Hélène Carrère d'Encausse, Fayard, 547 p., 130 F.

(1) Sur ce thème, signalez le livre très documenté, mais d'un accès parfois difficile, de Claudio Sergio Ingerlioni, *Le Citizen impossible, les rochers russes du léninisme* (Payot, 346 p., 170 F.), qui montre que, selon les principaux penseurs russes de l'antidémocratie au dix-neuvième siècle, l'histoire de la Russie a rendu impossible « la constitution d'un social extérieur à l'État » et que la construction du parti bolchevique était précisément pour Lénine le moyen de susciter le développement de forces sociales autonomes. Entreprenez apparemment vouée à l'échec, puisque, écrit l'auteur à propos des tentatives de Gorbatchev, « c'est encore l'absence d'un social affranchi qui explique, dans une large mesure, les difficultés éprouvées par la nouvelle direction à établir la base sociale qui rendrait viable son projet réformateur ».

Le nouveau roman de l'auteur des *Cailloux bleus*

**CHRISTIAN SIGNOL**

**LES AMANDIERS FLEURISSAIENT ROUGE**

Soledad et Luis... Ils ont vingt ans, ils s'aiment. C'est en 1937, en Espagne, dans le feu de la guerre civile... Après la défaite de la République, les voici en France, mais séparés. Ils se cherchent...

Le grand roman des Républicains espagnols dans le Sud-Ouest français.

**ROBERT LAFFONT**  
des livres ouverts sur la vie

**POUR MOI L'ESSENTIEL C'EST CURSUS**

CURSUS, c'est une nouvelle collection universitaire qui répond à vos attentes des étudiants du 1<sup>er</sup> cycle et des chercheurs : des ouvrages courts et complets, qui font l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour réussir. Des auteurs reconnus ont préparé pour vous ces synthèses très claires, avec tous les éléments de réflexion et de travail pour apprendre, comprendre et réfléchir. Avec CURSUS, prenez en main l'essentiel de vos études. 12 titres parus en 80 en biologie, chimie, physique et sciences humaines.

**ARMAND COLIN**



● LETTRES JAPONAISES

## Fugitifs et faussaires

Les personnages d'Inoué hantent des paysages de défaite

L'ŒUVRE de Yasushi Inoué tire sa singularité de son extrême diversité, et aussi d'un art qui allie la concision, la sobriété formelle à l'ampleur du jeu d'ombres où s'exaltent les destinées. Qu'il s'agisse de romans historiques ou modernes, de nouvelles intimistes ou de souvenirs personnels, les héros d'Inoué apparaissent comme décalés, à distance du monde et d'eux-mêmes, subissant des aventures qui, à la fois, les concernent et ne les concernent pas. Ils passent en fugitifs ou en faussaires devant des lambeaux de fresques que d'autres prennent pour le décor de l'Histoire.

Dans l'une des plus belles séquences des *Chemins du désert* (1), le jeune Chinoï Xingte se retrouve égaré au cœur d'un effroyable combat. Il gravit des dunes, franchit des marais, voit de loin l'affrontement d'armées qu'il n'identifie pas. Il ne sait plus où est son camp : il n'est plus partie prenante de cette fantasmagorie qui risque pourtant de le détruire... « Xingte se résigna au fait qu'il ne pouvait ni se sauver ni sauver la caravane, alors il ralentit le pas et s'en alla au hasard devant lui. Il décida de marcher tout droit sans essayer de rien éviter, quels que soient les obstacles. Ça ne pouvait pas être pire que de ne rien faire du tout. »

Mercenaire égaré, chasseur solitaire, journaliste étrangement acharné et indifférent, les personnages d'Inoué hantent des paysages de défaite. Le désastre peut être collectif ou individuel, on peut le nommer guerre ou suicide, ce qui perdure, c'est une sensation de débâcle, de sacrifice absurde, de logique déboussolée. L'enchaînement des effets et des causes connaît quelques ratés, quelques instants d'amnésie et ce sont précisément ces creux, ces absences, ces déroutés de la vie et du sens qui se trouvent ici fouillés, explorés, froidement dépeints.

D'ailleurs l'irruption d'un récit s'impose souvent par mégarde, comme si un coin de voile se levait brusquement sur une intrigue déjà engagée. On prend en marche le train des existences, la ronde des solitudes : on débarque par effraction dans le secret des êtres et le labyrinthe des choses. Avec le *Fusil de chasse* (2), Inoué démontait le mécanisme d'une tragédie privée dont le ressort principal faisait défaut. Trois femmes témoignaient et dressaient par approches successives un portrait d'homme qui, lui, n'apparaissait jamais au premier plan. Naissait de cette dérobade un vertige sans fin : l'énigme se déplaçait sans cesse, échappant à la trame des faits, des actions, des sentiments pour se mettre tout juste hors de portée.

### Le trouble caché des hommes

La traduction en français de *Combat de taureaux*, nouvelle publiée en 1949 au Japon et qui assure d'emblée la renommée de son auteur, permet de saisir non pas la méthode, mais la manière propre à Inoué, cette maîtrise désinvolte, cette minutie désordonnée qui ajoute aux objets et aux gestes une vibration inattendue, un peu de fièvre dans l'harmonie, un peu d'effroi dans la perception lucide. Pour ne pas recadrer le réel ni rompre les lignes de fuite, il doit diaboliquement joindre les contraires, préserver l'inconciliable, traquer les incertitudes du monde visible et le trouble caché des hommes.

Dans Osaka en ruine, que peut inventer un rédacteur en chef entreprenant pour lancer son nouveau journal ? Accepter la proposition d'un maquignon habileur dont le projet incongru, démesuré, risqué, est susceptible de frapper les imaginations même par temps de désolation et de désespérance. Tsugami se lance ainsi dans l'organisation d'un gigantesque

combat de taureaux parce qu'il se dit : « Des paris, ça pourrait marcher. Même dans une métropole comme celle d'Osaka-Kôbe, tous les spectateurs parieraient comme les habitants d'une ville de province. Depuis la défaite, il ne restait plus guère aux Japonais que ce genre de chose. Si on leur donnait un prétexte quelconque pour parier, les gens viendraient tout seuls. Dans un stade de base-ball, au beau milieu des ruines, plusieurs dizaines de milliers de spectateurs pariant sur les taureaux, oui cela pouvait marcher. Le base-ball et le football commençaient à reprendre vie, mais il leur faudrait bien deux ou trois ans pour retrouver leur succès d'autrefois. Un combat de taureaux, c'était ce que réclamait l'époque. Organiser le premier combat de taureaux de la région représentait pour le journal une affaire loin d'être mauvaise. En fait, pour le Nouveau Soir d'Osaka, on n'aurait pu rêver mieux. »

Tsugami va donc mettre toute son énergie au service d'une entreprise pleine d'embûches et qui s'apparente à un défi quasi insensé. C'est cet acharnement que décrit Inoué, avec en contrepoint l'insidieuse déchirure d'une liaison amoureuse qui ne fut jamais une histoire d'amour, avec aussi dans les marges l'hébété, la faillite, la corruption d'un univers à l'abandon.

Sans emphase ni virtuosité apparente, l'écriture de ce court récit se révèle d'une prodigieuse efficacité. Il y a chez Inoué un pouvoir d'envoûtement que rien ne peut expliquer. C'est le mystère de la simplicité, du manque de dénuement appliqué au romanesque et qui, très vite, le transfigure.

ANDRÉ VETTER

\* COMBATS DE TAUREAUX, de Yasushi Inoué, traduit du japonais par Catherine Anselot, Stock, 185 p., 84 F. Le livre sera en librairie le 12 octobre.

(1) et (2) Stock.

## Une « modern girl » version nippone

Le fascinant portrait de Naomi par Junichirô Tanizaki.

« QUELLE immense jouissance il y aurait à posséder une âme jeune qui s'épanouit à peine ! », songe le narrateur en observant Naomi, quinze ans, serveuse au Café Diamant, à Tokyo. Nous sommes au début des années 20 et Naomi a pour elle, outre sa jeunesse, un look occidental. Elle incarne ce qui excède le plus les conservateurs japonais : la *modern girl*, scandaleuse, perverse, exhibitionniste, friande de jazz, de flirts et de cinéma américain, à l'opposé de la trop soumise, trop classique, femme japonaise.

Mais attention, on ne se méfierait jamais assez des Naomi : lorsqu'elle entre dans la vie du narrateur, célibataire aisé, ingénieur respecté et homme déjà mûr, il est d'abord séduit par son prénom (« il pourrait être occidental ») et par son corps, qui lui rappelle celui de l'actrice Mary Pickford. Peu importe qu'il ait recueilli la belle enfant dans les bas-fonds de Tokyo, il saura l'éduquer, la prendre en charge. Dans ses Mémoires, notre Pygmalion confesse qu'il souhaite observer son lent épanouissement « et après, pour peu que j'en fusse satisfait, l'épouser ». Dans un premier temps, il ne prétend à rien d'autre avec Naomi qu'à « jouer à la dinette dans une maison de poupée ».

Nous assistons donc, médusés, à l'éducation de Naomi. La jeune fille promet. Elle a de longues jambes fines et s'ébat dans l'eau comme les *bathing beauties* de Mack Sennett. Elle se laisse docilement laver par son protecteur, qui, jour après jour, enregistre dans un cahier les progrès de Galatée (il a donné à son journal intime le titre : *Epanouissement de Naomi*). En date du 5 novembre, il écrit : « Ce soir, nous avons étreint la baignoire. N'y étant pas habituée, Naomi glissait et dérapait dans l'eau, avec de grands éclats de rire. Comme je la traitais de « grand bébé », elle m'a appelé « papa ». Nous par-

tagions les plaisirs troubles de « papa » et nous attendions que l'émulatoire se produise. Cela ne tardera guère : après l'épanouissement, l'émancipation. « C'est très bien, note l'ingénieur, de donner à la femme qu'on aime confiance en elle, mais cela se retourne finalement contre vous : vous perdez la vôtre. Dès lors, il est exclu de



Une réputation d'esthète cynique... pouvoir vaincre aisément le sentiment qu'elle a de sa supériorité ; et c'est l'origine de catastrophes insoupçonnées. »

### Sensuelle et roublarde

Car maintenant Naomi a dix-huit ans : elle sait l'anglais et fréquente les danses des grands hôtels. Elle estime ne rien devoir à personne et part à la conquête du continent mâle avec la certitude riieuse qu'elle parviendra toujours à faire mordre la poussière à ses soupirants. Sensuelle et roublarde, elle n'a peur de rien et ne

cède pas au chantage affectif de « papa » : au terme du roman, elle consent à l'épouser, à la condition toutefois qu'il n'entrave pas sa liberté. Le brave homme, après en avoir bavé, observe avec philosophie que plus Naomi se montre inconstante et égoïste, plus il la trouve adorable. Et puis, quand on a perdu confiance en soi, c'est sans remède...

« Ici, conclut-il, prend fin la chronique de notre vie conjugale. Si la lecture vous en a paru aberrante, riez-en ; si vous l'avez trouvée instructive, voyez-y, s'il vous plaît, un exemple salutaire. Pour moi, follement épris de Naomi, peu m'importe la façon dont vous me jugerez. »

Cette version nippone de la *Femme et le Pantin* parut à Tokyo en 1924. C'était le premier grand roman de Junichirô Tanizaki (1886-1965). Jusqu'alors, il avait traduit Oscar Wilde, écrit sur le cinéma et publié dans des revues d'avant-garde des textes qui lui valurent la réputation, flatteuse à ses yeux, d'esthète cynique, d'imposeur et de charlatan. On ne lui pardonna pas cet « amour insensé », cette fascination masochiste pour une *modern girl* qui incarnait tous les vices, mais aussi toutes les tentations de l'Occident le plus frelaté. Après Naomi, les héroïnes japonaises prirent un coup de vieux. Mené à un rythme endiablé, avec une bonne dose de cruauté et d'ironie, ce roman bouscule les conventions, comme le fit d'ailleurs Tanizaki lui-même, quelques années plus tard, en ôdant son épouse à l'un de ses plus proches amis, et en annonçant son divorce et le remariage de sa femme dans un *fait-part* signé des trois noms.

ROLAND JACCARD. \* UN AMOUR INSENSÉ, de Junichirô Tanizaki, traduit du japonais par Marc Mécrin, préface d'Alberto Moravia, Gallimard, 263 p., 90 F.

\* SYASTIKA, un autre roman de Tanizaki, vient d'être réédité dans la collection « Folio », chez Gallimard. Traduction de René de Cocquyt et Ryôji Nakamura.

## Les dévoilements de Donald Richie

Deux livres — parus seulement en anglais — de l'un des plus fins connaisseurs du Japon.

SEUL le talent de l'écriture possède cette vertu : faire surgir de petits faits, d'anecdotes, de rencontres fortuites, bref d'un inopiné qui soudain devient évidence, quelques vérités sur des êtres, des situations, des comportements. C'est ce à quoi réussit à merveille Donald Richie, qui vient de publier deux livres. *A Lateral View: Essays on Contemporary Japan*, et *Different People: Portraits of Some Japanese*, plus révélateurs de la société japonaise contemporaine que bien des analyses péremptives d'un supposé « caractère national ». Richie a le mérite de saisir ce qui leur fait défaut : l'ambivalence de la réalité.

Donald Richie est sans doute l'un des plus fins connaisseurs du Japon. Ni en sociologue, ni en économiste : en amateur. Il ne fait d'ailleurs pas profession de cette connaissance : c'est d'abord un grand critique de cinéma, auteur d'ouvrages devenus des classiques (sur Oz, traduit en français, ou Kurosawa). Il a également écrit des nouvelles et il vit au Japon depuis une quarantaine d'années. Il ne prétend pas à l'objectivité et encore moins à expliquer les « Japonais », cette entité nébuleuse (comme d'ailleurs les Français ou les Américains) si complaisants aux clichés.

« Some Japanese » (*Certains Japonais*), ce sont d'abord des individus. Quarante-huit portraits de célébrités comme d'inconnus que Richie a fréquentés. Les uns ne sont pas moins attachants que

les autres. Richie ayant le don d'écarter furtivement le voile derrière lequel se dissimule le personnage social. Mishima qui s'étudie dans un miroir tout en offrant à l'auteur un adolescent ; Oshima, le metteur en scène de *l'Empire des sens*, ivre à un séminaire qui lui était consacré ; Kurosawa en patriarche vindicatif, ou Kawabata, qui « de la tristesse connaît le tréfonds et pourtant ne se souvient même pas de ce qu'il a éprouvé en contemplant Tokyo détruit au lendemain de la guerre », sont quelques-unes des figures célèbres, souvent des intimes, dont Richie laisse entrevoir l'individualité derrière le masque — la sympathie n'éparquant pas la goutte d'acide.

Sans doute l'auteur manifeste-t-il plus d'attrait pour les inconnus, ces hommes et ces femmes anonymes qui se « coltinent » la vie, partage entre le haïssement d'épaulés du fatalisme ou celui du rebelle. Il excelle à les décrire, esquissant un univers sans jamais faire d'une histoire singulière un « cas » sociologique. Dans ces courts récits, qui ont parfois la résonance et la saveur de la nouvelle, Richie laisse filtrer un peu plus de lui-même. D'abord, ce qui est peut-être à l'origine de son attirance pour ce pays : un sens de l'immanence, de l'instant, un fatalisme mélancolique qui affleure par exemple dans les films d'Ozu.

Du garçon de courses qui meurt d'amour, du petit gangster humilié, ou du gigolo qui travaille dans un bar pour femmes mûres,

an journalier de cette cité du non-retour qu'est le quartier de Sanya à Tokyo en passant par la jeune femme du barbière qui un jour s'évaporera dans la ville, ou par le vieil homme solitaire, même dans son dernier souffle, Richie nous fait entrevoir des mondes : de bas-fonds, de l'humiliation, de la tyrannie des médiocres, de l'homme qui piole ou de celui qui refuse. Il sait aussi nous faire partager des coups de cœur et ces sourires embués de gravité qui masquent parfois les larmes.

### Le réel et l'entenable

*A Lateral View* est un recueil de petits textes fugitifs, éparpillés dans différentes publications au cours de ce dernier quart de siècle. En apparence légers, ils révèlent en réalité une profonde intimité avec la culture japonaise (avec des modes de vie, une conception du rapport aux autres). Porté par le plaisir de lire et aiguillonné par un sens de l'observation au scalpel toujours un peu d'humour, le lecteur voit s'organiser des cohérences. Richie ne nous révèle aucun « mystère » nippon. Il convie simplement à voir : par exemple, comment « lire » la mode ou déchiffrer le langage des gestes.

De trois esquisses de Tokyo, cités de l'impermanence, à un brillant essai, évocateur mais en rien académique, sur le *mô*, en passant par un article sur le théâtre d'avant-garde ou un autre sur

l'éroduction (cinéma pornographique), Richie opère par touches, cherchant à faire partager ses impressions, ce qu'il croit comprendre, et surtout à faire sentir qu'au Japon l'apparence est tout, que le réel ne déborde jamais l'apparence. A propos d'Ozu, Richie écrit : « En respectant la surface des apparences de la vie, il parvient à suggérer la profondeur au-delà de cette surface. » Richie fait de même, tombant rarement dans le piège de la généralisation mais n'évitant pas toujours celui de l'apophorisme.

La lecture de Richie offre deux plaisirs : celui d'un style incisif, économe de mots, qui sait pointer les détails et mobiliser les images. Le second tient à ce dessillement des yeux qu'elle nous procure. L'auteur n'a rien à prouver : c'est un flâneur, il butine et il nous suggère de regarder certains traits du Japon contemporain. Sa vision est personnelle. Mais parce qu'elle est intelligente, sensible, faite de rémanences et d'intuitions, et surtout nourrie d'une grande connaissance d'une histoire et d'une culture, elle évite deux travers : la superficialité ou l'idiosyncrasie brillante dont le Japon n'est plus que le prétexte.

PHILIPPE FONS.

\* A LATERAL VIEW: ESSAYS ON CONTEMPORARY JAPAN, by Donald Richie, The Japan Times ed. Tokyo, 288 p.

\* DIFFERENT PEOPLE, PICTURES OF SOME JAPANESE, Kodansha International, Tokyo and New-York, 284 p.

## Mère grecque, père irlandais, nationalité japonaise

NÉ en Grèce d'une mère grecque et d'un père irlandais, Lafcadio Hearn (1850-1904) passa la majeure partie de son enfance au Pays de Galles où il reçut une éducation sévère. Ensuite, un séjour dans un collège de jésuites en France acheva de le détourner à jamais d'un catholicisme dont il avait éprouvé toutes les rigueurs. A l'âge de seize ans, il quitta sa famille et connut, tant à Londres qu'à New-York, une existence misérable. La littérature le sauva alors de la grisaille.

Traducteur en anglais de Flaubert, Maupassant, Anatole France et Théophile Gautier, Lafcadio Hearn s'intéressait aussi bien aux légendes de Chine qu'à celles des Antilles françaises. En 1890, enfin, il s'installa au Japon et y découvrit un pays à la mesure de ses rêves.

Avant épousé une jeune fille de famille samouraï, il s'identifia tellement à son pays d'adoption qu'il obtint la nationalité japonaise et prit le nom de Koizumi Yakumo. Grâce à sa femme qui lui confiait des légendes et histoires des temps anciens, il allait devenir l'un des « gri-fiers » de la mémoire japonaise.

### Autres parutions

• La collection Folio-Gallimard reprend le roman de Seishi Yokomizo : *la Hache, le Koto et le Chrysanthème*. L'auteur est considéré comme le Simonon japonais. Traduction de Vincent Gavaggio.

• Fayard publie la traduction de la monumentale *Histoire du Japon*.

Kwaider, aujourd'hui traduit en français, est l'un des nombreux ouvrages que Lafcadio Hearn consacra au Japon. Seize histoires « étranges » et trois études sur des insectes composent ce recueil qui fascina plus d'un lecteur tant les hommes y paraissent dérivés de la « dictature » du temps. Dans le Japon idéalisé de cet écrivain, la mort n'est qu'un passage plus ou moins secret, un travestissement du sommeil ou de l'absence.

Ainsi, à Hôrai, un palais en forme d'île à l'écart du monde, les habitants ne connaissent ni la maladie ni la douleur et l'hiver n'existe pas. Aussi, lorsque les deux infirmes des chagrins à un être, celui-ci se voile la face jusqu'à ce que la tristesse l'ait abandonné. Comme l'un de ses personnages, Lafcadio Hearn était un « hôte de nuage et d'eau », un passant qui avait « le sentiment de sa propre inséabilité ».

P. DRI.

\* KWADIAN, de Lafcadio Hearn, traduit de l'anglais par Sabine Boulogne et Jacqueline Lavigne, présenté par Denise Barham, Ed. Millewa, 170 p., 76 F.

de l'historien anglais George Sanson (1883-1965). Cette longue chronique du Japon d'autrefois s'étend des origines à 1867, date des débuts du Japon moderne. Elle passe pour un classique de la « japonologie ». Traduction d'Eric Diacon, 1.020 p., 390 F.



## Communication

La grève de l'audiovisuel public perturbe la diffusion des chaînes privées

### Le collège des employeurs a présenté ses « ultimes propositions »

La grève a touché jeudi 29 septembre l'ensemble des sociétés publiques de l'audiovisuel (sauf RFO). Après des assemblées générales le matin à Antenne 2 ou à la Maison de la radio (pour FR 3, Radio-France, RFI, et les personnels de l'INA et de la SFP qui y travaillent), une manifestation devait se dérouler à

15 heures à Paris. La paralysie s'est étendue aux écrans privés. A TF1, une partie du personnel devait observer une grève à partir de 11 h 30.

Mais c'est la grève de Télédiffusion de France, la société à capitaux publics qui diffuse

toutes les chaînes de télévision, qui a le plus de conséquences pour les téléspectateurs. Elle a notamment empêché, jusqu'à 6 heures du matin, TF1 de diffuser en direct les épreuves des Jeux olympiques. Et elle a perturbé la diffusion de l'ensemble des chaînes, publiques et privées. Dans la matinée, aucune chaîne n'avait

diffusé dans le Nord, la Picardie, la région rouennaise, les Savoies, Rhône-Alpes, l'Anvergne, tout le Sud-Est. La situation était presque normale ailleurs — avec quelques coupures dans la nuit dans le Sud-Ouest — mais pouvait évoluer dans la journée en fonction des effectifs

Après une nuit de négociations et une lettre de M<sup>me</sup> Catherine Tasca, les organisations syndicales devaient se réunir jeudi 29 septembre et faire part aux personnels des différentes sociétés en grève des dernières propositions du collège des employeurs et du gouvernement. Des propositions présentées comme les « ultimes concessions possibles » par M. Xavier Guayou-Beauchamps, président de ce collège, et qui concernent essentiellement des nouveautés sur le plan de l'emploi et des rémunérations.

C'est sur l'emploi que les concessions sont les plus importantes. Le principe d'une étude sur le mode de

détermination des effectifs dans les différentes sociétés publiques, est en effet acquis. Effectifs qui, jusqu'à présent, étaient fixés par les autorités de tutelle, société par société. Un « missionnaire » devait être prochainement désigné pour faire des recommandations sur de nouvelles méthodes plus appropriées à l'environnement concurrentiel dans lequel se trouvent placées les chaînes. En attendant, les entreprises se verront appliquer les suppressions d'emplois initialement prévues par le budget pour 1989. Une concession rendue possible grâce au feu vert bienveillant de la tutelle.

Sur le plan des salaires, en revanche, l'avancée est nettement moins

bonne. Le gouvernement se refuse toujours à toute mesure d'ordre général et de rattrapage du pouvoir d'achat revendiqué par l'ensemble des syndicats, et de façon plus virulente par la CGT. Outre l'avancée de 1 % des salaires prévue pour le 1<sup>er</sup> novembre, le personnel se voit proposer une amélioration de sa prime de fin d'année. Fixée à l'origine à 7 175 F pour tous les personnels administratifs et techniques, elle sera portée à 9 200 F pour les plus bas salaires (5 600 F) et à 7 600 F pour les salaires compris entre 9 100 et 9 600 F. Une mesure dont devraient bénéficier 38 % des effectifs. D'autre part, des engagements ont

été pris sur la révision et l'aménagement de certaines grilles salariales concernant les personnels administratifs.

En ce qui concerne les journalistes, le collège des employeurs s'est engagé — sur un calendrier déterminé — à réduire la disparité de salaire constatée entre les différentes sociétés (voir tableau ci-contre). Une enveloppe de 1 million de francs à partager entre FR 3, Radio-France, Radio-France-International et RFO, devrait permettre d'aller dans ce sens. Les organisations syndicales tiennent en effet beaucoup à effacer ces inégalités. Elles redoutent l'adoption de mesures séparées en faveur des jour-

nalistes d'Antenne 2, lesquels avaient déjà obtenu de leur direction quelques satisfactions. La fédération SNJ de l'audiovisuel n'a-t-elle pas déjà accusé les employeurs de « jouer les 231 journalistes d'Antenne 2 » contre leurs 1 366 confrères des autres sociétés ?

A ces mesures, vient s'ajouter l'offre de concertation faite par le gouvernement, sur l'avenir du service public. Une concertation que M<sup>me</sup> Tasca souhaite ouvrir « dans les meilleurs délais » et dont elle souhaite pouvoir fixer rapidement les modalités en tenant compte des suggestions éventuelles « des orga-

nisations syndicales. Un signe de bonne volonté traduit par la lettre adressée mercredi soir à tous les syndicats et qui dément les rumeurs circulant sur la volonté gouvernementale de laisser « pourrir » le conflit.

Est-ce à dire qu'à l'issue de la vaste journée de grève de ce jeudi, le climat pourrait s'apaiser ? Aucun responsable syndical ne se risque à la moindre prévision. Les différentes organisations syndicales divergent dans leurs appréciations sur les offres qui leur sont faites, la CPDT adoptant un profil nettement plus modéré face à une CGT aux revendications fréquemment décrites comme « maximalistes ».

ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY.

Rémunération mensuelle des journalistes dans les différentes sociétés publiques

	de 10 000 F à 12 000 F	de 12 000 F à 13 500 F	de 13 500 F à 15 000 F	de 15 000 F à 16 500 F	de 16 500 F à 18 000 F
A2	0,8	7	18	48	23
FR3	7	37	24	22	8
Radio-France	20	41	16	13	8
RFI	16	40	17	15	8
RFO	11	38	19	23	5

M<sup>me</sup> Françoise Giroud souhaite une rupture entre l'Etat et la communication. — Dans un entretien publié par le quotidien *Libération* du 28 septembre, M<sup>me</sup> Françoise Giroud, ancien ministre de la culture, estime « étrange que le gouvernement ait encore à intervenir en ce qui concerne la publicité, la réclame et le cinéma à la télévision ». Elle souhaite une rupture entre l'Etat et la communication, après qu'ont été octroyées « des responsabilités assez vastes » au Haut Conseil, qui devrait seul définir la mission d'un service public.

M<sup>me</sup> Giroud, qui faisait partie du comité d'experts chargé de réfléchir à ce Haut Conseil, ne comprendrait pas que le président de la République refuse d'en discuter la composition avec le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. M<sup>me</sup> Giroud juge que « FR3 est un échec sanglant », « une chaîne sous perfusion, un boulet dont les gouvernements n'ont pas su se débarrasser ». Quant à la Cinq, « sous sa forme actuelle, cette chaîne court à la faillite », et il y aura « un crash » car « la situation est intenable ».

#### Fronde dans les stations d'outre-mer

### Les syndicats de RFO écrivent au président de la République

A l'appel de leurs syndicats, les personnels de Radio-France outre-mer font grève vendredi 30 septembre. Pour protester contre les disparités salariales, bien sûr, par solidarité avec leurs homologues des chaînes publiques métropolitaines, certes, mais surtout pour revendiquer une identité et des missions claires, et demander une télévision « au service de l'outre-mer ». Les syndicats de la chaîne ont écrit le 26 septembre au président de la République, qui avait traité leur station de « Radio-Pinocchio » avant sa réfection et mis vigoureusement en cause la direction de RFO.

Les personnels de « Radio-Pinocchio », ainsi avec-vous surnommé RFO, en appellent à celui que leur société a particulièrement

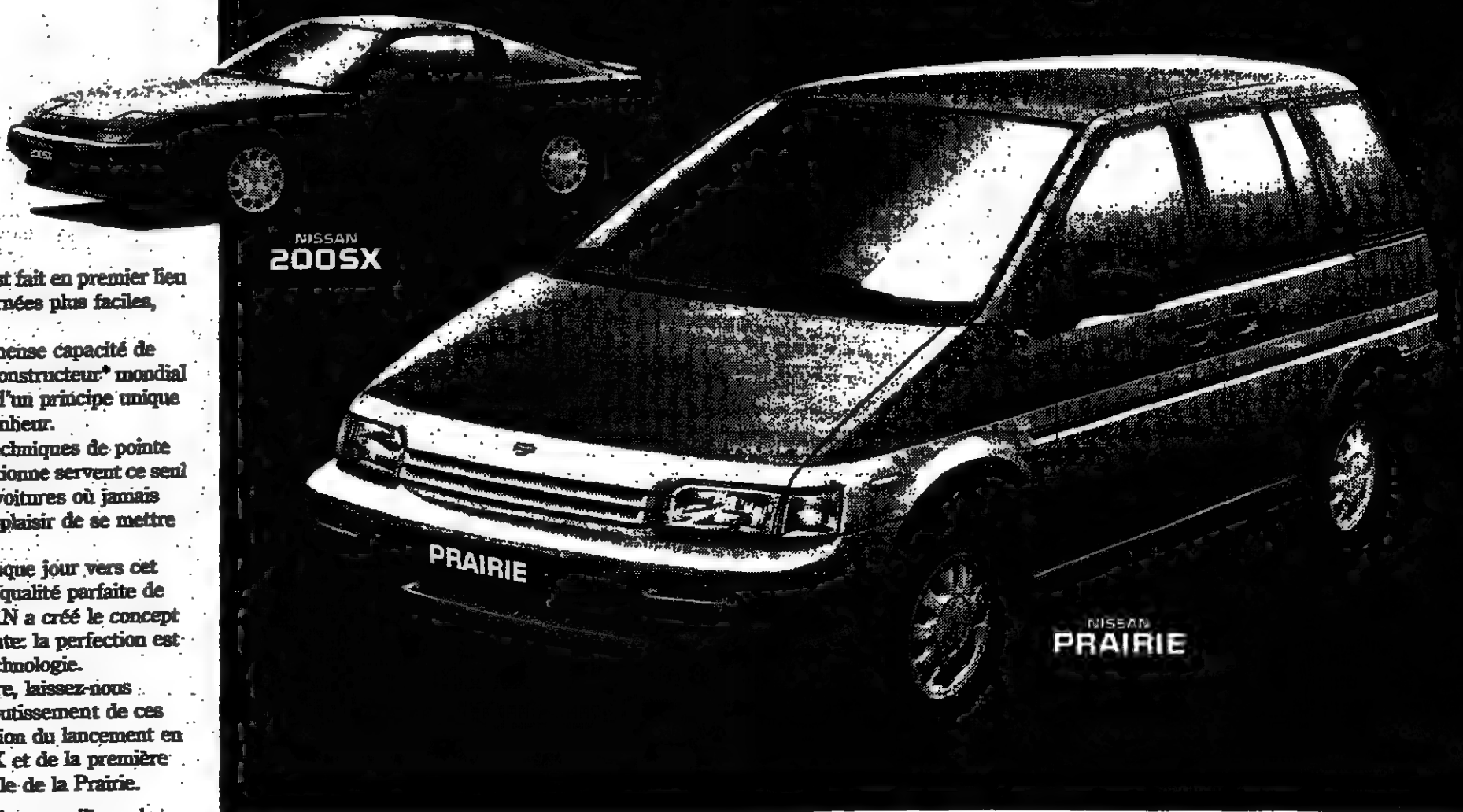
offensé. « Humiliés, ces personnels l'ont été, à la hauteur de votre offense. Injustes, ils l'étaient déjà à la création, souhaitée par eux, de leur société en 1982 : le maintien d'un encadrement issu des « réseaux

parallèles » laissait mal augurer de la décentralisation annoncée dans la nouvelle loi. Révoltés, ils se sont dévoués en 1986, à l'arrivée des « coupeurs de tête » représentants de l'Etat-parti. Désabusés, ils le sont aujourd'hui à la lecture d'un projet de budget qui reprend à son compte les objectifs et les lacunes des budgets précédents : négation de l'identité des populations d'outre-mer (pas de production locale) et omnipotence du siège parisien (maintien de la fabrication à Paris

des journaux nationaux et internationaux). En vous apportant massivement leurs suffrages, les populations d'outre-mer ont approuvé votre projet politique, mais, également, ont avalisé les critiques que vous formulez à l'égard de RFO.

La création prochaine d'un Haut Conseil de l'audiovisuel et le remplacement nécessaire d'un président qui a failli à sa mission ne sauraient justifier que l'avenir de cette société se réduise à un seul problème d'homme. Il est temps que soient assignés à cette société des objectifs clairs et des moyens adaptés pour offrir aux téléspectateurs d'outre-mer la télévision qu'ils méritent, dans le plus grand respect de leurs cultures et du pluralisme.

## Quand la technologie dit "Vive la Vie"! C'est NISSAN.



Une automobile, c'est fait en premier lieu pour rendre vos journées plus faciles, plus heureuses. Voilà pourquoi l'immense capacité de recherche du 4<sup>ème</sup> constructeur mondial est orientée autour d'un principe unique et tout simple: le bonheur. Les innombrables techniques de pointe que NISSAN perfectionne servent ce seul but: construire des voitures où jamais ne s'altère l'intense plaisir de se mettre au volant. NISSAN avance chaque jour vers cet idéal. Au-delà de la qualité parfaite de ses modèles, NISSAN a créé le concept de voiture accueillante: la perfection est la politesse de la technologie. Pour vous convaincre, laissez-nous vous présenter l'aboutissement de ces recherches à l'occasion du lancement en France de la 200 SX et de la première présentation mondiale de la Prairie. Entrez dans le monde merveilleux de la technologie NISSAN.

DECOUVREZ LE BONHEUR DE CONDUIRE

\*Nombre de véhicules fabriqués de janvier à décembre 1987



**ENEZ VOIR NISSAN AU SALON DE PARIS**  
RICHARD-NISSAN R.P. 123, TRAPPES CEDEX 78194 TEL.: (1) 30 69 25 00

هكذا من الأصل



# Associations

## Roger Bambuck dans la course à l'emploi

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a décidé de placer la vie associative parmi ses priorités. Il n'envisage pas un bouleversement mais plutôt un aménagement des structures existantes pour faciliter le dialogue entre l'Etat et les associations et aider ces dernières à mieux organiser leur gestion.

L'HEURE serait-elle à une reconnaissance de l'importance de la vie associative ? Avant de partir pour les Jeux olympiques à Séoul, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, a tenu à souligner publiquement qu'il n'entendait pas favoriser une de ses fonctions au détriment des autres et qu'il s'occupera, certes des sports, mais aussi de la jeunesse et plus particulièrement de la vie associative. Une preuve ? La vie associative figure en deuxième position parmi les quatre préoccupations prioritaires qu'il s'est données pour 1989.

Qu'on ne rêve pas cependant. La rigueur continue, il n'est toujours pas question que la manne de l'Etat se répande et, la décentralisation n'étant pas en place, l'essentiel des aides publiques aux associations continuera de passer par les instances départementales ou locales.

Cela n'empêche tout de même pas le secrétaire d'Etat, auquel sont rattachés un grand nombre d'associations, de demander pour 1989 une augmentation de son budget : 4,02 % pour la globalité et 8,22 % pour la jeunesse et la vie associative. De même, il prévoit de créer des nouveaux postes FONJEP (postes d'animateurs financés par les ministères).

Ce n'est pas une révolution que le ministre propose mais un réajustement, une amélioration des structures existantes et la clarification, l'assouplissement de certaines formalités administratives pour faciliter la vie associative.

« Les associations tiennent une place irremplaçable dans l'animation, du corps social, estime M. Bambuck. Grâce à elles, on

peut espérer revitaliser l'éducation populaire, notion en apparence désuète mais correspondant à un besoin toujours profond, car, à l'aube d'un nouveau siècle, c'est de cohésion sociale et de dynamisme qu'un pays moderne a le plus besoin, et les jeunes comme les associations doivent en être le ferment. »

Facteur d'amélioration des cadres de vie, d'innovation dans les champs sociaux éducatifs et culturels, l'association aux yeux du ministre est aussi « une école de responsabilité, un lieu de préparation à l'exercice de la citoyenneté et un instrument privilégié de solidarité et de reconstruction du tissu social ».

Trois axes ont été retenus pour les actions à venir : améliorer le dialogue avec les pouvoirs publics, permettre aux associations d'assurer la dimension économique de leur rôle social et préparer les associations à vivre l'Europe.

### Le dialogue

L'amélioration du dialogue avec les pouvoirs publics passe, estime-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, par une clarification des règles du jeu sur les modes de financement. Comme ses prédécesseurs, M. Bambuck ne souhaite pas que les aides deviennent des rentes de situation mais comprend, d'un autre côté, les préoccupations des associations dont les actions ne peuvent se mener qu'à moyen terme et qui redoutent l'insécurité des contrats annuels. Son choix se porte sur « une politique de convention qui définit des objectifs communs à moyen terme et se concrétise sur des projets d'action précis évalués régulièrement ». Une circulaire qui devrait être publiée prochainement fixera ces conventions à un an avec une double reconductibilité et la possibilité d'obtenir une négociation pour les actions un peu plus longues.

Afin de mieux assurer les échanges entre les pouvoirs

publics et les milieux associatifs le secrétaire d'Etat propose de revoir certains organismes existants déjà. C'est le cas notamment du Conseil national de la vie associative (CNVA), dont il demande de « faire le bilan de six années de fonctionnement et de s'interroger tant sur sa nature que sur son rôle ». Une étude qui devrait être faite d'ici à mars 1989, date de renouvellement de son second mandat. Créé en 1983

de réformer le Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse (CNEPJ) et cela toujours dans un souci de meilleure représentativité et de souplesse de fonctionnement. Créé le 29 janvier 1986, le CNEPJ a succédé au Haut Comité du loisir social, de l'éducation de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports.

C'est avant tout un organe



par M. Pierre Mauroy, le CNVA devait être « l'outil de la promotion et la structure d'un dialogue permanent entre la puissance publique et les représentants du mouvement associatif, saisi dans son pluralisme et sa diversité ».

Il a reçu pour mission d'établir un bilan annuel de la vie associative ; de faire toutes propositions de réformes susceptibles d'améliorer la vie associative et de conduire des études utiles à son développement.

### La dimension économique

Composé à l'origine de cinquante-neuf représentants d'associations, il en compte soixante-deux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Tous sont nommés par le premier ministre sur désignation des ministères concernés. En fait, depuis sa création, le CNVA n'a pas su réellement faire la preuve de son efficacité et se trouve au centre d'une polémique, notamment au sujet de sa représentativité. Les associations déplorent surtout son manque de moyens, l'absence d'interlocuteur du côté du gouvernement, qui pourrait mettre en place une association interministérielle sur les problèmes généraux de la vie associative, et aussi l'impossibilité d'établir une véritable concertation avec les pouvoirs publics.

Pour ce qui est de sa compétence directe, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports prévoit

de réformer la commission des agréments et une section permanente saisie des dossiers des personnes responsables en centres de vacances ayant porté atteinte à la sécurité matérielle et morale des mineurs.

Enfin, l'Institut national de la jeunesse, qui a succédé le 24 décembre 1987 à l'Institut national de l'éducation populaire de Marly-le-Roi, va être doté d'un conseil d'orientation qui fera une large place au secteur associatif.

Si le bénévolat doit conserver une place importante dans les associations il ne faut pas non plus, estime le ministre, négliger le fait que celles-ci s'appuient de plus en plus sur des permanents salariés. Sans compter que l'association peut être créatrice d'emplois, ce qui n'est pas négligeable en période de chômage. Or « la législation fiscale et les conditions de son application ne paraissent pas toujours adaptées aux caractéristiques des activités associatives ». Le secrétariat d'Etat suggère notamment de prendre en compte le caractère particulier des associations dans le calcul des prélèvements sociaux afin que ces dernières associations ne soient pas défavorisées par rapport à une entreprise classique. « L'ensemble des problèmes posés aux associations par les prélèvements obligatoires et leur évolution méritent une analyse approfondie ». A plus court terme, M. Bambuck se propose d'aider au développement des outils et des méthodes de gestion, un des talons d'Achille des responsables d'associations.

Dans cette optique, une banque de données sur la vie associative va être mise en place progressivement à l'INJ. Un effort devrait également être fourni par le Fonds de développement de la vie associative pour la formation des cadres, bénévoles et professionnels, ainsi que par les services du secrétariat pour la formation des formateurs.

### L'Europe

« Il importe sans tarder de définir le cadre d'une coopération entre les pouvoirs publics et les associations pour faire face aux évolutions que ne manquera pas de susciter l'entrée en application de mesures prévues par l'Acte unique européen », estime M. Bambuck. Répondant tout de suite à l'inquiétude de nombreux responsables d'associations et à leurs demandes d'informations sur ce qui se passe dans les pays voisins, il propose de centraliser et de systématiser la recherche sur les législations et les réalités de la vie associative dans les pays européens.

Enfin, il souligne la nécessité de mettre en contact les réseaux associatifs afin de développer les échanges comme cela se fait déjà pour les jeunes.

« L'Etat ne peut pas être omniprésent, explique-t-on au ministère. Les associations en revanche peuvent stimuler certaines actions avec efficacité et générosité. Elles forment un réseau de créativité qu'il faut aider à se développer de façon autonome. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### JURIS ASSOCIATIONS

LA REVUE D'ACTUALITÉ JURIDIQUE ET PRATIQUE AU SERVICE DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

7 numéros par an dont un numéro spécial

ABONNEMENT 295 F par an

par courrier à : JURIS ASSOCIATIONS 12, quai A.-Lecœur 69001 Lyon

tél. : 78-27-00-38 ou par télécopie 78-27-00-39

### LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS

## FORUM 88

LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS

16/17/18 NOVEMBRE 1988 EXPOSITIONS

PORTES DE VERSAILLES

PARIS - HALL 8

CONFÉRENCES

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : CAPRIC, 38, rue de Colbe, 75006 PARIS. Tél. 42-35-41-38. Téléc. 448701

## fonda

Participez avec la fonda et son comité Rhône-Alpes, au colloque

l'association, un défi aux exclusions ? Bourg-en-Bresse, 19 novembre 1988

pour découvrir des initiatives locales d'insertion, se rencontrer, échanger... pour agir !

fonda fondation pour la vie associative 18, rue de Varenne 75007 Paris tél (1) 45.49.06.58

**ASSOCIC SERVICES**  
LE RÉSEAU MULTISERVICES DES ASSOCIATIONS  
LA RÉPONSE DE PROFESSIONNELS DE LA LOI 1901 A TOUS LES PROBLÈMES QUE RENCONTRENT LES ASSOCIATIONS SUR LE PLAN JURIDIQUE, FISCAL, EN MATIÈRE DE DROIT SOCIAL, COMPTABILITÉ OU COMMUNICATION.

**ASSOCIC SERVICES ÉVÉNEMENTS**  
Le Grand Prix du Rapport Annuel des Associations et Fondations sera remis dans le cadre du Forum National des Services aux associations, le 17 novembre prochain.

Renseignements, participation, contactez-nous.  
**Associc Services**  
Tél : 16 (1) 42-82-06-02  
Président Jean GATEL

**INFORMATIQUE ASSOCIATIONS**

SPH ORGANICO INFORMATIQUE  
78 - 78 rue d'Hotelpod 75019 Paris  
Tél 42.06.56.80.

Étiquettes routes, Développement, logiciels, bases de données, formation, maintenance, assistance, tous les problèmes du marché, toutes les solutions à vos besoins.

**LIGA**  
Gestion adhésifs, abonnements, mailing, convocations, statistiques...

**DIXI**  
Dépouillement d'emplois

**PAO**  
Composition, mise en page, mise en couleur, coût et en un temps record

Répondre agréé Bull

**ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES LA PRESSE DU SECTEUR SOCIAL**

Informations sociales - Documentation juridique - Petites annonces - Publicité

Abonnement 48 n° - 250 F/an

**A.S.H.** 14, bd Montmartre 75009 Paris. Tél : (1) 47-70-84-59

**Les Trophées de l'Initiative.**  
600 000 F de prix remis par le Crédit Coopératif.

1938-1988. A l'occasion du cinquantenaire du Crédit Coopératif, et de la 9<sup>ème</sup> Rencontre Nationale de ses sociétaires, le jeudi 29 septembre 1988, à la Cité des Sciences et de l'Industrie, à la Villette, seront décernés les prix qui encouragent les initiatives innovatrices les plus remarquables de l'Economie Sociale.

1<sup>er</sup> Prix à l'Association Newton 406 qui a construit à Puimichel (Haute-Provence) un observatoire complet avec le plus grand télescope d'Europe destiné aux amateurs. Elle a ainsi inventé une nouvelle activité économique : « le tourisme astronomique ».

2<sup>ème</sup> Prix à la Société de Mobiliers Télématiques, une PMI qui a créé un nouveau mode de communication dans les espaces publics en inventant le « Kiosque Télématique Interactif », adaptable à tous les types d'environnement.

3<sup>ème</sup> Prix à l'Association Tibériade qui a récemment créé un type de service unique en France : un centre d'accueil de jour, destiné à l'aide et au réconfort des malades atteints du Sida.

Ces trois lauréats illustrent bien le caractère concret, innovateur et humain que le Crédit Coopératif entend récompenser.

Pour la première fois, et à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du Crédit Coopératif, ces prix seront accompagnés d'un Trophée, œuvre du sculpteur Mazi Négréau.

**Crédit Coopératif. Entreprendre Ensemble.**  
Parc de La Défense, 33 rue des Trois-Frères. BP 211. 92002 Nanterre cedex. Sur minitel : "Crédit Coopératif magazine". 3614 COOPA.

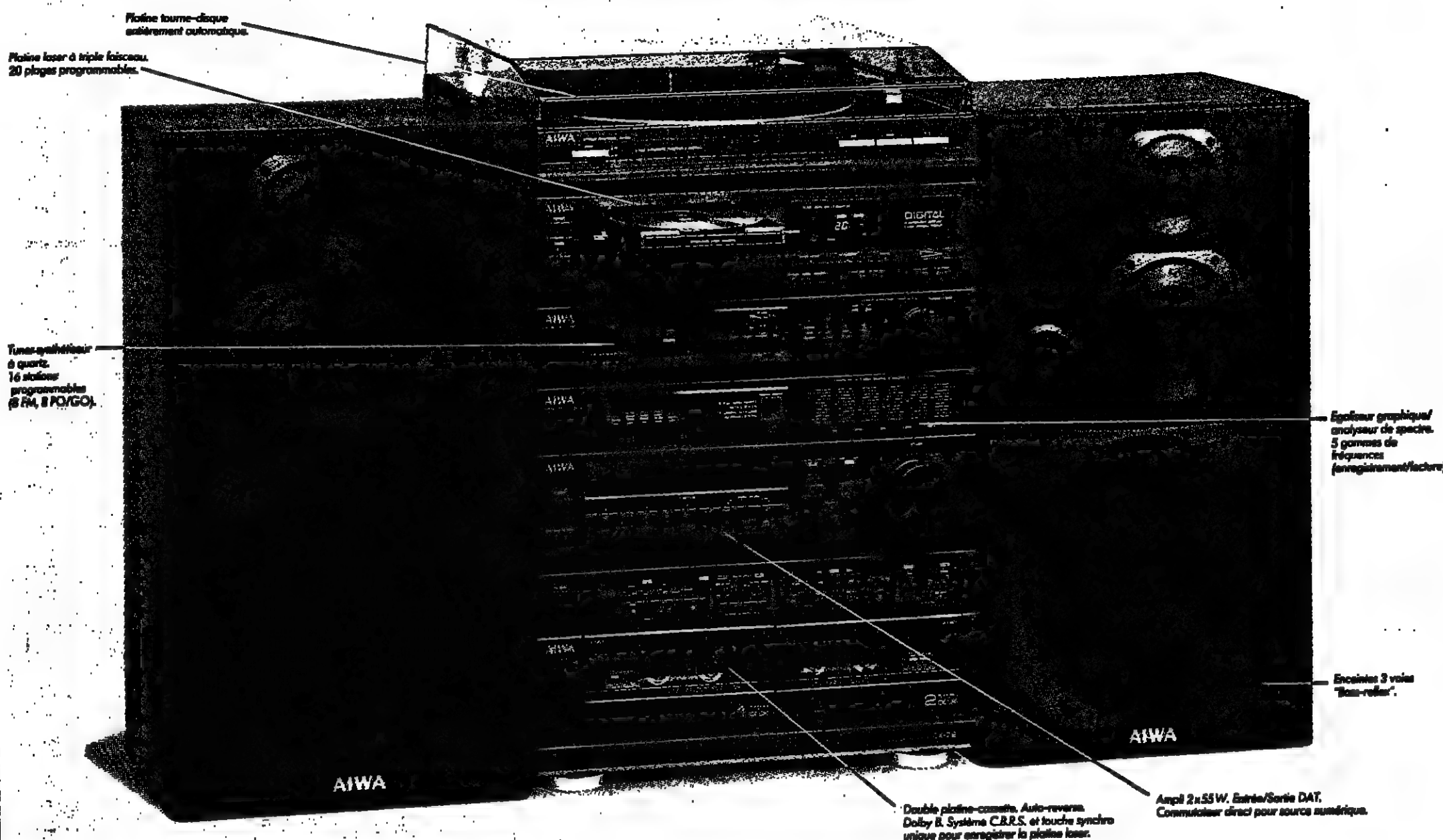
7.99

Ma

X-7  
que de  
musique  
idéale  
que de  
cosmétique  
et de  
Dimitri  
x35  
Voilà  
l'art  
à l'œuvre



# - "7.990 F\*. Avec platine laser et télécommande. et télécommande. Et c'est une Aiwa?"



## - "Mais oui : c'est la X-78 Aiwa!"



Commande à distance de toutes les fonctions de la chaîne.

**X-78** : l'interprète unique de toutes vos sources musicales. Reproduction sonore idéale - à partir du tuner, d'un disque compact ou microsillon, ou d'une cassette - grâce à son égaliseur graphique et à ses enceintes ultra-performantes. Dimensions hors enceintes : 36 (L) x 55,7 (H) x 35 (P) cm. Voici les 4 autres chaînes AIWA avec platine laser, égaliseur graphique, tuner-synthétiseur à quartz et double platine-cassette Dolby.

**VX-C27** : superbe façade miroir, 2x25 W., auto-reverse, Dolby B/C, circuit et enceintes AFBS, commande à distance intégrale, 14.990 F\*.  
**V-770 Mk II** : 2 x 40 W., auto-reverse, platine tourne-disque entièrement automatique, enceintes "Bass-reflex", commande à distance, 6.990 F\*.  
**X-55** : 2 x 20 W., enceintes "Bass-reflex", 4.990 F\*.  
**X-44** : 2 x 12 W., enceintes "Bass-reflex", 4.490 F\*.

\* Prix public généralement pratiqué

**AIWA®**  
le miracle japonais

AIWA FRANCE S.A. : 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 46 04 81 90

**FORUM 8**

**fonda**

Participez avec la fonda et son comité Rhône-Alpes, au colloque

l'association, un défi aux excursions?  
Bourg-en-Bresse,  
10 novembre 1988

pour découvrir des initiatives locales d'insertion, se rencontrer, échanger - pour agir!

هكذا من الأصل



# Culture

## CINÉMA

« Hôtel Terminus », de Marcel Ophüls

### L'intransigeance et la colère

Après le *Chagrin et la Pitié*, chronique de Clermont-Ferrand, ville française, sous l'occupation allemande, après *Souvenirs de justice*, chronique des crimes de guerre nazis et du procès de Nuremberg, Marcel Ophüls a poursuivi son exploration de la mémoire individuelle et collective.

Mais son *Hôtel Terminus* est le portrait d'un homme et, si la méthode d'investigation reste la même (documents d'époque, interviews, souvenirs), le « documentaire » se noue dans un récit cinématographique où se combinent les procédés narratifs d'Orson Welles dans *Citizen Kane* et *Monsieur Arkadin*.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de mise en scène de la réalité. Tel les personnages de fiction d'Orson Welles, Klaus Barbie a masqué le secret de sa personnalité (l'Allemand bien tranquille devenu un bourreau nazi) et brouillé les pistes de son ignoble passé, après la guerre, dans son exil, depuis son arrestation. Et si Marcel Ophüls — dont il est temps de dire qu'il est un grand cinéaste — emprunte à Orson Welles l'enquête sur le mystère d'un autre « *Rosebud* » et la recherche des témoins et complices (parfois instables), c'est pour mettre au jour ce qui paraissait inexplicable, pour suivre, avec une ténacité d'indien des forêts, les pistes et les filières du mal, pour faire sortir la vérité des explications officielles,

des rancœurs de l'oubli ou de l'indifférence. Admirable, passionnant, bouleversant, le film de Marcel Ophüls est une enquête à travers le temps et l'espace, à partir d'un présent dont il faut aussi déchiffrer les incertitudes et les ambiguïtés. L'enquêteur est le cinéaste lui-même, présent à l'image. Il n'est pas partagé entre le chagrin et la pitié ; il a choisi l'intransigeance et la colère contre toutes les mauvaises volontés et toutes les lâchetés, la justice pour toutes les victimes de Barbie, mortes ou rescapées. Celles qui n'ont pas eu de procès devant l'histoire avant d'être jetées à la torture, au massacre.

JACQUES SICLER.

### Pour en finir avec Klaus Barbie

(Suite de la première page.)

Ou bien, pour celui qui, jusqu'alors, ne s'y est pas intéressé, par snobisme ou par sincère lassitude ou refus du tragique, quelle serait l'étrange idée d'aller passer un après-midi sur pareil sujet qui n'est ni un documentaire ni une histoire.

Oserons-nous avouer après cela qu'il nous a pourtant fallu, selon une expression aujourd'hui en vogue, « laisser le temps au temps » pour mesurer toute l'ampleur d'*Hôtel Terminus*, pour en décoder les richesses, en découvrir la plénitude, en goûter l'appât de l'ironie, l'insolence et l'humilité. Autant, en 1970, le *Chagrin et la Pitié* s'imposait d'emblée, coup d'épée colossal donné à l'image mythique d'une France de légende sortie sans taches majeures et indéchiffrables de quatre années d'une occupation nazie, autant la nouvelle réalisation de Marcel Ophüls, produite, soit dit en passant, par des Américains, devait, pour forcer l'attention, faire oublier tout ou presque de ce qui, jusqu'à, n'avait pas manqué sur le sujet. C'était une gageure. La voilà brillamment tenue.

Que toutes les questions, tous les débats, toutes les irritations qu'a suscitées et suscite encore le cas Barbie demeurent les mêmes depuis la détermination en France de l'ancien chef de la section IV du SIPO SD de Lyon entre 1942 et 1944, c'est l'évidence même. Comme demeurent les mêmes les personnages vivants ou morts qui ont vu l'homme libre, l'ont combattu ou aidé, défendu ou condamné.

Ce qui donne au regard porté par Marcel Ophüls sur les uns et les autres comme aux questions qu'il en oblige, une nouvelle dimension, c'est précisément que, pour cet inquisiteur aussi obstiné que courtois, curieux que désinvolte, le temps, en ces instants de quête, ne compte pas. Il ne saurait pour lui être question d'exercer un trafic, une porte qu'on clique au nez.

Même si cela lui arrive, car cela lui est arrivé, même si, découvrant la caméra et flairant le questionnaire

invité en ce fourmillement insatiable, tel ou tel qui furent dans l'intimité de Barbie ont esquissé, repoussé ou fui le curieux, la façon même dont se déroule cette enquête ou cette fuite, les humeurs dont elles s'accompagnent, apportent une touche supplémentaire. La scène, loin d'être vaine, complète les autres, s'insère à la bonne place. Ces images-là conduisent d'elles-mêmes à compléter le sous-titre : Klaus Barbie, sa vie, son temps, mais aussi le nôtre.

Maintes fois, on se surprend à murmurer : le nôtre d'abord. Ophüls le sait mieux que personne, Barbie, l'affaire Barbie, avec ses vraies horreurs et ses faux mystères, l'intéresse comme ne pouvaient manquer de l'intéresser l'affaire s'il n'y avait Jean Moulin et les personnages fascinants et quelque peu fabuleux que demeurent parmi tant d'autres, d'une part, une Lucie et un Raymond Aubrac, d'autre part, un René Hardy, porteur, celui-là, de secrets qu'il refusa de livrer jusqu'à la mort de grabataire qui fut la sienne, déchirée vécue jusqu'à l'extrême, destin d'un héros perdu et disparu avant même que l'affaire Barbie ait connu son échec judiciaire.

#### Ceux de la « guerre froide »

Mais que nous proposent les premières images d'*Hôtel Terminus*, du nom de ce palace lyonnais de la gare de Perrache où la SIPO SD avait d'abord établi ses quartiers avant de s'installer à l'école de santé militaire de Lyon et, pour finir, dans l'un des immeubles les plus bourgeois de la place Bellecour ?

Des Lyonnais jouent au billard. Tout en jouant, en préparant leurs coups, en allant et venant autour des feutres verts dans la poursuite des boules touchées en cascade, ils devisent. De Barbie, précisément. Ce ne sont plus des jeunes. Au temps de la puissance SS, ils avaient un peu plus ou un peu moins de vingt ans. Déjà, les voilà divisés. Gentiment d'ailleurs, sans passion ni colère. Il y a celui qui dit : « On devrait laisser



Le portrait officiel de la SS

mourir les vieillards sans les traquer. » Il y a celui qui répond en écho que ce fut tout de même une bonne chose que d'avoir Klaus Barbie prisonnier à Lyon même.

Banal ? Sans doute. Mais cette simple phrase, elle, l'est beaucoup moins : « On savait qu'il se passait des choses, mais on voyait très peu de chose dans les rues. »

Gené, un responsable local du Front national dit, pour sa part : « Barbie enlevé, arrêté pour un jugement aujourd'hui, c'est un anachronisme. » Il ajoute : « On a autre chose à faire. » C'est avec des histoires comme ça qu'on a vu Kurt Waldheim devenir président en Autriche. Marcel Ophüls enregistre

tre sans broncher. Il aime provoquer, c'est une certitude. C'est aussi peut-être une des raisons de sa réussite.

Cette manière d'attirer, mieux que des réponses, des confidences proches de la méditation relève d'un art certain. Méditation sur la torture par exemple, l'angoisse de la torture. Peu de mots suffisent, un simple échange : « Ce qu'il faut, dit le résistant, c'est essayer de ne pas parler du tout. » Mais alors, c'est la mort ? — Oui... ou bien ils se les sentent... Malraux qui, depuis la Condition humaine, vécut dans cette hantise fautive de n'avoir jamais été en situation de connaître la réponse qu'il aurait pu donner.

aurait pris à sa juste et pudique valeur un dialogue comme celui-là.

La force d'*Hôtel Terminus* est là, complétée par un montage exceptionnel, construction rigoureuse bâtie pour la reconstitution d'un itinéraire qui mène « le même Klaus », le sage catholique des montagnes de l'Eifel, au nazisme, et d'un nazisme perdu corps et biens dans le printemps berlinois apocalyptique de 1945 au service des Américains qui, aujourd'hui, reconnaissent sans vergogne, mais sans fierté particulière non plus, qu'à la veille d'une guerre froide inséparable avec Moscou s'imposait une utilisation des compétences... Ce ne fut au reste pas le monopole des Américains.

En quoi, dira-t-on, est-ce là une révélation ? Qu'avons-nous besoin de Marcel Ophüls quand un rapport de Ryan nous a confirmé depuis belle lurette, avec excuses à l'appel, que le bourreau de Jean Moulin et de tant d'autres fut un agent choyé du CIC (Counter Intelligence Corps) ?

#### La « filière des rats »

Nous en avons pourtant bien besoin. C'est une chose de lire un rapport, une autre d'en confesser l'auteur. C'est une chose d'entendre à la barre de la cour d'assises du Rhône ou dans les couloirs d'un palais de justice.

« On a vu Barbie, dit un témoin, à proximité de sa piscine, cigare à la main, courir que les Français s'y pressent tellement mal pour réclamer Barbie qu'on pouvait croire qu'ils ne tenaient pas du tout à sa livraison. »

Voilà pourquoi l'ancien SS, en remerciement de ses bons et loyaux services à l'ennemi de la veille, connaît toutes les facilités pour gagner l'Amérique latine par la

« filière des rats » qui postait sur le chemin, pour les asiles les plus sûrs, des prêtres que ne désavouait point le Vatican puisqu'il en était le protecteur. Et voilà le Barbie bolivien, l'homme au petit chapeau installé avec gardes du corps et cour privilégiée dans une nouvelle vie qui fleurit son pesant de trafics et de nostalgie pour un III<sup>e</sup> Reich dont on peut seulement trouver une ressource au service des dictatures locales.

Là encore, la quête est minutieuse. Comme elle l'est dans le long entretien avec Wolfgang Gustman, ancien SS raide dans son fauteuil, à proximité d'un arbre de Noël somptueux, qui confie sans peine que Barbie lui fit l'effet d'un « type fantastique ». Et, non moins naturellement, à chacune, sans qu'il soit besoin de question : « Mes chiens, par exemple, ça peut paraître simpliste, ils l'adoraient, et les bêtes sont sensibles. Elles savent distinguer le bien du mal. » Les chiens de M. Gustman, en ce temps-là, étaient des teckels.

Simone Lagrange, née Kadosche, comme Lisa Lesèvre, en dix-neuf jours d'interrogatoire dans les locaux de la place Bellecour, ont vu un autre Barbie sans des clats. Simone Lagrange était un enfant. Le chat dans les bras de cet homme lui fit penser que Barbie était un être doux. Il la dérompait bien vite.

« Simone Lagrange n'est pas grande. Elle parle devant une maison qui fut celle des enfants d'Izieu, dans un paysage de neige. A Marcel Ophüls, qui constate en souriant sa petite taille, elle répond : « J'ai eu le goût de grandir à Auschwitz. »

Pendant qu'elle survivait à la base à l'horreur, seule de sa famille, la vie continuait à Lyon. Il y avait déjà dans la ville des restaurateurs de renom. Ils ont vieilli. Ils ont nourri l'occupant et se le rappellent très bien. Ils ne nous disent pas exactement ce qu'était le bon temps. La caméra de Marcel Ophüls tourne, son micro enregistre. Dans les filtres, le champagne moussait en mousse et en bulles. Au temps de Klaus Barbie, il en était de même.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### Sortie mouvementée en France de « la Dernière Tentation du Christ »

Les intégristes français, proches de Mgr Marcel Lefebvre, ont multiplié les manifestations devant les salles de cinéma, le mercredi 28 septembre dans plusieurs villes de France, pour protester contre la sortie du film *La Dernière Tentation du Christ*, de Martin Scorsese.

La plus violente a eu lieu dans la soirée, place de l'Odéon à Paris, devant la salle UGC. A l'appel de l'abbé Philippe Laguerie, curé de l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet, quelques centaines de personnes chantaient des cantiques, récitaient des chapeteaux et scandaient « Vive Jésus ». « Respectez notre foi ». Puis la manifestation a dégénéré. Des bombes lacrymogènes ont été lancées devant l'entrée du cinéma. Une centaine de spectateurs a dû quitter la salle. Des manifestants ont même tenté de prendre d'assaut le cinéma. Certains ont été interpellés et un CRS a été légèrement blessé.

Un autre rassemblement avait lieu au même moment, place de l'Opéra à Paris, à l'appel de l'AGRIF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne), conduit par un député européen du Front national, M. Bernard Antony,

président des comités Chrétienté-Solidarité.

A Marseille également des gaz lacrymogènes et des boules puantes ont été jetés dans trois salles de cinéma projetant le film de Scorsese. Les spectateurs ont été remboursés ou ont obtenu un billet pour une séance ultérieure. Quatre spectateurs d'une autre salle à Avignon ont, quant à eux, réussi à s'introduire dans la salle de projection et ont déchiré la pellicule du film contesté.

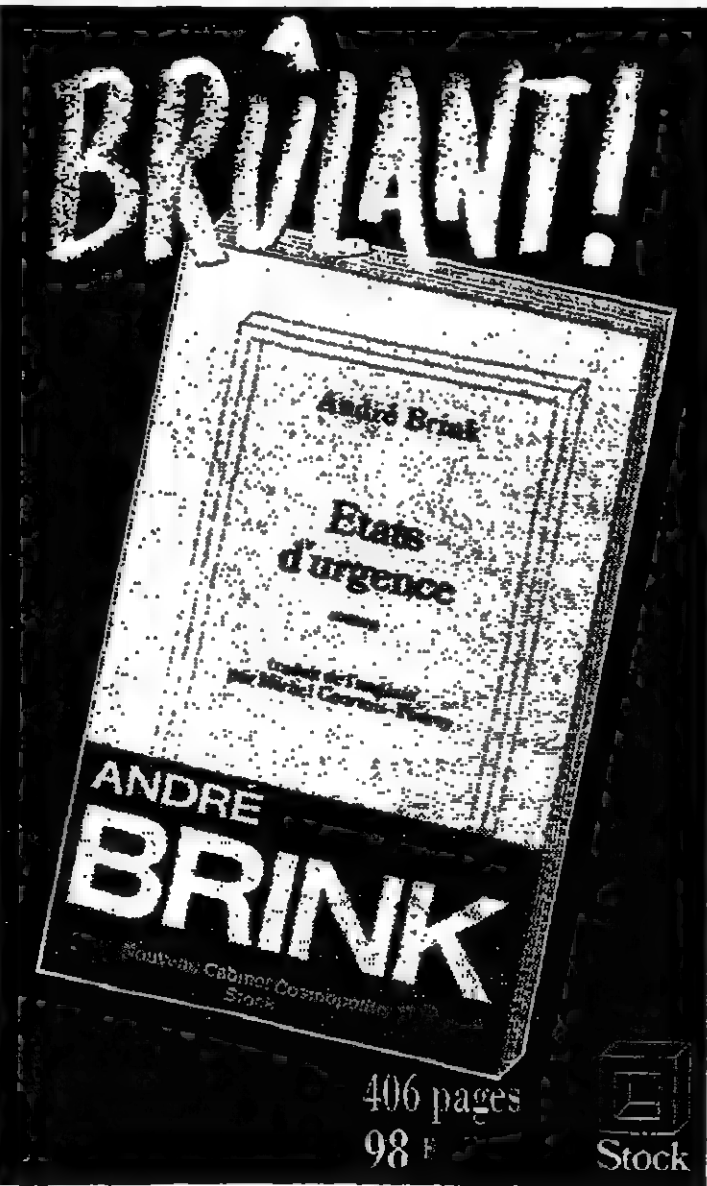
En revanche, d'autres catholiques ont manifesté dans le calme à Laval, à Rennes, à Lyon, à Paris, sous la forme de messes, de processions, de veillées de prières. A l'appel notamment des Associations familiales catholiques (AFC), deux processions ont eu lieu à partir de la gare Saint-Lazare et de la gare de l'Est jusqu'au Sacré-Cœur de Montmartre. Là, le clergé de la basilique avait organisé une veillée d'« adoration et de réparation ». « Ceux qui salissent la mémoire du Christ sont pires que ceux qui l'ont crucifié », proclamait une pancarte à l'entrée de la basilique, alors qu'une mère de quatre enfants disait : « Nous n'avons pas vu le film, car nous ne voulons pas donner d'argent à Scorsese. Si nous étions juifs ou arabes, on nous respecterait. »

A Lyon enfin, le cardinal Decourtray, archevêque, a participé à une réunion de prières organisée à la basilique de Fourvière pour conclure une manifestation qui avait conduit mille cinq cents personnes environ de la place Bellecour à la colline de Fourvière. « Merci d'avoir protesté de votre infini respect et de tout votre amour pour le Christ et pour sa mère », a dit Mgr Decourtray. « Le Christ est le symbole le plus sacré », a conclu l'archevêque de Lyon.



TCHEKHOV  
ET RAMBO IV :  
LA REVANCHE

LES MÉTIERS DU THÉÂTRE



BRÛLANT !

André Brink

Etats d'urgence

ANDRÉ BRINK

406 pages  
98 F

Stock

### « Terre sacrée », d'Emilio Pacull

#### Vers la source de la vie

Un Chilien exilé revient à Santiago et cherche à retrouver l'âme de son pays. C'est presque l'histoire du réalisateur.

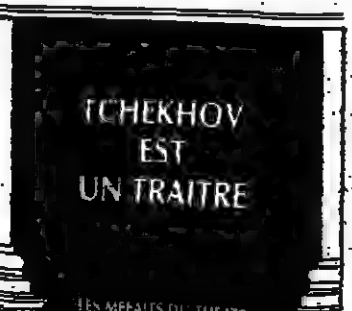
En 1972, Costa Gavras tourne *Etat de siège* au Chili, qui est, alors, un Etat démocratique. Un jeune Chilien, Emilio Pacull, travaille sur le film comme troisième assistant. Au printemps 1973, il arrive à Paris pour faire des études de cinéma à l'IDHEC. En septembre éclate le coup d'Etat militaire à Santiago. Emilio Pacull ne reviendra au Chili que douze ans plus tard. Son père est mort, sa mère partie à l'étranger, tout ce qui appartenait à la famille est dispersé. Il cherche des papiers, des souvenirs, repart pour la France, écrit un projet de scénario. Ainsi naît *Terre sacrée*, premier film d'Emilio Pacull, tourné au Chili, non sans difficulté d'ailleurs, mais il fait la présence du pays natal.

Ce n'est pas exactement un film autobiographique mais l'auteur y a engagé sa sensibilité, ses blessures affectives, ses racines. Matéo (Joaquín de Almeida), exilé comme lui, revient de France pour revoir son père malade (Julien Guimar). Ce n'est pas une rencontre heureuse. On sent partout une retenue latente. Emilio Pacull a filmé avec une sorte de fièvre cette atmosphère du pays natal où l'on vit avec la peur. Matéo se sent un étranger. Même avec Isabel (Isabel Otero), amie d'enfance dont il tombe amoureux et qui lui donne des rendez-vous dans des endroits

sordides. Pour se retrouver lui-même, Matéo cherche à comprendre. Isabel fait partie d'un groupe d'opposants politiques traqués par la police. Il va basculer de leur côté. Un peu par hasard, mais il faut oser pour déconner l'angoisse, le désespoir, l'exil. Pour échapper au vide. Et le film, original, attachant par sa mise en scène impressionnante, prend un virage vers le voyage initiatique dans les terres du Sud, où Matéo entraîne Isabel. Ils veulent quitter le pays. Interviennent alors la nature, la terre « sacrée ». On sort du réel. C'est très beau, envoûtant.

Isabel Otero semble se soumettre à des forces invisibles, elle qui ne croyait qu'à l'action. Joaquín de Almeida (c'était l'un des frères de *Good Morning Baby*, ou le *bonjour Bébé* dans *Millan noir*, de Ronald Chammah) est remarquable dans les glissements progressifs de son personnage, au-delà des combats et des engagements, vers la source de la vie.

J. S.



TCHEKHOV  
EST  
UN TRAÎTRE

LES MÉTIERS DU THÉÂTRE



PHILIPPE ADRIEN

BRAMES DE VIVE COURAGE

camille

THÉÂTRE DE

La Tempête



# Culture

## MUSIQUES

Rencontre avec Michel Portal

### Le veilleur obstiné

A Antibes-Juan-les-Pins, avec Lubat, Michel Portal a fait voler le jazz en éclats. Au Festival de la Côte basque, avec Yuri Bashmet, il vient de donner au Mozart du Trio des quilles une profondeur inconnue. Dimanche 11 juin, à Messiaen, il a joué, le 29 septembre, l'œuvre, c'est-à-dire le cinquième Festival de Marne-la-Vallée.

— Comment les musiciens regardent-ils les Jeux olympiques ?  
— Les musiciens, je n'en sais rien. Moi, je regarde le plus possible. La télé apprend beaucoup. Ce qui me frappe, c'est la puissance, la préparation et le spectacle immense. Et aussi ces changements qui font que l'esthétique disparaît, ne compte presque plus. Les gazelles ne gagnent pas forcément. On voit des coureurs taillés comme des bonheurs, prêts à tuer, dans un concours d'endurance et de forces qui dépassent. C'est très bizarre.

— Vous dites que les musiciens contemporains qu'il faut montrer une vérité, celle de son époque ?

— Oui, j'ai dit la lire quelque part. Régulièrement, dans une émission sur la musique brésilienne, j'ai entendu Gilberto Gil défendre très doucement ce mélange de philosophie et d'esthétique qu'est le « tropicalisme ». J'aimerais défendre moi aussi des convictions, mais je ne le sais plus, ça ne se fait plus. Il y a chez nous un défaut d'engagement et de projet. C'est un moment à passer. Les gens ne sont plus accrochés ensemble et parfois plus accrochés à rien. On entend des choros solides, beaucoup de choros, mais comme perdus dans le vide. Je ne vois pas de courant comme celui qui a pu à d'autres moments circuler dans la musique contemporaine ou dans le jazz. Ce n'est qu'un moment, mais il dure. Comme si quelque chose som-

meillait dans le silence. Mais, puis-que tout le monde joue, corrige et se produit, c'est un curieux silence : un silence bruyant qui impressionne.

— Les machines ont-elles remplacé les musiciens ?

— Pas encore, mais c'est en train de devenir étrange, la situation de types qui montent des gammes, qui s'échinent sur la justesse, alors qu'il est possible de faire tout à domicile avec une machine. Les gens ne sortent plus de chez eux. Tout un travail de fond, de base, tout un travail hors concert ne se fait plus, parce que la communication est interrompue. Les musiciens se rencontrent moins : ils s'appellent. Ils s'appellent de loin en loin. Ils s'envoient des sons sous forme de maquettes enregistrées. Mais, physiquement, ils se voient moins souvent, et de moins près.

— C'est un moment de recherche ou de repli ?

— Je n'en sais rien. Je ne sais pas si les gens sont en recherche. J'ai l'impression qu'ils se cherchent comme des fous, ce qui est tout différent. Dans le jazz, si vous demandez à un nouveau musicien ce qu'il écoute, ce qui l'intéresse, il va répondre, mettons : Prince. J'entends souvent cette réponse : Prince. Je comprends, d'ailleurs. Mais il est difficile de faire la part des choses. On ne sait plus trop si l'on veut répondre « Prince » ingénument ou si c'est parce que Miles Davis répondait lui aussi « Prince » quand on l'interroge.

— Personne, en musique, n'est plus dans le temps de l'innocence. Même les chanteurs médiocres, à la télé, parlent avec science : ils disent qu'ils cherchent à comprendre la façon de chanter de Stevie Wonder, par

exemple. On regarde de plus en plus l'Atlantique comme un apprentissage. Tout le monde est à la recherche de cette fièvre syncope, ce débordement que le jazz a marqué le premier, mais comme un devoir, comme un exercice sous le regard d'un examinateur.

— Et vous, vous cherchez toujours les zones de turbulences ?

— Je laisse passer le temps, pour voir si quelque chose de nouveau apparaît. Il est essentiel de se préserver. Les ondes viennent de partout. Je suis des rencontres. J'invite, des musiciens avec qui je n'ai jamais joué parce qu'ils ont d'autres expériences. Et parfois des expériences impressionnantes. Je m'expose. Je réintroduis le jeu dans la rencontre. C'est risqué, évidemment, mais je n'arrive pas à vivre la musique différemment.

— En un sens, aussi, je n'ai pas le choix. L'espace européen est petit. Les circuits sont restreints. On vous demande à chaque fois de créer un événement. Le jazz n'a de sens qu'ainsi, comme événement subit, spontané, comme irruption de la vie dans le jeu et du jeu dans la vie. En même temps, les possibilités ne sont pas illimitées.

— Je suis parfois stupéfait de ce qu'on attend de l'interprète. Quand je vois un musicien jouer par cœur une œuvre « contemporaine », aujourd'hui qu'a disparu la soudaineté, aujourd'hui où l'académisme est là, de retour au galop, je me demande à quel rôle social cela peut bien répondre au juste.

— On n'est pas des stars. En musique improvisée, en jazz, on n'est ni dans le patronage culturel ni dans ces messes modernes (un peu de religion, un peu de bons sentiments, un peu de jazz, un peu de haute variété, ce qu'il faut d'Afrique, un doigt de poésie) où les gens se tiennent par la main : on est simplement des types qui jouent. On continue de faire de la musique avec les autres. Le courant passe ou ne passe pas. Il faut être de nouveau inventif. Résolument. Avec toujours cette envie de recommencer à zéro.

Propos recueillis par FRANCIS MARANDA

« Cinquième Festival de Marne-la-Vallée : Swing String System, Purl, Kahn, Abercrombie, Eskine (30, 21 heures, Noisiel). Micromachete (17 heures, Noisiel). Barney Wilen, Steve Beresford (17 heures, Noisiel). Hommage à Bill Evans (4, 21 heures, Torcy). Escouade, Bouleau Ferré, Bireli Lagrene (5, 21 heures, Lognon). Lockwood et Soudou (6, 21 heures, Noisiel). Piffary Quartet, Quers (7, 21 heures, Noisiel). Sylvain Kassap (8, 17 heures, Val Maubert). John Hendricks Family (8, 21 heures, Noisiel). Eddy Louvan, Jean Thellmann, Tania Maria (9, 16 heures, Noisiel). Téléphone : 42-53-61-15.

ANNE REY.

[Né le 28 mai 1944 en Seine-et-Marne, Michel Schneider est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et licencié en droit. Elève de l'École nationale d'administration, il appartient au bureau d'études fiscales (1971-1973), au groupe de recherches macro-économiques (1973-1977), au bureau de l'économiste (1977-1980). Il a la direction de la prévision du ministère des finances. Conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1981, il a été rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel en 1986. Il participe enfin en tant que conseiller de directeur, à la Mission « musique » de l'Établissement public de La Villette (1984-1985).

### M. Michel Schneider, nouveau directeur de la musique et de la danse

M. Michel Schneider, conseiller référendaire à la Cour des comptes, musicologue et psychanalyste, a été nommé directeur de la musique et de la danse mercredi 28 septembre, par le conseil des ministres, sur proposition de M. Jack Lang, ministre de la Culture, de la communication et des grands travaux. Il remplacera M. Marc Bresse, compositeur et ancien directeur du Conservatoire.

C'est finalement à un gestionnaire qu'échoit la tâche de prendre en main et de ressusciter le milieu de la musique et de la danse, particulièrement touchés après des mois d'interdiction de fait : depuis le retour de M. Jack Lang en mai dernier, M. Bresse ne faisait plus en effet que régler les affaires courantes (son absence à la fête de la musique, le 21 juin, avait été particulièrement remarquée) ; simultanément, une certaine effervescence se produisait dans les institutions (lyriques ou de recherche) ; la création semblait livrée à elle-même, des arbitrages économiques semblaient de plus en plus s'imposer.

Après de longues années pendant lesquelles la charge de directeur de la musique a traditionnellement été confiée à des compositeurs (Marcel Landowski, Jacques Charpentier), M. Lang, en nommant un haut fonctionnaire, choisit l'effet de surprise.

PHILIPPE ADRIEN  
DRAMES  
DE  
LA VIE  
COURANTE

**cam**  
THEATRE DE  
la Tempête

DE GRACE TCHERKHOV  
LA PROCHAINE FOIS  
MEIS DONC 2 COMEDIENS  
SUR SCENE QU'ILS PUISSENT  
AU MOINS SE REPRODUIRE

**ATHENEE**  
LOUIS JOUVET

**Simplement Complicé**  
de THOMAS HERMANN  
traduction MICHEL NEBENZAHN  
mise en scène CHRISTIAN COIN  
avec JEAN-PAUL ROUSSELLON  
et VALERIE MASSON  
représentation du Festival d'Automne à Paris  
à l'Auditorium de la Ville de Paris, C.A. de Paris  
47.42.67.27  
AGENCES : FNAC, CROUS, 36.15 BILLET

**BRULANT!**

**DONALD WOODS**  
vie et mort de  
**Steve Biko**

**CRY FREEDOM**

318 pages  
120

Stock

**A PARTIR DU MARDI 27**  
THEATRE DE L'AQUARIUM  
**L'augmentation**  
Georges Perec  
mise en scène  
Didier Bezace  
avec  
Michel Berni

**ATHENEE**  
LOUIS JOUVET

**Souvenirs Assassins**  
SERGE VALLETTI  
47.42.67.27  
AGENCES : FNAC, CROUS, 36.15 BILLET

Le spectacle de Jacques Martin reporté. — La Lune entre les dents, le spectacle de Jacques Martin qui devait être représenté pour la première fois samedi 24 septembre au théâtre Marigny est retiré de l'affiche et en raison, disent ses producteurs Jacques Martin, Roland Hubert et la direction du théâtre, des difficultés rencontrées dans le montage du spectacle. Il semble que les activités télévisuelles de Jacques Martin n'aient pas facilité ce montage. Les trois producteurs ont affirmé, lundi 28 septembre, que le spectacle était reporté au mois de février, la première représentation pouvant avoir lieu à Lille.

**AUBERVILLIERS**  
GROUPE TSE  
Du 27 septembre au 30 octobre  
**LES MEFAITS DU THEATRE**  
ROGER JENDLY  
Notre comédien ichkéhuvien rencontre nombre de personnages ou de situations qui vont lui faire l'effet de sa conférence sur « Les Méfaits du Théâtre » pour, peut-être, en assumer une autre sur « Les Méfaits du Théâtre ».  
André Steiger  
TH. de la COMMUNE  
48.34.67.67 et FNAC

## THÉÂTRE

« Je ne reviendrai jamais », par Tadeusz Kantor

### Désordres de mémoire

Après trois ans d'absence, Kantor, le Polonais acerbe et flegmatique, revient avec un spectacle composé de ses souvenirs.

Avec des gestes à la Chariot, un petit homme en chapeau melon s'agit devant des chaises renversées les unes contre les autres, comme dans un bistrot que l'on est en train de ranger. Sont là, également, une fille rousse en haillons sales, avec une poitrine démesurée (la lavasse de vaisselle) et, endormi sur une chaise, un curé en soutane noire. La même soutane usée, la même barrette posée sur les mêmes cheveux blancs, le même curé qui tout au long de *Wielopole, Wielopole* marchait, portant une lourde croix.

Le nouveau spectacle de Kantor, présenté au Centre Georges-Pompidou par le Festival d'automne, s'appelle, *Je ne reviendrai jamais* et se présente comme un pot-pourri où les habituels personnages du Théâtre Cricot 2 se retrouvent, reprenant leurs gestes anciens, s'amusant dans un décor de minuscules. Malgré tout, malgré le titre, il ne semble pas s'agir d'un testament. Le thème central est l'angoisse d'un amour assailli par ses créations passées ; le prétexte à ce déploiement baroque est l'intrusion dans le bistrot d'une bande de comédiens ambulants, comme toujours épiés par un Kantor d'allure très mafiosa, avec écharpe noire et chapeau à bord rabattu.

Mais il demeure en retrait. Assis en face d'une marée catatonique, il accompagne d'un mouvement esquissé le texte mi-français mi-polonais qui défie en play-back, puis se tient tranquille sur le devant de la scène. Etant donnée la disposition des gradins, on ne le voit pas, on l'oublie. Le décor est fait d'un mur gris où s'ouvrent de multiples portes. Dans un fouillis obsessionnel, le curé danse, et aussi les jumeaux comédiens qui suivent Kantor depuis le début de Cricot, se déguisent en évêques, en rabbins... Les soldats morts, gris autant que leur uniforme, défient jouant du violon, un vieux musicien tourne la manivelle d'un bizarre instrument... Au tango se substitue le déchirement d'un vieux chant juif repris par la lavasse de vaisselle, qui répète inlassablement « Je crois ». Il est aussi question d'Ulysse, héros du premier spectacle Cricot en 1944.

A la fin, des « messieurs sérieux » en habit et haut-de-forme reconvoquent le magma formé par les comédiens et les chaises de linéolux noires. C'est beau, et dans nombre de tableaux, on retrouve la violence sardonique, la grâce funèbre de Kantor. Mais ce sont des tableaux, des images arrêtées, déjà vues, qui se rappellent à la mémoire, procèdent par référence. Quant aux spectateurs qui voient du Kantor pour la première fois, ils visitent son univers à l'accélération, en touristes. Rien de plus.

COLETTE GODARD.

Centre Georges-Pompidou, à 21 heures, jusqu'au 16 octobre.

« Nocturnes » à la Gaîté-Montparnasse

### Sans ressort

Il est incontestable que Jacques Weber a réfléchi à l'œuvre et au temps de Stefan Zweig, travaillé *Amok* et *Lettre d'une inconnue*, deux textes du Vienne cosmopolite, marqué autant par ses prestiges amis, Rilke, Nietzsche et Freud, que par ses voyages autour du globe, et pris le risque de présenter son travail en un lieu plus habitué aux grosses machines de la comédie « bien ficelée », comme on dit.

Il n'empêche qu'à peine levé le rideau de fer du Théâtre de la Gaîté, sur le pont d'un transatlantique désert, on s'ennuie. Forme. D'abord parce que, même s'ils sont bien dits, deux textes qui ressemblent autant de la littérature se satisfont difficilement d'un traitement scénique ; ensuite, parce que le jeu hésitant d'une jeune fille, Dominique Régnier, dont ce sont les premiers pas sur scène, ne parvient pas à nous entraîner très avant dans les méandres d'une histoire torturée ; encore parce que Jacques Weber a tellement peur que l'attention du spectateur vagabonde qu'il en « fait » trop et trop gros ; enfin parce que le ressort dramatique imaginé pour réunir les deux monologues, apparition d'une sorte de Sigmund Freud auquel Luc Alexander ne parvient jamais à donner vie est absolument détrempé.

OLIVIER SCHMITT.

Gaîté-Montparnasse. A 20 h 45, du mardi au samedi. Matinées samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18.

## ARTS

Le 33<sup>e</sup> Salon de Montrouge

### Dernières nouvelles de la jeune peinture

Ces dernières années, le Salon de Montrouge semblait lentement périr. Il y avait trop de tableaux dans trop peu d'espace, trop d'œuvres prêtées par des galeries, trop peu de curiosités et d'inconnus. Il y a toujours autant de toiles aujourd'hui, mais la conquête du premier étage de la mairie — aux plafonds peints 1890 pompérisiens — permet de les répartir mieux et d'éviter les accrochages bord à bord. Il y a moins, beaucoup moins d'œuvres d'artistes célèbres mises là en pension par des galeries essentiellement soucieuses de promotion : le Salon redevient un Salon.

La mode n'a point pour autant perdu toute autorité, ne serait-ce que parce que nombre d'invités, peu connus pour la plupart, suivent docilement tel ou tel engouement appa-

ru depuis quatre ou cinq ans. Les « néo-géo » — comme à New-York — obéissent les graffitiistes, les post-conceptuels, les néo-abstrais lyriques et quelques surréalistes tardifs.

Tous ont en commun le sérieux et le savoir-faire. Bons élèves des écoles d'art, lecteurs attentifs des revues, ces disciples disciplinés démontrent à tout coup une connaissance parfaite de leur métier. Parfois on trop parfaite : bien des œuvres dégagent un suave parfum d'académisme décoratif. Quelques exceptions cependant : un assemblage de Martinez, une pièce avec néons de Keith Sommer, une toile du Brésilien Julio Villani, une autre de Hung Rannou.

Montrouge cultivant, comme tout Salon contemporain qui souhaite des visiteurs, le système de l'hommage-

atraction, une salle de sculpture et une autre de peinture réunissent quelques « grands anciens ». Fernand Léger voisine avec Bram van Velde, Fongerson avec Vera Pagava. Pourquoi ? Pourquoi pas ? Les Léger ne sont pas tous de premier ordre, les van Velde plutôt bien choisis.

La résurrection de Pierre-Antoine Guillon, peintre abstrait de l'entre-deux-guerres, a de quoi surprendre. Mais saura-t-on pourquoi ses toiles, constructions serpentineuses merveilleusement équilibrées, font face à quatre Fongerson virulents et pathétiques ? Décidément, à Montrouge, l'éclectisme règne en maître, dans le passé autant que dans le présent.

PHILIPPE DAGEN.

Salon de Montrouge, jusqu'au 26 octobre.

هكذا من الأصل



## Spectacles

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

**BRASSEURS, BREL.** Théâtre de la Boule Noire (42-64-35-90) (dim, lun.), 22 h.

**JE NE SUIS PAS RAPPAPOUT.** (48-74-42-52) (dim, lun.), 20 h 45.

**BULLE OU LA VOIX DE L'OCÉAN.** Amateurs de Paris (43-66-42-17) (dim, lun.), 14 h 30 et 20 h 30.

**LE GARDIEN.** Dis-Huit Théâtre (42-26-47-47) (dim, lun.), 20 h 30.

**NOTES EN DUEL.** Café de la dame (43-57-05-33) (dim, lun.), 20 h 15.

**ONCLE VANIA.** (en langue russe, loc. d'écouter), Grand Théâtre national de Chaillet (47-27-81-15), dans le cadre du Festival d'automne.

**PAROLES D'OR.** Essai de Paris (43-66-42-17) (dim, lun.), 14 h 30 et 20 h 30.

**LA RÉSISTIBLE ASCENSION D'ARTURO.** Théâtre de l'Est Parisien (43-64-00-50) (dim, lun.), 22 h.

**LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR.** L'Amour International universitaire (43-64-00-50) (dim, lun.), 22 h.

**SOUVENIRS ASSASSINS.** Athénée-Louis-Jouvet (salle C-Béard) (dim, lun.), 20 h 30.

**AUTENTIQUEMENT MAIS VRAI.** Cave du Chêne (43-38-42-42) (dim, lun.), 22 h 30.

**LA FEMME A CONTRE-JOUR.** Mathurin (42-65-90-00) (dim, lun.), 22 h.

**SEPT COMTES CRUELS.** Marie Stuart (43-08-17-80) (dim, lun.), 22 h.

**SIMPLEMENT COMPIQUÉ.** Athénée-Louis-Jouvet (42-67-27), dans le cadre du Festival d'automne (dim, lun.), 20 h 30.

**MORS-PARIS.** Trakist (Carcassonne-Théâtre du Sud) (43-74-24-08) (dim, lun.), 22 h.

**DIDON.** Les Occupants (spectacle musical), Théâtre du Parvis Saint-Jean (43-30-12-12), 20 h 30, du mar. au sam.

**ANTOINE - SIMONE-BERLAU.** (43-08-77-71), Les Cahiers tango, 20 h 30.

**ARCANE.** (43-38-19-70), o Le Monocle, 20 h 30.

**ARLEQUIN.** (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-59-43-22), o Luna, 20 h 15.

**ARTISTE-ATHÉVAIN.** (48-06-36-02), La Timée au palais, 20 h 30.

**ARTS-HERBERT.** (43-57-23-23), o Ariane ou l'âge d'or, 20 h 30.

**ATELIER.** (46-06-49-24), Baby Boom, 21 h.

**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET.** (47-42-67-27), Salle C-Béard, o Souvenirs assassins, 20 h 30.

**BOUFFES PARISIENS.** (42-66-60-34), Une absence, 20 h 30.

**CAPÉ DE LA DANSE.** (43-57-05-35), o Le Vaincu des histoires (La Trilogie du mythe), 22 h.

**CARRÉ SILVIA MONFORT.** (45-31-28-34), Théodore, 20 h 30.

**CARTOUCHE.** (43-74-89-61), L'Amour, 20 h 30.

**CARTOUCHE.** (43-74-89-61), L'Amour, 20 h 30.

**CARTOUCHE.** (43-74-89-61), L'Amour, 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE.** (42-78-44-43), o Et vote... la galère... 21 h.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU.** (42-74-42-19), Je ne reviens jamais, Festival d'automne à Paris 1988, 21 h.

**COMÉDIE CAUMARTIN.** (47-42-43-41), Revue d'automne à l'Elysée, 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS.** (42-81-00-11), Voltaire's Folies, 21 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE.** (40-15-00-15), Salle Richelieu, o La Poudre aux yeux, suivi de Mir de Pourcain, 20 h 30.

**DAUNOU.** (42-61-69-14), Monsieur Masure, 21 h.

**DEJAZET-T.L.P.** (42-74-20-30), Le Médicament, 21 h.

**DEUX ANES.** (46-06-10-26), Le Côté du père François, 21 h.

**EDGAR.** (43-20-45-11), Les Babas-Cadras, 20 h 15.

**EDOUARD-VII SACHA GUITRY.** (47-42-57-49), Genghis Khan, 21 h.

**FONTAINE.** (48-74-74-40), L'Honneur, 21 h.

**GARTE-MONTMARTRE.** (43-32-16-18), Noces, 20 h 45.

**GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS.** (43-26-63-31), Signal, 21 h.

**GRAND HALL MONTORGUEIL.** (42-96-04-06), o En attendant la fin, 20 h 30.

**GUCHET MONTMARTRE.** (43-32-16-18), D'être à deux, 20 h 30.

**GYMNASÉ MARIE-RELL.** (40-46-79-79), L'Ange gardien, 20 h 30.

**HOTEL GOUTIERE.** (46-33-59-55), o L'Epreuve et A quel point les jumeaux, 20 h 30.

**HUCHETTE.** (43-26-38-99), La Cantatrice chauve, 19 h 30.

**JARDIN DES PLANTES (AMPHITHÉÂTRE DE PALÉONTOLOGIE).** (43-57-57-89), Le Buffon des familles, 18 h 30.

**LA BASTILLE.** (43-57-42-14), Temporalité, 20 h 30.

**LA BRUYÈRE.** (48-74-74-99), Les Amoureux, 21 h.

**LE GRAND EDGAR.** (43-20-40-09), o Blau déposé autour des oreilles, 15 h 30.

**LE PROLOGUE.** (43-57-33-15), Et si on faisait le jour juste une minute, 21 h.

**LUCERNAIRE FORUM.** (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince, 20 h.

**MARTIN.** (43-38-19-70), o Le Monocle, 20 h 30.

**MADAME.** (43-65-07-09), o Les Sept Miracles de Jésus, 18 h.

**MAISON DE LA POÉSIE.** (43-36-27-53), o Ariane ou l'âge d'or, 20 h 30.

**MARIGNY.** (42-66-04-41), La Lune avec les dents, 21 h.

**MARIGNY (PETIT).** (42-25-30-74), o Si c'est pas Montmartre, 20 h 30.

**MATRUIN.** (43-65-00-00), o La Femme à contre-jour, 21 h.

**MICHEL.** (42-65-35-02), Pyjama pourvu, 21 h 15.

**MICRODIE.** (47-42-95-23), Mère comine de Varsovie, 20 h 45.

**MONTMARTRE.** (43-22-77-74), Le Secret, 21 h.

**NOUVEAU THÉÂTRE NOUVEAU.** (43-31-1-99), Paris accordéon, 20 h 30.

## Jeudi 29 septembre

**NOUVEAUTÉS.** (47-70-52-70), Le Grand Standing, 20 h 30.

**ODÉON.** (43-25-70-32), Les Balles, 20 h 30.

**ODÉON (PETIT).** (43-25-70-32), Taille de fond, 18 h 30.

**OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME.** (47-42-45-45), La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France, 10 h 14, 14 h 30 et 20 h 15.

**OPÉRA - PALAIS GARNIER.** (47-42-53-53), o Juliette, 19 h 30.

**PALAIS ROYAL.** (42-97-58-81), Et le spectacle continue, 20 h 30.

**PORTES SAINT-MARTIN.** (46-07-57-53), Ténor, 20 h 30.

**RANELAGH.** (42-88-64-44), L'Etrange Mister Knight, 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE.** (42-71-30-30), Le Laveur, 20 h 30.

**SAINT-GEORGES.** (48-70-63-47), Drôle de couple, 20 h 45.

**SQUARE RÉJANE.** (43-79-90-90), Baroque, 20 h 30.

**STUDIO LE REGARD DU CYGNE.** (42-64-35-00), Paradoxe, suivi de Va donc, 20 h 30.

**THÉÂTRE DES LYONNAIS.** (43-36-29-41), Le Monocle, 20 h 30.

**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR.** (48-05-42-83), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**THÉÂTRE DE LA PLATINE.** (42-30-15-65), Cag, d'après Communication à une académie, 20 h 30.

**THÉÂTRE DE VERMOREL DU JARDIN SHAKESPEARE.** (43-71-44-06), o L'île des cactus, 19 h.

**THÉÂTRE DU BEL AIR.** (43-46-91-93), Les Bains et Forêt, 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), Grand Théâtre, o La Mouette (en langue russe), 19 h.

## cinéma

## La Cinémaèque

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-27-81-15), o La Trilogie de la Boule Noire, 20 h 30.

## Les exclusivités

**A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR.** (43-33-42-26), o Rex, 2 (43-36-83-93); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-57); Gaumont Convention, 19 (48-28-42-27).

**LES AILES DU DÉSIR.** (Fr.-Al.), o Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LES ANGES SAINT-ANDRÉ.** (Fr.-Al.), o Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LA BÊTE DE GUERRE.** (Fr.-Al.), o UGC Normandie, 9 (43-63-16-16).

**MG (A., v.).** o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**BAZARD CAFÉ.** (A., v.). o Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-38-00); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08); Gaumont Convention, 19 (48-28-42-27).

**LA BÊTE DE GUERRE.** (Fr.-Al.), o UGC Normandie, 9 (43-63-16-16).

**MG (A., v.).** o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LE COMPILOT.** (Fr.-Al.), o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**35-43).** UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-30); Pathé, 13 (43-31-56-96); Gaumont Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**LA LOU DU DÉSIR.** (Fr.-Al.), o Les Trois Lézards, 6 (46-33-97-77).

**MAPANTISULA.** (Africain du Sud, v.f.), o Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52).

**MASQUERADE.** (A., v.). o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**MÈRE TERESA.** (Bel., v.). o Epile de Bois, 9 (43-37-57-47).

**MEURTRE A HOLLYWOOD.** (A., v.). o Cinéma, 6 (46-33-10-82).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS.** (Bel., v.). o 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-38-00).

**LES MOUVEMENTS.** (A., v.). o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**NEUF SEMAINES ET DIX HUIT JOURS.** (A., v.). o Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

**NICO.** (A., v.). o Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**NUT ITALIENNE.** (It., v.). o Utopie, 6 (46-33-10-82).

**OLUF.** (Hol., v.). o Reflet Laga, 1, 9 (43-34-42-34).

**LA PETITE AMIE.** (Fr.). o Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08); Gaumont Opéra, 9 (45-74-95-40); Gaumont Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**PIÈGE DE CRISTAL.** (A., v.). o Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 9 (46-62-20-40); v.f.: Pathé Clichy, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Métrol, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 19 (48-28-42-27); UGC Cinéma, 19 (42-09-79-79); La Gambetta, 29 (46-36-10-96).

**PREMIER.** (A., v.). o Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); o Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts III, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts IV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts V, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts VI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts VII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts VIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts IX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts X, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XXXIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XL, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts XLIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts L, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LVIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXVIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXIX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXX, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXIII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXIV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXV, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXVI, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXVII, 6 (43-26-48-18); o Saint-André-des-Arts LXXXXVIII, 6 (43















# Économie

## Lancement des travaux de préparation du X<sup>e</sup> Plan

### SOMMAIRE

■ Le X<sup>e</sup> Plan, qui couvrira la période 1989-1992, doit permettre à la France d'aborder dans de bonnes conditions le marché unique européen (lire ci-dessous).

■ La succession de M. Bergeron à la tête de FO suscite la rivalité entre deux hommes, MM. Pitou et Blondel (lire page 35).

■ L'action Bouygues a connu, le mercredi 28 septembre, une hausse de 20 % sur le marché parisien, 6 % du capital du groupe ont été négociés (lire page 40).

■ La France et l'Allemagne fédérale ont choisi les industriels qui leur fourniront le radiotéléphone du futur. Alcatel est sélectionné des deux côtés du Rhin (lire page 36).

M. Lionel Stoléru a présenté, jeudi 29 septembre, la « première esquisse » du X<sup>e</sup> Plan qui doit couvrir la période 1989-1992. L'ordre des priorités a été esquissé. C'est le gouvernement qui soumet une première « esquisse » à l'avis des partenaires sociaux. Ce document « ouvert » est destiné à alimenter la réflexion des commissions qui donneront un avis au gouvernement. Le secrétaire d'État au Plan préparera sur cette base une seconde esquisse à partir de laquelle le gouvernement arrêtera, au cours du

premier trimestre 1989, le contenu du prochain plan. Ce dernier document sera soumis à nouveau aux commissions chargées d'élaborer le rapport final. Les sept commissions seront présidées par MM. Antoine Riboud (Europe technologique, industrielle et commerciale); Jean Peyrelevade (Europe financière et monétaire); M<sup>me</sup> Martine Aubry (relations sociales et emploi); MM. René Teulade (protection sociale); René Rémond (éducation, formation, recherche); Jean-Michel Bloch-

Lainé (vie quotidienne et cadre de vie); François de Closets (efficacité de l'État). Dans la préface de la première esquisse, M. Michel Rocard insiste sur la nécessité de préserver, voire de retrouver à travers la lutte contre le chômage, une cohésion sociale indispensable à la nation. Cet objectif sera atteint par la maîtrise des coûts salariaux. L'autre priorité fixée à la France est une hausse des prix de détail ne dépassant pas celle du meilleur européen. En clair, la RFA.

## Aligner durablement notre hausse des prix sur la meilleure performance européenne

« Le monde est devenu plus imprévisible depuis une vingtaine d'années, note en préambule le document qui est une première esquisse du X<sup>e</sup> Plan (1989-1992) approuvée par le gouvernement et remise aux partenaires sociaux. »

Si les États ont parfois abandonné toute vision longue et se sont réfugiés dans un pilotage financier à court terme, les entreprises, elles, et notamment les très grandes, ont éprouvé le besoin de se diriger dans la tourmente en élaborant une planification stratégique.

On ne fera pas tout, on ne gagnera pas partout, il faut donc choisir en sachant que la mise en œuvre de ces choix demandera plusieurs années et portera donc sur le moyen terme.

La question de leur capacité de mettre en œuvre une réponse de nature analogue se pose aux États.

Choisir à moyen terme, tel est bien le sens précis de la démarche de planification.

En cette fin de 1988, où la France gère au mieux ses problèmes quotidiens tout en regardant vers l'horizon européen du 1<sup>er</sup> janvier 1993, le besoin de choisir à moyen terme se fait encore plus sentir.

Chaque pays, à chaque époque, peut avoir des objectifs et des stratégies différentes pour sa croissance. L'Allemagne, par exemple, avec un chômage relativement réduit et une population en baisse, peut se contenter d'une croissance modérée. La France de 1989, avec son chômage élevé et sa population active qui augmente, a un objectif de croissance soutenu. Mais ce choix est contraint par les obstacles qui entravent son développement : le fardeau du déficit extérieur qui élargit toute tendance intérieure ; le fardeau du déficit budgétaire qui limite les possibilités d'investissement ; les insuffisances de la formation et de la recherche, qui grevent durablement nos capacités

productives et créatives. Desserrer ces contraintes pour retrouver la croissance, telle est la stratégie de développement à moyen terme de la France de 1989.

Cette stratégie générale implique un enchaînement précis de mécanismes de politiques économiques et sociales. On ne peut courir plusieurs lièvres à la fois et il faut avoir le courage de montrer dans quel ordre se présentent les priorités cohérentes avec une telle stratégie de croissance.

1) Un objectif central : la reconquête d'un haut niveau d'emploi. C'est la cohésion de la Nation tout entière qui est en jeu. Car les individus qui composent une collectivité sont en droit d'attendre d'elle qu'elle lutte résolument contre l'inégalité devant l'emploi ; et une société qui n'aurait à offrir à une grande partie de sa jeunesse que la perspective du chômage serait une société condamnée.

Dans la France d'aujourd'hui, avec ses besoins de modernisation et son

suit le document est de réussir, sur la durée du Plan, notre passage à la dimension européenne, en particulier dans les nouveaux domaines concrets par l'acte unique.

En ce qui concerne l'industrie, la situation de départ est inégale. Pour les secteurs déjà compétitifs à l'échelle mondiale (aéronautique, spatial, télécommunications, travaux publics), il s'agit de renforcer nos positions et nos parts de marché. Pour les secteurs en redressement et en restructuration (automobile, électronique grand public), il convient d'accroître les investissements, l'implantation de réseaux commerciaux à l'étranger et l'amélioration des structures financières. Pour les secteurs plus traditionnels dont le bilan est déficitaire (textile, jouet, bois), il est nécessaire de renforcer l'innovation et de rechercher les formes nouvelles de spécialisation et de coopération, tout particulièrement dans la filière bois, où l'abondance de la

(6) Les responsabilités de l'État. Si l'on considère que les mécanismes du marché ont fait la richesse des pays développés par rapport aux économies gérées de manière centralisée, il est non moins évident que le marché a, lui aussi, ses limites : les soubresauts sur le dollar, le krach financier, les déséquilibres budgétaires, les déséquilibres du commerce mondial et la dette du tiers-monde en sont autant d'exemples.

En bref, l'État doit décider moins, décider mieux, et décider vite.

Ainsi rendra-t-on à l'État son rôle essentiel de régulateur et aidera-t-on la société à trouver par elle-même ses propres équilibres. En contrepartie, il revient à la puissance publique d'assurer la diversité des régimes de bien-être économique.

Compte tenu de cette volonté de clarification du rôle de la puissance publique, la stratégie de croissance précédemment définie implique donc des conséquences précises pour l'action de l'État pendant la durée du Plan.

Le document cite six domaines d'action : réduction des coûts de production budgétaire ; aménagement de la fiscalité (épargne, TVA, droits d'accise, mais aussi fiscalité sur le revenu et impôts locaux) ; priorités budgétaires (éducation, apprentissage, formation, recherche, solidarité, culture) ; efficacité du service public ; contrats d'objectifs pour les entreprises publiques ; poursuite du processus de décentralisation.

### Pour l'Europe

L'Europe a-t-elle le problème de l'Europe ?

Si l'on considère que la construction européenne impose des disciplines budgétaires à nos stratégies de croissance, il n'est pas exact que nous ne puissions, à notre tour, contribuer à la définition d'une stratégie de croissance pour l'Europe. Nous le pouvons à tout moment, et nous le pourrions en particulier sous la présidence française du second semestre 1989.

Pour que la France tire le meilleur parti des processus d'achèvement du marché intérieur européen, elle doit à la fois engager des mécanismes de adaptations qui s'imposent en tout état de cause, et s'engager, à la faveur de la préparation du Plan, sur la vision du développement communautaire qu'elle entend défendre auprès de ses partenaires dans les prochaines années.

Concernant la TVA le document souligne que « l'achèvement trop rapide serait économiquement coûteux pour la France si la norme devait être la moyenne des taux actuellement pratiqués par les différents États membres ».

L'unification du marché intérieur européen expose la Communauté, qui est déjà l'ensemble économique le plus ouvert sur l'extérieur, à une pénétration croissante des produits et services en provenance des pays tiers. La marche délibérée vers un grand marché homogène n'est donc acceptable que si l'Europe se donne les moyens de maîtriser ce facteur de vulnérabilité en définissant fermement sa politique commerciale commune. Cette politique devrait prendre en compte des préoccupations d'une part : assurer une concurrence à armes égales avec les autres pays développés en plaçant sous le signe de la réciprocité nos relations commerciales ; d'autre part, intensifier la coopération avec les pays en voie de développement.

Soulignant la mobilité extrême des capitaux, le rapport souligne : « Le risque, c'est que le capital inopérant, fuyant, échappe à tout prélèvement fiscal et que seul le travail puisse être taxé. Il y aurait là non seulement une injustice évidente mais aussi le début d'un cercle vicieux fatal : décourager le travailleur, c'est aussi lui enlever les moyens d'épargne ; donc amoindrir le capital. On ne peut donc, au niveau européen, faire preuve de myopie devant la tendance mondiale à la détournement du capital : il faut poser les conditions d'une juste répartition des richesses, respectives du travail et du capital aux budgets nationaux et aux budgets européens. »

En conclusion, note le rapport : « Il importe d'approfondir la réflexion engagée à l'occasion du communiqué de vue de redéfinir les voies moyennes d'un développement durable, d'écarter les risques d'instabilité, d'assurer les équilibres internes au profit des zones déjà les plus prospères. »

(1) Europe technologique, industrielle et commerciale possible par A. Riboud ; Europe financière et monétaire présidée par J. Peyrelevade ; relations sociales et emploi présidée par M. Aubry ; protection sociale présidée par R. Teulade ; éducation, formation, recherche présidée par R. Rémond ; vie quotidienne et cadre de vie présidée par J. M. Bloch-Lainé ; efficacité de l'État présidée par F. de Closets.

## « La cohésion sociale est décisive », écrit M. Rocard

« La France, en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, cherche les voies de son avenir », écrit M. Michel Rocard en préface du Plan, ajoutant que la place du pays dans le monde « paraît se restreindre ».

Et pourtant, au milieu de cette Europe qui a si peu confiance en son avenir qu'elle ne renouvelle plus ses générations et semble accepter un effacement progressif devant les géants qui dominent le monde actuel, la France est aujourd'hui le pays qui a le plus de chances, non seulement de préserver son identité, mais même de contribuer fortement au relèvement ou à la renaissance de l'ensemble du continent.

M. Rocard poursuit : « Reste à faire usage de toutes ces chances qui, rassemblées, font de notre pays une puissance parmi les grandes. Reste à la France à choisir son destin. »

Les lignes de force de ce destin s'imposent à l'évidence, et j'en vois deux. La première concerne les Français et leur vie quotidienne ; elle consiste en une maîtrise par les Français de l'évolution de leur société en vue d'assurer à tous la sécurité, l'accès à la qualification, des chances d'emploi raisonnables, et d'un cadre de vie urbain restauré. La seconde consiste, pour une France pulsant sa force dans cette cohésion retrouvée, à jouer pleinement son rôle sur la scène internationale pour parfaire l'édification européenne, contribuer à la paix et au développement.

La première perspective que la société française doit donner à sa volonté collective est celle d'une cohésion sociale consolidée grâce à un mieux-être équilibré et réparti. Elle est décisive (...). Il y a incontestablement un modèle européen d'organisation sociale. La France a beaucoup contribué à sa définition et à sa mise en œuvre (...).

Le modèle est notamment bâti sur un haut niveau de protection sociale. Là est l'originalité européenne, le trait particulier du système socio-politique européen qui en fait l'attrait pour ses habitants et le rend enviable pour bien des pays.

Cet équilibre et cette cohésion sont aujourd'hui remis en question, au moins partiellement. D'une part le coût de la protection sociale augmente plus vite que la production, et de ce fait on ne sait plus financer le système dans ses règles actuelles. D'autre part, les fondements principaux de notre organisation sociale n'ont pas suffi à prévenir l'émergence d'une situation d'incertitudes généralisées (...). La donnée de fond de ce malaise est le chômage, dont le coût financier direct (120 milliards de francs d'allocations) s'aggrave de son coût indirect, cotisations sociales et impôts non perçus.

À ce fléau national s'en ajoutent d'autres. L'insécurité s'est aggravée depuis trois décennies. Le fait que la France demeure l'un des pays où elle est la plus faible n'enlève rien au fait qu'elle est excessive, ni au fait que nos concitoyens sont plus sensibles à ce qui se passe chez eux qu'à ce qui se passe chez les autres. Des enquêtes ont établi aujourd'hui que parmi les composantes du malaise ressenti, de l'insécurité sur ce qui peut arriver demain - il faut compter les 80 000 tués et blessés graves annuels, pédonants com-

pris, des accidents de la route. Il y a là pour les pouvoirs publics un devoir spécifique qu'ils prennent en charge avec une attention particulière. Il n'en reste pas moins que la délinquance, dont l'augmentation a été la plus rapide, préoccupe à juste titre la plus large fraction de la population, la jeunesse surtout, la stress toujours que provoquent vols, cambriolages, agressions, transforment la rue ou le métro en endroits inquiétants, conduisent bien des gens, selon leur âge ou leur lieu de résidence, à limiter leurs déplacements. La France perd de sa civilité, le repli sur soi s'organise, la confiance se généralise.

### Nous attaquer résolument

Prévention et répression, soigneusement dosées, peuvent assurément faire beaucoup plus qu'il n'est fait actuellement, poursuit M. Rocard. L'action est à long terme, elle est entreprise. Elle ne portera de fruits que sous deux conditions impératives : que les discours équilibrent soigneusement l'une et l'autre, et que l'action conduite tienne largement compte du fait que c'est la prévention qui est la plus en retard dans la pratique actuelle.

C'est à nous aujourd'hui de nous attaquer résolument aux causes fondamentales, c'est au Plan d'apporter des réponses cohérentes à des problèmes qui sont interdépendants.

L'élément le plus apparent, qui d'une certaine façon englobe tous les autres, est sans doute la dégradation de la vie urbaine. Des zones marquées par la fermeture de grandes unités de production et qui perdent ainsi des dizaines de milliers de personnes, des zones industrielles voisines de leur dégradation, des zones commerciales fermées petit à petit. Dans cet univers gris, le chômage augmente plus qu'ailleurs, la pauvreté fait tache d'huile, la jeunesse est sans perspective. Les conflits ethniques se nourrissent de la misère. Il n'y a plus guère de véritable vie sociale.

La prise en charge du problème de la ville devient une des grandes urgences de la société française. Mais la seule évocation de ce problème conduit à un constat immédiat : si la puissance publique est organisée de manière sectorielle ou « verticale » - éducation, santé, logement, justice, police, etc. - les problèmes dominants et d'abord celui de la ville - mais il en va de même de celui du chômage - sont horizontaux. Leur traitement appelle une forte cohésion de l'action gouvernementale et une vision à long terme. Il incombe au Plan de jouer un rôle actif à côté des organismes spécialisés et notamment de la mission de coordination interministérielle sur la ville créée récemment.

Tous ces grands combats à livrer concernent plus que d'autres une couche sociale exposée parce que fragile : la jeunesse. Elle est rétive à tout discours qui lui serait adressé, elle en a trop entendu. Elle espère d'abord un logement, un revenu, une qualification, un emploi. Plus profondément, peut-être chaque jeune en désobéissance attend-il secrètement au fond de lui-même d'avoir quelqu'un à qui par-

ler, travailler, social, animateur socio-culturel, conseiller municipal, maître, responsable de l'ANPE, voire délégué syndical, prêtre ou sous-préfet. Lorsque se combinent l'échec scolaire, le manque de qualification, l'absence de soutien familial et l'insécurité de l'emploi, il est aisé de voir à la recherche d'une stratégie d'insertion qui ouvre enfin la porte de l'avenir.

Le président de la République et le gouvernement tout entier ont pour cette raison donné leur action une priorité absolue au système éducatif et à la formation. C'est dans son environnement social global que cette priorité doit être comprise. On ne fera baisser l'échec scolaire, on n'améliorera la qualification que si les efforts s'accompagnent d'une prise en charge des situations sociales concrètes. À cela doit contribuer le revenu minimum d'insertion, sur la création duquel le Parlement délibérera à l'automne 1988, puis plus tard le crédit formation, droit ouvert à quiconque n'a pas trouvé à l'école sa première chance d'en retrouver une seconde au cours de la vie.

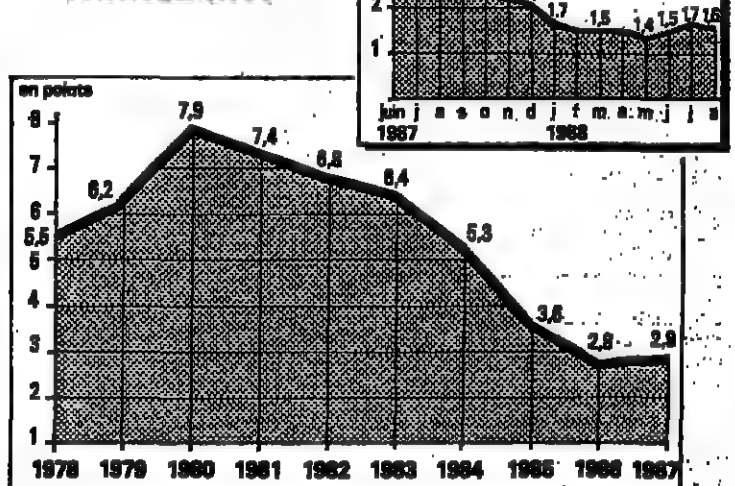
Tels sont les enjeux centraux du retour à la cohésion, à la solidarité et à la fierté d'appartenir à une France par ailleurs pleine de chances et de dynamismes multiples. Ils sont aussi de conditions à l'action entraînant de la France au service de l'édification européenne, du développement et du développement (...).

Pour relever des défis de l'ampleur de ceux qui viennent d'être rappelés, les moyens doivent être choisis avec soin. La France a découvert durement en 1975, puis en 1981, conclut M. Rocard, que le degré d'interdépendance des économies modernes est devenu tel qu'il lui interdit sur le court terme un rythme de croissance économique supérieur à celui de ses partenaires principaux. Plus précisément, la croissance que nous est permise est directement fonction de l'état de notre balance des paiements. Toute aggravation du déficit augmente en effet nos dettes et finalement met en cause notre indépendance nationale.

De tout cela, il résulte que la France ne dispose que de deux marges de liberté pour améliorer sa croissance : d'une part, ce qu'elle gagne par son commerce extérieur, tourisme compris, et d'autre part ce qu'elle gagne en productivité interne de l'ensemble national. Sur ce second point, la productivité globale de l'entreprise est heureusement à l'ordre du jour. Les efforts sont soutenus et les progrès rapides. Le vrai problème, celui que l'on n'a pas encore véritablement traité, c'est la productivité de l'ensemble public. État, sécurité sociale, collectivités locales, établissements publics.

La ligne est donc claire : le pilotage quotidien doit être conduit de manière à profiter aux mieux des chances et à limiter au maximum les coûts qu'engendrent les vents changeants de la conjoncture mondiale, tout en permettant que se déroule une action permanente attentive et précise visant la transformation progressive des comportements et des structures. Il faut un éclairage et un fil conducteur. C'est au plan qu'il incombe de le fournir.

### ÉCART D'INFLATION FRANCE-RFA



L'écart de hausse des prix de détail entre la France et la RFA (calculé sur douze mois), après avoir atteint des sommets lors du choc pétrolier, a commencé à se réduire durablement à la suite des plans de rigueur de 1982 et 1983.

augmentation de la population active, c'est sans doute à partir d'une croissance d'environ 2,5 % par an que, sur la durée, notre économie cesse de détruire des emplois et commence à en créer. Or, plus de deux millions de personnes supplémentaires apparaîtront sur le marché du travail d'ici à l'an 2000, dont un fort pourcentage de femmes.

L'ampleur du chômage en France, bien supérieure à celle de nos principaux partenaires, nous oblige, à côté de ce traitement économique, à mener une politique spécifique destinée à accroître le contenu en emplois de la croissance. Nous voyons, en effet à travers le monde, que l'emploi peut croître plus ou moins vite pour un même rythme de croissance, et nous devons chercher les modes d'activité les plus riches en emplois, en veillant à préserver toutes les conséquences des automatismes, en particulier la qualité du service rendu. L'arbitrage capital-travail doit se faire en fonction des besoins, non des modes.

Cette analyse implique tout d'abord de tirer les conséquences du sentiment dominant, chez beaucoup de chefs d'entreprises, d'une tendance constante à l'élevation du coût du travail, comparé à celui des équipements. Il faut donc renverser ces anticipations qui dissuadent les entreprises d'embaucher. En conséquence, l'engagement est pris pour les quatre années à venir de stabiliser - à tout le moins - les cotisations de Sécurité sociale à la charge des entreprises.

Cela doit conduire également à orienter la demande vers les activités à fort contenu en emploi et faible contenu en importation : le développement des services et notamment du tourisme, ainsi que des activités intermédiaires du secteur quasi-marchand est, à cet égard, un besoin vital si l'on veut résorber le chômage.

(2) Un préalable : la maîtrise de l'inflation.

Dans le contexte actuel de la France, la priorité absolue de toute stratégie de croissance à moyen terme est la maîtrise de l'inflation.

L'objectif de stabilité des prix est exprimé en termes relatifs par rapport à nos concurrents. Aligner durablement notre rythme de hausse des prix sur la meilleure performance européenne constitue une condition impérative pour une croissance saine de notre pays.

3) Le passage au grand marché européen.

La seconde condition de notre développement à moyen terme, pour-

ressource doit nous permettre de réduire le déficit.

À côté de l'industrie, les services, dont l'importance dans les économies modernes et les échanges internationaux est croissante, méritent une attention accrue.

Le Plan se fixe donc un double objectif de croissance : une progression de l'investissement deux fois plus rapide que celle de l'économie, et une croissance des exportations permettant de retrouver un solde industriel excédentaire de façon significative à l'horizon 1992.

(4) La croissance par l'exportation et l'investissement.

Tant que nous n'avons pas retrouvé notre équilibre des paiements courants, une croissance tirée par la consommation est exclue par son coût en devises, qui conduit à des dévaluations en série (...). Nous n'avons pas le choix : notre besoin vital d'investir pour l'avenir doit nous obliger à accepter d'importer les biens d'équipement étrangers nécessaires.

C'est donc une croissance tirée par l'exportation et par l'investissement qui, dans la situation actuelle de la France, constitue la seule forme saine et durable de la croissance. Elle comporte, à l'extérieur de notre pays, une reconquête pour les produits industriels, de nos parts de marché mondial, inférieure en 1989 à ce qu'elles étaient en 1980 et une amélioration de notre rang de fournisseur sur les marchés des pays industrialisés. Les PME peuvent jouer à cet égard un rôle croissant.

Cette reconquête se fera par une amélioration de notre spécialisation internationale, un progrès de notre technologie et une meilleure qualité de nos produits.

(5) Une cohésion sociale plus forte.

Le Plan redonne comme priorité sociale la mise en place, dans les entreprises, de conditions favorables à un nouveau dialogue sur les conditions de travail, l'introduction des nouvelles technologies, l'aménagement de la durée du travail, l'acquisition des qualifications nécessaires en particulier du crédit-formation et la définition de systèmes de rémunération plus proches de la réalité de l'entreprise.

D'autre part, le Plan se fixe pour objectif de reprendre l'effort interrompu qui nous conduira sous peu d'années à consacrer 0,7 % de notre produit intérieur brut à l'aide publique au développement, comme s'y est engagé le chef de l'État dans sa lettre aux Français.

Appelez le  
69.1002  
BOURSE  
EN DIRECT

Le duel entre  
FO prép

Le 29 septembre 1988, M. Rocard a présenté la première esquisse du X<sup>e</sup> Plan. Le document, qui sera soumis aux commissions chargées d'élaborer le rapport final, est le fruit d'un travail de concertation entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Il vise à définir les priorités de la France pour la période 1989-1992, en tenant compte des défis européens et mondiaux. Le chômage est au cœur des préoccupations, ainsi que la cohésion sociale et la compétitivité de l'économie française. Le Plan se veut un document « ouvert », destiné à alimenter la réflexion collective. La première esquisse a été présentée par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État au Plan, devant les députés de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. M. Rocard, Premier ministre, a souligné l'importance de cette démarche et a encouragé les Français à participer activement à la construction du prochain plan quinquennal. Le document est disponible en version abrégée et complète. Les versions complètes sont disponibles auprès du Service de la presse du gouvernement.



# Économie

Le duel entre M. Marc Blondel et M. Claude Pitous

## FO prépare l'« après-Bergeron »

Dans FO-Hédo, l'hebdomadaire officiel de la confédération, M. Marc Blondel et M. Claude Pitous cohabitent chaque semaine, ou presque. L'article de l'un précède ou suit l'article de l'autre. Une cohabitation normale, en apparence, puisque l'un comme l'autre se trouvent être secrétaire confédéral de FO. M. Blondel est responsable du secteur économique, M. Pitous est chargé des DOM-TOM, des négociations salariales dans le secteur public et de la formation syndicale. Mais l'exercice devient plus délicat quand on sait qu'ils sont l'un et l'autre candidats à la succession de M. André Bergeron.

Après avoir été secrétaire général de FO pendant vingt-cinq ans, M. Bergeron, qui aura soixante-sept ans le 1<sup>er</sup> janvier 1989, passera la main début février, à l'issue du congrès confédéral qui commencera le 31 janvier. Ce duel entre M. Blondel et M. Pitous aura pu se dérouler en famille, rester, pour l'essentiel, à l'abri des regards indiscrets de l'extérieur. Mais, à l'issue d'un comité confédéral national (CCN) instance où siègent les fédérations et les unions départementales et qui élit le secrétaire général, le 21 janvier 1987, M. Bergeron avait officialisé ces deux candidatures. La compétition devenait publique et la campagne électorale plus dure.

### Des rivalités dissimulées

Aujourd'hui, M. Bergeron, qui avait été auréolé, au moins jusqu'au congrès de novembre 1984, d'une quasi-unanimité autour de lui, ne peut que constater, avec tristesse, que ses troupes en viennent à se déchirer dans cette querelle de famille. Quand on lui demande s'il ne redoute pas que ses militants en arrivent à oublier la tolérance dont il réclame leur organisation, M. Bergeron répond : « Je crains toujours un peu cela mais j'espère qu'il n'en sera rien... ». « Je comprends, confie-t-il, que mon départ, après vingt-cinq ans de direction, pose un problème réel. S'il n'est posé pas, c'est que, vraiment, je n'aurais tenu aucune place. Mais je fais confiance à l'attachement sincère des militants de FO pour leur organisation afin qu'ils surmontent les sentiments qui peuvent les habiter à un moment ou à un autre, et qu'ils ne considèrent que l'unité de la confédération. »

Si M. Bergeron refuse de prendre publiquement position, il fait discrètement campagne de la région parisienne pour M. Pitous, en insistant que son successeur puisse « rassembler » tout le monde à FO et ne soit pas « partisan d'un groupe contre un autre ».

A première vue, les deux rivaux sont très dissimulés. Né le 2 mars 1938 dans une famille de tisseurs du Nord, M. Blondel a le vertige haut et fort, la passion plutôt trébuchante. Extraverti autant qu'épistémicien, il s'impose avec impétuosité dans les débats intérieurs et extérieurs. Dans sa jeunesse, il a fait un peu tous les métiers : vendeur sur les marchés, auxiliaire dans les PTT et l'enseignement avant de devenir, par la suite, employé de la région parisienne. En 1974, il devient secrétaire général de la Fédération des employés et cadres, dont le recrutement en adhérents est fort hétérogène, puis entre au bureau confédéral en juin 1980. Il joue également un rôle actif au Bureau international du travail. Un tempérament de battant.

M. Pitous cultive une autre image. Discret, il peut même sembler effacé. Il ne cherche visiblement pas à paraître au premier plan. Mais sa réserve apparente dissimule une grande force de conviction, comme et sobre. Né le 3 janvier 1936, l'année du Front populaire, à Agen dans le Lot-et-Garonne, il a travaillé, après avoir été auxiliaire aux impôts, au centre de tri des PTT d'Argentan (Orne). En novembre 1963, il participe, comme militant FO, à son premier congrès confédéral, celui où M. Bergeron devient

« le patron » de la confédération. Permis en 1967 de la fédération des PTT, dont il devient secrétaire général en 1978, il entre au bureau confédéral en 1982. Un profil très « bergeronien ».

Pour l'heure, la campagne électorale (trop souvent alimentée de faux bruits et de rumeurs assassines) fait rage, chaque postulant faisant la tournée des unions départementales. La bataille s'anime en effet d'actualité. Lors du scrutin au comité confédéral national, le rapport sera de un à trois entre les unions départementales et les fédérations. Là où une union départementale dispose de cent suffrages, une fédération en a trois cents. La chasse aux indécis est donc importante. Les partisans de M. Blondel assurent pourtant que l'affaire est déjà entendue et que leur favori va gagner. Selon leurs pointages, le responsable du secteur économique a le soutien de cinquante unions départementales sur cent deux et d'environ une vingtaine de fédérations sur vingt-huit. Un tel compte lui garantirait début février 60 % des suffrages.

Pour les amis de M. Blondel, l'engagement de M. Bergeron ne pourrait pas renverser la vapeur en faveur de M. Pitous et il courrait même un gros risque en soutenant le « perdant ». Avant d'être leur confiance dans le secrétaire général de FO est de plus en plus réduite et qu'ils ne lui épargnent plus leurs critiques. Sûr de sa victoire, M. Blondel assure que, quel que soit le résultat, il donnera publiquement l'accolade à M. Pitous et ne verra pas d'inconvénient à ce qu'il ait une place au bureau confédéral. Une manière de répondre à ceux qui, en face, lui reprochent d'être « trop dur » ou « trop menaçant » qu'il ne sera pas l'homme d'un « clan » et que, en tout état de cause, il ne veut pas casser son organisation.

Dans le camp de M. Pitous, on ne joue pas la même musique. En riposte à ce qu'on appelle l'« intoxic » et l'« esbrouffe » du rival, on aligne d'autres chiffres, d'autres sondages et, un autre résultat. M. Pitous aurait l'appui de deux unions départementales sur trois mais il serait « en retard » par rapport à son « concurrent » d'une dizaine de fédérations.

Avec un pourcentage d'adhésion de 70 % ou 8 % des mandats, le rapport des forces serait, selon eux, en faveur du responsable de la formation syndicale dans une fourchette 32-48 %, voire 54-46 %. Une façon de reconnaître que le duel sera, de toute façon, serré. D'un naturel conciliant, M. Pitous se déclare favorable à la reconduction au bureau confédéral des candidats étant actuellement secrétaires confédéraux.

Sur les douze membres de l'actuelle direction de FO, seuls trois ne se représentent pas : M. Bergeron, M. Jean Dorier (trésorier) et M. Roger Lerda. La volonté affirmée par M. Pitous signifie qu'en cas de victoire M. Blondel, mais aussi ceux qui le soutiennent parmi les candidats « sortants », comme M. Paullette Hoffman et M. Claude Janet, pourront demeurer au bureau confédéral. Il est vrai aussi que le vainqueur aura qu'une faible latitude pour faire entrer ses amis à la direction.

### Le « critère d'orientation »

Lors du CCN de Rennes, en juin dernier, M. Bergeron avait demandé aux dirigeants de fédérations et d'unions départementales de « résister à la tentation d'être son successeur en partant de critère « d'orientation », en récusant au passage l'opposition entre « participatifs » (pitousiens) et « revendicatifs » (blondelistes). De fait, M. Blondel et M. Pitous sont tous les deux très attachés à l'indépendance syndicale, au combat collectif et à la laïcité. Ils refusent toute idée d'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat, ne méfient pas gouvernants et gouvernés, se méfient comme de la peste du consensus et sont hostiles à

un rapprochement immédiat avec la CFDT. Ils sont, chacun à sa manière, FO pur sang.

Dans une confédération très composite, le clivage serait-il politique ? Indéniablement, M. Blondel joue sur son image de gauche. Il est « à gauche, non par opportunisme mais par conviction ». Proche de M. Mauroy, il a sa carte du PS mais il se déclare « très vigilant » dans un contexte automatiquement passionnel. M. Pitous, au contraire, ne tourne à l'affrontement. A moins que... M. Bergeron ne prenne publiquement position, ce qui conviendrait à M. Pitous, ses amis espérant que les intentions de vote remonteront alors à plus de 60 % en sa faveur. A moins encore que l'apaisement domine et qu'un « arrangement » soit trouvé (comme à la CFDT), ne laissant en piste qu'un candidat. Hypothèse peu probable, même si M. Pitous souhaite l'arrangement — difficile sous la houlette de M. Bergeron, particulièrement contesté par un camp — et si M. Blondel repousse toute idée de fracture. Le dernier défilé de dépôt officiel des candidatures est le 31 décembre, mais plus personne ne croit à l'émergence d'un « troisième homme ».

Alors quel clivage ? Comme on dit pudiquement des « nuances », le séparant, M. Blondel entend défendre « un syndicalisme de contestation » (c'est-à-dire qui pose problème sur rôle revendicatif), ce qui conduit les partisans de son rival à affirmer qu'il prépare « une radicalisation de FO ». Reconnaissant les difficultés du syndicalisme, M. Blondel est réservé par rapport au discours sur l'adaptation du mouvement syndical.

Pour lui, c'est le syndicalisme qui doit peser sur l'évolution de la société et non la société qui doit régenter l'évolution du syndicalisme. Interrogé sur les projets d'entreprise dans « Le Monde Affaires » du 23 mars 1987, il assurait notamment : « L'entreprise est un lieu de production dans lequel il faut trouver un équilibre par la négociation et la pratique contractuelle. La tension est d'ailleurs à l'origine du mouvement (...). On ne peut pas crier à la modernité et en même temps remettre en cause ce que les salariés, à travers la négociation, ont progressivement obtenu. »

### La frontière des soutiens

Mettant en avant l'« esprit réformiste », M. Pitous s'inscrit dans la « tradition de compromis » de FO, ce qui amène les amis de son rival à le soupçonner de vouloir participer à la gestion. Compromis n'est pas « compromission » et M. Pitous précise dans ses courriers de formation aux militants de FO (le Monde du 19 décembre 1986) qu'« un pragmatisme de tous les instants, alliant le sens de l'initiative et le compromis, permet la réalisation d'objectifs immédiats, sans renoncer aux réformes plus profondes ». Et, ajoute-t-il : « Nous sommes des gagnants parce que nous sommes capables de signer de petits compromis qui donnent des petits plus. L'addition des petits plus, cela fait de grands plus. »

En fait, la véritable ligne de partage est peut-être plus perceptible à travers les soutiens apportés aux deux candidats. Opposé au projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi en décembre 1984, M. Blondel avait aussi combattu l'accord sur l'aménagement du temps de travail signé par FO dans la métallurgie en juillet 1986 puis la signature par sa confédération de l'accord sur les règles de licenciement en octobre 1986. Or la plupart des opposants à l'accord de la métallurgie étaient des « blondelistes » : chimie, Loire-Atlantique, employés et cadres, défense nationale, Indre, transports. Parmi les autres « blondelistes » figurant les

fédérations du textile, des fonctionnaires, des finances, du bâtiment. De côté de M. Pitous, en revanche, on trouve des fédérations souvent en pointe dans le « pragmatisme », comme la métallurgie, l'agriculture, EDF, mais aussi l'UD de Paris, les PTT, les tabacs et allumettes, les cheminots, la police nationale...

L'issue est incertaine et beaucoup craignent que le congrès confédéral, dans un contexte automatiquement passionnel, ne tourne à l'affrontement. A moins que... M. Bergeron ne prenne publiquement position, ce qui conviendrait à M. Pitous, ses amis espérant que les intentions de vote remonteront alors à plus de 60 % en sa faveur. A moins encore que l'apaisement domine et qu'un « arrangement » soit trouvé (comme à la CFDT), ne laissant en piste qu'un candidat. Hypothèse peu probable, même si M. Pitous souhaite l'arrangement — difficile sous la houlette de M. Bergeron, particulièrement contesté par un camp — et si M. Blondel repousse toute idée de fracture. Le dernier défilé de dépôt officiel des candidatures est le 31 décembre, mais plus personne ne croit à l'émergence d'un « troisième homme ».

Alors quel clivage ? Comme on dit pudiquement des « nuances », le séparant, M. Blondel entend défendre « un syndicalisme de contestation » (c'est-à-dire qui pose problème sur rôle revendicatif), ce qui conduit les partisans de son rival à affirmer qu'il prépare « une radicalisation de FO ». Reconnaissant les difficultés du syndicalisme, M. Blondel est réservé par rapport au discours sur l'adaptation du mouvement syndical.

Pour lui, c'est le syndicalisme qui doit peser sur l'évolution de la société et non la société qui doit régenter l'évolution du syndicalisme. Interrogé sur les projets d'entreprise dans « Le Monde Affaires » du 23 mars 1987, il assurait notamment : « L'entreprise est un lieu de production dans lequel il faut trouver un équilibre par la négociation et la pratique contractuelle. La tension est d'ailleurs à l'origine du mouvement (...). On ne peut pas crier à la modernité et en même temps remettre en cause ce que les salariés, à travers la négociation, ont progressivement obtenu. »

MICHEL NOBLECOURT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PENARROYA

Le conseil d'administration de la société Penarroya réuni le 27 septembre 1988 a examiné les comptes sociaux et les comptes consolidés du premier semestre de l'exercice en cours.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 2,1 milliards de francs contre 1,8 milliard au 30 juin 1987, soit une augmentation de 15 %. A périmètre comparable cette progression s'élève à 21 %.

L'évolution des comptes de la société et du groupe s'analyse comme suit, en millions de francs :

	Société			Consolidé (part du groupe)		
	Exercice 1987	1 <sup>er</sup> sem. 1987	1 <sup>er</sup> sem. 1988	Exercice 1987	1 <sup>er</sup> sem. 1987	1 <sup>er</sup> sem. 1988
Chiffre d'affaires	2 557	1 140	1 336	3 927	1 809	2 080
Résultat courant	- 102	- 100	+ 10	- 244	- 190	- 13
Éléments exceptionnels	+ 172	+ 105	+ 59	+ 161	+ 80	+ 46
Résultat net	+ 70	+ 5	+ 69	+ 405	+ 110	+ 33

La poursuite des plans de redressement mis en œuvre dans le groupe sur le plan tant industriel que financier se traduit par un résultat courant positif de 10 millions de francs dans les comptes sociaux, tandis que la perte du groupe a été ramené à 13 millions contre des montants au 30 juin 1987 qui s'élevaient respectivement à - 100 et - 190 millions de francs.

Les éléments exceptionnels enregistrés pendant le semestre concernent principalement la cession des intérêts dans l'Or du Limousin en France.

Les activités du groupe ont bénéficié, depuis le mois de mai, d'une amélioration de la conjoncture économique dont l'effet est encore peu sensible sur les résultats du premier semestre, mais, si cette tendance se maintient au niveau actuel, le résultat de l'exercice 1988 serait significativement positif, tant au niveau social qu'au niveau groupe.

Le conseil a observé que les pertes des activités minérales en Espagne, de l'ordre de 30 millions de francs, avaient pesé lourdement sur le résultat consolidé du groupe. Il a pris connaissance du projet de cession à un groupe espagnol de la mine des Silices de Carthagène, qui, sous réserve des autorisations administratives nécessaires, contribuerait à un arrêt de l'exploitation dans le contrat de l'année 1989 et permettrait la mise en valeur, par le groupe acquéreur, des terrains rendus disponibles.

Le conseil, après avoir constaté que les autorisations préalables avaient été obtenues, a décidé de passer à la réalisation des opérations approuvées par l'assemblée générale du 27 juin 1988. Ces opérations se traduiront, dans le courant du mois d'octobre, par l'intégration dans la société Penarroya, qui prendra le nom de Métaleurop, des activités métallurgiques de Pressing, tandis que cette dernière société, grâce à une augmentation de capital qui lui est réservée, deviendra le principal actionnaire de Métaleurop. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 7 novembre 1988, aura à statuer, entre autres, sur la capitalisation par IMETAL de 170 millions de francs de créances ainsi que prévu, et sur la modification des statuts de la société, qui deviendra une société anonyme à participation d'IMETAL de 45 % du capital de Métaleurop, tandis que la participation d'IMETAL sera de l'ordre de 24 %.

## Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

## AXA et SOVAC

Le groupe AXA, soucieux d'apporter de nouveaux services à sa clientèle, et la SOVAC, groupe spécialisé dans le financement des particuliers, ont, antérieurement aux accords AXA-MIDI, envisagé une collaboration en créant une banque dont le capital sera détenu à hauteur de 65 % par le groupe AXA et 35 % par le groupe SOVAC.

Les autorités monétaires ont donné leur accord définitif à la création de cet établissement qui prendra le nom d'AXA CRÉDIT.

Pour PROSPECTER une clientèle  
OPTIMISER un réseau de distribution  
IMPLANTER un commerce,

L'INSEE vous propose  
L'INVENTAIRE COMMUNAL 1988

UNE SOURCE D'INFORMATION UNIQUE  
POUR CHACUNE DES 3650 COMMUNES FRANÇAISES

- 200 types d'équipements répertoriés
- Les relations intercommunales, les pôles d'attraction
- La clientèle potentielle
- La localisation des équipements

QUELLE QUE SOIT LA ZONE ÉTUDIÉE, DES SUPPORTS VARIÉS  
ADAPTÉS À VOTRE PROJET.



DÉCOUVREZ L'INVENTAIRE COMMUNAL

en téléphonant au : (1) 45.40.01.43

ou en renvoyant ce bon à : INSEE B208 - IC - 18 Bd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

Nom : ..... Activité : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : ..... Téléphone : .....  
souhaite recevoir une documentation gratuite sur l'INVENTAIRE COMMUNAL 1988

INSEE - Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Appelez le  
**36.69.1002**  
**LA BOURSE**  
EN DIRECT

LE JOURNAL  
TELEPHONE  
2,99 F par appel

هكذا من الأصل



## ÉTRANGER

44 000 suppressions d'emplois et 261 milliards de francs d'investissements

## Les chemins de fer italiens ne veulent plus être un système ferroviaire de « va-nu-pieds »

ROME  
Correspondance

Les chemins de fer italiens sont à nouveau au bord du chaos : les syndicats de cheminots organisent des grèves dures, le 3 et le 4 octobre, tandis que politiques et techniciens s'emparent à propos d'un « plan de redressement et de développement » des Ferrovie dello Stato (FS), que tout le monde réclame et que personne ne semble vouloir vraiment.

Les FS comptent 214 000 salariés et 14 000 milliards de francs (63 milliards de francs) de déficit pour un chiffre d'affaires de 20 000 milliards de francs (90 milliards de francs) en 1987. Les ventes couvrent à peine 17 % des coûts alors qu'en 1950, quand les FS étaient une simple société d'Etat, les recettes représentaient 95 % des dépenses.

Par-dessus le marché, à quatre ans à peine de l'échec de 1992, le système ferroviaire italien est indubitablement la lanterne rouge de l'Europe, le moins rapide, le moins fiable, le moins moderne, le moins confortable, et le moins rentable naturellement. Pas étonnant lorsqu'on sait par exemple qu'un abonnement mensuel sur la ligne Rome-Naples (216 kilomètres) en première classe coûte 243 FF, alors que la même prestation sur un trajet de 100 kilomètres au sud de Londres coûte plus de 4 000 F à l'utilisateur britannique.

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)Renseignements : 46-55-81-82.  
Page 4138

« Nous avons un système ferroviaire de va-nu-pieds », déclarait récemment à l'hebdomadaire *Il Mondo* le président des FS, Lodovico Ligato, un massif Calabrais de quarante-huit ans, qui est en passe de devenir la victime d'un bras de fer politique, bien éloigné des vrais problèmes du rail italien. Un peu comme, en juillet dernier, l'avait été Umberto Nordio, l'ex-président d'Alitalia, éjecté de son poste à la faveur d'un autre chaos, celui des lignes aériennes, en pleine saison touristique.

Lodovico, dit « Vico » Ligato, ancien député de la démocratie chrétienne (DC), a été nommé il y a trente-deux mois à peine, à la tête du nouvel organisme autonome des FS, dont le statut a changé officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 1986, après quatre-vingt ans de service strictement public.

M. Ligato, qui n'était en aucun cas un technicien de la gestion d'entreprise mais un homme politique, a été nommé à ce poste par un ministre socialiste, Claudio Signorile, et se trouve aujourd'hui presque opposé à son ministre de tutelle, démocrate-chrétien comme lui, le Frioulais Giorgio Santuz qui soutient du bout des lèvres son « plan de redressement et de développement ».

Ce projet, approuvé le 30 août par le conseil d'administration des FS, après deux passages en juillet au Parlement, devant la commission des transports de la Chambre des députés et celle du Sénat, alimente depuis plusieurs semaines une polémique en Italie.

Le plan quinquennal (1989-1993) prévoit quarante-quatre mille suppressions d'emplois (exclusivement sous forme de préretraites ou de départs volontaires, souligne Ligato), la « remise » aux régions concernées de 4 000 kilomètres de lignes (sur un réseau national de 16 000 kilomètres) et 58 000 milliards de francs d'investissements (261 milliards de francs) pour faire de ce système vétuste et unanimement critiqué un service ferroviaire

de niveau européen, rapide et fiable, et si possible rentable.

Le projet de Ligato et de son conseil d'administration, dont trois membres seulement avaient voté contre — deux communistes et un socialiste, — a été mis en charpie par le Parti socialiste qui n'a pas hésité le 12 septembre à demander la démission du président.

Il est également contesté, quoique plus modérément, par les syndicats, plus préoccupés par les coupes budgétaires tous azimuts auxquelles se livre actuellement le gouvernement de Mita pour boucler son budget 1989 que par le contenu même du plan qui a au moins le mérite d'exister, notent les observateurs.

Certes, ce plan ambitieux, mais coûteux, voit le jour au plus mauvais moment possible : le gouvernement cherche désespérément 40 000 milliards de recettes (180 milliards de francs) ou plutôt d'économies, dont la moitié à peine pourra être trouvée dans les budgets des différents ministères.

Faire  
meilleure figure

Celui des transports est menacé, selon des indiscrétions ministérielles, de coupes claires de l'ordre de 14 %, que les cheminots, tous réunis pour une fois, repoussent énergiquement au nom de l'intérêt stratégique du chemin de fer dans la perspective européenne de 1992 et alors que l'industrie du pays bat tous les records de performances.

Lodovico Ligato a contre lui le peu de réalisations présentées au cours de son premier mandat : en tout et pour tout, une liaison rapide Milan-Rome, baptisée « Mi-Ro ». Mais il a pour lui, s'il résiste aux pressions exercées pour l'éliminer, le mérite d'avoir produit un plan plausible et bien ficelé qui peut, sous réserve d'obtenir les moyens requis, permettre à l'Italie sur rails de faire meilleure figure à l'aube de 1992.

CLAUDIA MONAL

## AFFAIRES

## La France et l'Allemagne choisissent leurs fournisseurs pour le radiotéléphone des années 90

La France vient de retenir ses fournisseurs pour le radiotéléphone du futur, appelé à voir le jour en Europe dans les années 90 : il s'agit du consortium réunissant autour d'Alcatel (groupe CGE) le finlandais Nokia et l'allemand AEG, d'une part. Et, d'autre part, le tandem formé par les français Matra et le suédois Ericsson. En RFA, le consortium basé autour d'Alcatel est également choisi, ainsi que le constructeur allemand Siemens.

Le principe du consortium Alcatel-Nokia-AEG, baptisé ECR 900, a été de se faire représenter dans chaque pays par une société phare. Dans l'Hexagone, il s'agit de la filiale française d'Alcatel, Alcatel-CIT. Outre-Rhin, c'était sa filiale allemande, Standard Elektrik Lorenz (SEL). A la suite du lancement, le 29 mars dernier, d'un appel d'offres dans les douze pays européens, les autorités communautaires ont reçu quatre-vingt-dix réponses. La Grande-Bretagne avait été la première, ensuite, à faire son choix en retenant, au début de l'été, pour Londres et le sud de l'Angleterre la solution proposée par le britannique Orbitel, le suédois Ericsson et le français Matra. Dans le reste du pays, les Britanniques reteniront pour un projet pilote l'américain Motorola.

Le mardi 27 septembre, la France n'a pas pris de grands risques en retenant l'offre faite par les français Alcatel-CIT au nom de l'ECR 900 d'une part, et celle du français Matra, associé au suédois Ericsson dans les centraux téléphoniques depuis un an et demi, d'autre part. Deux réseaux pilotes ayant chacun une capacité de 10 000 abonnés seront installés en région parisienne. Ils entreront en service au cours du second semestre de 1991. Le réseau, confié au tandem Matra-Ericsson, utilisera le matériel AXE du suédois. Celui confié au consortium autour d'Alcatel se servira du central français E 10.

En RFA, les autorités ont choisi eux aussi leur constructeur national, Siemens d'une part, et l'ECR 900 d'autre part. Mais, contrairement à ce qui se passera en France, le réseau confié à l'ECR 900 fonctionnera autour du système 12. Nul doute que l'on sera tenté de comparer, de chaque côté du Rhin, les performances respectives du radiotéléphone du futur développé par Alcatel et ses alliés, l'un basé sur le central français E 10 et l'autre sur le système 12 développé par sa filiale allemande. Cette concurrence intra-Alcatel risque d'être lourde de conséquences pour les choix futurs du groupe.

## TRANSPORTS

## Les suites de l'accident de Mulhouse

## Le ministre des transports sanctionne les pilotes de l'Airbus

Le ministre des transports, M. Michel Delebarre, a suivi les recommandations faites le 9 septembre par le conseil de discipline de l'Association civile. Il a retiré, le 28 septembre, leur licence aux deux pilotes de l'Airbus A-320 d'Air France tombé, le 26 juin, près de Mulhouse. Trois personnes avaient été tuées.

Le commandant de bord, M. Michel Asseline, quarante-quatre ans, se voit retirer sa licence pour une durée de huit ans et il perd sa qualification d'instructeur. Sa carrière semble finie, Air France l'ayant licencié le 14 septembre. Le

copilote, M. Pierre Mazères, subit seulement un retrait de licence de deux mois. Son congé maladie a été prolongé sous cette forme par Air France et M. Bernard Attali, le ministre de l'Aviation, le futur président de la compagnie nationale, sera appelé à trancher son sort dans les semaines qui viennent.

La différence de traitement entre les deux pilotes tient d'abord au principe de l'aviation civile qui veut que le commandant de bord soit seul responsable. En outre, les conversations enregistrées dans le poste de pilotage ont mis en lumière la volonté de M. Asseline d'effectuer un survol non réglementaire.

## REPÈRES

## Assurance-maladie

## Accélération des prescriptions

La progression des dépenses d'assurance-maladie s'est à nouveau accélérée en août, selon les statistiques publiées par le Centre national des statistiques (CNASTS). En rythme annuel, elle était à la fin du mois de 5,3 % (3,3 % à prix constants) contre 4,7 % à fin juillet. L'accélération se marque sur les remboursements d'honoraires des médecins spécialistes (la croissance est de 6,6 % fin août pour les actes techniques et chirurgicaux contre 6,1 % fin juillet, de 7,8 % contre 7,3 % pour la radiologie) malgré un ralentissement de leur activité en été. En revanche, l'activité des omnipraticiens a diminué.

Mais ce sont surtout les prescriptions qui augmentent, plus vite que les prévisions : en rythme annuel, la progression est de 5,1 % contre 3,6 % fin juillet : 3 % contre 1,3 % pour les médicaments, 7,5 % contre 6,2 % pour les actes d'aide médicale et 12,5 % contre 11,4 % pour les analyses biologiques.

## ENERGIE

## Baisse des cours du pétrole

Les cours du pétrole brut ont poursuivi leur baisse mercredi 28 septembre sur le marché international, le plupart des opérateurs restant perplexes sur les résultats de la réunion du comité des prix de l'OPEP au cours du dernier week-end. Le brut américain de référence, le « WTI », a terminé juste au-dessus de 14 dollars, à 14,11 dollars par baril, tandis que le « Brent » britannique restait en dessous de 13 dollars à 12,75 dollars par baril.

## Protectionnisme

## Veto de M. Reagan sur une loi concernant les textiles

Le président Ronald Reagan a opposé son veto, le mercredi 28 sep-

tembre, à une proposition de loi sur les importations de textiles jugée protectionniste. La Chambre des représentants devrait voter, la semaine prochaine, de contre ce texte. Il semble peu probable que les deux chambres puissent se réunir pour y parvenir avant l'été. La législation, qui avait reçu l'assentiment final du Congrès, la semaine dernière, permet de limiter la croissance des importations de textiles à 1 % par an et gèle celles de chaussures à leur niveau de 1987. Elle encourage, par ailleurs, l'attribution de quotas aux pays acceptant d'acheter plus de produits agricoles américains. Ses partisans soulignent qu'environ 1 000 usines de textiles ont été fermées depuis 1980, représentant une perte de 350 000 emplois.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## ARC UNION

ARC UNION, dont les deux principaux actionnaires sont le groupe Worms et Cie et le Crédit Lyonnais, a décidé d'augmenter son capital par l'émission de 500 F de 102 038 actions de 100 F chacune, avec une prime d'émission de 400 F. A l'issue de cette opération, entièrement souscrite le 20 septembre, le capital de la société est porté à 56 120 900 F, et le total de ses fonds propres à 130 millions.

Par ailleurs, les Conseils de Prêtat-Sicomi et de Sicommer, d'une part, d'Omibank et d'Unimur, d'autre part, ont approuvé les bases des traités de fusion qui conduiront Prêtat-Sicomi à absorber Sicommer, et Omibank à absorber Unimur avant la fin de l'année, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1988, sous réserve de leur ratification par les assemblées générales extraordinaires.

Parallèlement, la gestion des deux nouvelles entités ainsi constituées sera assurée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, par Arc Union qui gère déjà Unibail.

Dans la ligne de ces rapprochements, FOEP-Omnium Financier de Paris, principal actionnaire de Prêtat-Sicomi, entrera dans le capital d'Unibail, et les sociétés du groupe Worms et Cie augmenteront leur participation dans Prêtat-Sicomi et Omibank. Arc Union prendra elle-même une participation de 2 % dans le capital de chacune de ces deux sociétés. Il est prévu que Jean Meyrial entre au Conseil de Prêtat-Sicomi et Joseph-Camille Genton au conseil d'Unibail.

Arc Union animera et gèrera alors un très grand ensemble de crédit-bail immobilier : au 1<sup>er</sup> juillet 1988, les capitaux propres des sociétés gérées (Unibail, Prêtat-Sicomi, Omibank, Sicommer, Unimur et Omni-Energie) représentaient 2,6 milliards de francs, et le total de leur bilan était supérieur à 8 milliards.

ARC UNION  
108, rue de Richelieu - 75002 PARIS - Tél. : (1) 40.15.21.21

## INSOLITES

## Le but manqué

Si malheureux dans sa dernière Coupe du monde, Platini aurait-il manqué son dernier but ? Sa carrière s'est achevée le 23 mai dernier sur une fête haute en couleurs, dans sa ville de Nancy où naquit sa réputation, avec la participation joyeuse des plus grandes vedettes internationales du football.

Nombreux furent ceux qui voulaient profiter de cette grande kermesse. Du vendeur de saucisses au fabricant de tee-shirts. La société Effigie fut de ceux-là. Elle fournit 30 000 maillots à l'effigie du champion... et en vendit 3 000. Dépôt de bilan. Et l'effigie d'un de ses sous-traitants, Speed Print, qui a fabriqué 5 000 badges et 5 000 porte-clés qui se sont si mal vendus que la société affirme avoir perdu 74 000 F dans l'opération.

## Cravate de rigueur

La cravate, un temps délaissée, connaît à nouveau depuis trois ans un véritable « boom ». Selon la Fédération de la cravate, les ventes devraient dépasser cette année 17 millions d'unités, et le chiffre d'affaires global des fabricants le milliard de francs. Fait unique dans le secteur textile : la balance commerciale de la cravate est largement positive, les exportations (243 millions de francs en 1987) dépassant largement les importations (125 millions).

## Verte en plastique

Les bouteilles en plastique, de plus en plus répandues, mais de plus en plus coûteuses à éliminer, seront prochainement conçues en Allemagne fédérale. Le gouvernement vient d'adopter, sur demande du ministère de l'environnement, le principe d'un prélèvement obligatoire de 50 pfennig (1,80 F) de consignation sur toutes les bouteilles en plastique. Selon cette loi qui doit être approuvée par le Bundestag (chambre des États) et la Commission européenne, les détaillants et fabricants de bouteilles seront obligés de les reprendre et de les recycler.

## Paris pas cher

Le gât Paris n'est plus aussi ruineux que jadis. Selon le classement des villes les plus chères du monde établi par l'Union des banques suisses, la capitale française n'arrive qu'au quinzième rang, loin derrière Tokyo, les villes scandinaves — dans l'ordre : Oslo, Helsinki, Stockholm et Copenhague —, et les villes helvétiques, Genève et Zurich. Londres, de réputation doulosienne, n'arrive pourtant qu'au neuvième rang, talonné par New-York, deuxième.

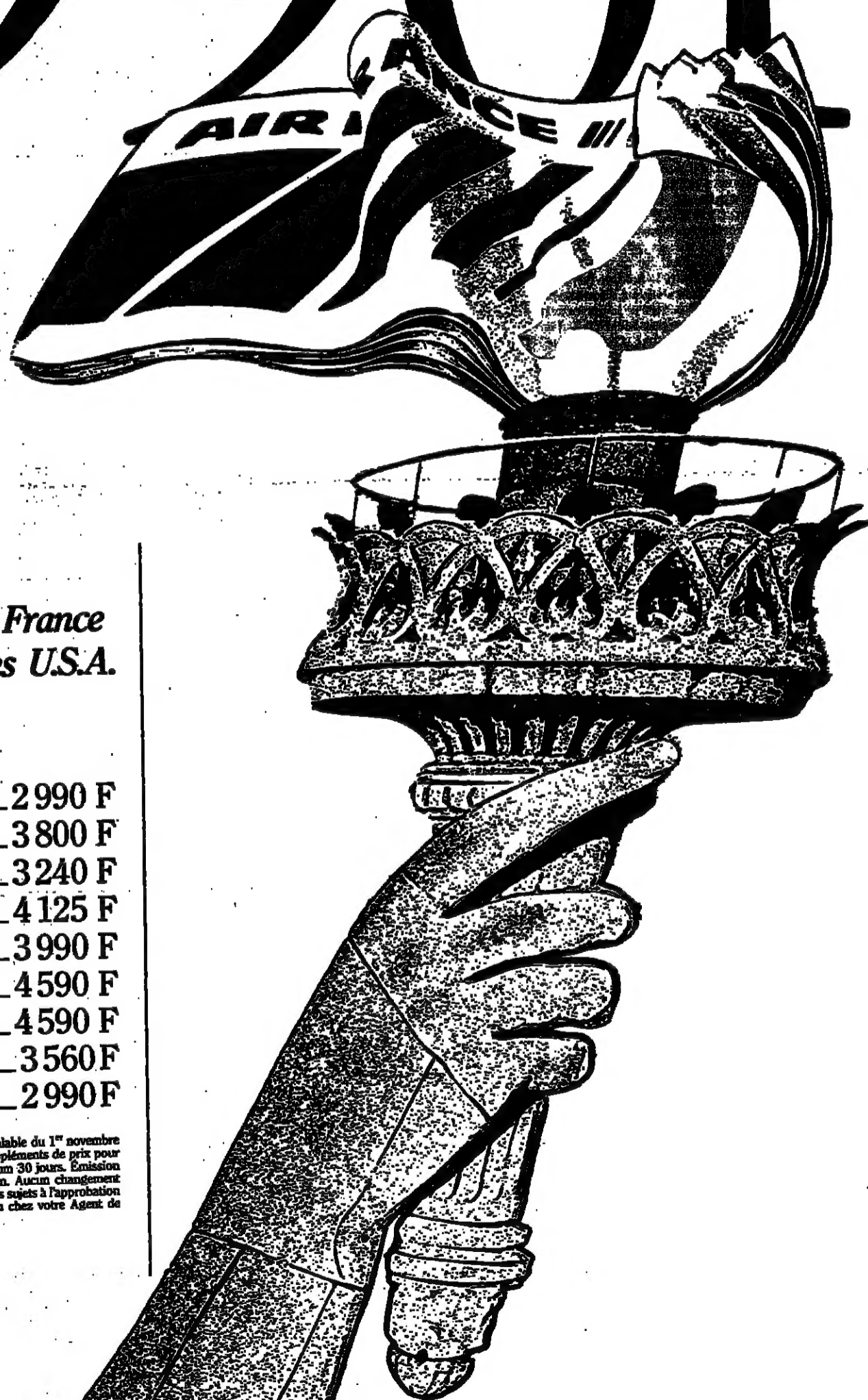
Offrez-vous la qualité  
et ses vols directs  
à des prix exceptionnels

NEW YORK  
CHICAGO  
WASHINGTON  
HOUSTON  
MIAMI  
LOS ANGELES  
SAN FRANCISCO  
PHILADELPHIE  
BOSTON

AIR



# NEW YORK 2990 F



*Offrez-vous la qualité Air France  
et ses vols directs vers les U.S.A.  
à des prix exceptionnels.*

NEW YORK	2990 F
CHICAGO	3800 F
WASHINGTON	3240 F
HOUSTON	4125 F
MIAMI	3990 F
LOS ANGELES	4590 F
SAN FRANCISCO	4590 F
PHILADELPHIE	3560 F
BOSTON	2990 F

Prix aller/retour au départ de Paris en classe Économique. Offre valable du 1<sup>er</sup> novembre au 9 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 15 mars 1989. Suppléments de prix pour les vendredi, samedi, dimanche. Validité minimum 14 jours, maximum 30 jours. Émission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation. Aucun changement de réservation possible. Remboursement total ou partiel interdit. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous dans les Agences Air France ou chez votre Agent de voyages.

**AIR FRANCE N°1 VERS LES USA**

ARC UNIC

هكذا من الأصل







VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS					
Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	% +/-	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	% +/-	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	% +/-
3620	C.N.E. 35% ..	3740	3760	3720	- 0 27							1740	Deutsche Bank	1775	1757	1757	- 1 01
1028	B.A.P. P.T. ..	1023	1022	1022	- 0 10							51	Orléans Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50	Deutsche Bank	54 90	57 95	57 95	+ 0 21
1122	1122 1122	1122	1122	1122	+ 0 18							50</					

Comptant (selection)

SICAV (selection)

28/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours			
<b>Obligations</b>																				
Emp. S.B. 5.77	126 08	3 110	Changement (St)	146	144	Loire-Vallée	629		Tout-Argente	199	191	A.A.A.	628 77	657 34	France-Méditerranée	1029 08	998 17	Parovet	808 25	890 93
8.00 % 7/80	102 87	2 121	C.I.C. (Fin. de)	180	148	Loire (St)	1900	1959	Tout-Argente	350	350	Anden	212 02	206 35	France-Méditerranée	27 77	27 77	Parovet	392 84	251 80
10.00 % 7/84	106 28	0 740	C.I.C. (Fin. de)	722	722	Loire (St)	1189		Liberté S.A.D.	533	533	Anden	457 04	440 02	France-Méditerranée	27 77	27 77	Parovet	698 02	637 73
10.00 % 7/89	106 49	0 294	Chen	2200		Loire (St)		96 70	U.A.P.	336	336	Anden	584 94	584 79	France-Méditerranée	32 50	32 06	Parovet	940 46	940 46
10.00 % 8/89	106 49	0 294	Chen		686	Magasin Unipol	132	132	U.T.A.	1750	1680	Anden	587 52	586 29	France-Méditerranée	1207 53	1207 53	Parovet	7204 07	7204 07
10.00 % 9/89	106 49	0 294	Chen		1159	Magasin Unipol	108	112 38	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 10/89	106 49	0 294	Chen		321	Magasin Unipol	329	329	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 11/89	106 49	0 294	Chen		325	Magasin Unipol	417	420	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 12/89	106 49	0 294	Chen		2470	Magasin Unipol	110	113	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 13/89	106 49	0 294	Chen		480	Magasin Unipol	95	10	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 14/89	106 49	0 294	Chen		720	Magasin Unipol	239	239	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 15/89	106 49	0 294	Chen		19 55	Magasin Unipol	413	418	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 16/89	106 49	0 294	Chen		940	Magasin Unipol	2000	2000	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 17/89	106 49	0 294	Chen		938	Magasin Unipol	1106	1106	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 18/89	106 49	0 294	Chen		141	Magasin Unipol	402		U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 19/89	106 49	0 294	Chen		70	Magasin Unipol	547	555	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 20/89	106 49	0 294	Chen		210	Magasin Unipol	189	190 70	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 21/89	106 49	0 294	Chen		1400	Magasin Unipol	367 50	382 50	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 22/89	106 49	0 294	Chen		1880	Magasin Unipol	230 40	237	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 23/89	106 49	0 294	Chen		869	Magasin Unipol	218		U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 24/89	106 49	0 294	Chen		569	Magasin Unipol	298		U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 25/89	106 49	0 294	Chen		230	Magasin Unipol	1067	1067	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 26/89	106 49	0 294	Chen		720	Magasin Unipol	1350	1350	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 27/89	106 49	0 294	Chen		679	Magasin Unipol	2382	2382	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 28/89	106 49	0 294	Chen		460	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 29/89	106 49	0 294	Chen		235	Magasin Unipol	3400	3400	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 30/89	106 49	0 294	Chen		448	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 31/89	106 49	0 294	Chen		3890	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 32	106 49	0 294	Chen		61 10	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 33	106 49	0 294	Chen		122 50	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 34	106 49	0 294	Chen		8406	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 35	106 49	0 294	Chen		230	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 36	106 49	0 294	Chen		217	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 37	106 49	0 294	Chen		421	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 38	106 49	0 294	Chen		770	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 39	106 49	0 294	Chen		480	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 40	106 49	0 294	Chen		444	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 41	106 49	0 294	Chen		720	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 42	106 49	0 294	Chen		1000	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 43	106 49	0 294	Chen		368 50	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 44	106 49	0 294	Chen		254	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 45	106 49	0 294	Chen		6000	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 46	106 49	0 294	Chen		910	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 47	106 49	0 294	Chen		750	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 48	106 49	0 294	Chen		200	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 49	106 49	0 294	Chen		601	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 50	106 49	0 294	Chen		736	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 51	106 49	0 294	Chen		394	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 52	106 49	0 294	Chen		644	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 53	106 49	0 294	Chen		629	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 54	106 49	0 294	Chen		525	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 55	106 49	0 294	Chen		370 40	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 56	106 49	0 294	Chen		289	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 57	106 49	0 294	Chen		359	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 58	106 49	0 294	Chen		442	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 59	106 49	0 294	Chen		642	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82	342 96	Parovet	5586 25	5586 25
10.00 % 60	106 49	0 294	Chen		464	Magasin Unipol	1130	1130	U.T.A.	1182	1182	Anden	1073 45	1074 27	France-Méditerranée	326 82				

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
5-55-91-82, poste 4330

c: coupon détaché - o: offert - \*: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

هكذا من الأصل



فكنا من الأصل

DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
2 « Vraie et fausse dévotion à l'information », par Alfred Grosser ; « Hôpital public : état d'urgence », par le docteur Francis Peigné.	9 La préparation du second tour des élections cantonales : les difficultés des désistements à gauche.	12 Les infirmières ont reçu le soutien de plusieurs syndicats de médecins.	28 Hôtel Terminus, un film de Marcel Ophüls.	34 La préparation du X <sup>e</sup> Plan.	Abonnements ..... 2	• Les Jeux olympiques en direct, 24 h sur 24 ..... JO
ÉTRANGER	10 Le débat sur le regroupement des scrutins locaux : l'avis de M. Mermaz.	13 Le projet de budget du ministère de l'intérieur.	29 Un entretien avec Michel Portal.	35 La succession de M. Bergeron à la tête de FO.	Annuaire classé ..... 32	• Les cantonales ..... ELEC
3 URSS : la convocation du comité central.	11 La rentrée parlementaire : éviter la boulimie législative.	— Poursuite du mouvement de grève des surveillants de prison.	— Je ne reviendrai jamais, de Tadeusz Kantor.	36 Quarante-quatre mille emplois supprimés dans les chemins de fer italiens.	Cartes ..... 32-33	36-15 tapez LM
4 La France propose une action de l'ONU au Liban.		14 et 15 Les Jeux olympiques.	— Le 33 <sup>e</sup> Salon de Mont-rouge.	38-39 Marchés financiers.	Loterie, Loto ..... 31	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction ..... JOUR
			25 Communication.		Météorologie ..... 31	• Abonnez-vous au Monde ABO
					Mots croisés ..... 31	36-15 tapez LE MONDE
					Radio-télévision ..... 31	
					Spectacles ..... 30	

Remous à la Bourse de Paris

Qui peut bien ramasser des actions Bouygues ?

Mercredi 28 septembre 1988, 780 000 titres de la société Bouygues, soit un peu plus de 6 % du capital, ont changé de main pour un peu plus de 400 millions de francs, le cours de l'action bondissant de 20 % à près de 600 F.

Aussitôt, les rumeurs les plus diverses ont commencé à courir, évoquant tout à la fois l'offensive éclair d'un raidier à la recherche d'un « coup » ou celle du groupe cherchant à acquiescer une forte position chez Bouygues, aux fins de négociations, ou carrément un début d'OPA.

A l'heure actuelle, les 12 millions d'actions constituant le capital de la firme de construction et de travaux publics sont répartis à hauteur de 11 % à 12 % dans les familles Bouygues et Augereau, 10 % dans Clivest, société d'investissement du Crédit lyonnais, un peu moins de 5 % dans le groupe Suez, 5 % chez les salariés et 5 % dans une sous-famille Bouygues, 2,7 % à l'UAP, soit 40 % environ du capital et au moins 45 % avec les droits de vote double attachés aux actions nominatives. Le public détient les 60 % restants.

Toutes les hypothèses ont été avancées pour expliquer ce ramassage et cette envolée. Une maladie du PDG et fondateur, Francis Bouygues ? Il paraissait un peu fatigué ces derniers temps et boîte légèrement depuis un an à la suite d'une elongation, mais, jeudi matin, il était à son bureau au siège de la société à Saint-Quentin-en-Yvelines, en pleine forme, assurait-on.

Des indices économiques publiés à date fixe

M. Bérégovoy a annoncé, dans son point de presse du 29 septembre, que les principaux indicateurs économiques français seraient désormais publiés à date fixe, selon un calendrier établi mensuellement par l'INSEE et la direction des douanes.

Cette mesure, qui porte sur les prix à la consommation, le commerce extérieur, la production industrielle et les comptes trimestriels, sera applicable dès le 1<sup>er</sup> octobre.

On notera que, si elle inclut deux indices généralement attendus avec impatience — les prix à la consommation, le commerce extérieur, — elle ne comprend pas, en revanche, les chiffres du chômage.

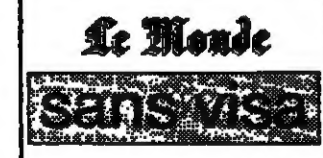
BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 septembre

Légère hausse

Sensible hausse jeudi de l'ensemble des valeurs. L'indicateur instantané affichait une progression de 0,86 %. L'attention était totalement focalisée sur le titre Bouygues, qui en raison d'une trop forte demande, ne put être coté durant la matinée. Les autorités boursières décidaient d'effectuer une nouvelle tentative à 12 h 30. Parmi les hausses figuraient les Chargeurs (+ 6,7 %), Roussel Uclaf (+ 4,1 %) et Midi (+ 4,1 %). En baisse on notait Darty (- 5,8 %), Ecco (- 2,7 %) et l'Institut Mérieux (- 2,1 %).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT



**TAPIS PERSANS**  
FAITS MAIN  
exceptionnellement  
soldés à  
**30% 50%**  
et à  
**MAISON DE L'IRAN**  
65, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)  
A B C D E F G

La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Le RPR s'orienterait vers une « abstention motivée »

La mission envoyée par le RPR en Nouvelle-Calédonie a regagné Paris mercredi 28 septembre. Ses membres, MM. Masson, sénateur du Loiret, Kasperic, député de Paris, et Sarkoy, député des Hauts-de-Seine, ont rendu compte à M. Juppé, secrétaire général, des résultats de leurs contacts. M. Juppé fera état de leur rapport devant le comité central du RPR qui, le 15 octobre, décidera à bulletins secrets de l'attitude à adopter pour le référendum du 6 novembre.

L'attitude de M. Lafleur

Les membres de la mission ont insisté sur le fait que le président du RPR à Nouméa, M. Jacques Lafleur, souhaitait que le RPR métropolitain ne prenne pas position pour le « non » au référendum. En revanche, il n'a pas demandé à ses amis de se prononcer formellement pour le « oui », admettant très bien que le RPR formule certaines objec-

tions qui le feraient pencher pour l'abstention.

Selon les « missionnaires », M. Lafleur souhaite surtout que le RPR comprenne les raisons qui l'ont décidé à participer aux négociations de l'accord de Matignon et à soutenir celui-ci. Il aurait été convenu que M. Lafleur ne ferait pas campagne en métropole, mais seulement sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Les membres de la mission RPR ont acquis la conviction, au cours de leur séjour, que la situation s'était sensiblement améliorée sur le terrain et que les militants du RPR soutenaient unanimement leurs dirigeants locaux.

Ces éléments d'information, pense-t-on au RPR, seraient de nature à retenir le comité central de prononcer pour le « non » majoritaire lors du dernier comité central, le 14 septembre — sans pour autant faire prévaloir le « oui ». On pourrait donc s'orienter vers une « abstention motivée ».

A. P.

M. Rocard a reçu M. Barre

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a reçu, jeudi matin 29 septembre, à l'Hôtel Matignon, M. Raymond Barre. Les deux hommes se sont entretenus en tête à tête pendant quarante-cinq minutes. Leur conversation devait être, en principe, consacrée à la réforme du système audiovisuel et aux questions budgétaires.

M. Raymond Barre, très souriant, s'est borné à répondre aux journalistes qui l'interrogeaient à sa sortie, que cette rencontre s'était « très bien » passée. Dans l'entourage du premier ministre, on précisait que M. Barre avait fait savoir à M. Rocard qu'il ne ferait « ni confidences, ni petites phrases ».

C'était la première fois que l'ancien premier ministre était reçu ouvertement par M. Rocard.

Le ministre du travail annule le licenciement de trois militants CGT de Renault-Billancourt

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, vient d'annuler le licenciement de trois militants CGT de l'usine Renault de Billancourt. Ceux-ci font partie des vingt-quatre militants cégétistes licenciés de cet établissement qui avaient demandé leur réintégration. Bien que leur licenciement, intervenu en février dernier, fut lié à l'affaire des « Dix » (licenciés à l'automne 1986 à la suite de manifestations violentes au cours de l'été), leur cas a été disjoint, car pour eux, la sanction n'était pas encore définitive.

En effet, ces trois militants (deux délégués au comité d'hygiène et de sécurité et un ancien délégué, encore « protégé » par son statut six mois après la fin de son mandat) avaient été licenciés par la Régie le 23 février 1988 pour avoir fait entrer quelques jours plus tôt un des « Dix » dans le centre industriel, ce qui avait entraîné une échauffourée et un échange de coups avec les gardiens. La direction avait demandé leur licenciement pour « faute grave », pour « avoir favorisé l'entrée en force dans l'usine de personnes étrangères à l'entreprise » et pour « voies de fait sur des salariés de l'entreprise ».

L'inspection du travail, obligatoirement saisie dans le cas de salariés « protégés », ayant accordé le licenciement le 30 mars, les trois militants avaient présenté le 28 mai — donc avant la loi d'amnistie — un « recours hiérarchique » auprès du ministre du travail.

C'est sur ce recours que M. Soisson vient de se prononcer (il devait le faire au plus tard le 28 septembre), mais en l'état actuel de la loi et de la jurisprudence, donc en tenant compte de la loi d'amnistie. Les actes et les fautes commises par les trois délégués étant amnistifiés en vertu du premier paragraphe de l'article 15 de la loi (seuls en sont exceptés par l'article 14 les actes contraires à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur), M. Soisson a annulé la décision de l'inspecteur du travail et, du même coup, le licenciement. Les militants devront donc être réintégrés. Le ministre a annoncé sa décision par lettre le jeudi 29 septembre à chacun des intéressés et à la direction de la Régie.

G. H.

Le numéro du « Monde » daté 29 septembre 1988 a été tiré à 505 922 exemplaires

**Le nouveau « look » des costumes et chemises grandes griffes, à LA VOGUE**  
38, bd des Italiens (près Opéra).  
Centre commercial Vélizy 2 — détaxe à l'exportation

Sur le vif

Branquignols à Séoul

C'est les Branquignols à Séoul, nos athlètes, ma parole. Vous avez vu le coup des deux mecs, deux champions de la pagaille qui ont oublié de prendre le départ des régates. Ils faisaient bronzer, ils lézardaient, ils short au nez des fesses, sur les bords du fleuve Han — l'adjectif peut-être y aller, dis donc ! — Pourquoi ? On est bien là. Tiens, passe-moi un peu d'ombre soignée... Le temps de se retourner, de se mettre le ventre à l'air, la course leur avait passé sous le nez.

Mais attendez, voici mieux : là, c'est un bouzer, un Clintoc. Il a peur de sa médaille pour avoir roulé sur le ring. Si, si, je vous jure. Il a fait le K-O. Il s'est fait envoyer au tapis, et il est à profit pour piquer un petit somme pendant que l'arbitre comptait jusqu'à 4... 5... 6... Il a fini par ouvrir les yeux. Trop tard. Son adversaire, un Marocain, tendait déjà vers le ciel le poing ganté de la victoire.

Moi, quand j'ai entendu ça, ça m'a sauté au nez, je me suis dévoté de lire sur mes capotes. Et dire qu'il y en a pour qu'on contre tout le truc qu'ils se font, ces super-mecs très sévèrement sélectionnés parmi l'élite sportive

de cet abominable et une nation. C'est dégoûté. La comédie, ça n'a pas de prix.

Branquignols, vous mieux faire clown que masochiste. Non, parce que le sport, c'est très marrant pour la santé. C'est pas moi qui le dis, c'est un grand sportif, un spécialiste interviewé, hier, dans le Monde. Ils sont à moitié crevés, les athlètes, après des années d'entraînement. Ils tiennent plus debout. Ils sont malades comme des chiens. Faut les soigner. Avec quoi ? Ben, avec des médicaments, cette question !

Nous, on est là à s'interroger, à se demander comment tous ces Branquignols, tous ces Hongrois, sans compter nos pauvres Ben Johnstons, ont-ils osé : pour passer de la dope à un flacon. Plus d'attention. Simple oubli. Ils ont pas pensé à demander à leur femme ou à leur manager de leur régler un échafaudage, une glorieuse blague dans une petite poche en caoutchouc. Qu'ils se retrouvent ensuite, comme ce coureur cycliste qu'on a obligé à échanger son maillot jaune contre une barboteuse bleue.

CLAUDE SARRAUTE.

FOOTBALL : éliminatoires de la Coupe du monde 1990

La France d'une courte tête

Grâce à un pénalty réussi par Jean-Pierre Papin à huit minutes de la fin de la rencontre, l'équipe de France de football a atteint contre la Norvège, le mercredi 28 septembre, au Parc des Princes, l'étape suivante de la sélection nationale pour la Coupe du monde qui se disputera en Italie en 1990. Pour participer à la phase finale, la sélection nationale ne peut se permettre de perdre un seul point sur son terrain.

Même si elle a gâché un nombre élevé d'occasions, même si la circu-

tion de balle avait encore besoin de quelques conseils de Biscot fitté pour éviter les embouteillages de l'axe central, la formation alignée mercredi soir avait bien reçu le message du sélectionneur national, Henri Michel, qui avait passé de « mobilisation générale » avant un match où il y avait plus à perdre qu'à gagner. Les « Bleus » n'ont pas hésité sur les dépenses d'énergie pour récupérer les ballons dans les pieds adverses.

THIERRY CERINATO.

**SCIENCE & VIE**  
**ECONOMIE**  
**ENTREPRISES,**  
**GARE**  
**AUX**  
**ESPIONS!**

En matière économique, les espions ne sont pas ceux que l'on croit. Le « renseignement concurrentiel » utilise des agents besogneux et efficaces. Pourtant, peu d'entreprises savent s'en protéger.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Comment éviter un nouveau krach.
- Pétrole : les nouvelles règles du jeu.

**SCIENCE & VIE ÉCONOMIE**  
**COMPRENDRE POUR AGIR**